

PERSPECTIVES D'INVESTISSEMENT DANS LES PAYS DE L'OCI





Perspectives d'investissement dans les pays de l'OCI



Table des matières

Acronymes	8
Avant-propos	10
Remerciements	12
Résumé analytique	13
1. Introduction	17
 PARTIE I : INVESTISSEMENT DANS LES PAYS DE L'OCI	 19
2. État de l'investissement dans les pays de l'OCI.....	20
2.1 Investissements publics	24
2.1.1 Tendances des investissements publics et stocks de capital	25
2.1.2 Améliorer la qualité et l'efficacité des investissements	28
2.1.3 Rôle des fonds souverains	28
2.1.4 Investissement public pendant la reprise post-pandémique	31
2.2 Investissement privé	32
2.2.1 Tendances des investissements privés et stocks de capital	33
2.2.2 Participation privée aux investissements dans les infrastructures	36
2.2.3 Stimuler l'investissement pour le développement durable	43
2.3 Investissements directs étrangers (IDE)	44
2.3.1 Tendances des IDE entrants	45
2.3.2 Investissements Greenfield	49
2.3.3 Tendances des IDE sortants.....	49
2.3.5 Tendances sectorielles des IDE.....	53
3. L'écosystème d'investissement dans les pays de l'OCI	55
3.1 Facteurs déterminants de l'investissement.....	56
3.2 Entrepreneuriat.....	57
3.3 Compétitivité.....	58

3.4 Risques liés aux pays	61
3.5 Coût du financement	62
3.6 La facilité de faire des affaires.....	63
PARTIE II : PRIORITES SECTORIELLES ET OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENT	67
4. Le secteur pétrochimique	69
4.1 Importance et tendances clés.....	69
4.2 Situation actuelle	70
4.3 Principaux défis.....	72
4.4 Opportunités d'investissement	73
5. Secteur du textile et des articles d'habillement.....	81
5.1 Importance et principales tendances	81
5.2 Situation actuelle	84
5.3 Principaux défis.....	85
5.4 Opportunités d'investissement	86
6. Agriculture et sécurité alimentaire.....	89
6.1. Importance et tendances clés.....	89
6.2. Situation actuelle	90
6.3. Principaux défis.....	92
6.4. Opportunités d'investissement	94
7. Secteurs des mines et de la construction	97
7.1. Importance et tendances clés.....	97
7.2. Situation actuelle	101
7.3. Principaux défis.....	105
7.4 Opportunités d'investissement	106
PARTIE III : FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT	115
8. Rôle et importance des fonds d'investissement	116
8.1 Introduction	116

8.1.1	Que sont les fonds d'investissement ?	116
8.1.2	Différent types de fonds d'investissement.....	117
8.2	Fonds d'État	118
8.2.1	Fonds de patrimoine souverain.....	118
8.2.2	Fonds des pensions publiques.....	121
8.3	Fonds islamiques mondiaux.	123
8.3.1	Aperçu général	123
8.3.2	Différents types de fonds d'investissement	124
9.	Impacts de l'investissement dans les pays de l'OCI	128
9.1	Financement et stimulation de l'économie réelle.	128
9.2	Favoriser une croissance durable, une économie verte et une stabilité financière	129
9.3	L'épine dorsale de l'épargne et de la planification et des retraites.	137
PARTIE IV: CONCLUSION ET IMPLICATIONS POLITIQUES.....		138
10.	Conclusion	139
11.	Implications politiques.....	141
11.1	stimuler l'investissement publics dans les pays de l'OCI.....	141
11.2	stimuler l'investissement privés dans les pays de l'OCI.	141
11.3	Attirer davantage d'IDE dans les pays de l'OCI.....	143
11.4	Améliorer l'écosystème d'investissement dans les pays de l'OCI	144
11.5	Cartographie des secteurs prioritaires pour l'investissement dans les pays de l'OCI.....	145
11.6	Mobilisation des fonds d'investissement pour combler les lacunes en matière d'investissement dans les pays de l'OCI.	147
Annexes		149
Références		159

Acronymes

Aramco	Société pétrolière d'Arabie Saoudite
AuM	Actifs sous gestion
BOT	Construire-Opérer-Transférer
TCAC	Taux de croissance annuel composé
CD	Disque compact
CO2	Dioxyde de carbone
CRC	Classification des risques par pays
DVD	Disque numérique polyvalent
EDBI	Indice relatif à la facilité de faire des affaires
EMDEs	Marchés émergents et économies en développement
EMEA	Europe, Moyen-Orient et Afrique
EPF	Fonds de prévoyance des employés
ESG	Environnement, social et gouvernance
ETF	Fonds négocié en bourse
IDE	Investissements directs étrangers
CCG	Conseil de Coopération du Golfe
GCF	Fonds vert pour le climat
GCI	Indice de compétitivité mondiale
PIB	Produit intérieur brut
PIB	Produit intérieur brut
GEI	Indice mondial de l'entrepreneuriat
FBCF	Formation brute de capital fixe
PNB	Produit national brut
GVC	Chaînes de valeur mondiales
HDPE	Polyéthylène à haute densité
ICD	Société islamique pour le développement du secteur privé
ICECS	Commission islamique pour les affaires économiques, culturelles et sociales,
ICMA	Association internationale des marchés de capitaux
TIC	Technologies de l'information et des communications
FMI	Fonds monétaire international
BID	Banque islamique de développement
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MLCs	Contrats de gestion et de location
MNEs	Entreprises multinationales
MW	Mégawatt
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OEM	Fabricant d'équipements d'origine

OCI	Organisation de la coopération islamique
AP	Nylon
PE	Polyéthylène
PET	Polyestère
GIP	Gestion des investissements publics
PIMAs	Évaluations de la gestion des investissements publics
PPI	Participation privée dans les infrastructures
PPP	Partenariats public-privé
PU foams	Mousses de polyuréthane
REIT	Fonds de placement immobilier
SABIC	Société saoudienne des industries de base
ODD	Objectifs du développement durables
SESRIC	Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques
PME	Petites et moyennes entreprises
SWFs	Fonds souverains
EAU	Émirats arabes unis
ONU	Organisation des Nations Unies
FEM	Forum économique mondial

Avant-propos

L'investissement est un catalyseur du développement durable. La stimulation de l'investissement permet non seulement de stimuler la croissance économique, mais aussi de créer des emplois et de déclencher le développement de nouvelles technologies et compétences. Pourtant, de nombreux pays en développement souffrent toujours d'un investissement limité, surtout en raison de la faiblesse de l'épargne intérieure et de la difficulté à attirer les investissements directs étrangers (IDE). La majorité des pays membres de l'OCI ne sont pas à l'abri de cette situation. Un grand nombre d'entre eux présentent d'importants déficits d'investissement, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, ce qui ralentit leur croissance économique et les empêche d'atteindre leur plein potentiel économique. Le potentiel économique inexploité des pays membres de l'OCI est souvent associé à de faibles niveaux de revenu par habitant, à l'incidence de la pauvreté et du chômage, et à des niveaux élevés d'inégalité socio-économique.

Dans ce contexte, c'est avec un grand plaisir que nous présentons ce rapport conjointement préparé par le SESRIC et l'ICD du groupe de la BID, qui examine le paysage d'investissement dans les pays membres de l'OCI, analyse les tendances récentes d'investissement, et fournit une vue d'ensemble de l'écosystème d'investissement. Le rapport met également en évidence les priorités sectorielles et les opportunités d'investissement dans les pays membres de l'OCI afin de fournir des éléments indicatifs au niveau industriel aux décideurs politiques et aux investisseurs potentiels. En outre, le rapport souligne l'importance des fonds d'investissement dans la région de l'OCI, qui pourraient constituer un catalyseur important pour mobiliser l'épargne oisive et stimuler les investissements.

Les conclusions du rapport révèlent que les pays de l'OCI, en tant que groupe, ont réussi à augmenter la part moyenne des investissements dans leur PIB total de 22,6% en 2000 à 28,6% en 2021. Toutefois, de grandes disparités existent au niveau des pays. Par conséquent, un montant considérable d'investissements supplémentaires est nécessaire pour combler les déficits d'investissement existants dans de nombreux pays de l'OCI, notamment pour atteindre les ambitieux Objectifs de développement durable (ODD) et les objectifs du Programme d'action de l'OCI 2025.

En effet, les pays de l'OCI regorgent d'opportunités d'investissement dans de nombreux secteurs, de la pétrochimie à l'agriculture, ce qui pourrait les aider à augmenter le niveau des investissements car ces secteurs offrent d'abondantes possibilités de générer des revenus. Ces opportunités rendent de nombreuses destinations de l'OCI attrayantes pour différents types d'investisseurs. Dans ce contexte, les IDE pourraient jouer un rôle important dans la mobilisation de l'épargne des autres nations. Toutefois, pour attirer davantage d'IDE, il faut souvent mettre en place un écosystème d'investissement favorable aux investisseurs. Les indicateurs analysés sur l'écosystème de l'investissement révèlent que les pays de l'OCI, en moyenne, devraient apporter des améliorations majeures en offrant un environnement plus favorable aux investisseurs, notamment en réduisant les risques pays associés et le nombre de procédures requises. Cela s'applique également aux "fonds d'investissement" qui

recherchent des opportunités d'investissement rentables dans le monde entier pour leurs parties prenantes.

S'attaquer aux principaux obstacles à l'investissement, diversifier l'investissement, libérer le potentiel des fonds d'investissement et envisager de nouvelles modalités d'investissement devraient figurer parmi les principales priorités des décideurs des pays membres de l'OCI dans l'élaboration des politiques d'investissement. Nous sommes convaincus que les conclusions de ce rapport pourraient fournir aux décideurs politiques des conseils fondés sur des preuves dans cette direction et offrir un ensemble d'idées concrètes sur la façon de stimuler la coopération intra-OCI dans le domaine de la coopération économique.



Nebil DABUR
Director General
SESRIC



Eng. Hani Salem SONBOL
Acting CEO
ICD

Remerciements

Ce rapport a été préparé sous la direction de S.E. M. Nebil Dabur, Directeur général du SESRIC et S.E. Ing. Hani Salem Sonbol, PDG par intérim de l'ICD. Mazhar Hussain, Directeur du Département de la Recherche Economique et Sociale au SESRIC et Dr. Elvin Afandi, Chef de Division de la Politique Economique et de la Recherche à l'ICD ont supervisé les étapes de la préparation.

Kenan Bağcı, chercheur principal au SESRIC, a préparé le chapitre 2 sur l'état de l'investissement dans les pays de l'OCI, à l'exclusion de la section 2.3 sur l'IDE, qui a été préparée par le Dr. Cem Tintin, chercheur principal au SESRIC. Dr. Cem Tintin a préparé le chapitre 3 sur l'écosystème d'investissement.

Les chapitres 4, 5, 6 et 7 sont préparés conjointement par le Dr Musa Jega Ibrahim de la BID et Mme Reham Hassan de l'ICD. Les chapitres 8 et 9 sont préparés par Mme Nur Aina de l'ICD. Le chapitre 1, le chapitre 10 et le chapitre 11 ont été préparés conjointement par le Dr Cem Tintin et le Dr Elvin Afandi.

Résumé analytique

L'investissement est un catalyseur essentiel de la croissance économique et de la création d'emplois. Afin de promouvoir le développement, les pays de l'OCI allouent une part importante de leur budget à l'investissement, correspondant à environ 29% de leur produit intérieur brut (PIB), les investissements des secteurs public et privé représentant une part croissante du PIB au cours des trois dernières décennies. Pourtant, à l'échelle mondiale, les besoins d'investissement dans les infrastructures entre 2023 et 2040 s'élèvent à environ 72 billions de dollars, avec un déficit d'investissement estimé à 12 billions de dollars. Cela souligne l'importance d'élaborer des politiques efficaces pour combler le déficit d'investissement et de promouvoir la coopération intra-OCI en matière d'investissement.

Partie I: Investissement dans les pays de l'OCI

Malgré la croissance des investissements, la part des pays de l'OCI dans les investissements mondiaux n'a pas connu une augmentation suffisante ces dernières années. En 2019, les pays de l'OCI représentaient 12,2% des investissements publics mondiaux (contre 9,2% en 2000) et 12,5% des stocks de capitaux mondiaux (contre 11,6% en 2000). Au sein du groupe de l'OCI, les cinq premiers pays de l'OCI ont représenté 58,3 % du total des investissements publics au cours de la période 2010-19, l'Arabie saoudite occupant la première place avec une part de 22,7 % du total des investissements publics au sein du groupe de l'OCI. De même, la part des pays de l'OCI dans le total des investissements privés mondiaux est passée de 9,7% en 2000 à 12,3% en 2019. Au cours de la période 2010-19, trois pays de l'OCI ont collectivement représenté 55,8 % du total des investissements privés dans la région de l'OCI, à savoir l'Indonésie (27,6 %), la Türkiye (19,7 %) et l'Arabie saoudite (8,5 %), ce qui démontre une concentration importante des investissements privés dans certains pays de l'OCI.

Les écarts d'épargne et de technologie qui prévalent dans de nombreux pays en développement et dans les pays de l'OCI font souvent augmenter l'importance des entreprises multinationales et des projets d'IDE, car ils peuvent renforcer la croissance et l'innovation, créer des emplois de qualité et permettre un développement durable. Pourtant, un aperçu de la performance des IDE des pays de l'OCI révèle que de nombreux pays de l'OCI sont toujours loin de leur potentiel et ne peuvent accueillir que des quantités limitées d'IDE. Les flux d'IDE dirigés vers les pays de l'OCI ont diminué, passant de 129,8 milliards de dollars des États-Unis en 2013 à 114,4 milliards de dollars des États-Unis en 2019. L'apparition de la pandémie de COVID-19 a aggravé la situation dans la majorité des pays de l'OCI et a été associée à une réduction des entrées d'IDE. En 2020, les entrées d'IDE se sont encore érodées et ont été mesurées à 100 milliards de dollars des États-Unis en 2020, reflétant une réduction de 12,6 % des entrées par rapport à 2019. La prévalence d'un haut niveau de concentration dans le groupe de l'OCI est également observée dans les IDE : les 10 premiers pays de l'OCI

avec les plus grands flux d'IDE représentaient ensemble 73% du total des flux d'IDE du groupe de l'OCI en 2020. La coopération intra-OCI dans le domaine des IDE n'est pas proche du niveau souhaité. Les données limitées disponibles soulignent que seuls quelques pays de l'OCI ont bénéficié de manière significative des IDE intra-OCI.

L'écosystème d'investissement existant affecte à la fois la qualité et la quantité des investissements, tout en influençant dans une large mesure leur impact sur le développement. Par conséquent, l'identification des principaux obstacles à l'investissement est d'une importance capitale dans les pays de l'OCI. L'analyse d'une sélection d'indicateurs et d'indices développés pour évaluer l'écosystème d'investissement des pays d'une manière comparative a révélé que les pays de l'OCI, en moyenne, ont un certain nombre de barrières qui découragent l'investissement. En conséquence, les pays de l'OCI ont, en moyenne, des scores relativement moins compétitifs, comme dans l'indice mondial de l'esprit d'entreprise (GEI) du Forum économique mondial. Les résultats ont également révélé que de nombreux pays de l'OCI ont tenté d'améliorer leurs écosystèmes d'investissement existants, notamment en adoptant des réformes réglementaires ou institutionnelles. Par exemple, les pays de l'OCI ont réalisé 1 289 réformes dans toutes les dimensions de l'indice de facilité de faire des affaires (EDBI) de la Banque mondiale au cours de la période 2005-2020. Pourtant, le rythme des réformes varie au niveau des pays. Dans de nombreux pays de l'OCI, qui ont besoin de réformes relativement plus complètes, le rythme et la portée des réformes ne sont pas adéquats. La lenteur des réformes tend à être associée à des risques pays élevés (c'est-à-dire des primes de risque pays) qui découragent l'investissement et augmentent le coût du financement ainsi que les primes d'assurance pour l'investissement.

Partie II: Priorités sectorielles et opportunités d'investissement

L'investissement joue un rôle crucial en tant que moteur de l'économie, notamment parce qu'il facilite l'accumulation du capital public et favorise la réalisation du progrès scientifique et technologique par la mise en œuvre appropriée de la production à valeur ajoutée dans les activités manufacturières afin de stimuler une croissance économique élevée.

Une série de secteurs d'activités productives de base dans lesquels les pays membres de l'OCI ont des avantages stratégiques et comparatifs ont été identifiés dans les domaines suivants : agriculture et alimentation ; textiles et habillement ; mines et construction et pétrochimie. Les résultats soulignent l'importance de ces secteurs pour l'économie mondiale et énumèrent les facteurs qui donnent à l'OCI des avantages stratégiques et comparatifs tels que les dotations naturelles, l'accès aux matières premières, la démographie et les circonstances géographiques. Les principales conclusions de l'analyse sectorielle indiquent que des réformes politiques sont nécessaires pour attirer les investissements dans ces secteurs stratégiques dans les pays membres de l'OCI afin d'améliorer la création de valeur à travers des activités de transformation primaire et secondaire pour stimuler une forte croissance

économique et créer de nombreux emplois hautement qualifiés, avec des retombées positives dans l'éducation, la gouvernance et la compétitivité industrielle mondiale.

Partie III: Fonds d'investissement pour le développement

Les "fonds d'investissement", qui constituent l'une des innovations les plus réussies de l'architecture financière mondiale, apportent des avantages considérables à la croissance économique et au développement durable. Ces fonds sont devenus des acteurs importants sur les marchés financiers mondiaux. Leurs décisions d'allocation déterminent en grande partie l'efficacité du fonctionnement d'une économie. Les fonds d'investissement jouent un rôle sociétal essentiel dans la reconstruction des voies de développement des pays de l'OCI pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les fonds d'investissement servent d'intermédiaires pour financer et stimuler l'économie réelle. Leur agrégation et leur affectation efficaces du capital à des usages productifs permettent la croissance et l'innovation, favorisent la productivité et l'efficacité dans les secteurs public et privé, et représentent un maillon essentiel du canal épargne-investissement. Deuxièmement, les fonds d'investissement ont le potentiel de soutenir la croissance durable, en particulier les fonds d'investissement qui intègrent les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et se concentrent sur les questions de durabilité peuvent accélérer la transition vers une économie verte. Troisièmement, en termes de stabilité financière, les fonds d'investissement sont l'un des principaux fournisseurs de la liquidité nécessaire au bon fonctionnement des marchés de capitaux. Enfin, ils constituent également l'épine dorsale de la planification de l'épargne et de la retraite au niveau des ménages, des communautés et du pays. Compte tenu du contexte mondial actuel et de la nécessité pour les pays de l'OCI d'accroître leurs efforts de mobilisation des ressources pour combler les graves lacunes en matière d'investissement, financer le développement durable et soutenir une reprise économique résiliente après le COVID-19, les fonds d'investissement pourraient servir de puissants moteurs de prospérité.

Partie IV: Conclusion et implications politiques

Les pays de l'OCI, en tant que groupe, étaient déjà confrontés à de graves déficits d'investissement avant l'éclatement du COVID-19. L'épargne limitée, les problèmes liés à l'écosystème de l'investissement et les fonds d'investissement/épargne inutilisés figurent parmi les principales raisons de cette situation. Les incertitudes accrues dues à l'apparition de la pandémie ont eu une incidence négative sur les décisions de certains investisseurs et ont exacerbé les déficits d'investissement existants dans de nombreux secteurs. Les chiffres des IDE dans les pays de l'OCI étaient également inférieurs au potentiel pré-pandémique.

Les lacunes actuelles en matière d'infrastructure dans les pays de l'OCI nécessitent de gros investissements avec le soutien des institutions régionales et internationales, en plus des efforts des secteurs privé et public. Cependant, il est impératif que les pays de l'OCI uniformisent les règles du jeu et offrent un meilleur climat d'investissement à tous les genres

d'investisseurs. Les conclusions préconisent un ensemble de mesures politiques et de réformes pour améliorer les perspectives d'investissement dans les pays de l'OCI et stimuler tous les types d'investissements. Comme il existe d'importantes complémentarités entre les investissements publics, privés et étrangers dans la réalisation de la croissance économique, l'augmentation de la participation privée aux investissements publics, comme sous la forme de PPP, peut apporter des gains d'efficacité importants. Des politiques économiques bien conçues peuvent également aider les pays de l'OCI à réaliser une allocation efficace des ressources pour les différents besoins d'investissement et à générer une synergie entre les différents types d'investisseurs. Dans ce contexte, la volonté politique peut jouer un rôle crucial pour attirer de nouveaux investisseurs potentiels et convaincre les investisseurs existants d'accroître leurs investissements. Dans l'ensemble, le renforcement de l'investissement public, la stimulation de l'investissement privé, l'attraction d'un plus grand nombre d'IDE, l'amélioration de l'écosystème d'investissement, la cartographie des secteurs prioritaires pour l'investissement et la mobilisation des fonds d'investissement pourraient contribuer à combler les lacunes en matière d'investissement, à stimuler la croissance économique et à réaliser le développement durable dans la région de l'OCI.

1. Introduction

La 44ème session de la Commission Islamique pour les Affaires Economiques, Culturelles et Sociales (ICECS), qui s'est tenue du 11 au 13 janvier 2022 au siège du Secrétariat Général de l'OCI à Djeddah, a demandé au “*SESRIC et au Groupe de la BID de préparer un rapport sur les perspectives d'investissement, soulignant la situation comparative des États membres, les tendances de l'écosystème d'investissement, les secteurs prioritaires pour l'investissement, et les impacts des fonds d'investissement*”. Dans le cadre de la mise en œuvre de ladite résolution, le SESRIC et l'ICD (au nom du Groupe de la BID) ont décidé conjointement de préparer et de présenter ce *Rapport sur les perspectives d'investissement*.

Dans ce contexte, ce rapport vise à évaluer et à examiner la performance et l'écosystème d'investissement des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) en vue d'identifier les principales tendances, de découvrir les défis existants et de fournir des perspectives. Le rapport adopte une définition large du concept d'investissement qui couvre trois piliers, à savoir les investissements privés, publics et étrangers directs. En particulier, le rapport examine les facteurs qui influencent la décision des investisseurs et identifie les principaux obstacles qui entravent l'investissement dans les pays de l'OCI en fournissant une analyse comparative. Le rapport tente également d'identifier les secteurs prioritaires pour l'investissement dans les pays de l'OCI en fournissant une analyse sectorielle basée sur les statistiques pertinentes disponibles. En outre, le rapport analyse les impacts des fonds d'investissement dans les pays de l'OCI. Le rapport se termine par un certain nombre de recommandations politiques qui devraient fournir des orientations et des implications aux décideurs politiques des pays de l'OCI sur les moyens :

- a. d'améliorer l'écosystème global de l'investissement ;
- b. s'attaquer aux obstacles à l'investissement ;
- c. attirer plus d'investisseurs dans les secteurs prioritaires ;
- d. fidéliser les investisseurs existants ;
- e. renforcer les investissements intra-OCI ; et
- f. accroître la contribution des fonds d'investissement au développement durable.

En termes de méthodologie, le rapport s'appuie sur un ensemble de rapports, d'articles et de livres publiés, ainsi que sur des ensembles de données secondaires collectées dans des bases de données ouvertes disponibles en ligne, telles que celles de la CNUCED, du FMI et de la Banque mondiale. Dans le rapport, le cas échéant, la performance du groupe de l'OCI est comparée aux moyennes des pays en développement non membres de l'OCI, des pays développés et de la moyenne mondiale afin de fournir une perspective comparative.

Dans l'ensemble, les conclusions du rapport révèlent que les pays de l'OCI, comme beaucoup d'autres pays en développement, ont des déficits d'investissement (épargne) remarquables et doivent stimuler l'investissement pour combler ces déficits, notamment en créant un environnement plus favorable aux investisseurs, en réduisant les risques, en attirant les investisseurs étrangers, en développant des projets de PPP et/ou de privatisation, en identifiant des stratégies d'investissement sectorielles et en renforçant la coopération intra-OCI, régionale et internationale, principalement avec les banques et institutions multilatérales. Si l'on ne comble pas les lacunes existantes en matière d'investissement et si l'on ne stimule pas les investissements (privés, publics et IDE), il est peu probable que de nombreux pays de l'OCI soient en mesure d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD) ou les objectifs énoncés dans le Programme d'Action. À cet égard, un ensemble de mesures politiques couplées à des indicateurs clés de performance (ICP) devrait être développé afin d'identifier les moyens les plus efficaces de stimuler les investissements en tenant compte des conditions locales des pays membres. Les institutions pertinentes de l'OCI, telles que le Groupe de la BID, l'ICD, l'ICIEC, l'ITFC, le SESRIC, le CIDC et l'ICCIA, pourraient toutes jouer un rôle dans l'amélioration des capacités des pays de l'OCI dans les domaines du développement du secteur privé, les réformes de l'environnement des investissements, le développement du capital humain et la coopération intra-OCI. S'ils sont utilisés efficacement par les pays de l'OCI, un large éventail de programmes et de mesures de ces institutions pourraient aider les pays de l'OCI à améliorer leurs perspectives d'investissement et à faciliter leur transition vers l'ère post-COVID-19 ainsi qu'à accélérer leur rythme de développement.

PARTIE I

INVESTISSEMENT DANS LES PAYS DE L'OCI

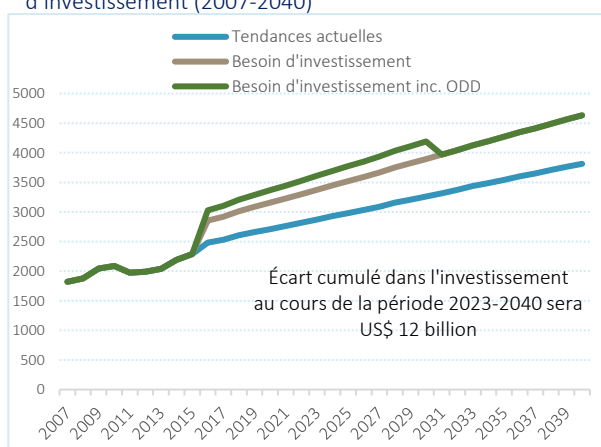


2. État de l'investissement dans les pays de l'OCI

L'investissement est un catalyseur essentiel de la croissance économique et de la création d'emplois. Un taux d'investissement élevé est une caractéristique essentielle des pays qui bénéficient de taux de croissance élevés et durables. Dans les pays à forte croissance, le total des investissements nationaux et étrangers dépasse souvent 25 % du produit intérieur brut (PIB) (World Bank, 2008). À l'inverse, les pays ayant un faible taux d'investissement sont souvent confrontés à des taux de croissance faibles, car la capacité de production de l'économie n'augmente pas. Il en résulte des taux de croissance et de création d'emplois plus faibles et moins de possibilités pour les masses pauvres de sortir du cycle de la pauvreté.

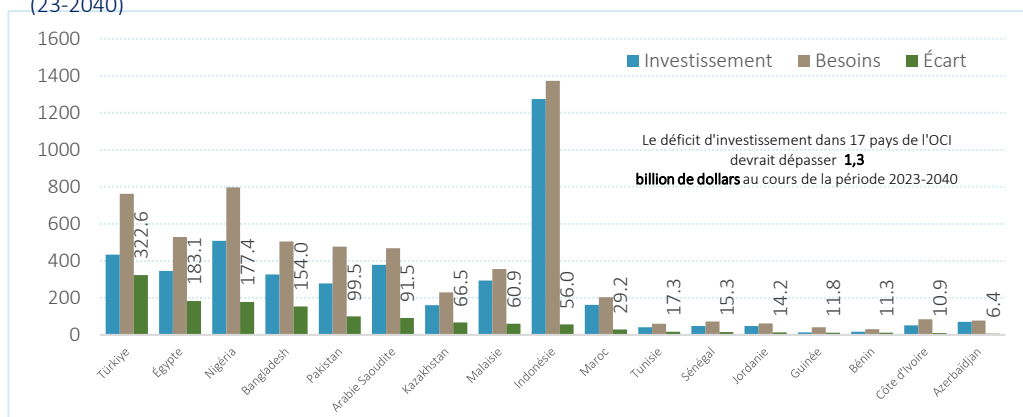
Selon les Perspectives mondiales en matière d'infrastructures, environ 72 billions de dollars des États-Unis sont nécessaires entre 2023 et 2040 dans divers secteurs, principalement dans celui de l'énergie, pour les investissements mondiaux dans les infrastructures (graphique 2.1).

Graphique 2.1: Tendances mondiales en matière d'investissement (2007-2040)



Source: Base de données des perspectives mondiales en matière d'infrastructures, disponible à l'adresse <https://outlook.gihub.org/>.

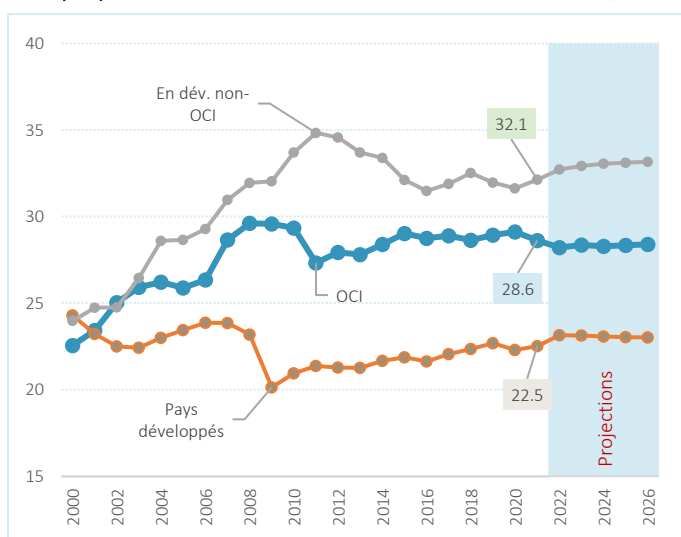
Graphique 2.2: Besoins et lacunes accumulés en matière d'investissement dans certains pays de l'OCI (23-2040)



Source: Base de données des perspectives mondiales en matière d'infrastructures, disponible à l'adresse <https://outlook.gihub.org/>. Les pays sont classés en fonction de leur déficit d'investissement.

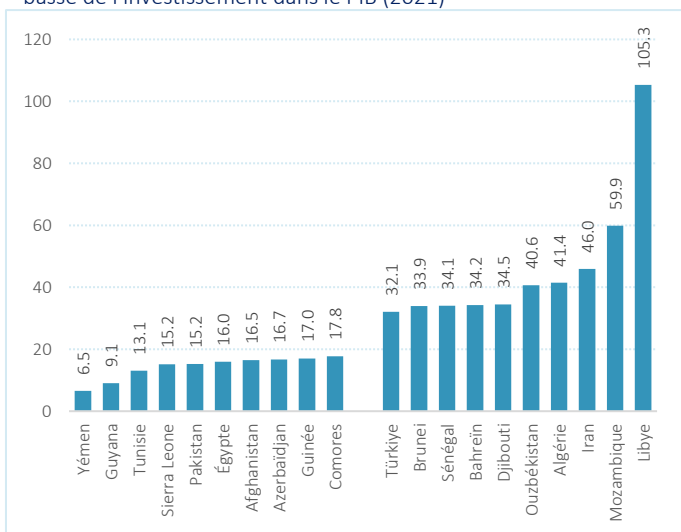
Sur la base des tendances actuelles, l'investissement total atteindra 60 billions de dollars des États-Unis, ce qui entraînera un déficit de 12 billions de dollars des États-Unis en matière d'investissement dans les infrastructures. Parmi les pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles, l'Indonésie devrait investir le montant le plus important, près de 1,3 billion de dollars, tandis que le plus grand déficit d'investissement dans les infrastructures devrait être observé en Türkiye (graphique 2.2). Le déficit d'investissement dans six pays de l'OCI, à

Graphique 2.3: Investissement total, en % du PIB (2000-2026)



Source: Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, Oct. 2021
49 pays de l'OCI, 38 pays développés, 77 pays en développement non membres de l'OCI. Note: L'investissement ou la formation brute de capital est mesuré par la valeur totale de la formation brute de capital fixe et des variations des stocks et des acquisitions moins les cessions d'objets de valeur pour une unité ou un secteur.

Graphique 2.4: Pays de l'OCI avec la part la plus élevée et la plus basse de l'investissement dans le PIB (2021)



Source: Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, Oct. 2021

savoir la Türkiye, l'Égypte, le Nigeria, le Bangladesh, le Pakistan et l'Arabie saoudite, dépassera 1 billion de dollars, ce qui correspond à 8 % du déficit d'investissement mondial.

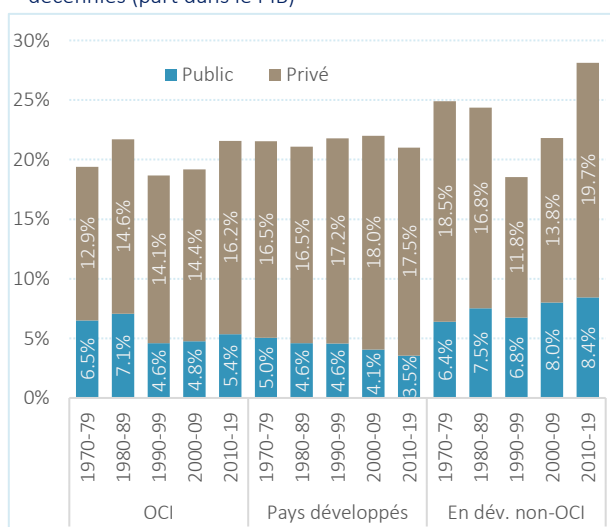
Si l'on observe les tendances historiques, les pays de l'OCI ont consacré une part importante de leur PIB à l'investissement. Au cours des années 2000, la part de l'investissement total dans le PIB total des pays de l'OCI a augmenté de manière significative, passant de 22,6% à 29,3% (graphique 2.3). Au cours de la décennie suivante, le ratio est resté stable à environ 28 %. En 2021, il est estimé à 28,6 %. Les pays non membres de l'OCI ont alloué une plus grande part de leurs revenus aux investissements, qui ont fortement augmenté, passant de 24 % en 2000 à 34,9 % en 2011, avant de retomber à environ 31 % et de se stabiliser autour de 32 %. Le développement

économique exigeant des investissements plus importants, la part des investissements est restée constamment plus élevée dans les pays en développement membres et non membres de l'OCI par rapport aux pays développés depuis 2001.

Pourtant, il existe des disparités importantes entre les pays. En 2021, la part des investissements du Yémen n'était que de 6,5 %, mais celle de la Libye était supérieure à 105 %. Si l'on exclut ces deux valeurs aberrantes affectées par l'instabilité politique et les conflits armés, les différences entre les pays de l'OCI restent considérables (graphique 2.4). Sur les 49 pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles, 13 avaient une part d'investissement inférieure à 20% de leur PIB. Dans 15 pays de l'OCI, cette part était supérieure à 30%. La part la plus élevée des investissements est un indicateur de l'importance accordée à l'expansion des capacités productives dans un pays.

La décomposition des investissements par les acteurs publics et privés révèle que les investissements des secteurs public et privé dans les pays de l'OCI ont représenté une part croissante du PIB au cours des trois dernières décennies pour atteindre 5,4% et 16,2% dans la période 2010-19, respectivement. Comme le montre le graphique 2.5, qui exclut les investissements de type partenariat public-privé, la part du secteur public est en constante diminution dans les pays développés et en augmentation dans les pays en

Graphique 2.5: Investissements privés et publics par décennies (part dans le PIB)



Source: Base de données du FMI sur l'investissement et le stock de capital, 2021

développement non membres de l'OCI. Pourtant, les investissements du secteur privé dans les pays en développement non membres de l'OCI ont également augmenté de manière significative pour atteindre 19,7 % du PIB au cours de la période 2010-19.

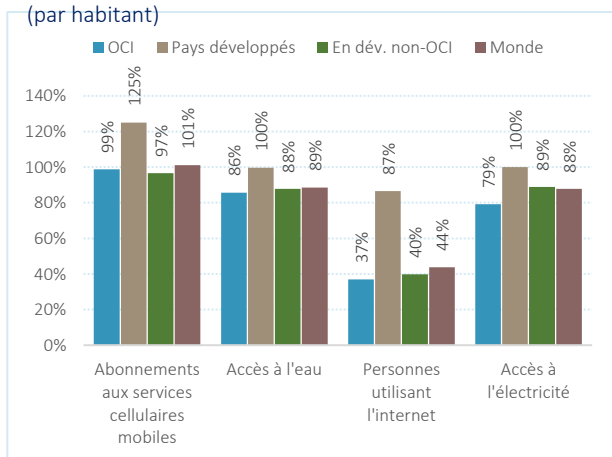
Malgré la tendance à la hausse des investissements publics dans les pays de l'OCI, la pandémie de COVID-19 a entraîné une réaffectation des ressources, car de nombreux pays ont dû augmenter leurs dépenses pour atténuer les impacts socio-économiques par le biais de mesures de relance économique et fiscale, réduisant ainsi les ressources destinées aux investissements publics. Comme la pandémie l'a également démontré dans le secteur de la santé et dans certains autres secteurs, des ressources importantes sont nécessaires pour investir dans de nouvelles infrastructures dans les pays en développement et pour couvrir les coûts de maintenance associés aux investissements plus anciens dans les pays développés. Si

la contraction de l'investissement public se poursuit et que le fossé infrastructurel se creuse dans les pays ayant d'importants besoins d'investissement, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur la croissance à long terme. Il n'est pas facile d'évaluer les lacunes existantes en matière d'infrastructures, mais il est possible de démontrer le déficit à l'aide de certains indicateurs quantitatifs.

Comme le montre le graphique 2.6, les pays de l'OCI se trouvent

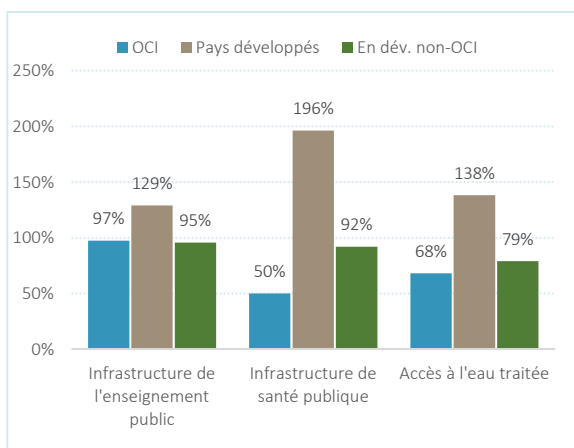
autour de la moyenne mondiale en termes d'abonnements mobiles (pour 100 personnes) et d'accès à l'eau (% de la population), mais sont bien en dessous de la moyenne mondiale en termes d'individus utilisant l'internet (% de la population) et d'accès à l'électricité (% de la population).

Graphique 2.6: Indicateurs d'infrastructure sélectionnés (par habitant)



Source: Indicateurs du développement mondial, Banque mondiale. Sur la base des dernières données disponibles après 2015. La couverture des pays peut varier selon les indicateurs.

Graphique 2.7: Indicateurs sélectionnés du déficit d'infrastructures (par rapport à la moyenne mondiale)



Source: Indicateurs du développement mondial, Banque mondiale. Sur la base des dernières données disponibles après 2015. La couverture des pays peut varier selon les indicateurs. Les performances du groupe sont relatives à la moyenne mondiale. L'infrastructure de l'enseignement public est mesurée en nombre d'enseignants du secondaire pour 1 000 personnes ; l'infrastructure de la santé publique en nombre de lits d'hôpitaux pour 1 000 personnes ; et l'accès à l'eau traitée est mesuré en % de la population.

Au niveau de chaque pays, il serait possible de montrer quels pays de l'OCI souffrent particulièrement de certains indicateurs, mais cela déborderait le cadre de ce rapport. Néanmoins, les pays de l'OCI doivent investir davantage dans leurs infrastructures pour réduire l'écart avec les économies de pointe. En termes d'infrastructures d'éducation publique, les pays de l'OCI semblent avoir des performances proches de la moyenne mondiale, mais ils n'atteignent que 50% de la moyenne mondiale en termes d'infrastructures de santé publique. La performance générale des pays de l'OCI en termes d'accès à l'eau traitée est inférieure de 32% par rapport à la moyenne mondiale (graphique 2.7).

Dans l'ensemble, les pays de l'OCI présentent des déficits d'investissement substantiels. L'investissement peut accroître le stock de capital d'une économie et générer une croissance économique grâce à une production accrue de biens et de services. Les investissements publics permettent de développer des infrastructures de transport, d'énergie et de communication efficaces, qui sont essentielles pour stimuler les investissements du secteur privé. En outre, des systèmes d'éducation et de santé de qualité contribuent à la constitution du capital humain et à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité. L'investissement public sert de catalyseur au développement du secteur privé et à la croissance de la productivité, et l'investissement privé contribue à la croissance de la production et à la création d'emplois en développant directement la capacité de production de l'économie. En présence d'infrastructures physiques efficaces et d'une main-d'œuvre qualifiée, les investissements directs étrangers (IDE) peuvent également stimuler la productivité grâce à l'introduction de nouvelles techniques et de nouveaux processus de production.

Il existe d'importantes complémentarités entre les investissements publics, privés et étrangers pour atteindre la croissance économique. Des politiques économiques bien conçues peuvent aider les pays à réaliser une allocation efficace des ressources pour les différents besoins d'investissement et à générer une synergie entre les différents types d'investissement. Dans ce contexte, ce chapitre évalue l'état actuel de l'investissement dans les pays de l'OCI en se concentrant sur l'investissement public, privé et étranger direct. Il examine les tendances actuelles et les principaux défis, et explore les options politiques possibles pour améliorer l'efficacité des investissements et l'environnement des affaires.

2.1 Investissements publics

Les gouvernements dépensent à de multiples reprises, notamment pour l'éducation, la santé, la protection sociale, la défense et les infrastructures, mais toutes ces dépenses ne peuvent être qualifiées d'investissement. En fonction des priorités, l'investissement public peut prendre la forme de dépenses d'infrastructure avec un accent sectoriel particulier, comme le transport ou l'énergie, ou il peut être plus orienté vers le capital humain. Les gouvernements doivent prendre des décisions cruciales pour allouer de manière optimale leurs ressources limitées à divers choix de dépenses et d'investissements, car l'impact de ces choix sur des groupes distincts de personnes et sur les activités économiques dans les différents secteurs peut façonner de manière substantielle la trajectoire de croissance d'un pays. L'alignement des politiques d'investissement sur les préoccupations croissantes concernant le changement climatique est également devenu essentiel pour parvenir à un développement durable.

L'investissement public est généralement défini comme étant les dépenses d'investissement dans les infrastructures physiques (par exemple, les transports, les télécommunications, etc.) et les infrastructures douces (à savoir, le développement du capital humain, la recherche et le développement, etc.) dont l'utilisation productive s'étend au-delà d'une année (OECD,

2014).¹ Les dépenses en capital comprennent les investissements directs (c'est-à-dire la formation brute de capital et les acquisitions, moins les cessions d'actifs à caractère non financier et non produits) et les investissements indirects, ou transferts en capital, (c'est-à-dire les aides à l'investissement et les subventions en espèces ou en nature). La formation brute de capital fixe (FBCF) est souvent utilisée en tant que meilleur indicateur des investissements publics directs.²

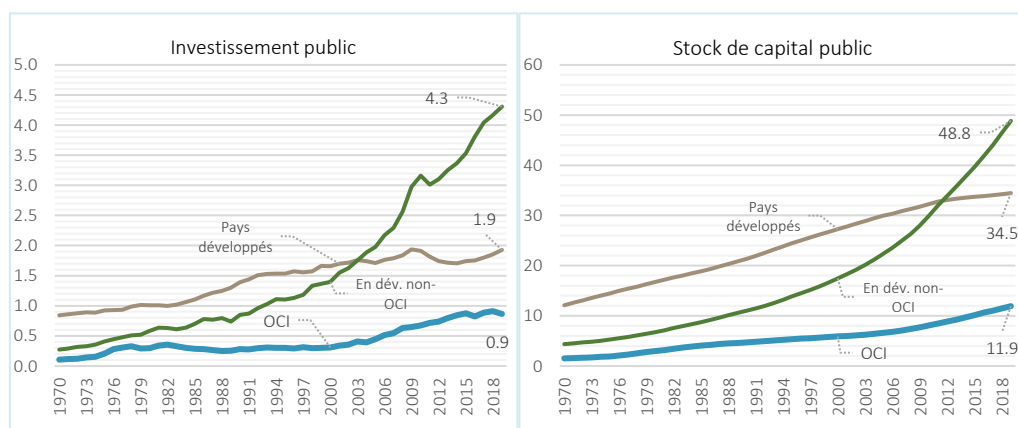
2.1.1 Tendances des investissements publics et stocks de capital

Démêler les contributions des secteurs privé et public à l'investissement total est difficile dans la pratique. Suite au rapport des services du FMI (2015), le FMI publie des données actualisées sur l'investissement et le stock de capital en utilisant la FBCF des administrations publiques pour les données sur l'investissement public. Il fournit des statistiques à la fois sur la valeur annuelle des investissements et sur le stock de capital cumulé. Il est important d'examiner le stock de capital public, et pas seulement le flux annuel d'investissements publics, pour deux raisons. Premièrement, l'investissement public est un élément clé dans la création d'un réseau d'actifs physiques au fil du temps, y compris les infrastructures économiques (routes, aéroports, installations électriques, etc.) et les infrastructures sociales (écoles publiques, hôpitaux, prisons, etc.). Dans les modèles théoriques de croissance économique, le stock de capital public est une entrée directe dans la fonction de production, contribuant à une augmentation de la productivité et du niveau de vie. Deuxièmement, les actifs d'infrastructure sont sujets à la dépréciation, ce qui nécessite l'examen du stock de capital public net de dépréciation (IMF, 2015). La base de données nous permet de suivre les tendances historiques de l'investissement et de l'accumulation de capital pour 49 pays de l'OCI, 37 pays développés et 80 pays en développement non membres de l'OCI pendant plus de six décennies.

Le graphique 2.8 montre l'investissement public (à gauche) et le stock de capital (à droite) dans les pays de l'OCI par rapport aux pays développés et aux pays en développement non membres de l'OCI. L'investissement public dans les pays de l'OCI est resté assez stable

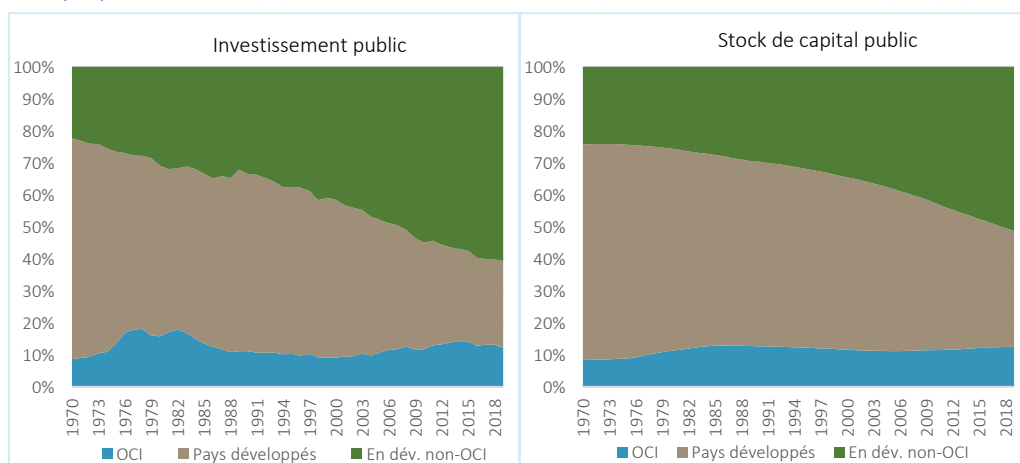
¹ L'investissement public prend généralement la forme de dépenses d'infrastructure dont la durée de vie utile est de plusieurs décennies. Cependant, les dépenses publiques en matière d'éducation et de santé contribuent à l'accumulation du capital humain de la société, avec des bénéfices prolongés. Les gouvernements classent traditionnellement ces dépenses comme des dépenses courantes et ne constituent donc pas une forme d'investissement public. Alors que les gouvernements considèrent souvent les coûts d'entretien comme une forme de dépense courante, ceux-ci devraient être traités comme des dépenses d'investissement, car le manque d'entretien peut réduire la durée de vie productive d'un actif infrastructurel (UNCTAD, 2009).

² La FBCF est mesurée par la valeur totale des acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes pendant la période comptable, plus certaines dépenses spécifiées de services qui ajoutent à la valeur des actifs non produits, comme l'amélioration des terrains (System of National Accounts 2008, chapitre 10, 10.32). Chaque fois que cela est approprié, la FBCF publique est utilisée en tant qu'indicateur de l'investissement public dans ce rapport. La FBCF est une définition utile mais étroite car elle ne couvre pas toutes les dépenses publiques qui pourraient être considérées comme des investissements. Par exemple, la formation du capital humain est généralement classée dans la catégorie de la consommation, bien que ces dépenses puissent avoir des effets à long terme. Voir également FMI (2015 et 2019) pour une discussion plus approfondie.

Graphique 2.8: Investissement public et stocks de capital (Billions de dollars)


Source: Base de données du FMI sur l'investissement et le stock de capital, 2021 Les investissements des administrations publiques (formation brute de capital fixe) et les stocks de capital sont exprimés en milliards de dollars internationaux constants de 2017.

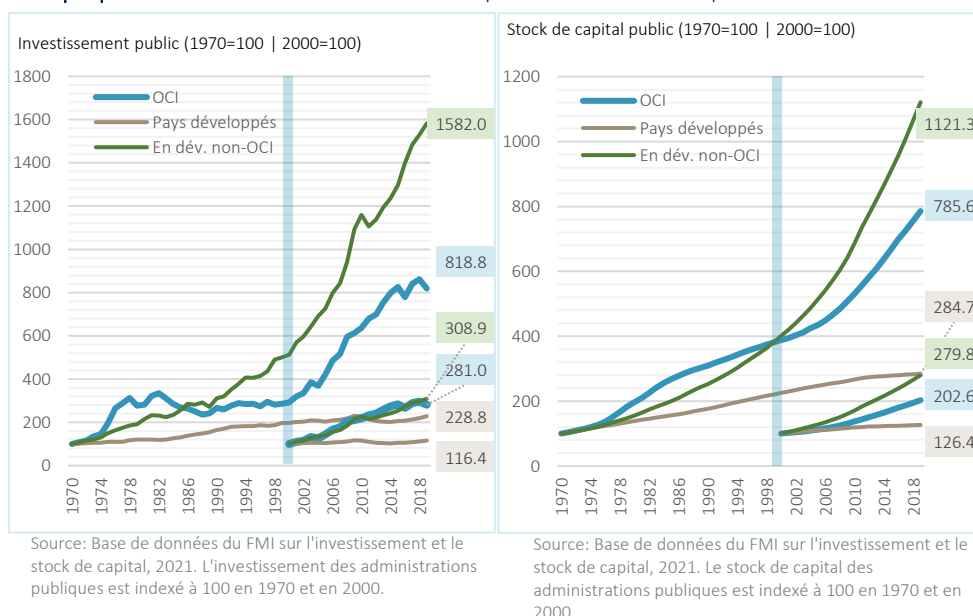
pendant les années 1980 et 1990, mais a commencé à augmenter pendant les années 2000. Il a dépassé le seuil des 500 milliards de dollars américains en 2006 et a atteint son niveau le plus élevé en 2018 avec 911 milliards de dollars américains. Les pays en développement non membres de l'OCI ont enregistré une forte augmentation des investissements publics au cours des cinq dernières décennies, principalement sous l'impulsion de la Chine. En conséquence, le stock total de capital public a augmenté plus rapidement dans les pays en développement non membres de l'OCI par rapport aux autres groupes de pays. Les pays de l'OCI ont généralement représenté 10 à 15 % du total des investissements publics mondiaux, mais les pays en développement non membres de l'OCI ont représenté une part de plus en plus importante des investissements publics mondiaux et des stocks de capital. Leur part est passée de 22 % en 1970 à 61 % en 2019 dans l'investissement total et de 24 % en 1970 à 51 % en 2019 dans le stock total de capital (graphique 2.9).

Graphique 2.9: Part des pays de l'OCI dans l'investissement public total et les stocks de capital (%)


Source: Calculs des auteurs basés sur la base de données du FMI sur l'investissement et le stock de capital, 2021.

En 2019, les pays de l'OCI représentaient 12,2 % des investissements publics mondiaux et 12,5 % des stocks de capitaux mondiaux.

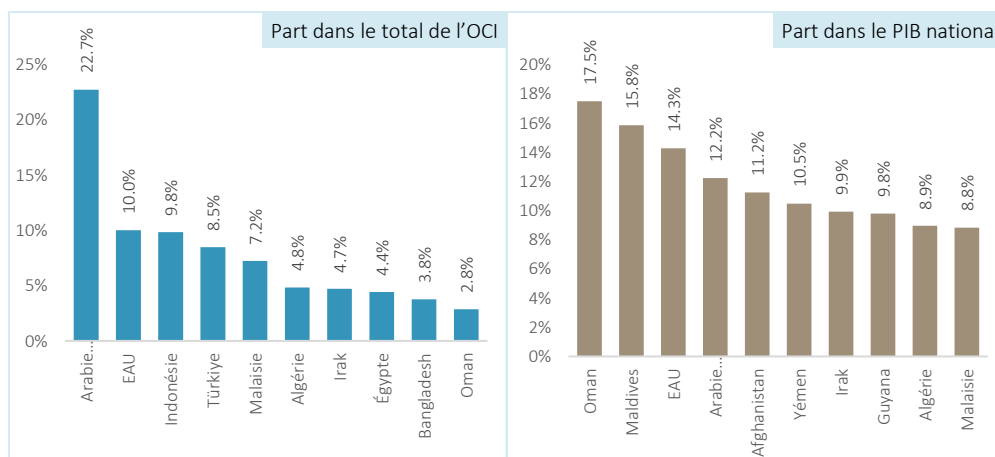
Graphique 2.10: Croissance de l'investissement public et du stock de capital



Au cours de la période 1970-2019, l'investissement public dans les pays de l'OCI a augmenté de 719 % et le stock de capital total a augmenté de 686 % (graphique 2.10). Au cours de la même période, la croissance de l'investissement public et du stock de capital dans les pays en développement non membres de l'OCI a été de 1482% et 1021%, respectivement. Au cours de la période 2000-2019, l'investissement public a augmenté de 181% dans les pays de l'OCI, de 209% dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 16% dans les pays développés, tandis que le stock de capital a augmenté de 103% dans les pays de l'OCI, de 180% dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 26% dans les pays développés.

On observe clairement une croissance de l'investissement public dans les pays de l'OCI, mais le taux de croissance est inférieur à la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI. Leur part dans les investissements et les stocks de capital mondiaux ne parvient pas à augmenter de manière significative. Au sein du groupe de l'OCI, les cinq premiers pays de l'OCI ont représenté 58,3 % de l'ensemble des investissements publics au cours de la période 2010-19, l'Arabie saoudite arrivant en tête avec une part de 22,7 % du total des investissements publics au sein du groupe de l'OCI (graphique 2.11, à gauche). En termes de part de l'investissement public dans le PIB national, la part la plus élevée a été observée à Oman (17,5 %), suivi des Maldives et des Émirats arabes unis (graphique 2.11, à droite).

Graphique 2.11: Principaux pays de l'OCI en matière d'investissement public, 2010-19

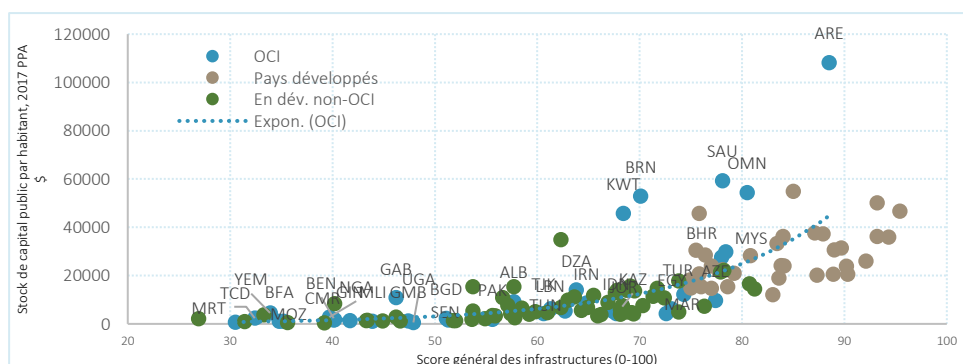


Source: Base de données du FMI sur l'investissement et le stock de capital, 2021

2.1.2 Améliorer la qualité et l'efficacité des investissements

À l'heure où les gouvernements s'efforcent d'atteindre les objectifs d'investissement public en respectant des contraintes budgétaires strictes, la gestion des investissements publics joue un rôle essentiel dans l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des investissements publics. Les faiblesses dans la planification, la gestion et le suivi des investissements peuvent compromettre les effets positifs que les investissements peuvent avoir sur la croissance. Un récent ouvrage du FMI sur la gouvernance des infrastructures (Schwartz et al., 2020) confirme qu'en moyenne, les pays perdent plus d'un tiers des ressources consacrées aux investissements publics en raison de l'inefficacité. Par conséquent, l'impact des investissements publics dépend dans une large mesure de la manière dont les gouvernements les gèrent.

Graphique 2.12: Investissement public réel et qualité de l'infrastructure générale



Source: Base de données du FMI sur l'investissement et le stock de capital 2021 et Rapport sur la compétitivité mondiale du WEF 2019.

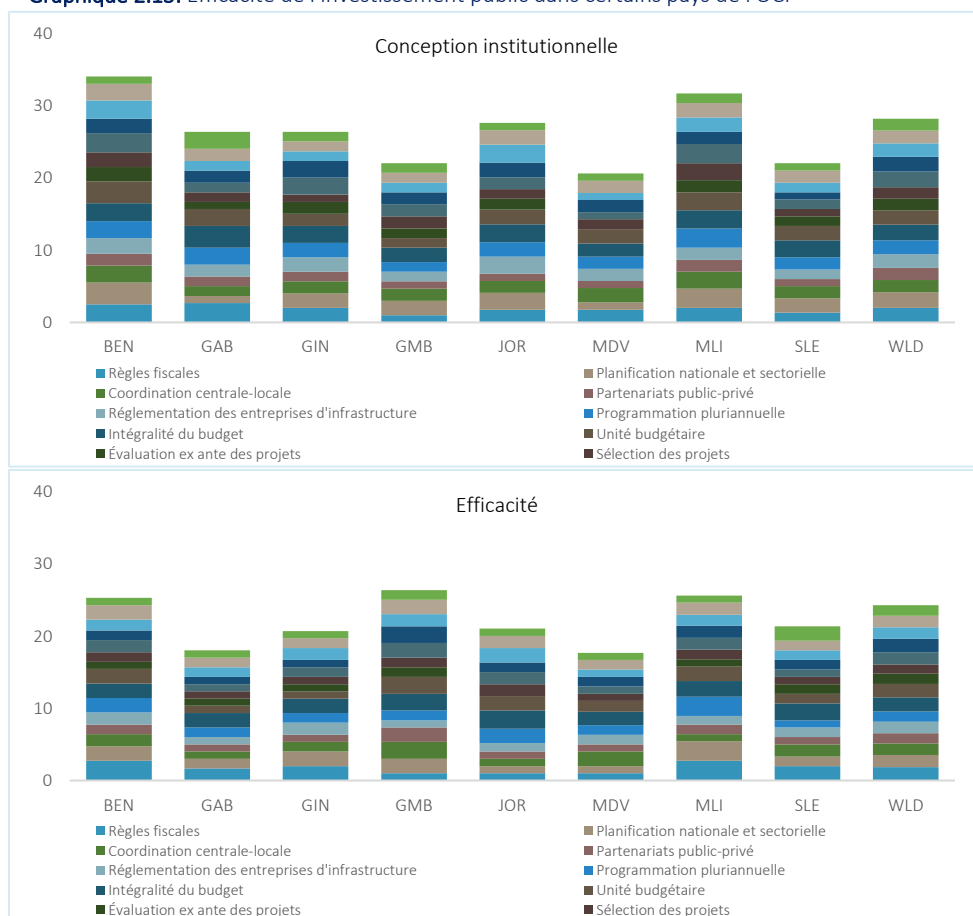
Comme le montre le graphique 2.12, les pays dont le stock de capital public par habitant est plus élevé semblent disposer d'infrastructures de meilleure qualité. Il y a également un

nombre significatif de pays de l'OCI qui sont situés à un faible stock de capital public par habitant et à un faible score d'infrastructure, ce qui démontre la nécessité d'améliorer la quantité ainsi que l'efficacité de l'investissement public.

Pour tenter d'évaluer l'efficacité des investissements publics, le FMI a lancé l'évaluation de la gestion des investissements publics (PIMA), qui évalue la gouvernance des infrastructures à l'aide de 15 caractéristiques institutionnelles clés à travers les étapes du cycle des investissements publics. Ils évaluent les institutions de gestion des investissements publics (GIP) en termes de conception, d'efficacité et de priorités de réforme. Plus de 30 PIMA ont été réalisés, principalement dans les marchés émergents et les pays en développement à faible revenu. Ils fournissent un cadre standard pour évaluer les forces et les faiblesses de la gouvernance des infrastructures, permettant des comparaisons entre pays et des recommandations spécifiques à chaque pays.

Le graphique 2.13 montre la performance de huit pays de l'OCI pour lesquels des PIMA ont été réalisés. Sur la base d'un système de notation allant de 0 à 10, 10 indiquant l'alignement

Graphique 2.13: Efficacité de l'investissement public dans certains pays de l'OCI



Source: Compilé à partir de divers rapports d'"évaluation de la gestion des investissements publics" préparés par les services du FMI.

complet sur les bonnes pratiques de gestion de l'information publique, le Bénin et le Mali obtiennent des résultats supérieurs à la moyenne mondiale (qui couvre principalement les pays en développement) en termes de conception et d'efficacité, tandis que la Gambie obtient un meilleur résultat que la moyenne mondiale en termes d'efficacité. Bien que le Bénin obtienne l'un des meilleurs scores, l'évaluation PIMA révèle que la sélection des projets et les évaluations ex ante et ex post ne sont pas effectuées de manière systématique, ce qui se traduit par des projets à faible qualité (IMF, 2020a). La FBCF est extrêmement irrégulière au Mali et a connu une tendance à la baisse sur le long terme. Cette contre-performance résulte d'un important déficit d'efficacité : au Mali, seuls 57 % des dépenses en capital se matérialisent en stock de capital fixe, contre une moyenne de 73 % dans le reste du monde (IMF, 2018b). Au Gabon, les résultats de l'évaluation de GIP révèlent des déficiences structurelles dans les procédures de planification et les arrangements institutionnels, où les rôles stratégiques et opérationnels ne sont pas clairement définis. En l'absence d'une planification bien coordonnée, l'allocation des ressources pour les dépenses d'investissement dans le programme-budget devient incomplète et subjective (IMF, 2020b).

Dans l'ensemble, par rapport à un score maximum de 10, même les pays de l'OCI les plus performants ont une grande marge de manœuvre pour améliorer la conception et l'efficacité de leurs institutions de GIP. Les PIMA montrent que les pays sont plus doués pour concevoir des institutions de GIP que pour les mettre en œuvre efficacement. Les faiblesses des institutions de GIP sont répandues tout au long du cycle d'investissement public, mais sont plus importantes au stade de la mise en œuvre (IMF, 2018a). Dans tous les PIMA, les institutions sont mieux conçues dans la phase de planification, par rapport aux institutions dans les phases d'allocation et de mise en œuvre.

2.1.3 Rôle des fonds souverains

Les pays disposant d'importantes mannes ont l'occasion unique d'accélérer la croissance et de promouvoir la diversification grâce à des investissements publics efficaces. L'investissement public peut jouer un grand rôle dans la stimulation de la croissance et des perspectives de développement à long terme, mais la mesure dans laquelle l'investissement public contribue à cet objectif dépend de son efficacité. L'Indonésie et la Malaisie ont utilisé les recettes provenant du pétrole pour financer des investissements et ont fait un "gros effort" en matière de développement industriel. Des dépenses d'investissement élevées peuvent contribuer à l'affaiblissement des positions budgétaires, exacerbant la vulnérabilité des finances publiques aux baisses soudaines des prix des matières premières et détériorant la position budgétaire, ce qui peut être évité en améliorant l'efficacité des investissements publics. C'est particulièrement le cas pour les pays dont l'horizon des gains est court, comme le Bahreïn, l'Azerbaïdjan et Oman, qui ont encore moins d'une génération avant l'épuisement de leurs ressources naturelles (Albino-War et al., 2014).

Les pays riches en ressources naturelles créent généralement des fonds souverains (SWF) pour gérer l'épargne nationale à des fins d'investissement. Selon les statistiques de l'Institut des fonds souverains, en avril 2022, la valeur totale des fonds gérés par les fonds souverains dans le monde s'élevait à 9,87 billions de dollars. En possédant près de 40 % du total des fonds

mondiaux, les pays de l'OCI ont une occasion unique de combler le déficit d'investissement et de favoriser la diversification économique.³

Les fonds souverains ont des objectifs à long terme, notamment le transfert de richesses entre générations. Ils ont traditionnellement investi dans des titres extérieurs pour un certain nombre de raisons, notamment le manque d'opportunités d'investissement nationales. Pour utiliser efficacement les fonds souverains à des fins d'investissement national, il faut s'assurer que les fonds sont utilisés dans le cadre du plan général d'investissement public et qu'il existe un flux durable de fonds pour l'investissement afin de garantir qu'ils ne deviennent pas destructeurs en raison de fluctuations importantes du flux de fonds à destination de l'économie nationale. Il est également essentiel de veiller à ce que les ressources des fonds souverains ne soient pas utilisées pour financer des dépenses publiques au-delà des contrôles budgétaires et qu'elles soient orientées vers des opportunités d'investissement productif (Gelb et al., 2014).

2.1.4 Investissement public pendant la reprise post-pandémique

Pendant la pandémie de COVID-19, les contraintes financières et les priorités de dépenses concurrentes pour sauver des vies et des moyens de subsistance ont amené de nombreux pays à mettre en attente les projets d'investissement financés au niveau national. Au lendemain de la crise, ces pays voudront recourir à des politiques budgétaires pour relancer l'économie et stimuler la demande globale par des investissements publics, mais ils sortiront de la pandémie avec une marge de manœuvre budgétaire limitée, des niveaux d'endettement élevés et d'importants besoins de financement. Selon le FMI (2020c), les gouvernements doivent augmenter les investissements publics pour assurer une réouverture réussie, stimuler la croissance et l'emploi, et rendre leurs économies plus vertes. Certains pays dont la situation budgétaire est solide ont déjà alloué des ressources pour des mesures allant au-delà de la réponse d'urgence immédiate. Toutefois, les pays dont la situation budgétaire est plus fragile pourraient avoir du mal à mobiliser des ressources pour une relance significative de l'investissement public.

Dans de nombreux pays à faible revenu et économies de marché émergentes, même ceux qui disposent d'une marge de manœuvre budgétaire et d'un accès au financement, la capacité à intensifier les projets d'investissement peut être limitée à la suite de la pandémie. Les priorités en matière de développement des infrastructures peuvent avoir changé, la main-d'œuvre qualifiée peut manquer ou l'accès aux matériaux et aux équipements peut être insuffisant en raison de perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Les pays doivent donc réévaluer les priorités d'investissement à la lumière des réalités post-pandémiques. Les choix de projets devraient privilégier les investissements qui réduisent la probabilité ou l'impact des crises futures, notamment les pandémies et le changement climatique, et qui favorisent la numérisation.

³ Une discussion détaillée sur les fonds souverains des pays de l'OCI est présentée au chapitre 8.2.1.

En examinant comment stimuler les investissements dans les infrastructures pour soutenir la reprise, le FMI (2020d) et le FMI (2021c) suggèrent les mesures suivantes :

- Le plan d'investissement public doit être réexaminé et des modifications éventuelles doivent être apportées à la hiérarchisation et à l'échelonnement des projets, en accélérant certains d'entre eux et en reportant ou en annulant d'autres.
- Les projets devraient être correctement évalués avant d'être sélectionnés, et les approbations réglementaires pourraient être simplifiées.
- Les dispositions doivent inclure des critères clairs pour la sélection des projets.
- Le programme de relance budgétaire doit être ancré dans une politique et un cadre budgétaires crédibles et réalistes à moyen terme.
- Les contraintes de capacité doivent être identifiées et traitées à un stade précoce.
- Les projets d'entretien des immobilisations doivent jouer un rôle important dans le programme d'investissement.
- Une gestion appropriée des projets PPP sera encore plus pertinente après la fin de COVID-19.
- Les mécanismes de passation de marchés devraient être revus afin de garantir une mise en œuvre rapide et efficace des projets d'investissement sélectionnés, tout en maintenant la transparence.
- Une forte gestion de projet est nécessaire pour garantir que les projets sont mis en œuvre dans les délais et le budget impartis et qu'ils produisent les avantages escomptés.
- Des mécanismes efficaces pour le suivi des projets et l'établissement de rapports afin de garantir la mise en œuvre réussie de l'ensemble du portefeuille de projets dans le cadre du programme de redressement post-crise.

Tout en accélérant les investissements, les pays auront besoin d'institutions efficaces et d'une expertise technique considérable pour comparer les projets et fournir des évaluations réalistes des coûts et des retours économiques. Une sélection et une gestion médiocres des projets peuvent entraîner des coûts à plus long terme avec des besoins d'entretien excessifs. Pour de nombreux pays, la détérioration de la dynamique de la dette et le resserrement des conditions de financement continueront probablement à limiter l'investissement, en particulier dans les économies dont la dette extérieure libellée en devises étrangères est élevée (IMF, 2020c). Toutefois, l'investissement public devrait jouer un rôle important dans les paquets budgétaires alloués à la relance, afin de promouvoir la création d'emplois et d'accroître la productivité, de progresser vers les ODD et de renforcer la résilience aux crises futures.

2.2 Investissement privé

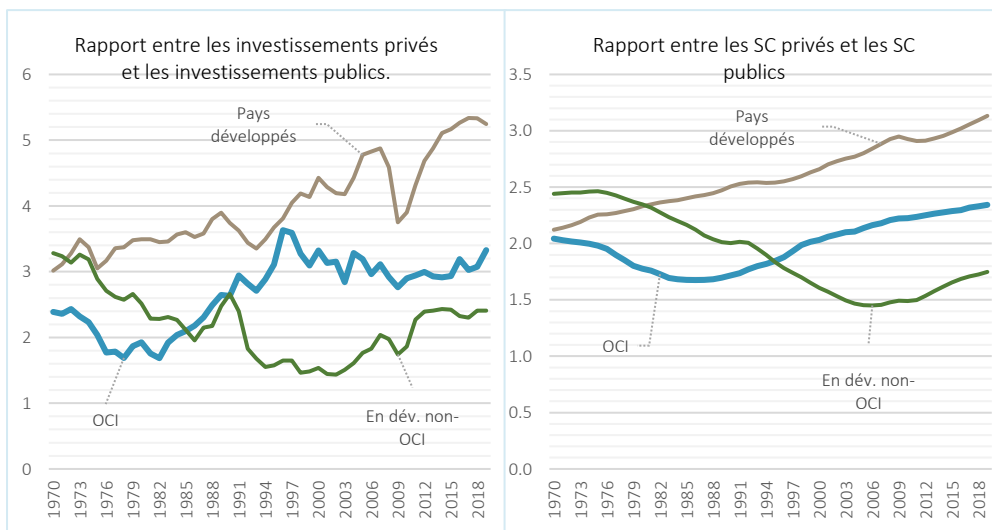
Comme nous l'avons souligné précédemment, les investissements dans les infrastructures doivent être considérablement augmentés dans la plupart des pays de l'OCI pour répondre aux besoins sociaux et soutenir une croissance économique plus rapide. Le secteur public

peut prendre l'initiative de réaliser des investissements à grande échelle pour transformer les économies, mais les investissements publics présentent souvent des contraintes et des inefficacités importantes. Par conséquent, le dynamisme du secteur privé doit être utilisé pour améliorer les résultats des projets d'investissement. L'investissement privé contribue à la création de nouveaux emplois, à l'augmentation de l'emploi, à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration du bien-être, à l'accroissement de la productivité et de la compétitivité et à l'encouragement des investissements étrangers en signalant des perspectives économiques saines. Il peut donc contribuer de manière significative à la croissance et au développement d'une économie.

Dans de nombreux cas, les participants du secteur privé sont également confrontés à des défis importants lorsqu'ils entreprennent de grands projets d'investissement. Ces défis peuvent être liés à des réglementations, à des conditions favorables ou à des problèmes de coordination entre les parties prenantes concernées. Lorsqu'il prend des décisions d'investissement, le secteur privé examine et évalue soigneusement les nombreuses conditions et critères en jeu. Avant tout, ils recherchent des conditions macroéconomiques stables pour lancer tout plan d'investissement et un marché fiable pour offrir leurs biens et services. Les enjeux politiques pour encourager l'investissement privé vont au-delà de ces considérations pour créer un environnement plus favorable aux investisseurs. Compte tenu de la taille du marché et dans l'hypothèse de conditions macroéconomiques stables, les responsables politiques doivent mettre en place un environnement commercial bien réglementé et fonctionnant correctement pour attirer les investissements du secteur privé. Les questions politiques importantes comprennent la réglementation des investissements, la politique commerciale, la politique de concurrence, la politique fiscale, le développement des ressources humaines et le financement des investissements (voir SESRIC, 2015 pour une discussion détaillée).

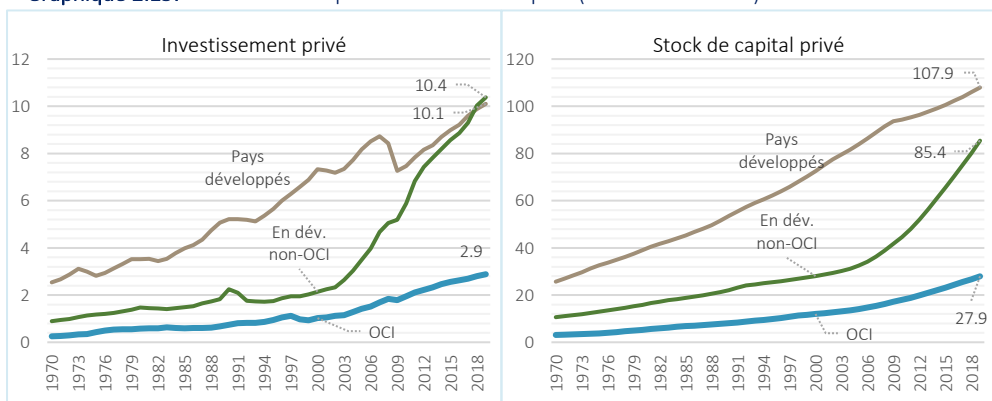
2.2.1 Tendances des investissements privés et stocks de capital

L'investissement privé a largement dépassé l'investissement public dans le monde entier. Il a joué un rôle particulièrement crucial dans les pays développés, où l'investissement privé est plus de cinq fois supérieur à l'investissement public (graphique 2.14, à gauche). Dans les pays de l'OCI, le rapport entre l'investissement privé et l'investissement en capital a bondi pendant les années 1980 et s'est stabilisé autour de 3 pendant les années 2000 et 2010. En 2019, les investissements privés dans les pays de l'OCI sont 3,3 fois plus élevés que les investissements publics. Dans les pays en développement non membres de l'OCI, ce ratio a diminué pendant la plupart des années entre 1970 et 2002, mais depuis 2003, une tendance à la hausse est observée pour atteindre 2,4 en 2019. De même, le stock de capital privé a suivi une tendance similaire, où il est 3,1 fois plus élevé dans les pays développés, 2,3 fois plus élevé dans les pays de l'OCI et 1,8 fois plus élevé dans les pays en développement non membres de l'OCI (graphique 2.14, à droite).

Graphique 2.14: Ratio des investissements privés et publics et des stocks de capital


Source: Base de données du FMI sur l'investissement et le stock de capital, 2021 Le stock de capital des administrations publiques et le stock de capital privé (construit à partir des flux d'investissements privés) sont exprimés en milliards de dollars internationaux constants de 2017. SC: Stock de capital.

Jusqu'en 2000, la différence d'investissement privé entre les pays en développement membres et non membres de l'OCI était assez stable, mais l'investissement privé dans les pays en développement non membres de l'OCI, mené principalement par la Chine et l'Inde, a rapidement augmenté, passant d'environ 2,1 billions de dollars en 2000 à 10,4 billions de dollars en 2019. Au cours de cette période, la croissance des investissements privés a été plus modérée, passant de 1 billion de dollars des États-Unis en 2002 à 2,9 billions en 2019 (graphique 2.15, à gauche). L'investissement privé dans les pays développés est resté robuste, à l'exception d'une baisse importante pendant la crise financière de 2008-09. En conséquence, le stock de capital privé a fortement augmenté au cours des cinq dernières

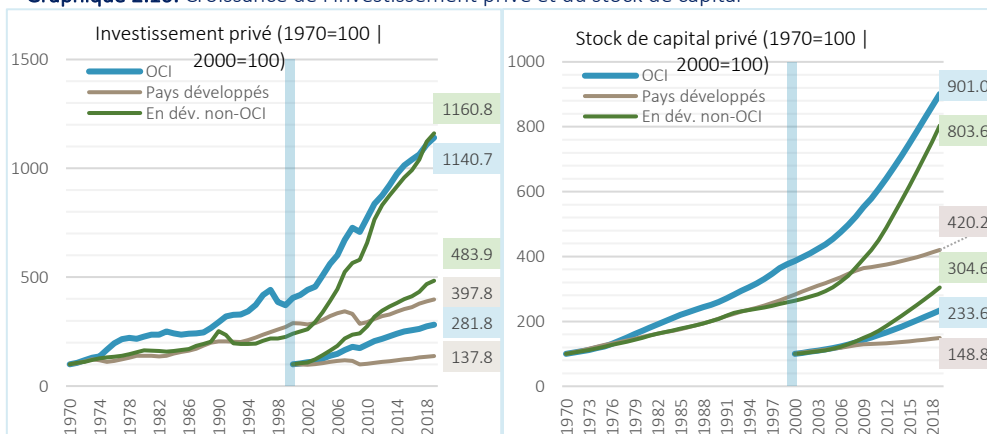
Graphique 2.15: Investissement privé et stocks de capital (Billions de dollars)


Source: Base de données du FMI sur l'investissement et le stock de capital, 2021 L'investissement privé et le stock de capital (construit à partir des flux d'investissement privé) sont exprimés en milliards de dollars internationaux constants de 2017.

décennies pour atteindre 108 billions de dollars en 2019. La croissance du stock de capital a été plutôt faible dans les pays de l'OCI, n'atteignant que 27,8 billions de dollars des États-Unis en 2019 (graphique 2.15, à droite).

Même si la taille totale de l'investissement privé est restée faible dans les pays de l'OCI, elle a été multipliée par plus de 10 dans les pays de l'OCI entre 1970 et 2019, soit un niveau

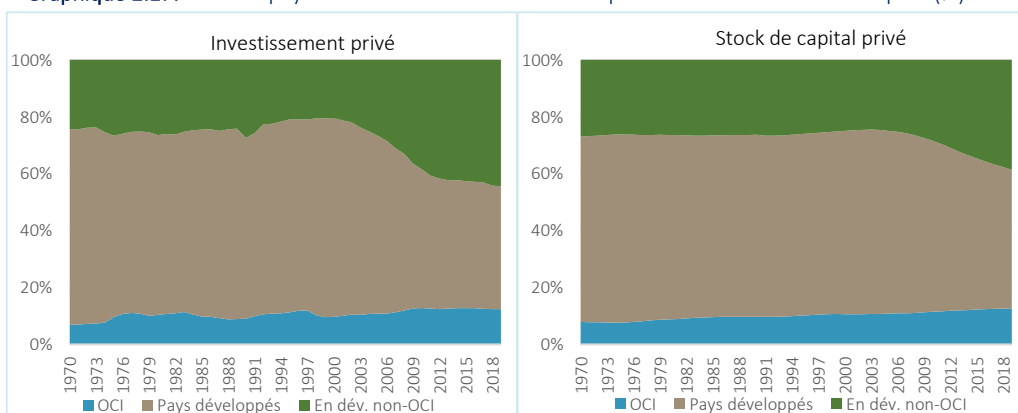
Graphique 2.16: Croissance de l'investissement privé et du stock de capital



Source: Base de données du FMI sur l'investissement et le stock de capital, 2021. L'investissement privé et le stock de capital sont indexés à 100 en 1970 et en 2000.

légèrement inférieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI. Si l'on examine les performances des groupes de pays au cours des deux dernières décennies seulement, la croissance de l'investissement privé a été de 182 % dans les pays de l'OCI, de 298 % dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 38 % dans les pays développés (graphique 2.16, à gauche). En termes de stock de capital privé, la croissance a été la plus forte dans les pays de l'OCI au cours de la période 1970-2019, où il a été multiplié par huit dans les pays de l'OCI, par sept dans les pays en développement non membres de l'OCI et par 3,2 dans les pays développés (graphique 2.16, à droite).

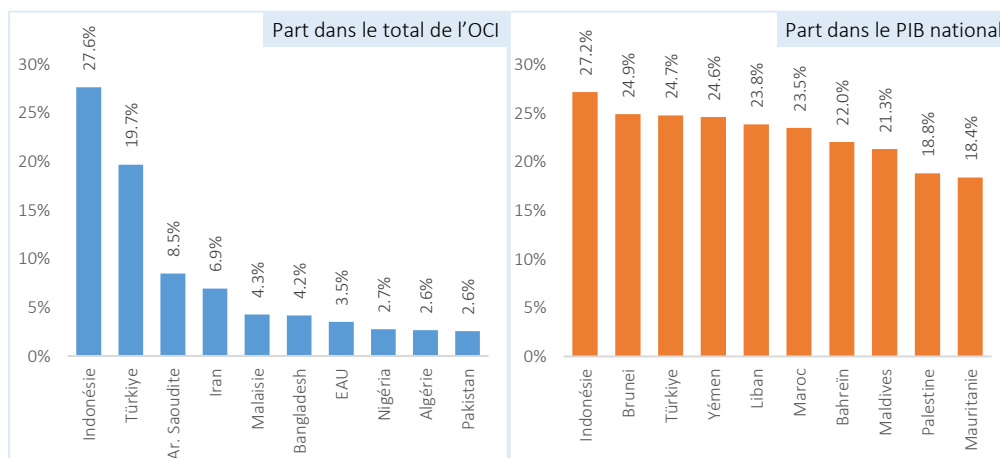
Graphique 2.17: Part des pays de l'OCI dans l'investissement privé total et les stocks de capital (%)



Source: Calculs des auteurs basés sur la base de données du FMI sur l'investissement et le stock de capital, 2021.

En conséquence, la part des pays de l'OCI dans le total de l'investissement privé mondial est passée de 6,9 % en 1970 à 9,7 % en 2000 et à 12,3 % en 2019 (graphique 2.17, à gauche). Leur part dans le stock de capital total est passée de 7,9 % en 1970 à 10,6 % en 2000 et 12,6 % en 2019 (graphique 2.17, à droite). Malgré l'amélioration de l'investissement privé et du stock de capital, les niveaux actuels restent bien inférieurs à leur potentiel.

Graphique 2.18: Principaux pays de l'OCI en matière d'investissement privé, 2010-19



Source: Base de données du FMI sur l'investissement et le stock de capital, 2021

Au niveau de chaque pays, les pays de l'OCI ayant les investissements privés les plus élevés sont présentés sur le graphique 2.18. Au cours de la période 2010-19, l'Indonésie a représenté 27,6 % du total des investissements privés dans les pays de l'OCI, suivie par la Türkiye (19,7 %) et l'Arabie saoudite (8,5 %). Quant à la part de l'investissement privé dans le PIB national, l'Indonésie a de nouveau affiché le niveau le plus élevé avec 27,2 % au cours de la même période, suivie du Brunei Darussalam (24,9 %) et de la Türkiye (24,7 %).

Au cours de la période 2010-19, la part combinée de l'investissement privé et de l'investissement en capital dans le PIB national est supérieure à 30 % dans cinq pays de l'OCI, à savoir les Maldives (37,1 %), le Yémen (35,1 %), l'Indonésie (30,3 %), Oman (30,1 %) et le Brunei Darussalam (30,0 %). En revanche, cette part est inférieure à 10 % dans six pays de l'OCI, à savoir le Pakistan (9,6 %), le Nigéria (9,0 %), la Gambie (8,7 %), la Sierra Leone (7,9 %), l'Égypte (7,6 %) et la Guinée-Bissau (3,2 %).

2.2.2 Participation privée aux investissements dans les infrastructures

Une infrastructure fonctionnelle et efficace joue un rôle essentiel dans le développement économique. Elle augmente le niveau de vie, attire plus d'entreprises, et prend en charge le processus de production de produits agricoles et de produits manufacturés en réduisant les coûts. Elle contribue également à l'intégration économique et facilite le commerce en facilitant l'accès aux biens et aux services. De meilleures liaisons de transport et de communication permettent aux pays d'accéder plus aisément aux marchés internationaux. Les projets d'infrastructure ont également un effet stimulant sur l'économie en augmentant

l'emploi et en créant une demande de matériaux intermédiaires. En répondant à cette demande, les tentatives visant à développer les compétences de la main-d'œuvre ou à accroître la capacité nationale de production de matériaux intermédiaires peuvent générer des gains supplémentaires pour l'économie à long terme.

Malgré ces avantages existants, le développement des infrastructures est confronté à des défis majeurs, notamment le manque de ressources publiques, l'inefficacité des entreprises publiques, la main-d'œuvre non qualifiée et les technologies de faible niveau. Pour relever ces défis, les entreprises privées ont de plus en plus la possibilité de participer à des projets d'infrastructure dans différents secteurs au moyen de différents types de contrats. La participation privée ne nécessite pas forcément un partenariat avec le secteur public. Lorsque les gouvernements ouvrent le marché aux investissements privés, les investisseurs peuvent décider d'investir ou non dans certains secteurs en fonction de leur évaluation de la rentabilité du projet. Les partenariats public-privé (PPP) impliquent une collaboration entre les secteurs public et privé pour atteindre un objectif à long terme, généralement un projet d'infrastructure sociale et économique qui aboutira au développement d'une zone ou d'une région. Dans la pratique, ces accords de partenariat sont principalement utilisés pour financer la construction et la gestion d'hôpitaux, d'écoles, de routes, de chemins de fer et d'aéroports.

Les PPP peuvent intéresser à la fois les gouvernements et les secteurs privés. Pour les gouvernements, le financement privé peut soutenir une hausse des investissements dans l'infrastructure sans pour autant augmenter le niveau d'endettement public, et peut également être une source de revenu public. En même temps, une meilleure gestion du secteur privé et sa capacité à innover peuvent contribuer à l'amélioration de l'efficacité et à la fourniture de services moins chers et mieux adaptés. Pour le secteur privé, les PPP offrent des opportunités commerciales dans des domaines dont il était souvent exclu auparavant, ainsi qu'une expansion des produits et services au-delà de leurs capacités actuelles (IMF, 2004). Les PPP permettent donc au secteur public de bénéficier du dynamisme entrepreneurial, de possibilités de financement accrues dans un environnement de contraintes budgétaires, et de styles de gestion innovants et efficaces du secteur privé, ce qui ajoute à son capital, ses compétences et son expérience.

Il existe quatre grands types de modalités de PPP : les contrats de gestion, les contrats d'affermage, les concessions et les systèmes de construction, d'exploitation et de transfert, ainsi que leurs nombreuses variantes. Le tableau 2.1 illustre comment ces différentes formes de réalisation de projets varient en termes de propriété des actifs, de transfert des risques, de durée des contrats et de partage des responsabilités entre les parties publiques et privées. Il existe de nombreuses autres variantes d'accords PPP, y compris, mais sans s'y limiter, les accords de construction-propriété-exploitation, de construction-développement-exploitation, de conception- construction- financement- exploitation, de construction-propriété-exploitation-transfert, dans lesquels le secteur privé conçoit, construit, possède, développe, exploite, gère, achète, loue, rénove et/ou modernise un actif conformément aux accords conclus avec le secteur public. Les partenariats public-privé ont une large portée et

peuvent constituer un outil important pour mobiliser les investissements privés. Toutefois, par souci de concision, les analyses présentées dans le reste de cette sous-section se limiteront à la participation privée aux investissements en infrastructures.

Tableau 2.1 : Formes d'exécution du PPP : Différences dans la propriété des actifs, les risques et la durée du contrat

Type et durée du contrat	Propriété des actifs	Investissement en capital	Risque commercial	Responsabilité de l'O&M	Service et paiement au prestataire privé
Contrat de service (1-3 ans)	Public	Public	Public	Public et privé	Redevance définitive payée pour un service technique par le gouvernement à un prestataire privé
Contrat de gestion (3-8 ans)	Public	Public	Public	Privé	Le secteur privé gère le fonctionnement des services publics et reçoit des redevances directes du gouvernement.
Contrat de location (5-10 ans)	Public	Public	Privé	Privé	Le secteur privé gère, exploite et/ou entretient un service public selon des normes spécifiques ; des frais d'utilisation sont perçus et un loyer est versé au gouvernement pour l'utilisation des installations.
Concessions et PPP (BOT, BOO, etc.) (10-30 ans)	Public et privé	Privé	Privé	Privé	Le secteur privé gère, exploite, entretient et/ou investit dans les infrastructures sur la base de résultats et de normes spécifiques ; des redevances sont facturées aux utilisateurs ; il peut également payer des droits de concession au gouvernement.

Source: OECD (2015b).

La base de données de la Banque mondiale sur la participation privée aux infrastructures (PPI) fournit des informations sur la participation du secteur privé aux investissements dans les infrastructures pour 126 pays en développement, dont 47 sont des pays membres de l'OCI. Cette sous-section analyse la tendance de la participation privée dans les infrastructures dans 47 pays de l'OCI⁴ au cours des 30 dernières années (entre 1990 et 2019) et compare les chiffres des pays de l'OCI avec ceux des pays en développement non membres de l'OCI pour faire des évaluations sur les investissements totaux et les types d'opérations. Il convient toutefois de noter que la performance moyenne des pays en développement non membres de l'OCI est fortement influencée par quatre grandes économies émergentes, à savoir le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (pays BRIC). Les investissements élevés dans les infrastructures de ces pays induisent des différences marquées dans le montant de la

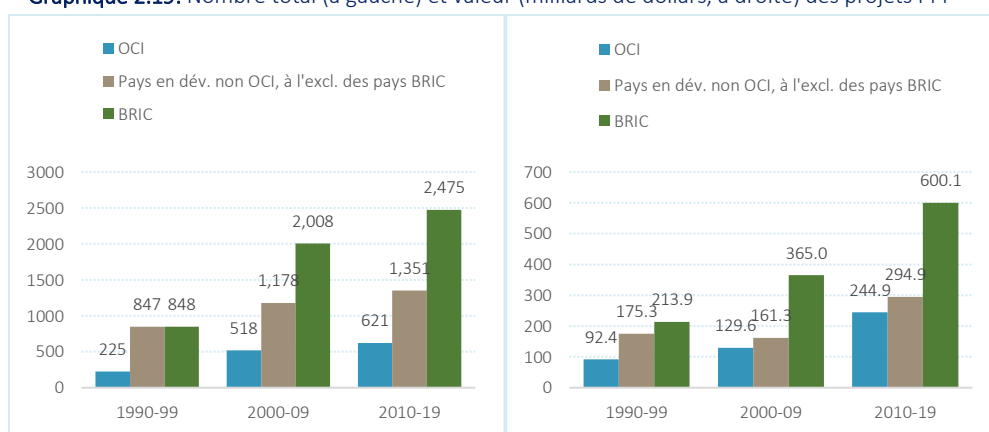
⁴ Les données ne sont pas disponibles pour les pays de l'OCI suivants: Bahreïn, Brunei, Koweït, Libye, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Suriname, Turkménistan et Émirats arabes unis. La base de données ne couvre pas non plus les pays développés.

participation privée aux infrastructures et le nombre de projets. Pour cette raison, la performance moyenne des pays de l'OCI est comparée à celle des pays en développement non membres de l'OCI, à l'exclusion des pays BRIC, et des pays BRIC à titre individuel.

La version la plus récente des données (consultée en avril 2022) comprend 10 421 projets, mais notre analyse exclut les projets qui ont été lancés mais annulés. Sur les 10 071 projets qui demeurent entre 1990 et 2019, 9 583 sont encore actifs (c'est-à-dire en cours de construction ou opérationnels), 226 sont achevés (la période contractuelle a expiré) et 262 sont en difficulté (en cours de résiliation de contrat ou d'arbitrage). Les trois types de PPP les plus courants sont la construction-exploitation-transfert (2 649), la construction-propriété-exploitation (2 245) et la construction-réhabilitation-exploitation-transfert (1 930). Les données sont réparties entre cinq grands secteurs économiques : les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'énergie, les transports, l'eau et les eaux usées, et les déchets solides municipaux, les deux derniers secteurs étant regroupés dans nos évaluations sous le titre "eau, eaux usées et déchets" (WSW).

Le graphique 2.19 montre le nombre total (à gauche) et la valeur (à droite) des investissements privés dans les infrastructures des pays de l'OCI par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI sur la période 1990-2019. Le nombre total de projets PPI a augmenté à des taux plus élevés dans les pays de l'OCI que dans les pays en développement non membres de l'OCI, à l'exception des pays BRIC, au cours des trois dernières décennies. Au cours de la période 2010-19, un total de 621 projets ont été lancés dans les pays de l'OCI avec une valeur d'investissement totale de 245 milliards de dollars. Au cours de la même période, 2 475 projets lancés par les pays BRIC ont représenté une valeur d'investissement totale de 600 milliards de dollars, ce qui reflète un investissement plus élevé par projet dans les pays de l'OCI.

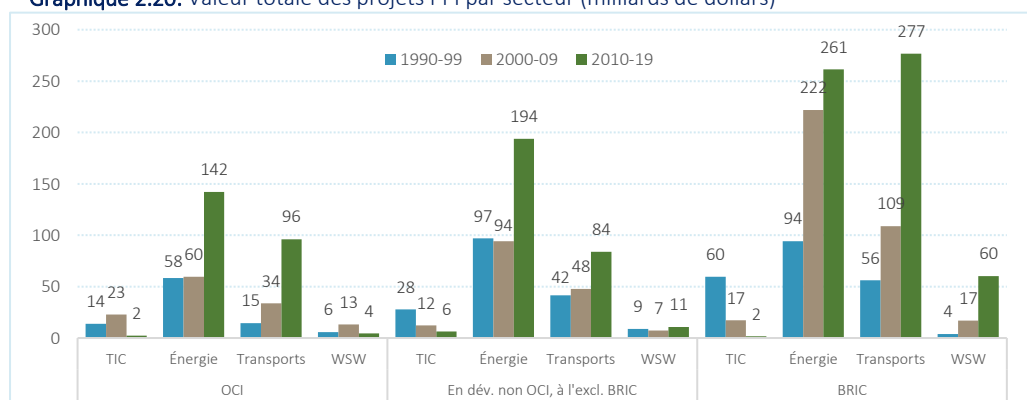
Graphique 2.19: Nombre total (à gauche) et valeur (milliards de dollars, à droite) des projets PPI



Source: Banque mondiale, base de données des IDM, 2022

Ventilé par secteur, le graphique 2.20 montre que les projets d'infrastructure énergétique attirent plus d'investissements dans les pays de l'OCI. Les projets énergétiques couvrent la production, le transport et la distribution de gaz naturel et d'électricité. Entre 2010 et 2019, 475 participations privées dans des projets d'infrastructure énergétique ont atteint la clôture contractuelle ou financière dans les pays de l'OCI, ce qui représente des engagements d'investissement de 142 milliards de dollars. Le secteur de l'énergie a représenté 58,1% du total des investissements privés dans les pays de l'OCI au cours de cette période, alors que cette part était de 65,7% dans les pays en développement non membres de l'OCI, à l'exclusion du BRIC, et de 43,6% dans les pays BRIC.

Graphique 2.20: Valeur totale des projets PPI par secteur (milliards de dollars)



Source: Banque mondiale, base de données des IDM, 2022 TIC: Technologie de l'information et de la communication ; WSW: Eau, eaux usées et déchets solides municipaux.

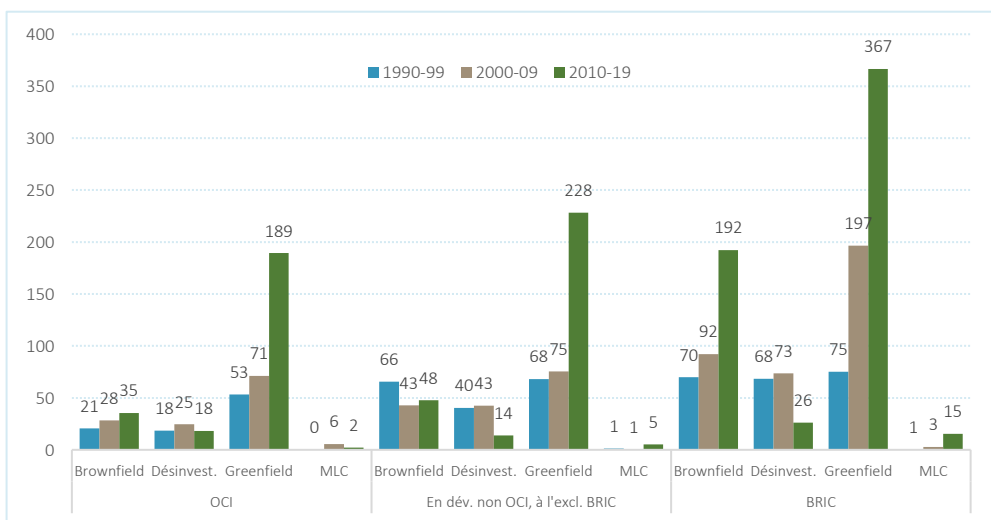
Les infrastructures de transport comprennent les pistes et les terminaux des aéroports, les chemins de fer, les routes à péage, les ponts, les autoroutes, les tunnels, les infrastructures portuaires, les terminaux, les superstructures et les canaux. Il joue un rôle important dans le développement économique en améliorant l'industrie du fret et le transfert des produits agricoles, des produits manufacturés, des matières premières et intermédiaires. Au cours de la période 2010-2019, 76 projets privés d'infrastructure de transport ont été mis en œuvre dans les pays de l'OCI, impliquant des engagements d'investissement de 96,2 milliards de dollars et représentant 39,3 % du total des investissements.

L'infrastructure du WSW n'est pas seulement un élément substantiel pour déterminer la réalisation des activités agricoles et manufacturières, mais elle est également essentielle pour assurer un niveau de vie décent pour le développement humain et économique. Au cours de la période 2010-2019, 49 projets ont atteint une clôture contractuelle ou financière dans les pays de l'OCI, comprenant des engagements d'investissement de 10,8 milliards de dollars. Dans les pays de l'OCI comme dans les autres groupes de pays, les investissements dans les projets TIC ont considérablement diminué au fil du temps, ne recevant que 2,2 milliards de dollars d'investissements entre 2010 et 2019.

Ces investissements en infrastructures peuvent également être classés en quatre types de contrats, à savoir les contrats Brownfield, Greenfield, les contrats de cession et les contrats de gestion et de location (MLC). Les MLC confient le fonctionnement et la gestion d'une installation appartenant à l'État à une entité privée, sachant que l'État reste le décideur. Les projets Greenfield ont lieu lorsqu'une entité privée ou une coentreprise public-privé construit un nouveau projet et le gère pendant une période déterminée. Les projets Brownfield sont similaires aux projets Greenfield, sauf qu'au lieu de construire un nouvel actif, l'entité privée reprend un actif existant et l'améliore (réhabilitation) ou l'agrandit. Les cessions, quant à elles, sont des projets de privatisation, elles se produisent lorsque des entreprises privées achètent des actions d'une entreprise publique.

Plus des trois quarts de l'ensemble des investissements (77,3 %) dans les pays de l'OCI concernaient des projets Greenfield, avec des engagements d'investissement de 189 milliards de dollars des États-Unis au cours de la période 2010-19, ce qui signifie que la plupart des projets ont été lancés récemment, sans infrastructure préalable pour les mettre à profit (graphique 2.21). Avec la montée en puissance des politiques de décentralisation économique et de privatisation, les projets Brownfield ont été le deuxième type d'opération le plus courant dans la participation privée, avec des investissements de 35 milliards de dollars, soit 14,5% du total des investissements dans les pays de l'OCI. Dans les pays en développement non membres de l'OCI, les investissements Greenfield ont également représenté la majeure partie des investissements, avec une part supérieure à 55 %.

Graphique 2.21: Valeur totale des projets PPI par type (milliards de dollars)

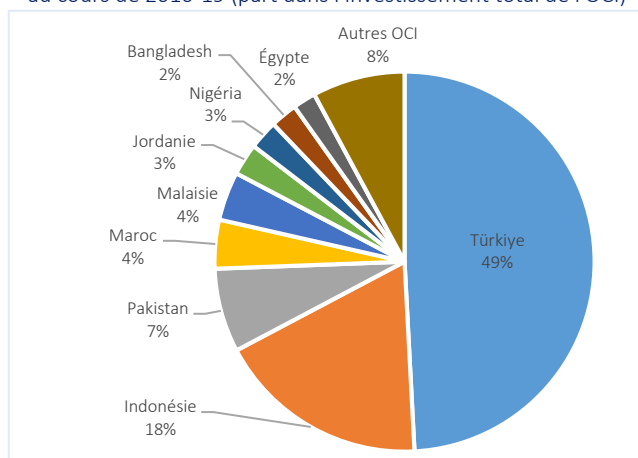


Source: Banque mondiale, base de données des IDM, 2022 MLC: Contrats de gestion et de location

Au total, 1 364 projets d'infrastructure à financement privé ont eu lieu dans 47 pays de l'OCI, pour une valeur de 467 milliards de dollars entre 1990 et 2019. Cependant, quatre pays BRIC surpassent les pays de l'OCI en termes de valeur et de nombre de projets dans tous les secteurs et ils surpassent à nouveau les autres pays en développement non membres de l'OCI. Parmi les 47 pays, la Türkiye a représenté près de la moitié de tous les projets PPI au sein du

groupe de l'OCI entre 2010 et 2019, suivie par l'Indonésie et le Pakistan. Ils ont collectivement représenté 74,4 % de l'ensemble des investissements privés dans les projets d'infrastructure (graphique 2.22). Cela indique que de nombreux pays de l'OCI n'offrent pas un espace suffisant au secteur privé pour participer aux investissements en matière d'infrastructure.

Graphique 2.22: Principaux pays de l'OCI dans les projets PPI au cours de 2010-19 (part dans l'investissement total de l'OCI)



Source: Base de données de la Banque mondiale sur la participation privée dans les infrastructures (PPI), 2022.

Bien qu'il existe de nombreuses opportunités d'investissement dans les infrastructures des pays de l'OCI, les investisseurs n'en profitent pas pleinement - souvent en raison de lacunes dans l'environnement favorable à ces investissements.⁵ Un examen des expériences des pays par l'OCDE (2015b) révèle que l'augmentation de la participation privée aux investissements dans les infrastructures nécessite un

régime d'investissement qui offre clarté et prévisibilité aux investisseurs, en particulier une protection contre l'expropriation et des dispositions pour le règlement des différends et la négociation des contrats. Il existe une variété d'autres défis, de la préparation des projets aux finances et à la gouvernance. L'identification et l'analyse des défis spécifiques à chaque pays aideraient à développer des réponses adaptées pour surmonter ces défis et améliorer la participation du secteur privé aux investissements dans les infrastructures.

Le dynamisme entrepreneurial est un autre facteur clé de la promotion de l'investissement privé. Les entrepreneurs créent une externalité positive en apportant de nouveaux biens et de nouvelles technologies sur le marché. Cependant, l'activité entrepreneuriale dans les pays de l'OCI est à la traîne par rapport aux moyennes mondiales et il existe des contraintes importantes dans la promotion de l'activité entrepreneuriale. Comme le démontre le SESRIC (2017) sur la base des données de la Banque mondiale, les pays de l'OCI ont la plus basse densité d'entrée de nouvelles entreprises, correspondant à seulement 13% de la densité dans les pays en développement non membres de l'OCI. Les entrepreneurs ont besoin d'un environnement favorable pour concrétiser leurs idées novatrices et tirer parti des nouvelles opportunités commerciales afin de contribuer au bien-être socio-économique général. D'autre part, l'amélioration du climat d'investissement ne suffit pas si les entrepreneurs ne sont pas innovants. Outre la création d'un environnement favorable, l'amélioration des

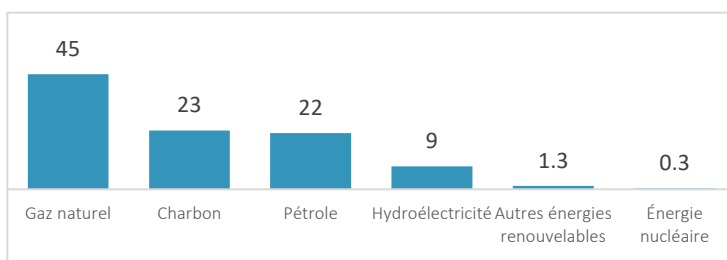
⁵ Voir le chapitre 3 pour une discussion détaillée sur l'écosystème d'investissement.

capacités d'innovation et d'entrepreneuriat des acteurs du secteur privé est importante pour un secteur privé dynamique et propice à la productivité.

2.2.3 Stimuler l'investissement pour le développement durable

Les taux de dégradation de l'environnement sont insoutenables pour le bon fonctionnement de l'économie mondiale à long terme. Les investissements actuels et futurs doivent être "écologisés" pour éviter des niveaux risqués de changement climatique et d'impacts environnementaux négatifs. Il convient d'accorder une attention particulière à la promotion des investissements dans la production d'énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les transports durables, l'agriculture, la sylviculture et l'utilisation des terres, les déchets et les eaux usées. L'augmentation des investissements dans les infrastructures d'énergie propre facilite un accès rentable à l'énergie, réduit la pollution et les coûts de santé associés, réduit la dépendance aux combustibles fossiles, favorise l'innovation et permet de créer de nouveaux emplois (SESRI, 2015). En outre, l'Agence internationale de l'énergie estime que chaque dollar supplémentaire investi aujourd'hui dans les énergies propres peut générer trois dollars en économies de carburant d'ici à 2050 (OCED, 2015a).

Graphique 2.23: Sources de production nette d'électricité, 2015, %



Source: Banque mondiale, indicateurs de développement dans le monde. Notes: OCI: N = 41.

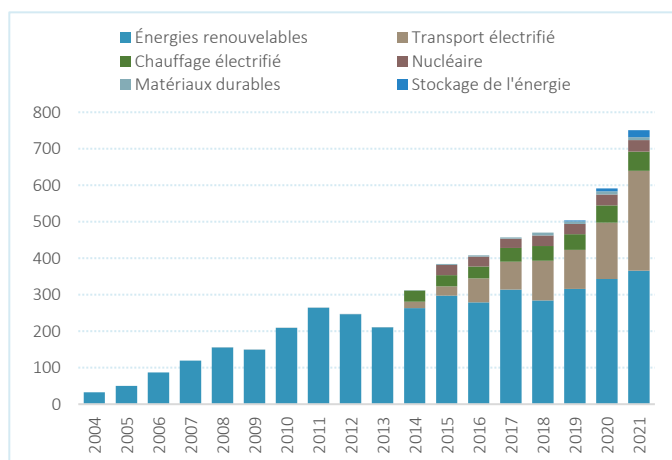
Malheureusement, comme le montre le graphique 2.23, malgré les développements des technologies bioénergétiques, solaires et éoliennes, le rôle des énergies

renouvelables non hydroélectriques dans la production nette d'électricité dans 41 pays de l'OCI reste marginal, à 1,3 % en 2015, selon les statistiques de la Banque mondiale pour la dernière année de données disponibles. Le Maroc (8,2 %), la Türkiye (6,3 %) et le Togo (6,2 %) étaient les pays de l'OCI ayant la plus grande part de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables en 2015. La situation est similaire avec l'énergie nucléaire qui représente symboliquement 0,3% de la production nette combinée d'électricité dans un échantillon donné de pays de l'OCI.

La promotion des investissements verts nécessite des stratégies et des politiques spécifiques, au-delà de celles visant à attirer les investissements en général. L'investissement vert est étroitement lié à d'autres approches d'investissement telles que l'investissement socialement responsable (ISR) et l'investissement durable à long terme. Il nécessite la création d'un cadre politique favorable et des méthodes ciblées de promotion des investissements. L'un des principaux défis que doivent relever les gouvernements pour canaliser les investissements dans les projets d'énergie propre est l'absence de conception et de mise en œuvre de cadres politiques nationaux clairs et prévisibles (OCED, 2015b).

Le graphique 2.24 montre les nouveaux investissements mondiaux dans la transition énergétique sur la période 2004-2021. Alors que les investissements dans les énergies renouvelables continuent de croître, on observe une montée en puissance des investissements dans les transports électrifiés. En 2021, l'investissement total a atteint 366 milliards de dollars dans les énergies renouvelables et 273

Graphique 2.24: Investissement dans la transition énergétique (milliards de dollars)



Source: Bloomberg NEF. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-01-27/energy-transition-drew-record-755-billion-of-investment-in-2021>

milliards de dollars dans les transports électrifiés. La transition énergétique est une étape essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable. Toutefois, des investissements supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable. Des investissements sont nécessaires dans les infrastructures d'énergie propre, les transports durables et à faible émission de carbone, l'efficacité de l'énergie dans les bâtiments et l'industrie, et la sylviculture pour limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 2°C au-dessus des niveaux préindustriels.

Les ressources publiques sont limitées ; par conséquent, la dépendance à l'égard des investissements du secteur public doit être minimisée et il convient de mettre un accent particulier sur l'encouragement du financement privé. Toutefois, il existe des obstacles à la participation effective du secteur privé qui doivent être résolus. Il s'agit notamment des subventions aux combustibles fossiles, de l'absence d'un environnement politique et réglementaire prévisible, des obstacles au commerce international et à l'investissement, et du soutien insuffisant aux technologies vertes pour promouvoir leur compétitivité. Par conséquent, un large éventail d'interventions politiques est nécessaire pour réorienter les investissements des combustibles fossiles vers les énergies propres (OECD, 2015a). En outre, pour accélérer et guider la transformation de la croissance verte, les gouvernements, les investisseurs et les organisations internationales doivent coopérer pour identifier les défis et promouvoir les investissements verts.

2.3 Investissements directs étrangers (IDE)

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'investissement direct étranger (IDE) désigne un investissement effectué pour acquérir une participation durable dans des entreprises

opérant en dehors de l'économie de l'investisseur. En outre, dans les cas d'IDE, l'objectif de l'investisseur est d'obtenir une voix effective dans la gestion de l'entreprise.

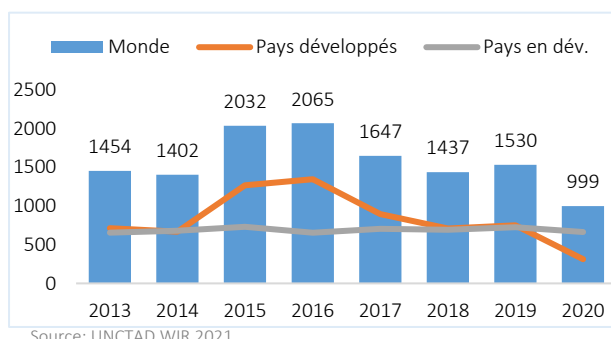
Les IDE peuvent renforcer la croissance et l'innovation, créer des emplois de qualité et développer le capital humain, y compris pour les femmes, et améliorer le niveau de vie et la durabilité environnementale. En reliant les entreprises nationales et multinationales, ils permettent aux entreprises nationales d'accéder aux marchés internationaux et de s'intégrer aux chaînes de valeur mondiales. Les IDE sont également essentiels pour mieux se remettre de la crise du COVID-19 et atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

En outre, la réalisation des avantages potentiels des IDE n'est pas acquise. Certains pays bénéficient davantage des IDE en raison d'un certain nombre de facteurs comme le type de projets d'IDE ou les caractéristiques du pays destinataire (Gestrin, 2016). De plus, il existe toujours un risque que les entreprises multinationales modifient leurs plans d'investissement existants et désinvestissent. En particulier, le désinvestissement des multinationales est un phénomène mondial important qui peut affecter les économies des pays d'accueil, notamment en réduisant la croissance économique ou les recettes d'exportation. Des facteurs tels que des incertitudes politiques/économiques élevées et des changements fréquents dans les règles et procédures liées à l'investissement tendent à décourager les IDE. À cette fin, il est important de prêter attention aux politiques visant à garantir un environnement d'investissement sain afin de retenir les investisseurs existants (OECD, 2020).

La corrélation entre les IDE et la croissance économique dans les pays de l'OCI s'est avérée positive mais faible (SESRIC, 2015). Cela implique que l'impact des IDE sur la croissance économique et le développement des pays de l'OCI, en moyenne, est limité. La raison pour laquelle les IDE ont un impact limité sur la performance de la croissance économique dans les pays de l'OCI peut être attribuée à trois raisons principales : l'éviction des investissements locaux, la qualité des IDE et la capacité d'absorption des pays de l'OCI (SESRIC, 2015; ICIEC et al., 2017).

2.3.1 Tendances des IDE entrants

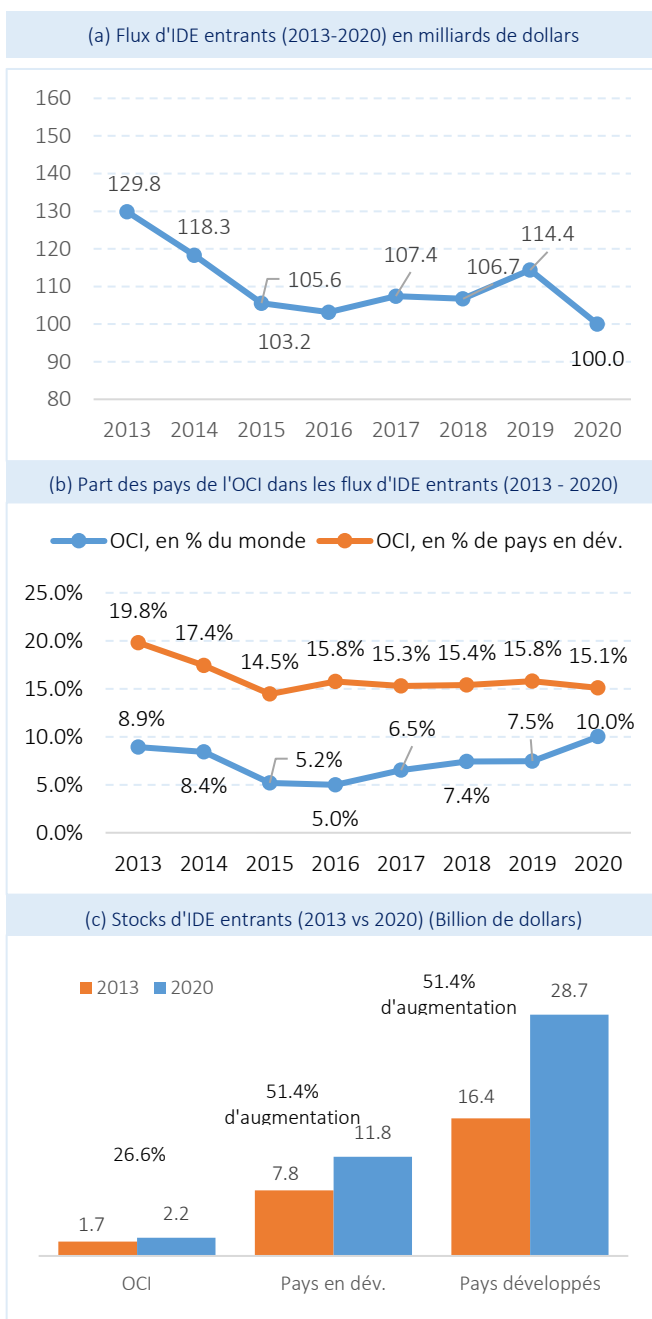
Graphique 2.25: Entrées d'IDE dans le monde (milliards de \$)



Le total des flux d'investissements directs étrangers (IDE) mondiaux s'est élevé à 1,53 billion de dollars en 2019, marquant une augmentation de plus de 93 milliards de dollars par rapport à la valeur de 1,43 billion de dollars de l'année précédente (graphique 2.25). Il a chuté de façon spectaculaire, passant de 1,53 billion de dollars des États-

Unis en 2019 à 999 milliards de dollars des États-Unis en 2020, ce qui reflète une réduction de 35 % des flux d'IDE mondiaux en raison de la pandémie de COVID-19.

Graphique 2.26: Flux d'IDE et stocks entrants dans les pays de l'OCI



Source: UNCTAD WIR 2021

La pandémie a eu un impact négatif notable sur les flux d'IDE. Les verrouillages dans le monde entier ont ralenti les projets d'investissement, et les fortes attentes d'une récession mondiale ont découragé les investisseurs internationaux et les ont amenés à reconsidérer la faisabilité de nouveaux projets. Selon le rapport sur l'investissement dans le monde de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD, 2021), les flux mondiaux d'IDE ont connu une chute spectaculaire en 2020, revenant aux niveaux de 2005, en raison de la pandémie.

Sur la période 2013-2019, les flux d'IDE à destination des pays développés ont suivi une tendance positive. Pourtant, ils ont diminué de 58,3 % pour atteindre 312 milliards de dollars, tandis que les flux entrants vers les pays en développement n'ont diminué que de 8 % pour atteindre 662 milliards de

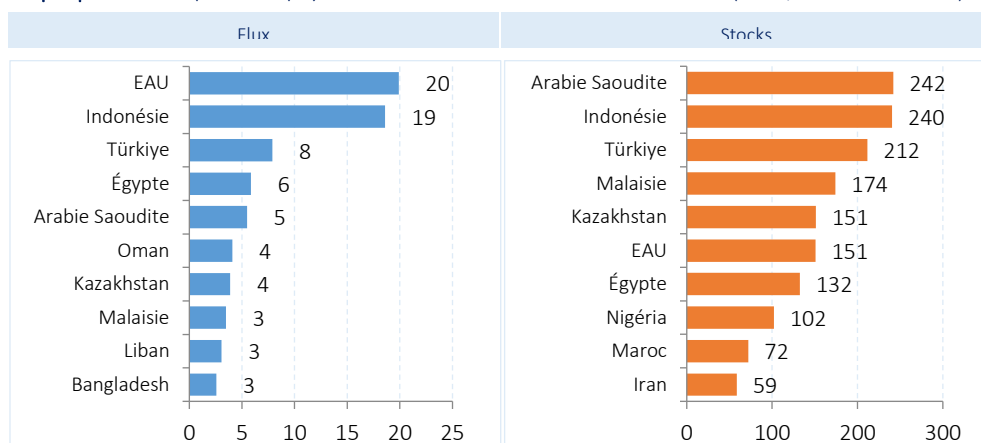
dollars, principalement en raison de la résistance des flux vers l'Asie. Bien que les flux mondiaux d'IDE ne devraient pas se contracter davantage, les projections indiquent une augmentation modérée de 10 à 15 % en 2021, le total des IDE étant toujours inférieur d'environ 25 % au niveau de 2019. En outre, on estime que cette amélioration sera tirée par les économies développées, puisqu'elles devraient augmenter de 15 à 20 %, contre 5 à 10 % pour les économies en développement (UNCTAD 2021; SESRIC, 2022).

Les flux d'IDE vers les pays de l'OCI étaient en baisse sur la période 2013-2019. Ils sont passés de 129,8 milliards de dollars des États-Unis en 2013 à 114,4 milliards de dollars en 2019. Avec le déclenchement de la pandémie, il a encore diminué et a été enregistré à 100 milliards de dollars des États-Unis en 2020, reflétant une réduction de 12,6 % des flux entrants (graphique 2.26a). Le graphique 2.26a révèle que les flux totaux d'IDE vers les pays de l'OCI sont généralement restés inférieurs à leur potentiel. Après avoir atteint 129,8 milliards de dollars en 2013, les flux d'IDE vers les pays de l'OCI n'ont pas été en mesure d'atteindre ce niveau depuis lors.

La part des pays de l'OCI dans les flux mondiaux d'IDE était en augmentation avant même le déclenchement de la pandémie. Elle a ensuite atteint 10 % en 2020 en raison du ralentissement des flux mondiaux d'IDE. (Graphique 2.26b). Toutefois, en raison de l'augmentation rapide des flux d'IDE à destination des pays en développement, la part du groupe OCI n'a cessé de diminuer, passant de 19,8 % en 2013 à 15,1 % en 2020.

En termes de stocks d'IDE, les stocks mondiaux d'IDE entrants ont atteint 41,3 billions de dollars en 2020. Les pays de l'OCI ont collectivement enregistré un stock d'IDE de 2,2 billions de dollars en 2020 (graphique 2.26c). Bien que les stocks d'IDE entrants dans les pays de l'OCI aient augmenté de plus de 26,6 % depuis 2013, cette augmentation a été inférieure à celle des autres groupes de pays, ce qui a entraîné une baisse de sa part dans les stocks mondiaux d'IDE, qui est passée de 6,9 % en 2013 à 5,2 % en 2020.

Graphique 2.27: 10 premiers pays recevant les flux et Stocks d'IDE entrants (2020, en milliards de \$)

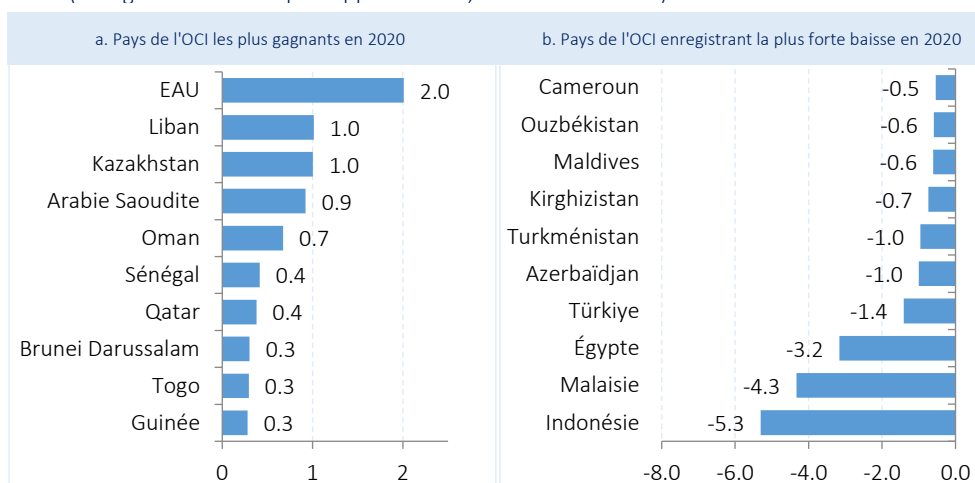


Source: UNCTAD WIR 2021.

Au niveau des pays individuels, les EAU (20 milliards de dollars), l'Indonésie (19 milliards de dollars) et la Türkiye (8 milliards de dollars) ont été les pays de l'OCI les plus performants en termes de flux d'IDE entrants en 2020. L'Arabie saoudite (242 milliards de dollars), l'Indonésie (240 milliards de dollars) et la Türkiye (212 milliards de dollars) étaient les trois premiers pays de l'OCI en termes de stocks d'IDE entrants en 2020 (graphique 2.27). Les flux d'IDE vers les pays de l'OCI et les stocks entrants présentaient un niveau élevé de concentration, la majeure partie de ces flux étant toujours destinée à un petit nombre de pays de l'OCI. Les 10 premiers pays de l'OCI avec les plus grands flux d'IDE entrants représentaient ensemble 73% du total des flux d'IDE vers les pays de l'OCI, alors que les 10 premiers pays représentaient 71% du total des stocks d'IDE entrants dans les pays de l'OCI.

Pour réduire l'impact de la pandémie sur les flux d'IDE, de nombreux pays dans le monde tentent d'accélérer les procédures d'approbation des investissements, de promouvoir une utilisation intensive des outils en ligne et des plates-formes électroniques, et de proposer des systèmes d'incitation à la R&D dans le domaine de la santé afin d'atténuer l'impact sur les flux d'investissement et les entreprises locales (UNCTAD, 2020). Compte tenu de leur climat d'investissement et des efforts déployés pour accueillir davantage d'IDE, au niveau de chaque pays, un certain nombre de pays de l'OCI ont même réussi à attirer plus d'IDE en 2020 par rapport à 2019, malgré les incertitudes liées à la pandémie. Les Émirats arabes unis sont arrivés en tête de la liste des pays de l'OCI qui ont attiré plus d'IDE (2 milliards de dollars de plus) en 2020 par rapport à 2019. Il était suivi par le Liban (1 milliard de dollars de plus), le Kazakhstan (1 milliard de dollars de plus) et l'Arabie saoudite (0,9 milliard de dollars de plus). De l'autre côté du spectre, certains pays de l'OCI ont enregistré des baisses significatives de leurs entrées d'IDE en 2020 par rapport à 2019, comme l'Indonésie (une baisse de 5,3 milliards de dollars), la Malaisie (une baisse de 4,3 milliards de dollars) et l'Égypte (une baisse de 3,2 milliards de dollars) (graphique 2.28).

Graphique 2.28: Performance de certains pays de l'OCI pendant la période COVID-19 par Flux d'IDE (changement en 2020 par rapport à 2019, milliards de dollars)



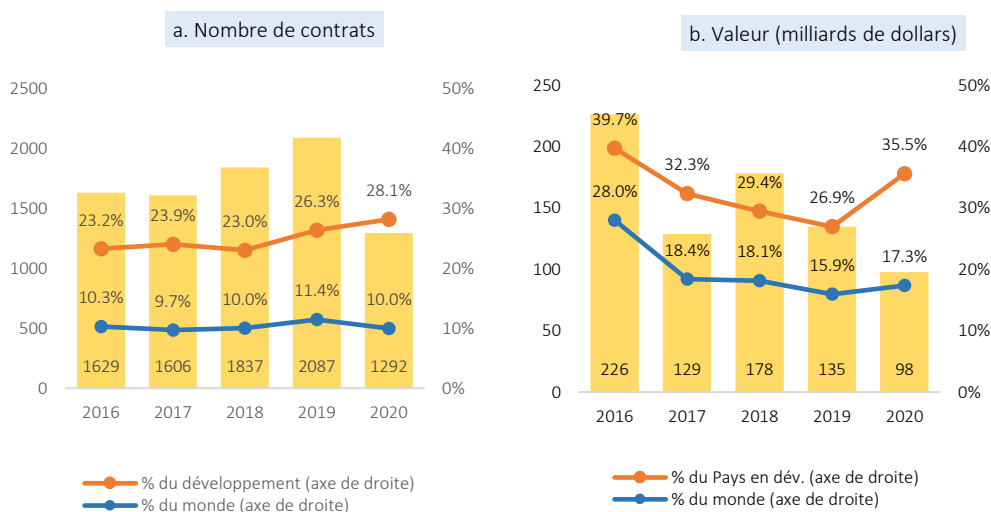
Source: UNCTAD WIR 2021

2.3.2 Investissements Greenfield

Les investissements Greenfield, qui revêtent une importance particulière pour les pays en développement en raison des plus grandes possibilités de croissance et d'emploi qu'ils ont à offrir, ont chuté de 33,3 % au niveau mondial pour atteindre un niveau record de 564 milliards de dollars en 2020.

Cependant, comparé aux tendances de l'ensemble des flux d'IDE, les investissements Greenfield ont diminué davantage dans les pays en développement (45,1%) que dans les pays développés (16,4%) (SESRI, 2021). Dans les pays de l'OCI, la baisse a également été importante, tant en termes de valeur que de nombre de projets d'IDE Greenfield annoncés (graphique 2.28). Le nombre de projets a diminué de 38,1 % pour atteindre 1 292 - le chiffre le plus bas depuis 2008 - tandis que la valeur des projets a baissé de 27,4 % pour atteindre 98 milliards de dollars, soit moins de 100 milliards de dollars pour la première fois, les données disponibles remontant à 2003. Par conséquent, en termes de nombre de projets, les pays de l'OCI représentaient 10,0% du total mondial en 2020, contre 11,4% en 2019, tandis que leur part dans le total des pays en développement est passée de 26,3% à 28,1% (graphique 2.29a). En termes de valeur des projets, leur part dans le total mondial et dans le total des pays en développement est passée de 15,9 % à 17,3 % et de 26,9 % à 35,5 %, respectivement, au cours de la période 2019-2020 (graphique 2.29b).

Graphique 2.29: Projets d'investissement Greenfield annoncés destinés aux pays de l'OCI



Source: UNCTAD WIR 2021

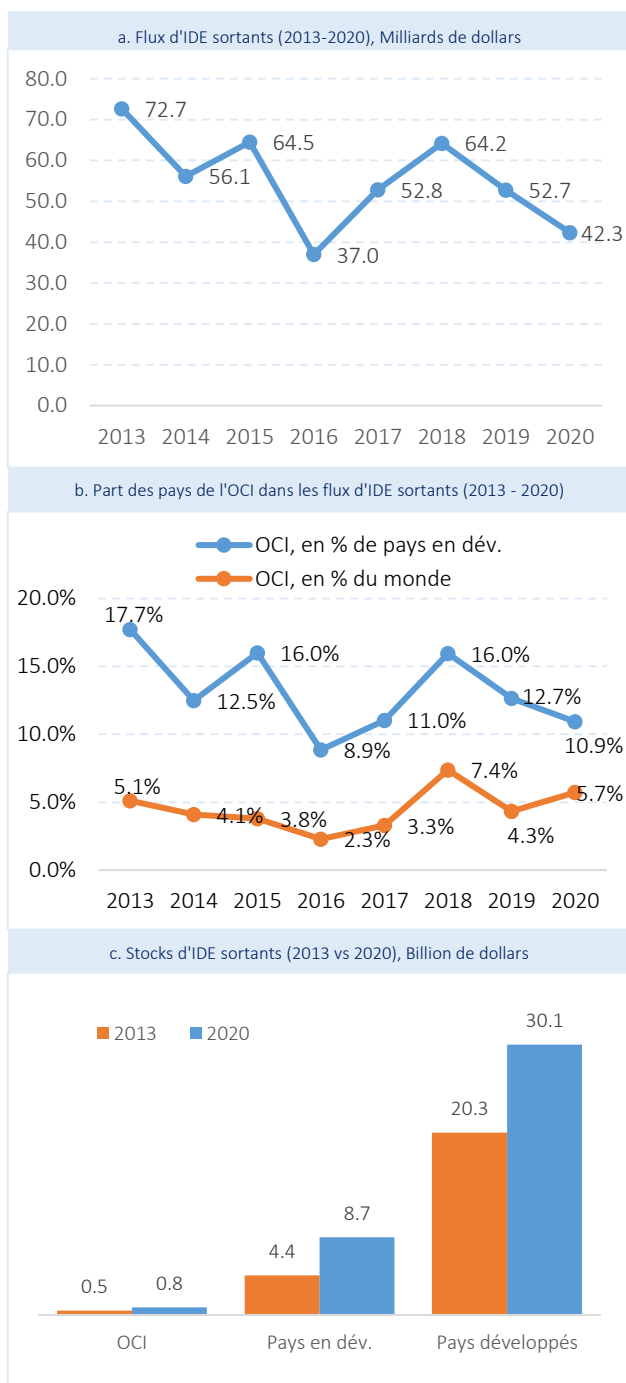
2.3.3 Tendances des IDE sortants

Les flux d'IDE sortants en provenance des pays de l'OCI ont collectivement diminué, passant de 72,7 milliards de dollars en 2013 à 52,7 en 2019. La pandémie a encore ralenti les sorties d'IDE des pays de l'OCI et s'est chiffrée à 42,3 milliards de dollars en 2020, soit une baisse de

19,8 % (graphique 2.30a). Le ralentissement du rythme des sorties d'IDE dans les pays de l'OCI a été rapide par rapport aux pays en développement.

En outre, certains pays en développement comme la Chine et l'Inde ont enregistré d'importantes sorties d'IDE ces dernières années. Par conséquent, la part des pays de l'OCI dans les flux d'IDE sortants des pays en développement a diminué de 17,7% en 2013 à 10,9% en 2020. Au niveau mondial, les pays de l'OCI, en tant que groupe, sont devenus un groupe d'investisseurs plus important, leur part dans le monde passant de 5,1 % en 2013 à 5,7 % en 2020 (graphique 2.30b). Globalement, les stocks d'IDE sortants des pays de l'OCI ont augmenté de 0,3 billion de dollars (correspondant à une augmentation de 60 %) entre 2013 et 2020. Toutefois, tant les pays en développement que les pays développés ont également enregistré des améliorations substantielles de leurs stocks sortants. Les pays en développement ont presque doublé leurs stocks d'IDE sortants pour atteindre 8,7 billions de dollars en 2020. Sur la période 2013-2020, les stocks d'IDE sortants des pays développés ont augmenté de 48 % et ont dépassé 30 billions de dollars en 2020 (graphique 2.30c).

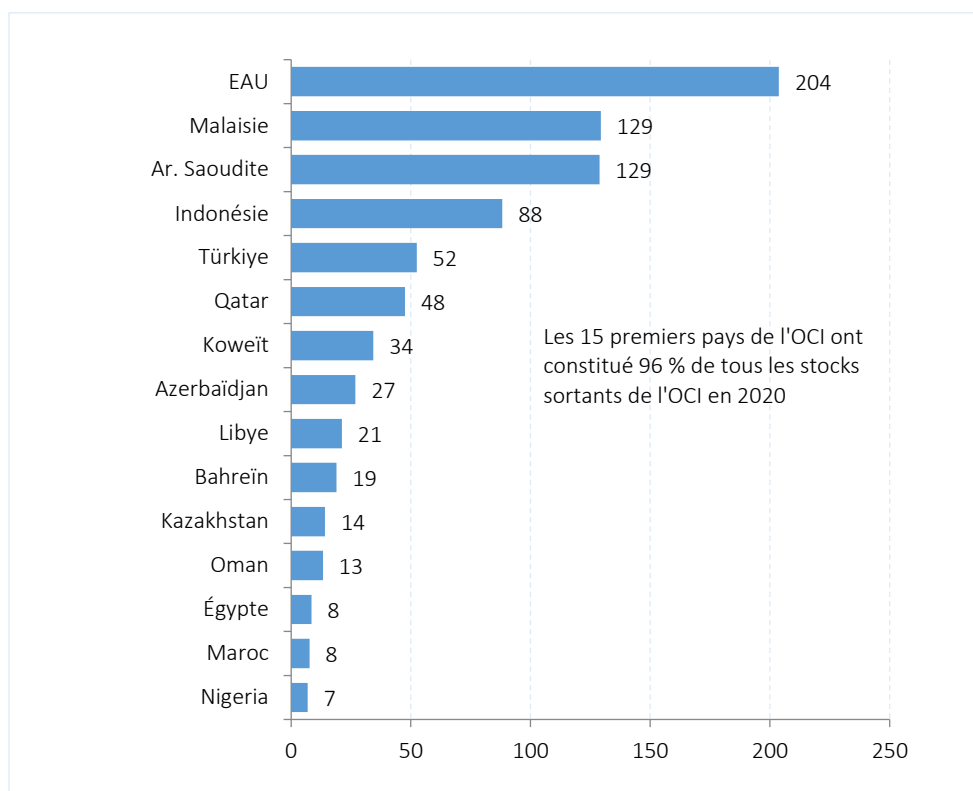
Graphique 2.30: Flux d'IDE et stocks d'IDE sortants dans les pays de l'OCI



Source: UNCTAD WIR 2021

Les 15 premiers pays de l'OCI ayant les stocks d'IDE sortants les plus élevés représentaient 96 % des stocks sortants totaux de l'OCI en 2020. Les 42 autres pays de l'OCI ne représentaient collectivement que 4 % du total des stocks sortants de l'OCI la même année. En d'autres termes, il existe une forte concentration des stocks d'IDE sortants dans un certain nombre de pays de l'OCI tels que les EAU (204 milliards de dollars), la Malaisie (129 milliards de dollars) et l'Arabie saoudite (129 milliards de dollars) (graphique 2.31).

Graphique 2.31: Les 15 premiers pays investisseurs de l'OCI (Stocks d'IDE sortants, 2020, milliards de dollars)



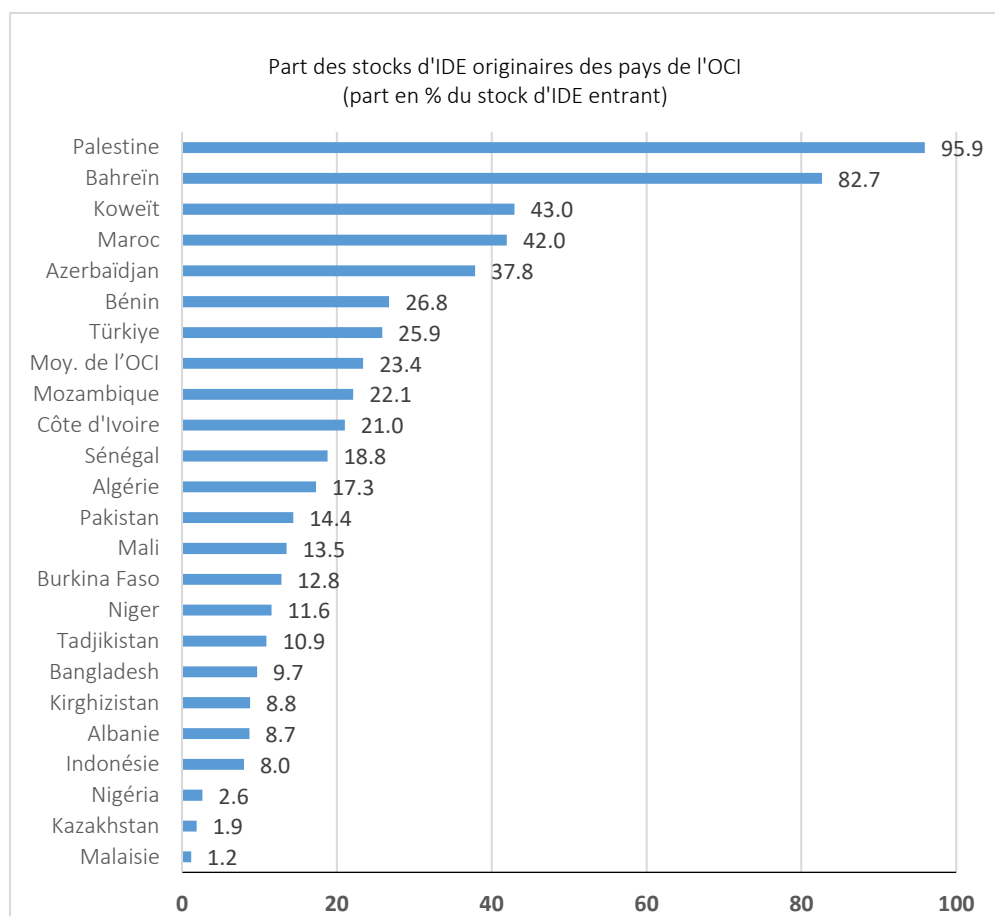
Source: UNCTAD WIR 2021.

2.3.4 Tendances des IDE intra-OCI

Les IDE intra-OCI reflètent les investissements destinés d'un pays de source de l'OCI à un autre pays d'accueil de l'OCI. Comme dans d'autres dimensions de l'intégration économique entre les pays de l'OCI (par exemple le commerce et le tourisme intra-OCI), les tendances des IDE intra-OCI peuvent être considérées comme un indicateur pour évaluer le niveau d'intégration économique entre les pays de l'OCI. Un volume plus élevé d'IDE intra-OCI implique l'existence de liens économiques plus forts entre les pays de l'OCI.

Selon les estimations de la CNUCED, certains pays de l'OCI ont bénéficié de manière plus importante de la coopération intra-OCI. Par exemple, en Palestine (95,6 %), au Bahreïn (82,7 %), au Koweït (43 %) et au Maroc (42 %), plus de 40 % des stocks d'IDE entrants provenaient des pays de l'OCI (graphique 2.32). Au niveau individuel, on constate une forte concentration dans un certain nombre de pays. Par exemple, en Palestine, 82,7% des stocks d'IDE entrants

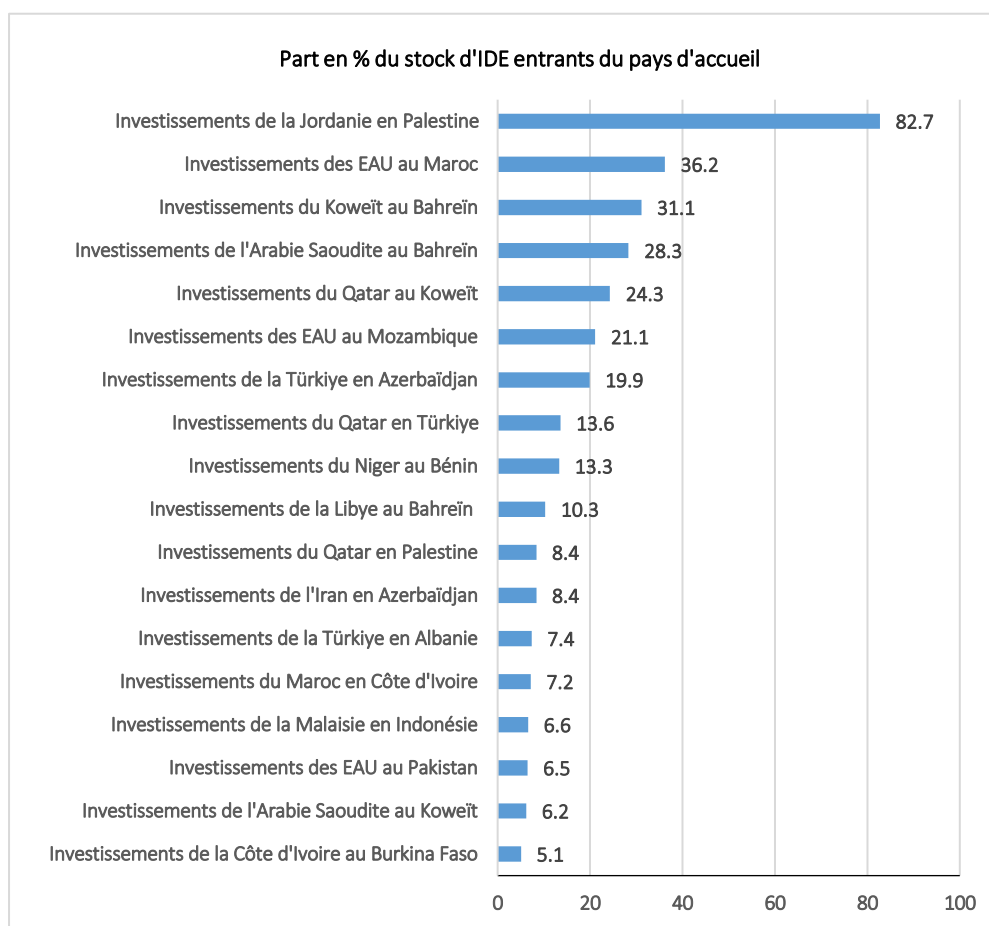
Graphique 2.32: Principaux pays de l'OCI recevant des IDE intra-OCI, 2020



Source: UNCTAD WIR 2021. Note: Les données ne sont disponibles que pour 23 pays bénéficiaires de l'OCI et 56 pays investisseurs de l'OCI.

ont été réalisés par des investisseurs jordaniens. Au Maroc, plus de 36% des stocks d'IDE entrants ont été constitués par des investisseurs des EAU. Au Bahreïn, les investissements originaires du Koweït représentaient une part de plus de 30 % en 2020 (graphique 2.33). Sur la base des données limitées disponibles sur la coopération intra-OCI en matière d'IDE, il est évident que, comme dans d'autres statistiques sur les IDE, il existe un niveau élevé de concentration dans quelques pays de l'OCI. Par conséquent, il est nécessaire de prendre des mesures pour renforcer la coopération intra-OCI en matière d'IDE, notamment en encourageant et en promouvant les projets d'IDE intra-OCI.

Graphique 2.33: Principaux pays investisseurs intra-OCI en 2020



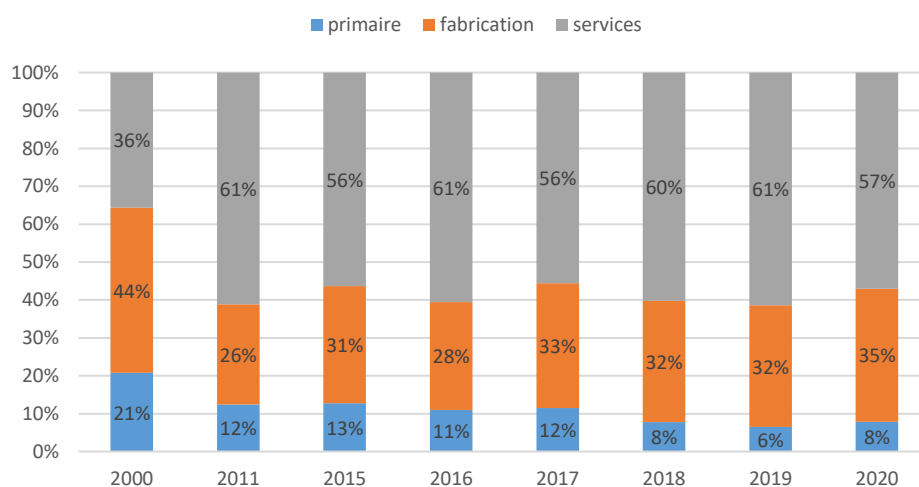
Source: UNCTAD WIR 2021. Note: Sur la base des estimations de la CNUCED, Les pays dont la part des stocks d'IDE entrants est supérieure à 5 % sont présentés

2.3.5 Tendances sectorielles des IDE

L'examen de la répartition sectorielle des stocks d'IDE entrants dans les pays de l'OCI pourrait fournir des informations supplémentaires sur le profil des investisseurs et la transformation sectorielle en cours dans la région de l'OCI. Au cours des deux dernières décennies, la mondialisation a entraîné une baisse relative des parts des secteurs primaire et manufacturier au détriment des services. Le secteur des services a gagné en importance avec l'essor des chaînes de valeur mondiales (UNCTAD, 2021). La réduction des coûts de transport et de communication grâce aux progrès technologiques a permis une telle transformation. Comme dans les pays développés et en développement, un nombre croissant de projets d'IDE ont été consacrés aux services dans plusieurs pays de l'OCI. En conséquence, sa part dans les stocks totaux d'IDE entrants a grimpé de 36% en 2000 à 57% en 2020 dans le groupe OCI (graphique 2.34). Deux autres secteurs, à savoir le secteur primaire et l'industrie manufacturière, ont

enregistré une baisse de leur part relative dans les stocks totaux d'IDE entrants dans les pays de l'OCI. La part du secteur primaire, en particulier, est passée de 21% en 2000 à 8% en 2020. Cette tendance négative a également entraîné une baisse de la part du secteur manufacturier, qui est passée de 44 % en 2000 à 35 % en 2020. Il est évident qu'avec l'essor des technologies de l'automatisation, de l'informatique et de l'intelligence artificielle, le secteur des services s'est mondialisé et peut constituer un important moteur de croissance dans le paysage mondial des IDE. En tenant compte de cette tendance, les pays de l'OCI doivent élaborer leurs politiques d'IDE avec soin. Alors que de nombreux pays de l'OCI, notamment ceux situés en Afrique subsaharienne, tentent de sortir du statut de pays en développement en réalisant une transformation industrielle, il est essentiel de comprendre le rôle du secteur des services et son rôle de catalyseur pour le développement durable.

Graphique 2.34: Stocks d'IDE entrants dans les pays de l'OCI par secteurs (%)



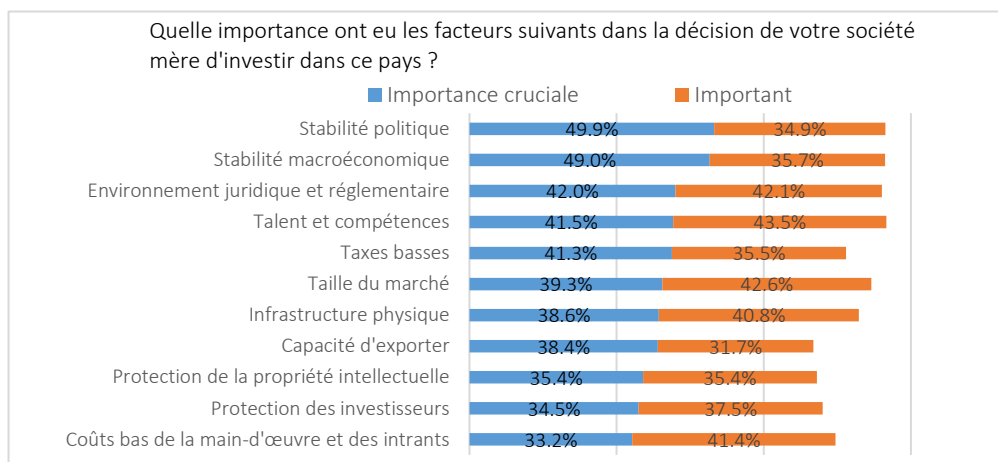
Source: UNCTAD WIR 2021

3. L'écosystème d'investissement dans les pays de l'OCI

L'investissement est sans aucun doute l'outil de développement le plus puissant du monde contemporain. Les pays en développement ayant besoin de plus de capitaux et d'investissements pour alimenter leur croissance économique, les efforts qu'ils déploient pour offrir un écosystème plus favorable aux investisseurs sont essentiels à leur développement (World Bank, 2004).

Pourtant, ce n'est pas seulement la quantité d'investissements qui importe pour promouvoir la croissance et soutenir le développement. Les gains de productivité, qui résultent des innovations de produits et de processus induites par les investissements, sont d'une importance capitale. C'est donc l'écosystème d'investissement qui doit offrir des opportunités et des incitations aux entreprises (nationales et étrangères) et aux entrepreneurs pour qu'ils développent, adaptent et adoptent de meilleures façons de faire des affaires, ainsi que pour encourager les investissements (World Bank, 2014). L'écosystème d'investissement existant affecte à la fois la qualité et la quantité des investissements, tout en influençant dans une large mesure les effets des investissements sur le développement. À cet égard, ce chapitre propose une discussion franche sur l'écosystème de l'investissement dans les pays de l'OCI à la lumière d'indicateurs et d'indices sélectionnés afin de fournir des indications pour identifier les lacunes et les obstacles qui entravent les investissements.

Graphique 3.1: Facteurs déterminants de l'investissement (part en % des répondants)



Source: Enquête sur la compétitivité mondiale 2019 de la Banque mondiale Note: Les filiales d'entreprises multinationales ont été interrogées dans dix pays en développement, dont quatre pays de l'OCI (Indonésie, Malaisie, Nigeria et Türkiye).

3.1 Facteurs déterminants de l'investissement

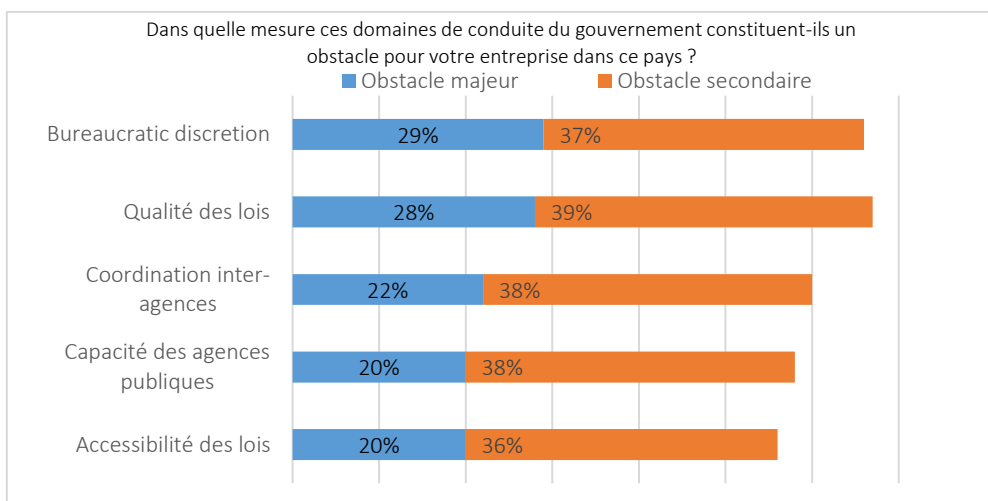
Les investisseurs, quelle que soit leur origine (nationale ou étrangère), cherchent à maximiser les bénéfices de leurs investissements. Si certains investisseurs se concentrent sur les gains à court terme, la majorité d'entre eux souhaitent disposer d'un modèle économique capable de générer des bénéfices à moyen et long terme.

Selon l'enquête mondiale sur la compétitivité des investissements de 2019 rapportée par la Banque mondiale (2020), les investisseurs (filiales d'entreprises multinationales) de dix pays en développement, dont quatre pays de l'OCI (Indonésie, Malaisie, Nigeria et Türkiye), ont été invités à sélectionner l'importance d'un ensemble de facteurs qui déterminent leur décision d'investissement. Bien que plusieurs facteurs influencent simultanément la décision des investisseurs, il est important de comprendre leur ordre d'importance. Selon le graphique 3.1, la stabilité politique, la stabilité macroéconomique et l'environnement juridique et réglementaire sont les trois principaux facteurs déterminants pour les investisseurs. Plus de 42 % des investisseurs les considèrent comme un facteur "d'importance critique" dans leurs décisions d'investissement. En plus de ces trois facteurs, le talent et les compétences ainsi que la faiblesse des impôts sont deux autres facteurs considérés par les investisseurs comme primordiaux.

L'identification des facteurs qui constituent un environnement propice à l'augmentation des investissements est d'une grande importance. L'identification des principaux obstacles à l'investissement est tout aussi importante pour les décideurs politiques. De cette manière, ils pourraient concevoir des réformes visant à créer un écosystème plus favorable aux investissements tout en essayant de supprimer les obstacles existants à l'investissement.

Selon l'enquête mondiale sur la compétitivité des investissements de 2019, 29 % des investisseurs perçoivent la discrétion bureaucratique comme étant un obstacle majeur. 28 %

Graphique 3.2: Obstacles à l'investissement (part en % des répondants)



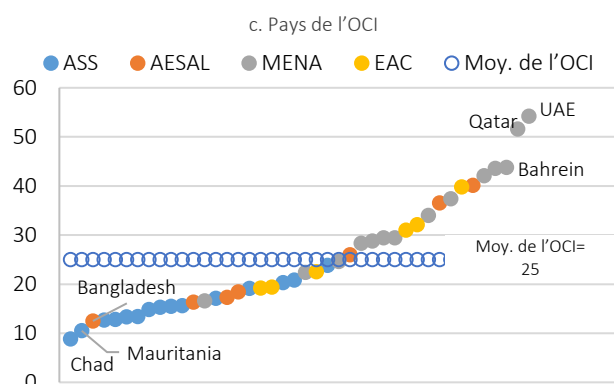
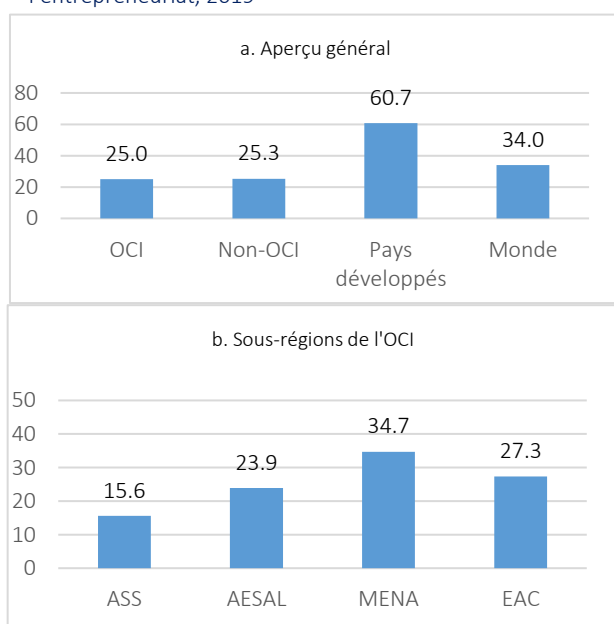
Source: Enquête sur la compétitivité mondiale 2019 de la Banque mondiale Note: Les filiales d'entreprises multinationales ont été interrogées dans dix pays en développement, dont quatre pays de l'OCI (Indonésie, Malaisie, Nigeria et Türkiye).

des personnes interrogées pensent que la mauvaise qualité des lois est un obstacle majeur pour les investisseurs (graphique 3.2). Il est suivi par les facteurs liés à la coordination inter-agences et à la capacité des agences publiques.

3.2 Entrepreneuriat

Dans le monde entier, les entrepreneurs jouent un rôle important pour stimuler les investissements et favoriser la croissance et le développement. Gries et Naudé (2011) définissent l'entrepreneuriat en tant que "ressource, processus et état d'être par et dans lequel les individus utilisent les opportunités positives du marché en créant et en développant de nouvelles entreprises commerciales."

Graphique 3.3: Scores de l'Indice mondial de l'entrepreneuriat, 2019



Source: The GEDI Institute. Note: Un score plus élevé implique une meilleure attitude et un meilleur potentiel pour l'esprit d'entreprise global.

Un environnement qui permet aux entrepreneurs de lancer leurs entreprises peut également être considéré tout à fait favorable aux investisseurs. À cet égard, l'indice mondial de l'entrepreneuriat (GEI) définit l'"écosystème" de l'entrepreneuriat comme un ensemble d'attitudes, de ressources et d'infrastructures. Le GEI est un indice annuel qui mesure la santé des écosystèmes entrepreneuriaux dans 137 pays et donne une image de la performance de chaque pays dans le contexte national et international. L'indice utilise des données sur les attitudes, les capacités et les aspirations entrepreneuriales de la population locale, puis les pondère par rapport à l'"infrastructure" sociale et économique existante - ce qui inclut des aspects tels que la connectivité à large bande et les liaisons de transport vers les marchés extérieurs. Ce processus permet de créer 14 piliers qui mesurent la santé des écosystèmes.

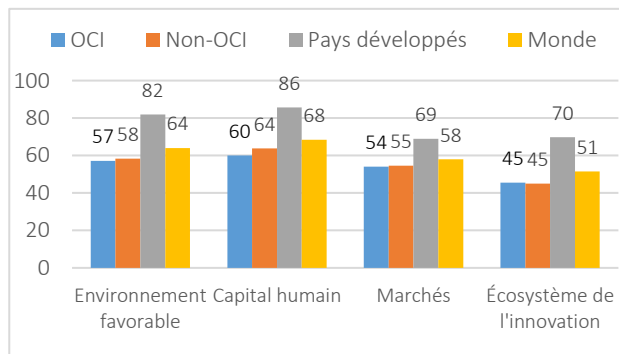
La performance relative des groupes de pays dans le GEI est présentée dans le graphique 3.3. Un score GEI plus élevé implique un meilleur environnement pour les activités entrepreneuriales. Les pays de l'OCI ont eu, en moyenne, le score GEI le plus bas, mesuré à 25, en 2019 (graphique 3.3a). La même année, la moyenne mondiale était de 34. Les pays en développement non membres de l'OCI ont obtenu un score moyen de 25,3, presque identique à celui du groupe de l'OCI. Les pays développés offrent le meilleur environnement pour les entrepreneurs (y compris les investisseurs) et obtiennent un score de 60,7. Au niveau des sous-régions de l'OCI, de grandes disparités existent, et l'ASS a obtenu le score le plus bas dans le GEI (15,6), principalement en raison de la faiblesse des infrastructures (graphique 3.3b). Seule la région MENA de l'OCI (34,7) a obtenu un score moyen supérieur à la moyenne mondiale. La région de l'EAC de l'OCI a obtenu un score (27,3) supérieur à la moyenne de l'OCI.

Au niveau individuel, les scores GEI des pays de l'OCI varient. 25 pays de l'OCI n'ont pas pu obtenir un score supérieur à la moyenne de l'OCI. 17 pays de l'OCI ont obtenu un score supérieur à la moyenne de 25 de l'OCI (graphique 3.3c). Les Émirats arabes unis (54,2), le Qatar (51,6) et Bahreïn (43,8) ont été les pays de l'OCI ayant obtenu les meilleurs résultats en 2019, tous situés dans la région MENA. Le Tchad (8,8), la Mauritanie (10,5) et le Bangladesh (12,5) ont obtenu les scores GEI les plus faibles en 2019, ce qui reflète un environnement relativement difficile pour les entrepreneurs qui souhaitent entreprendre leurs activités commerciales et leurs investissements.

3.3 Compétitivité

L'indice composite mondialement reconnu utilisé pour mesurer et évaluer l'écosystème d'investissement est l'indice de compétitivité globale 4.0 (GCI). Le GCI comporte quatre dimensions (environnement favorable, capital humain, marchés et écosystème d'innovation) et 12 piliers, à savoir les institutions, les infrastructures, l'adoption des TIC, la stabilité macroéconomique, la santé, les compétences, le marché des produits, le marché du travail, le système financier, la taille du marché, le dynamisme des entreprises et la capacité

Graphique 3.4: Scores de l'indice de compétitivité mondiale selon quatre dimensions principales, 2019



Source: Forum économique mondial, 2019 Note: Les valeurs de distance par rapport à la frontière sont utilisées dans les calculs et un score plus élevé signifie une meilleure performance dans un segment donné

d'innovation. Le GCI du Forum économique mondial décrit la compétitivité comme "l'ensemble des facteurs, des politiques et des institutions qui déterminent le niveau de productivité d'un pays, compte tenu de son niveau de développement. Les économies plus compétitives ont des scores GCI plus élevés et offrent aux investisseurs un meilleur environnement pour se développer et pérenniser

leurs opérations. Un tel environnement favorable a également un impact positif sur les gains de productivité et la rentabilité, ainsi que sur la croissance économique (SESRI, 2014).

En 2019, le groupe de l'OCI a obtenu un score relativement faible dans quatre dimensions clés du GCI (graphique 3.4). Le score le plus bas du groupe de l'OCI a été observé dans la dimension de l'écosystème d'innovation, qui est mesurée à 45. Le score le plus élevé du groupe de l'OCI a été enregistré dans la dimension du capital humain, qui est mesurée à 60. Pourtant, les pays de l'OCI, en tant que groupe, n'ont pas pu obtenir un score plus élevé que les autres groupes de pays et que la moyenne mondiale, ce qui témoigne des obstacles à la concurrence qui affectent également de manière négative la facilité de faire des affaires et la motivation à réaliser de nouveaux investissements. Néanmoins, il y a quatre piliers sur 12 où les pays de l'OCI, en moyenne, ont obtenu des scores plus élevés que les pays non membres de l'OCI, notamment les institutions, le marché des produits, la taille du marché et le dynamisme des entreprises (tableau 3.1).

Tableau 3.1 : Scores de l'indice de compétitivité mondiale 4.0 par pilier, 2019

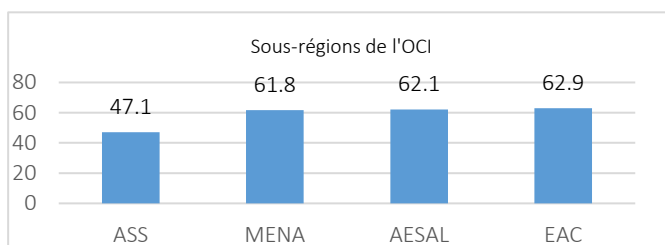
Dimension I. Environnement favorable					Dimension II. Capital humain	
Piliers	Institutions	Infrastructures	Adoption des TIC	Stabilité macroéconomique	Santé	Compétences
OCI	50,7	58,2	46,4	72,9	66,5	53,6
Non-OCI	49,6	59,5	49,4	74,7	71,0	56,7
Développés	69,8	84,0	75,9	97,7	93,1	78,0
Monde	55,1	65,4	55,3	80,1	75,4	61,3

Dimension II. Marchés					Dimension IV. Écosys. de l'innov.	
Piliers	Marché de produits	Marché du travail	Système financier	Taille du marché	Dynamisme des entreprises	Capacité d'innovation
OCI	53,1	54,9	55,1	52,8	56,2	34,8
Non-OCI	51,8	57,7	58,6	50,1	55,3	34,8
Développés	64,0	69,7	77,5	64,6	72,5	67,0
Monde	55,3	60,0	62,4	54,5	60,0	43,0

Source: Forum économique mondial, 2019 Note: Les valeurs de distance par rapport à la frontière sont utilisées dans les calculs et un score plus élevé signifie une meilleure performance dans un segment donné.

Un examen plus approfondi du sous-indice de l'environnement favorable du GCI peut nous aider à mieux comprendre l'hétérogénéité existante entre les sous-régions de l'OCI, qui découle des performances variables au niveau des pays individuels. De grandes disparités

Graphique 3.5: Scores du sous-indice "Environnement favorable" de l'indice de compétitivité mondiale 4.0, 2019



Source: Forum économique mondial (WEF) Note: Un score plus élevé correspond à un environnement plus favorable aux affaires, au commerce et à l'investissement.

existent au niveau sous régional de l'OCI. L'ASS a obtenu le score le plus bas (47,1) en 2019 et toutes les autres régions de l'OCI ont obtenu des scores plus élevés que les pays de l'OCI (57,1) et les pays non membres de l'OCI (58,3) (graphique 3.5). Le score moyen de la région

de l'ASS a été mesuré à 47,1, ce qui est bien inférieur aux moyennes des régions MENA (61,8), AESAL (62,1) et EAC (62,9). En d'autres termes, les pays de l'OCI dans la région de l'Afrique subsaharienne doivent déployer plus d'efforts pour créer un environnement plus favorable aux investisseurs, ce qui permettrait de stimuler la compétitivité et l'investissement.

Au niveau de chaque pays, les EAU, le Qatar et la Malaisie sont les pays de l'OCI ayant obtenu les meilleures performances en matière d'environnement favorable (graphique 3.6). Dans la dimension du capital humain, le Qatar, l'Arabie Saoudite et le Koweït avaient l'environnement le plus compétitif tandis que dans la dimension du marché, la Malaisie, les EAU et le Qatar étaient les trois premiers pays de l'OCI. Enfin, la Malaisie, les Émirats arabes unis et le Qatar ont obtenu les meilleurs scores dans la dimension de l'écosystème d'innovation (au sein du GCI) en 2019.

Graphique 3.6: Pays de l'OCI les plus performants par dimensions des scores de l'indice de compétitivité mondiale, 2019



Source: Forum économique mondial, 2019 Note: Les valeurs de distance par rapport à la frontière sont utilisées dans les calculs et un score plus élevé signifie une meilleure performance dans un segment donné.

3.4 Risques liés aux pays

Au cours des deux dernières décennies, la Classification des risques pays (CRC) de l'OCDE est devenue un indicateur important, largement utilisé par les investisseurs, les chercheurs, les institutions multilatérales et les responsables publics pour suivre et surveiller les risques prévalant dans les pays du monde entier (OECD, 2017). Les classifications du risque liés aux pays ont pour but de refléter le risque pays qui englobe le risque de transfert et de convertibilité (c'est-à-dire le risque qu'un gouvernement impose un contrôle des capitaux ou des changes qui empêche une entité de convertir la monnaie locale en devises étrangères et/ou de transférer des fonds à des créanciers situés en dehors du pays) et la force majeure (par exemple, guerre, expropriation, révolution, troubles civils, inondations, tremblements de terre...).

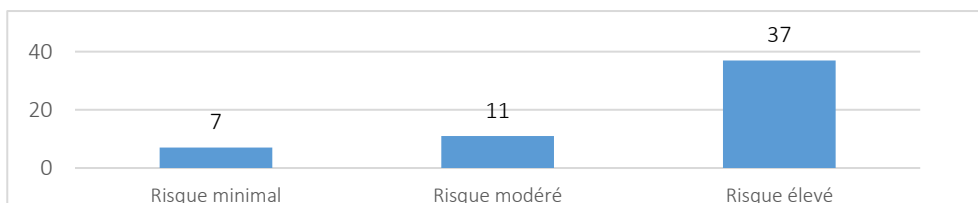
L'indicateur de classification des risques liés aux pays (CRC) a été élaboré pour la première fois en 1997 par les participants à l'arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, en vue de fixer des taux de prime minimums pour les transactions bénéficiant d'un soutien public dans le cadre de l'arrangement. La liste des classifications des risques liés aux pays est également rendue publique afin que tout pays qui n'est pas membre ou participant de l'OCDE puisse utiliser l'indicateur.

L'indicateur prend des valeurs entre 0 et 7 grâce à l'application d'une méthodologie en deux étapes comprenant une évaluation quantitative et qualitative. Une valeur plus élevée représente l'existence d'une plus grande exposition au risque pour les investisseurs. Bien que le risque pays dominant ait de nombreuses implications pour les investisseurs nationaux, il influence de manière plus prononcée les décisions des investisseurs étrangers. En particulier, les investisseurs étrangers ont tendance à réaliser leurs investissements directs dans des pays dont les scores de classification des risques liés aux pays sont plus bas. Cela peut également être observé dans le groupe des pays de l'OCI. Par exemple, le SESRIC et l'ICIEC (2017) ont trouvé qu'une diminution d'une unité du score de classification des risques liés aux pays entraînait une augmentation moyenne de 16,5 milliards de dollars des stocks d'IDE entrants dans les pays de l'OCI, qui provenait des réinvestissements dans les projets d'IDE existants et de l'attraction de nouveaux investisseurs étrangers de l'étranger. Cela implique que les pays de l'OCI ayant des scores de risque plus faibles ont tendance à attirer plus d'investisseurs.

Selon le graphique 3.7, la majorité des pays de l'OCI (37 pays) ont été classés comme étant à haut risque (catégorie 6 ou 7) selon l'édition de mars 2022 de l'ensemble de données de l'OCDE sur la classification des risques pays. Sept pays de l'OCI ont été classés comme étant à faible risque (catégorie 2 ou 3), et 11 autres pays de l'OCI ont obtenu un score de 4 ou 5, et ont donc été placés dans le groupe à risque moyen. Dans l'ensemble, 18 pays de l'OCI ont eu des scores inférieurs à la moyenne de l'OCI de 5,8 et 37 pays de l'OCI ont eu des risques pays relativement plus élevés que leurs scores moyens ont dépassé la moyenne de l'OCI de 5,8. En d'autres termes, 67% des pays de l'OCI, dont les données sont disponibles, n'offrent pas un environnement propice aux investisseurs et sont donc classés dans la catégorie des pays à haut risque. Le manque d'un environnement favorable, en particulier pour les investisseurs

(étrangers), implique l'existence de sérieux défis et menaces pour les investisseurs qui détériorent l'écosystème d'investissement dans ces pays de l'OCI. En outre, les pays de l'OCI abritent un certain nombre de foyers de conflits dans le monde, ce qui accroît leur fragilité et leur exposition aux risques. Dans un pays très fragile, l'investissement est une activité à haut risque. Non seulement les rendements et les bénéfices sont en jeu, mais les investissements physiques dans un contexte fragile peuvent également être affectés, notamment en raison des conflits armés et des mouvements de masse. Pour cette raison, la fragilité des pays est un facteur important que les investisseurs prennent en compte lorsqu'ils décident d'investir. Selon l'indice des États fragiles du Fonds pour la paix (2021), six des dix pays les plus fragiles du monde, tels que le Yémen, la Somalie et l'Afghanistan, sont membres de l'OCI en 2021.

Graphique 3.7: Pays de l'OCI selon les scores de risque pays de l'OCDE, 2022



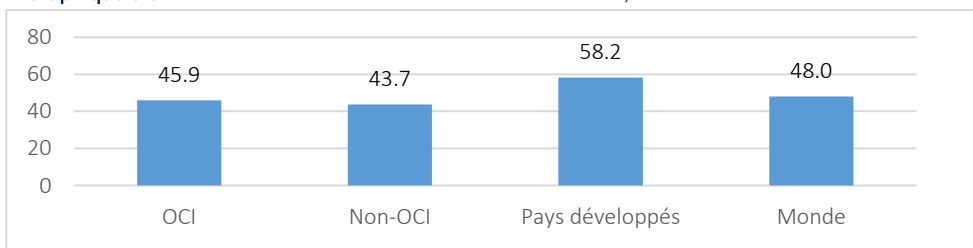
Source: OCDE, 2022 (à partir de mars 2022)

Note: Catégorie de risque faible: scores de 2 et 3; catégorie de risque moyen : scores de 4 et 5 ; catégorie de risque élevé : scores de 6 et 7

3.5 Coût du financement

Comme expliqué ci-dessus, l'exposition à des risques pays élevés non seulement détériore l'écosystème d'investissement global, mais le financement des investissements devient également plus difficile et coûteux en raison d'une prime de risque élevée. Un score plus bas dans le "ICG SME Finance Sub-index" publié par le Forum économique mondial en 2019 implique un environnement plus difficile pour les PME et les investisseurs d'un point de vue financier. Dans ce sous-indice, les pays de l'OCI ont obtenu un score moyen de 45,9 en 2019. Le score moyen des pays de l'OCI est resté bien en dessous de la moyenne mondiale (48) et de la moyenne des pays développés (58,2). Seuls les pays non membres de l'OCI ont obtenu un score (43,7) inférieur à celui du groupe de l'OCI (graphique 3.8).

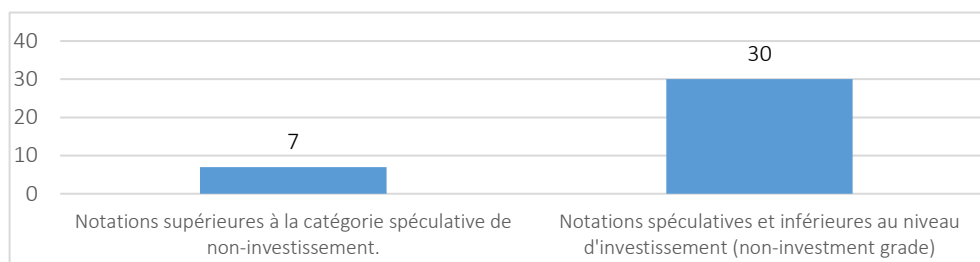
Graphique 3.8: Scores du sous-indice de financement des PME, 2019



Source: Forum économique mondial (WEF) Note: Un score plus élevé correspond à un environnement plus favorable pour le financement des PME.

Dans le même ordre d'idées, les notations souveraines à long terme des pays de l'OCI établies par Moody's ont révélé que la majorité des pays de l'OCI présentent un risque pays élevé en 2022. 30 pays de l'OCI sont classés par Moody's dans la catégorie "non-investment-grade-speculative" et en dessous (extrêmement, hautement spéculatif et risque de défaut). Dans ces pays de l'OCI, le coût de l'emprunt est non seulement relativement élevé, mais certains investisseurs n'envisagent pas du tout d'investir dans ces pays en raison de leur exposition à des risques élevés. Il en résulte un niveau élevé de "déficit d'investissement", qui reflète l'écart entre le potentiel du pays et les investissements réalisés (SESRIC, 2014 ; SESRIC, 2015). Seuls sept pays de l'OCI, à savoir l'Indonésie, le Kazakhstan, le Koweït, la Malaisie, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ont enregistré des scores supérieurs à la catégorie spéculative de non-investissement, selon la classification de Moody's (graphique 3.9).

Graphique 3.9: Notations souveraines à long terme de Moody's des pays de l'OCI, 2022 (nombre de pays)



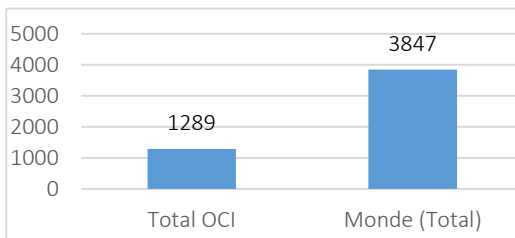
Source: Construction de l'auteur basée sur les données obtenues de damodaran.com

3.6 La facilité de faire des affaires

L'indice de la facilité de faire des affaires mesure les réglementations qui affectent directement les entreprises. Le classement d'une nation dans cet indice est basé sur la moyenne de 10 sous-indices : 1. Démarrage d'une entreprise - Procédures, temps, coût et capital minimum pour ouvrir une nouvelle entreprise ; 2. Permis de construction - Procédures, délais et coûts de construction d'un entrepôt ; 3. Électricité - Procédures, délais et coûts pour une entreprise afin d'obtenir un raccordement permanent à l'électricité pour un entrepôt nouvellement construit ; 4. Enregistrement des biens - Procédures, délais et coûts d'enregistrement des biens immobiliers commerciaux ; 5. Obtention de crédit - Indice de solidité des droits légaux, indice de profondeur de l'information en matière de crédit ; 6. Protection des investisseurs - Indices sur l'étendue de la divulgation, l'étendue de la responsabilité des administrateurs et la facilité des poursuites des actionnaires ; 7. Paiement des impôts - Nombre d'impôts payés, nombre d'heures par an consacrées à la préparation des déclarations d'impôts et montant total des impôts à payer par rapport au bénéfice brut ; 8. Commerce transfrontalier - Nombre de documents, coût et temps requis pour exporter et importer ; 9. Exécution du contrat - Procédures, délais et coûts d'exécution d'un contrat de dette ; et 10. Résolution de l'insolvabilité - Le temps, le coût et le taux de recouvrement (%) dans une procédure de faillite (World Bank, 2020).

Bien que les indicateurs de Doing Business mesurent les réglementations commerciales et leur application du point de vue des petites et moyennes entreprises nationales, le score global de l'indice donne une bonne indication de la qualité de l'écosystème d'investissement pour les investisseurs nationaux et étrangers, car ils sont confrontés à des formalités similaires à de nombreuses étapes de leurs opérations. Il est important de noter que l'indice ne mesure pas directement les conditions générales telles que la proximité d'un pays par rapport aux grands marchés, la qualité des infrastructures, l'inflation ou la criminalité.

Graphique 3.10: Nombre total de "réformes Doing Business", 2005-2020



Source: Banque mondiale, Indice de Base de données

Pour présenter les résultats des indicateurs 'Doing Business', la Banque mondiale utilise le concept de "Distance à la Frontière". La distance à la frontière indique la distance de chaque économie par rapport à la "frontière", qui représente la meilleure performance observée pour chacun des indicateurs parmi toutes les économies de l'ensemble de données Doing Business sur la période 2005-2020.

Afin d'améliorer l'environnement des affaires, les pays de l'OCI ont mené 1289 réformes dans toutes les dimensions de l'EDBI depuis 2005 (graphique 3.10). Les résultats de ces réformes ont eu un impact positif sur le score EDBI moyen des pays de l'OCI et ont été associés à des flux d'IDE plus élevés dans plusieurs pays de l'OCI. Malgré ce large éventail de réformes, l'environnement des affaires dans plusieurs pays de l'OCI est plutôt difficile par rapport aux pays développés. Pourtant, les pays de l'OCI ont réussi à améliorer leur écosystème d'investissement en mettant en œuvre plus de 1200 réformes commerciales depuis 2005, notamment des réformes fiscales, réglementaires et législatives, afin de créer un environnement plus favorable aux investisseurs, aux entreprises et aux entrepreneurs. Certains pays de l'OCI ont fait mieux que les autres membres en termes de nombre de réformes réalisées, comme le montre le tableau 3.2. Par exemple, dans le domaine de la

Tableau 3.2 : Pays de l'OCI les plus réformateurs dans les sous-catégories de l'indice Doing Business, 2005-2019

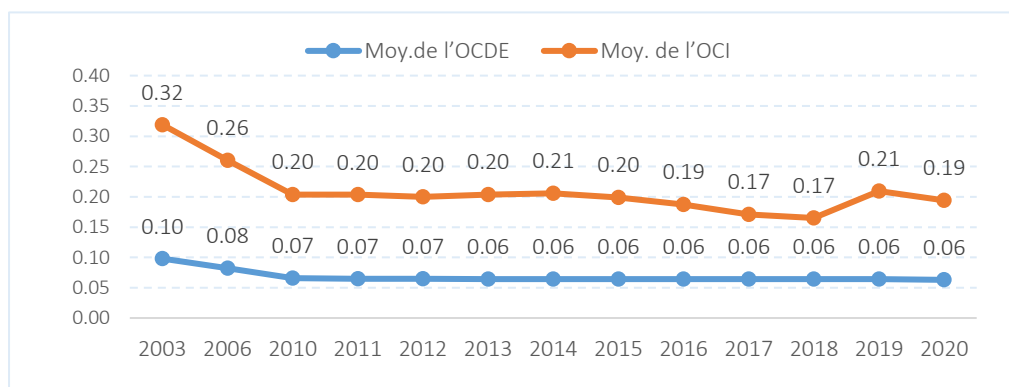
Sous-indices de l'indice Doing Business	Les pays de l'OCI les plus performants
Création d'entreprise :	Indonésie (10)
Obtention des permis de construire :	EAU (5) et Côte d'Ivoire (5)
Raccordement à l'électricité :	EAU (6)
Transfert de propriété :	Sénégal (7)
Obtention de prêts :	Azerbaïdjan (8) et Indonésie (8)
Protéger les investisseurs minoritaires:	Égypte (7)
Paiement des impôts:	Albanie (8), Indonésie (8), Ouzbékistan (8)
Commerce transfrontalier:	Pakistan (7) et Ouganda (7)
Exécution des contrats :	Kazakhstan (6)
Règlement de l'insolvabilité:	Kazakhstan (4)

Source: Banque mondiale, Note de la base de données Doing Business : Le nombre de réformes est indiqué entre parenthèses. Les pays présentant le plus grand nombre de réformes figurent dans le tableau suivant

création d'entreprise, l'Indonésie a pris la tête des pays de l'OCI en menant à bien dix réformes pour faciliter le processus de création d'entreprise sur la période 2005-2020.

Néanmoins, au cours de la même période, des améliorations similaires ont également été observées dans d'autres groupes de pays et la compétitivité de nombreux pays a augmenté. À cet égard, les pays de l'OCI doivent encore mettre en œuvre une série de réformes pour s'attaquer aux derniers obstacles à l'investissement, tels que les restrictions législatives et les barrières bureaucratiques qui découragent les investisseurs. Par exemple, les pays de l'OCI ont progressivement supprimé les restrictions aux IDE en termes de cadres réglementaires, selon les scores de l'indice de restriction réglementaire des IDE de l'OCDE. L'indice évalue le caractère restrictif des règles d'un pays en matière d'IDE en examinant les quatre principaux types de restrictions à l'IDE : la limitation des prises de participation étrangères ; les mécanismes de filtrage ou d'approbation ; les restrictions sur l'emploi d'étrangers en tant que personnel essentiel ; et les restrictions opérationnelles, par exemple les restrictions sur les succursales et le rapatriement des capitaux ou la propriété foncière (Kalinova et al., 2010).

Graphique 3.11: Scores de l'indice de restriction réglementaire des IDE de l'OCDE



Source: OCDE, 2022. Note: 0 : ouvert (aucune restriction) ; 1 : fermé (restrictions élevées)

Sur la base de ces dimensions, la valeur moyenne du score de l'indice est passée de 0,32 en 2003 à 0,19 en 2020 dans le groupe de l'OCI, ce qui reflète une amélioration significative de la suppression des obstacles réglementaires liés aux IDE. Sur la même période, la moyenne de l'OCDE est passée de 0,10 à 0,06 (graphique 3.11). En moyenne, le groupe de l'OCI dispose toujours d'un écosystème d'investissement plus restrictif pour les IDE par rapport à la moyenne de l'OCDE. Néanmoins, de grandes disparités existent au niveau de chaque pays. Par exemple, un certain nombre de pays de l'OCI ont encore certaines restrictions sectorielles sur les IDE et les investisseurs étrangers. Ces restrictions créent non seulement un écosystème d'investissement défavorable mais donnent également un signal négatif qui pourrait détériorer la perception des investisseurs.

Au niveau des pays individuels, la Libye, la Palestine et l'Indonésie ont obtenu les scores les plus élevés de l'indice de restriction réglementaire des IDE, reflétant l'existence de réglementations strictes sur les IDE. D'autre part, l'Albanie et la Türkiye sont les pays de l'OCI

qui offrent un environnement relativement favorable aux IDE en 2020 en termes de réglementation. L'expérience de ces pays de l'OCI, qui ont limité les restrictions sur les IDE, est importante pour les autres pays, qui doivent supprimer les barrières existantes et réformer leur paysage d'investissement pour le rendre plus favorable aux investisseurs. En d'autres termes, la coopération intra-OCI pourrait jouer un rôle important, notamment par l'échange d'expériences et de meilleures pratiques nationales sur les réformes des écosystèmes d'investissement et la mise à niveau des cadres réglementaires et des législations afin d'aborder les pratiques et les politiques restrictives.

PARTIE II

PRIORITÉS ET OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT DANS DES SECTEURS CHOISIS



Bien que l'investissement en général soit bon pour l'économie, l'étendue de l'impact de l'investissement sur l'économie varie selon la nature, la structure et le secteur ciblé de cette économie. Par exemple, les investissements dans le secteur manufacturier ont tendance à générer un impact multiplicateur plus important, avec un potentiel d'infusion technologique, que de nombreux secteurs ayant des capacités de production à valeur ajoutée relativement plus faible. L'investissement dans tous les secteurs de l'économie est souhaitable, cependant, les spécificités des circonstances économiques exigent que certains secteurs soient prioritaires afin d'obtenir un impact plus efficace sur l'économie. Il est donc crucial pour les décideurs politiques de comprendre la dynamique des secteurs de l'économie en termes de compréhension de la pertinence variable des différents secteurs et de l'impact potentiel de leurs activités sur l'économie globale. Il est également important de reconnaître la contribution potentielle d'un secteur en fonction de sa relation avec les autres secteurs de l'économie. Un investissement à fort impact est un investissement dans lequel une quantité importante de la production du secteur est distribuée à d'autres secteurs après avoir satisfait ses propres besoins de production en tant qu'intrant intermédiaire. Ainsi, l'essence des liens intersectoriels est cruciale dans l'identification des secteurs prioritaires.

Conformément à l'analyse stratégique de l'impact sectoriel, une série de secteurs fondamentaux ont été identifiés comme ayant des avantages comparatifs distinctifs pour les pays membres de l'OCI. Quatre d'entre eux sont des secteurs productifs présentant un avantage naturel ou comparatif. Il s'agit de l'agriculture et de l'alimentation, du textile et de l'habillement, de l'exploitation minière et de la construction, ainsi que de la pétrochimie, le dernier étant celui des services financiers islamiques. Ces secteurs clés ont été identifiés par des recherches et des analyses approfondies de la Banque islamique de développement (BID) comme ayant un potentiel de chaîne de valeur significatif en raison de la disponibilité des ressources naturelles requises et des facteurs favorables qui pourraient être exploités pour augmenter la production de produits finis et de services qui pourraient améliorer la compétitivité mondiale des pays membres de l'OCI. Par exemple, certains pays membres de l'OCI sont abondamment dotés de ressources pétrolières et gazières, de sorte qu'ils ont une grande influence sur le marché mondial de l'énergie, offrent des possibilités pour les activités de l'industrie pétrochimique et constituent la base de l'industrialisation. De même, les pays membres de l'OCI disposent de vastes terres arables et des conditions favorables à l'agriculture et à la production alimentaire, ainsi que des facteurs propices au développement des industries minières et de la construction, tandis que les sous-produits de l'agriculture, du pétrole et du gaz offrent de formidables opportunités pour le développement des activités textiles et de l'habillement (Islamic Development Bank, 2020e)

4. Le secteur pétrochimique

4.1 Importance et tendances clés

L'industrie pétrochimique représente plus de la moitié de l'industrie chimique mondiale et contribue ainsi avec 5,7 billions de dollars (7,1 %) au PIB mondial (y compris les effets indirects), et constitue donc un pilier essentiel de l'économie mondiale. En tant qu'industrie à forte intensité de capital, sa demande de machines et d'équipements de production ajoute de la valeur à d'autres secteurs, et la production pétrochimique stimule également la croissance des industries secondaires qui dépendent de ses fournitures et de ses innovations. Les produits pétrochimiques desservent un marché mondial. Dominée presque exclusivement par les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon jusque dans les années 1970, la production pétrochimique s'est depuis étendue principalement au Moyen-Orient et à l'Asie et a changé le paysage concurrentiel au point que les pays membres de l'OCI sont devenus des acteurs majeurs de l'industrie pétrochimique mondiale.

L'évolution des défis mondiaux et des mégatendances indique que la demande de produits pétrochimiques devrait augmenter et que l'accès aux matières premières pétrochimiques deviendra plus compétitif. Cela signifie que, malgré une tendance à l'utilisation des énergies renouvelables, les ressources en pétrole et en gaz resteront pertinentes. Par conséquent, au lieu des innovations radicales et révolutionnaires attendues pour remplacer les combustibles fossiles, l'augmentation de l'efficacité des processus et les économies d'échelle pour garantir la compétitivité des coûts continueront d'être la force motrice du marché mondial de l'énergie et de la pétrochimie, ce qui explique pourquoi les produits pétrochimiques deviennent essentiels.

Le potentiel du marché de la pétrochimie est énorme, avec une valeur estimée à 1,5 billion de dollars américains. La composante des produits chimiques de base représente, à elle seule, environ 290 milliards de dollars américains en 2018, alors que les produits chimiques manufacturés représentent 1000 milliards de dollars américains. L'industrie pétrochimique emploie directement environ 1,6 million de personnes dans le monde (Islamic Development Bank, 2020d).

Facteurs influençant les perspectives de la pétrochimie

Les principales tendances mondiales qui ont un impact significatif sur le secteur pétrochimique sont brièvement présentées ci-dessous :

a) La Pandémie de COVID-19

La pandémie de coronavirus a modifié les perspectives économiques mondiales, créant une incertitude à court et moyen terme. Les effets de la pandémie ont réduit la demande

mondiale de tous les biens et services à court terme. Cependant, la pétrochimie est une grande industrie mondiale qui s'organise en chaînes de valeur complexes à partir de matières premières pétrolières et gazières dans le processus de production de produits intermédiaires et finaux que l'on retrouve dans les voitures, les détergents, les dispositifs médicaux, entre autres. La grande variété de produits issus de l'industrie pétrochimique rend cette industrie pertinente en toutes circonstances. Par exemple, même si la demande de biens et de services s'est effondrée pendant les confinements dus à la pandémie de coronavirus, la demande de certains produits finis pétrochimiques utilisés pour les matériaux médicaux est restée forte. Par exemple, la pénicilline, les membres artificiels, les médicaments contre le sida et le cancer, les seringues et perfusions intraveineuses et les insectifuges sont des produits de santé qui reposent sur les produits pétrochimiques.

b) Croissance de la population, 2020-2030

La population mondiale s'accroît rapidement. Elle devrait passer de 7,8 à 8,6 milliards d'habitants d'ici à 2030. Plus de 90 % de cette croissance provient d'économies à revenu moyen inférieur telles que le Nigeria, le Pakistan et l'Inde. Parallèlement à cette tendance démographique, le boom économique mondial de ces dernières années, avec un PIB mondial qui a doublé entre 2000 et 2018, a contribué à l'émergence de nouveaux marchés. À mesure que le nombre d'habitants de la planète augmente et que les activités économiques se développent, la demande de biens et de services s'accroît. Les produits pétrochimiques sont utilisés dans de vastes et différents aspects des activités économiques et sociales, comme les emballages, les bâtiments, les voitures, les appareils électroniques, les textiles, les détergents - en d'autres termes, dans une large gamme de produits utilisés par presque tout le monde.

c) Augmentation des activités de raffinage

La part du pétrole raffiné dans les produits chimiques de base a considérablement augmenté au cours des dernières années, ce qui a aidé les compagnies pétrolières à investir dans des capacités de traitement primaire plus importantes. Deuxièmement, la part de l'économie circulaire avec plus de plastiques recyclés devient de plus en plus importante, et les principales entreprises pétrochimiques sont très actives dans la conduite de ce changement. À long terme, en fonction du rythme de la reprise, les pays membres de l'OCI devraient saisir l'opportunité d'atteindre les marchés de l'industrie d'utilisation finale et d'augmenter l'efficacité des coûts pour être compétitifs sur le marché mondial. Pour les aider à répondre à cette question, il est important d'explorer trois niveaux de tendances qui affectent et façonnent principalement l'industrie pétrochimique : les mégatendances exogènes, les tendances spécifiques à l'industrie et les tendances en matière d'innovation/technologie.

4.2 Situation actuelle

Malgré l'extraordinaire dotation naturelle en ressources pétrolières et gazières et le potentiel des activités de la chaîne de valeur pétrolière qui pourraient conduire à l'essor des activités de l'industrie pétrochimique, les pays membres de l'OCI riches en pétrole sont des

exportateurs nets de pétrole brut et de gaz tout en restant des importateurs nets de produits pétrochimiques à haute valeur ajoutée qui sont obtenus à partir du traitement des sous-produits de raffinage du pétrole brut. Cette situation a de graves répercussions négatives sur les investissements dans le secteur, ce qui se traduit par une contribution à la croissance économique inférieure au potentiel du secteur. Par extension, la faible productivité du secteur affectera d'autres secteurs de l'économie et entraînera un ralentissement général de la croissance des économies des pays membres ayant des activités à faible valeur ajoutée dans le secteur du pétrole et du gaz. Cela fait perdre aux pays membres de nombreuses opportunités d'emploi qui auraient pu être créées par la transformation des ressources pétrolières et gazières en produits pétroliers et pétrochimiques.

Le secteur pétrochimique est d'une importance capitale pour le monde entier et les pays membres de l'OCI ont la possibilité de devenir plus autonomes et de réduire leur dépendance à l'égard des importations pétrochimiques en améliorant la création de valeur par le biais des étapes de traitement primaire et secondaire et en tirant parti de leur accès unique aux matières premières pétrochimiques telles que le pétrole et le gaz pour créer un grand nombre d'emplois hautement qualifiés, avec des retombées positives sur l'éducation, la gouvernance et la compétitivité industrielle mondiale. Le Moyen-Orient, qui dispose d'importantes réserves de pétrole et de gaz, est devenu un centre pétrochimique de classe mondiale. Alors que les pays membres de l'OCI possèdent environ 60 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz, ils ne contribuent que pour 22 % à la production pétrochimique.

Le secteur pétrochimique est proportionnellement plus important pour les pays membres de l'OCI que pour les autres pays : la pétrochimie représente 1,8 % du PIB mondial alors qu'elle contribue en moyenne à 2,3 % du PIB des pays membres de l'OCI. Outre le Moyen-Orient, d'autres pays membres de l'OCI participent de plus en plus à l'industrie pétrochimique mondiale. Par exemple, l'Indonésie et la Malaisie sont désormais reconnues comme des pôles pétrochimiques en Asie du Sud-Est, tout en bénéficiant également de leurs matières premières biosourcées. Comme les craintes climatiques soulèvent des questions sur l'avenir à long terme des combustibles fossiles à base de carbone et sur la dégradation et la durabilité de l'environnement, la nécessité d'explorer des alternatives viables au pétrole et au gaz deviendra de plus en plus importante et urgente, d'où l'accès aux ressources biosourcées qui offrent des possibilités alternatives, surtout pour l'avenir. Les nombreux pays membres de l'OCI qui ne disposent pas de matières premières à bas prix devront en effet adopter des stratégies différentes et plus diversifiées. La Türkiye est un exemple de pays membre de l'OCI qui, même sans réserves importantes de pétrole et de gaz, a réussi à attirer plusieurs entreprises mondiales de produits chimiques spécialisés et à développer une industrie pétrochimique nationale en favorisant une forte demande intérieure.

Les pays membres de l'OCI, tout comme les autres régions, exploitent leurs propres forces en jouant un rôle actif dans les segments pétrochimiques dans lesquels ils sont bien capables d'être compétitifs. Certains, comme l'Arabie saoudite, bénéficient d'un accès peu cher aux matières premières pétrolières et gazières - une condition essentielle pour réussir dans ce

secteur. D'autres, comme la Türkiye, bénéficient d'une demande intérieure robuste dans des industries d'utilisation finale spécifiques et ont développé de solides capacités de transformation secondaire sur le terrain. La question clé est donc la suivante : Comment chaque pays membre de l'OCI peut-il étendre son intégration verticale pour créer plus de valeur à l'avenir ? La richesse de l'Arabie saoudite en ressources naturelles lui a peut-être donné une longueur d'avance dans le développement d'un secteur pétrochimique de base. Elle est déjà profondément intégrée dans la production de toutes sortes de produits pétrochimiques. Pourtant, d'autres pays de l'OCI sont conscients qu'un fort potentiel de plus-value reste inexploité (Islamic Development Bank, 2020d).

4.3 Principaux défis

L'industrie pétrochimique mondiale est confrontée à certains défis qui pourraient décourager les investissements dans le secteur, dont les principaux étant les suivants :

Le premier défi est la volatilité des prix du pétrole, qui crée une incertitude pour l'industrie pétrochimique, notamment pour les investisseurs. Alors que le marché mondial de la pétrochimie continue de croître, il est nécessaire d'augmenter les investissements à long terme pour répondre à la demande croissante, ce qui exige des ajustements aux activités de la chaîne d'approvisionnement. Cependant, la volatilité des marchés pétroliers mondiaux et l'incertitude qui y est associée constituent un défi pour les investissements à long terme nécessaires.

Deuxièmement, il y a un manque d'innovation dans le secteur, car le coût de l'innovation est relativement très élevé, principalement en raison de la nature lourde des actifs du secteur. Cela a conduit à des innovations dans le secteur, notamment celles liées au recyclage chimique, qui nécessite des investissements importants dans les installations de traitement. Pour faire face à ce défi, les entreprises s'efforcent de maximiser l'utilisation des capacités dans les installations nouvelles et existantes. En outre, ces innovations ont tendance à rendre des actifs importants superflus, ce qui a un impact négatif sur le bilan des entreprises pétrochimiques. En outre, le pétrole brut restant relativement moins cher que les matières premières renouvelables et les matériaux recyclés, le coût élevé des matières premières et du traitement continuera à favoriser l'utilisation de produits pétrochimiques vierges, décourageant ainsi l'innovation dans le secteur.

Troisièmement, la réglementation mondiale croissante sur l'utilisation des sous-produits pétrochimiques constitue un défi pour l'industrie. Par exemple, des réglementations sur les sacs en plastique sont actuellement imposées dans 152 pays, allant de taxes régionales sur les sacs en plastique (par exemple, dans deux villes en Malaisie) à une interdiction totale des sacs en plastique dans de nombreux pays d'Afrique occidentale et centrale.

De nombreux pays membres de l'OCI se sont beaucoup concentrés sur la production de produits chimiques de base et de produits pétrochimiques de base, mais une valeur ajoutée beaucoup plus importante est apportée par la transformation secondaire pour produire des plastiques techniques et des produits chimiques spécialisés. Une intégration plus profonde le

long de la chaîne de valeur et un portefeuille de produits plus large augmentent la création de valeur pour les États membres à l'avenir. On estime que 50 % de la création de valeur sur le marché actuel de 1,5 billions de dollars américains pour les produits pétrochimiques formulés provient de la production de produits chimiques finis, alors que la production de produits chimiques de base, qui est un secteur clé dans plusieurs pays membres de l'OCI, ne contribue qu'à 20 % de la création de valeur totale. Par conséquent, alors que les pays membres de l'OCI possèdent 59 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz, ils ne contribuent qu'à 22 % de la production pétrochimique, ce qui souligne le fait que les pays membres de l'OCI doivent encore libérer un potentiel important de création de valeur en raison de la valeur élevée des produits pétrochimiques.

4.4 Opportunités d'investissement

Même si la pandémie de coronavirus a affecté la demande pétrochimique en 2020 par rapport à 2019 en raison de l'affaiblissement des activités pétrolières et gazières en aval, la demande de produits pétrochimiques rebondit en 2021 et l'industrie devrait croître à long terme pour dépasser les 2 billions de dollars américains d'ici 2030, sous l'effet de l'augmentation des niveaux de revenus et de la croissance de la population mondiale (IMF, 2022).

Si certains pays sont des leaders mondiaux de l'industrie pétrochimique, d'autres en sont aux premiers stades de leur développement industriel. Des stratégies adaptées doivent être mises en œuvre pour accroître la création de valeur pétrochimique dans tous les pays membres de l'OCI.

- "Les formulateurs nationaux", qui ne disposent pas encore d'une industrie pétrochimique importante, doivent remédier aux déficits d'infrastructures, rationaliser la bureaucratie, améliorer les qualifications et attirer des partenaires de coopération étrangers pour développer cette industrie.
- « Les potentiels dormants » bénéficient d'un accès aux matières premières, mais leur industrie pétrochimique reste sous-développée - ils doivent résoudre les problèmes de gouvernance et améliorer l'accès aux IDE pour stimuler la demande intérieure dans les industries finales concernées.
- « Les étoiles montantes » sont des acteurs régionaux établis qui peuvent jouer la carte de l'innovation, en s'appuyant sur une infrastructure déjà solide pour favoriser la durabilité et en limitant les volumes d'exportation pour augmenter la demande intérieure.
- Les "leaders de la demande" sont confrontés au défi d'accroître la part de la pétrochimie dans leurs économies avancées - l'amélioration des qualifications de la main-d'œuvre stimulerait la création d'emplois et aiderait à développer cette industrie et l'accès au financement (par exemple, recommandations pour un instrument de financement).
- Comme l'industrie pétrochimique dépend d'infrastructures de pointe, le déficit d'infrastructures actuel dans de nombreux pays de l'OCI doit être comblé par une

approche intégrée tant au niveau national qu'au niveau des donateurs, avec le soutien de donateurs internationaux tels que la BID.

- L'industrie pétrochimique étant déterminée par la demande des industries finales, la stimulation de ces dernières par les stratégies d'industrialisation mondiale attirera indirectement l'industrie pétrochimique, pour laquelle la proximité des industries finales est un facteur important.
- Les pays membres de l'OCI doivent améliorer la formation pour des emplois de qualité et adapter les cours aux besoins de l'industrie pétrochimique en employés hautement qualifiés.
- Compte tenu de la sensibilisation croissante aux questions de durabilité, les pays membres de l'OCI peuvent bénéficier d'un avantage concurrentiel en encourageant l'innovation par le biais de partenariats et en devenant des précurseurs dans l'industrie pétrochimique durable et innovante.
- Une collaboration plus étroite entre les pays membres de l'OCI peut apporter des avantages mutuels à ces pays en connectant et en liant entre leurs chaînes de valeur industrielles.

Perspectives de certains produits pétrochimiques finaux

Malgré les problèmes mondiaux croissants en matière d'environnement et de durabilité pour contrôler l'extraction et le traitement du pétrole et les activités visant à atténuer les effets du changement climatique, l'utilisation extensive des produits pétrochimiques dans le contexte de la croissance démographique et de l'amélioration des activités économiques, la demande de produits pétrochimiques restera forte. Les produits pétrochimiques sont des éléments importants des activités de fabrication, cinq industries d'utilisation finale représentant à elles seules environ 75 % du marché mondial des plastiques. Les perspectives de l'industrie pétrochimique sont encore renforcées par les perspectives positives des industries et marchés des principaux utilisateurs finaux, à savoir l'emballage, l'automobile, l'électronique, le textile et la construction.

a) Emballage

Le chiffre d'affaires de l'industrie de l'emballage devrait croître de 3,3 % par an d'ici 2024, en grande partie en raison de la hausse de la demande mondiale des consommateurs. La saturation du marché dans les économies développées signifie qu'il faut envisager des développements futurs pour apporter une plus grande valeur ajoutée. Dans les économies en développement, la demande de produits emballés augmente, mais les emballages doivent rester abordables et fonctionnels. L'industrie pétrochimique doit trouver un équilibre entre la demande croissante de matières premières et de plastiques de plus grande valeur et l'intérêt croissant pour les produits durables et renouvelables. La durabilité vise à réduire le nombre d'emballages par unité et, par conséquent, à diminuer le contenu pétrochimique par unité, même si cela devrait être compensé par la croissance globale des volumes. Les solutions d'emballage doivent devenir plus durables et les nouveaux procédés/résines innovantes doivent améliorer l'efficacité du recyclage. La demande croissante de matières

premières renouvelables pour l'emballage favorisera les membres de l'OCI qui ont accès à ces matières premières.

b) Automobile

Une croissance annuelle des revenus de 3,3 % est attendue jusqu'en 2024, soutenue par la demande de nouvelles technologies et de rendement énergétique sur les marchés développés, et par l'augmentation du revenu disponible (et la demande croissante d'automobiles) dans les pays en développement. Dans l'industrie automobile d'aujourd'hui, les fortes opportunités de croissance nécessitent de lourds investissements dans cinq tendances : les services de mobilité, la conduite autonome, la numérisation, l'électrification et l'allègement. Les services de mobilité devraient représenter 10 à 25 % du chiffre d'affaires des équipementiers d'ici 2025, sur la base de dépenses de consommation estimées à 1,3 billion de dollars. La demande de polymères augmentera en fonction de la croissance prévue de l'industrie automobile. Dans le même temps, le remplacement de l'acier par du plastique et l'augmentation de la teneur en plastique par véhicule peuvent remédier de manière rentable à la nécessité d'alléger les véhicules. Les plastiques techniques apportent également une valeur ajoutée considérable aux équipementiers et trouveront leur place dans les voitures de toutes les catégories de prix.

c) Électronique

L'augmentation des dépenses de consommation devrait entraîner une croissance des revenus de 2,7 % par an au cours des trois à cinq prochaines années. Cette tendance est liée à une augmentation rapide des revenus et à une pénétration relativement faible des produits dans des régions telles que l'Asie du Sud-Est. L'utilisation croissante de l'internet dans le monde entier et le nombre toujours plus élevé d'abonnements à la téléphonie mobile expliqueront une grande partie de cette croissance. Les perspectives favorables en matière d'électronique permettront à la demande de produits pétrochimiques de continuer à croître de manière saine, d'autant plus que les plastiques n'ont actuellement pratiquement aucun substitut viable dans les appareils électroniques. Par ailleurs, le streaming a remplacé les CD et des DVD et a montré comment la numérisation peut avoir un impact négatif sur le secteur pétrochimique. Toutefois, la croissance généralisée à long terme des appareils mobiles continuera de stimuler le volume (et éventuellement l'innovation) dans le secteur de la pétrochimie. L'Arabie Saoudite et l'Iran sont actuellement les seuls pays membres de l'OCI à fournir une capacité de production de PC dans le monde (6%). Pourtant, la région du Moyen-Orient reste un exportateur net de résines PC.

d) Textile

La croissance de la population mondiale et l'augmentation du revenu disponible devraient faire augmenter les revenus du textile de 3,5 % par an jusqu'en 2024. La délocalisation vers les pays à bas salaires se poursuivra à court/moyen terme. Ensuite, davantage de textiles seront fabriqués plus près de leurs marchés cibles, ce qui réduira à la fois les droits de douane et les délais de commercialisation. Même si l'innovation technique continuera de favoriser l'automatisation de la production, l'emploi dans le secteur textile continuera de croître

fortement dans les années à venir. La demande de fibres synthétiques augmentera en fonction de la croissance prévue dans le secteur textile, mais aussi en raison de coûts plus faibles et de prix plus stables que ceux du coton. La tendance naissante vers les tissus intelligents renforcera la demande de fibres de polyester (PET) et de nylon (PA). Les innovations dans ces fibres devraient améliorer les capacités de recyclage en réponse aux préoccupations de durabilité, bien que certains acteurs puissent suivre les préférences des consommateurs et revenir aux fibres naturelles.

e) Détergent

L'augmentation de la population mondiale et la prévision d'une croissance continue du revenu disponible par habitant entraîneront une hausse de 2,8 % des dépenses de consommation en produits ménagers (y compris les détergents) au cours des prochaines années. La demande d'emballages pratiques ("pods") est également en forte hausse, tout comme la part des détergents liquides concentrés (surtout en Europe occidentale). La croissance de l'industrie des détergents soutiendra la demande croissante de composants pétrochimiques essentiels, sous l'influence des tendances décrites ci-dessus. Toutefois, la prise de conscience de la durabilité obligera les producteurs à proposer des formulations qui utilisent moins d'eau, permettent des températures de lavage plus basses et sont moins nocives pour l'environnement. Cela changera le type d'agents de surface nécessaires, ce qui stimulera l'innovation dans l'industrie pétrochimique. La réduction des prix du pétrole profiterait aux aspects pétrochimiques de l'industrie des détergents, mais la hausse des prix du pétrole pourrait pousser la demande vers les agents de surface d'origine naturelle.

f) Construction

Tous les segments de la construction semblent prêts à connaître une croissance substantielle jusqu'en 2030 : le logement (tiré par la croissance démographique et l'urbanisation), les bâtiments non résidentiels (tirés par l'industrialisation) et les infrastructures (tirées par le développement économique). Les technologies intelligentes et l'efficacité énergétique occuperont également le secteur dans le monde entier. Cette croissance continue, accompagnée de préoccupations en matière de durabilité, stimulera la demande de matériaux de construction haute performance à base de produits pétrochimiques (par exemple, les peintures et les revêtements de protection, les matériaux d'isolation tels que les mousses PU). Toutefois, compte tenu de l'importante croissance démographique en Afrique subsaharienne et en Asie, les acteurs de la pétrochimie doivent repenser leur positionnement et leur proximité avec le marché : L'Indonésie, le Nigeria, le Pakistan et le Bangladesh figureront tous parmi les dix pays les plus peuplés d'ici 2030 et ont le potentiel pour devenir d'importants centres de production.

g) Base chimique

Le volume du marché mondial des produits chimiques de base, d'environ 515 millions de tonnes en 2018, était évalué à environ 290 milliards de dollars américains. Un environnement de marché généralement favorable et une demande en aval en hausse devraient soutenir une croissance annuelle en valeur de 4 % dans les années à venir. Cette augmentation sera

probablement partagée entre l'Asie-Pacifique (notamment la Chine), les États-Unis et les pays du Moyen-Orient ayant accès au pétrole. Les oléfines représentent environ 60% de la demande totale de produits chimiques de base.

Le raffinage des matières premières, la production de produits chimiques de base et le traitement secondaire sont souvent intégrés sur un seul site, ce qui rend le paysage de l'approvisionnement mondial homogène à ces trois niveaux. Le commerce international des produits chimiques de base est limité. L'extraction et la transformation primaire représentent ensemble environ 30 % de la création de valeur totale. La transformation secondaire, qui est moins capitalistique mais exige une plus grande expertise technique et de produit, ajoute environ 70 % de la valeur totale. Les principales industries finales de cette chaîne de valeur - emballage, construction, automobile, électronique et textile - représentent environ 80 % de la demande totale de produits chimiques de base.

Les pays membres de l'OCI sont déjà des acteurs clés de la chaîne de valeur mondiale des produits chimiques de base. En Arabie saoudite, Aramco et SABIC sont des leaders mondiaux qui cherchent à renforcer leur rôle dans le monde. Quelque 20 à 25 % de la capacité mondiale de production de produits chimiques de base sont situés au Moyen-Orient, l'Indonésie et la Malaisie bénéficiant également d'un accès au gaz naturel. Les pays membres de l'OCI consomment la plupart des produits chimiques de base qu'ils produisent au niveau national, avec un léger accent sur les applications à fort volume dans l'emballage et la construction. Les pays membres de l'OCI doivent investir davantage dans les technologies de pointe afin de conserver leur avantage en termes de coûts au niveau mondial et de réduire les risques posés par les matières premières d'origine biologique. Une intégration verticale plus poussée peut renforcer leur rôle dans la chaîne de valeur pétrochimique mondiale. Et pour les pays dont l'accès au pétrole et au gaz est limité, il peut être intéressant d'explorer le potentiel des matières premières pétrochimiques d'origine biologique.

h) Polyéthylène (PE)

Le marché mondial du PE a totalisé environ 100 millions de tonnes en 2018 et devrait connaître une croissance annuelle de 3,8 % jusqu'en 2030. Cette croissance est en partie due à la demande croissante de plastiques à faible coût dans les pays émergents, avec une croissance plus forte en Asie-Pacifique (6 %) mais plus faible en Amérique (3 %) et dans la région EMEA (2 %). Le type HDPE devrait connaître la croissance la plus rapide TCAC (taux de croissance annuel composé), soit 4,6 % jusqu'en 2030. La chaîne de valeur mondiale du PE peut être décomposée en trois étapes. L'éthylène est d'abord produit à partir de pétrole ou de gaz (27-29% de la valeur totale), puis transformé en résines (45-47%). Un traitement secondaire permet ensuite de donner aux résines leur forme finale (25-27%). L'extraction et la transformation primaire sont fortement concentrées entre les mains de quelques acteurs clés, y compris des entreprises basées à la BID telles que SABIC. En revanche, le traitement secondaire est fortement fragmenté et largement hors de portée des acteurs de la BID. Bien que le volume total du PE ait presque doublé au cours de la dernière décennie et que près de

50 % soit échangé au niveau international, il existe des déséquilibres régionaux : Les États-Unis ont une capacité excédentaire, mais l'Amérique latine et l'Asie ont besoin d'importations pour couvrir les pénuries d'approvisionnement. La Chine est le plus grand importateur alors que l'Arabie saoudite est le plus grand exportateur au monde.

Les pays membres de l'OCI sont bien intégrés dans l'approvisionnement en amont en matières premières et dans le processus de raffinage/production. Pourtant, ils couvrent moins de 10 % du marché mondial de la transformation secondaire à plus forte valeur ajoutée. Leur position dans la chaîne de valeur mondiale varie également sur le plan géographique : Les membres du Moyen-Orient représentent 80 % de l'empreinte totale de l'EP du groupe de l'OCI, l'Arabie saoudite étant responsable à elle seule de près de 50 % de la capacité totale de l'EP des pays membres de l'OCI. Les pays d'Asie centrale membres de l'OCI ont une première empreinte dans la production d'éthylène et de PE, l'Indonésie et la Malaisie étant des acteurs régionaux importants. À ce propos, d'importants investissements récents dans l'accès au gaz naturel pourraient réduire la dépendance aux importations (Islamic Development Bank, 2020). Si les pays membres de l'OCI sont actuellement bien placés en tant qu'exportateurs nets de PE, la Chine et les États-Unis prévoient d'augmenter leur capacité.

Les pays membres de l'OCI doivent revoir leur position dans la chaîne de valeur mondiale du PE pour voir comment ils peuvent eux aussi augmenter leur part de la capacité disponible. Ils doivent également encourager les investissements dans la transformation secondaire en attirant les industries d'utilisation finale (emballage, construction et automobile) afin de renforcer la création de valeur locale à toutes les étapes pertinentes de la chaîne de valeur du PE et de rendre l'expansion future des capacités plus autonome. L'Iran, l'Égypte, Oman, l'Azerbaïdjan, le Koweït et la Malaisie ont déjà annoncé leur intention de construire plus de 30 nouvelles centrales au cours des 3 à 5 prochaines années. Ces investissements contribueront certainement à maintenir les pays membres de l'OCI dans le circuit mondial. Si d'autres membres suivent l'exemple, cela pourrait renforcer leur position sur le marché mondial hautement concurrentiel du PE. Les nouvelles technologies telles que la conversion du charbon/méthanol en gaz et les nouvelles applications du PE peuvent également créer des opportunités, même pour les nouveaux venus sur ce marché.

i) Caoutchouc synthétique

Selon les prévisions, les caoutchoucs synthétiques devraient connaître une croissance annuelle d'environ 6 % en raison de la persistance d'une forte demande de l'industrie automobile et de tendances macroéconomiques favorables, telles que la croissance démographique et l'augmentation des revenus dans les pays en développement. Actuellement, la participation des pays membres de l'OCI au caoutchouc synthétique est limitée à environ 5 % de la capacité de production mondiale. L'industrie automobile émergente dans les pays membres de l'OCI pourrait favoriser la croissance de la production de caoutchouc synthétique tout en stimulant les pays ayant un bon accès au caoutchouc naturel. Le recyclage reste un défi majeur pour l'industrie du caoutchouc.

Le marché du caoutchouc synthétique devrait connaître une croissance annuelle d'environ 6 % jusqu'en 2030. Avec une demande automobile qui reste forte et une gamme d'applications non pneumatiques dans de nombreuses industries d'utilisation finale, les caoutchoucs synthétiques sont de plus en plus préférés aux caoutchoucs naturels, malgré la tendance à la durabilité. L'Asie-Pacifique, l'Amérique du Nord et l'Europe ont représenté 84 % du marché mondial du caoutchouc en 2018, tandis que le Moyen-Orient représente une part de 9 %

De nombreux grands producteurs des matières premières utilisées dans la production de caoutchouc synthétique sont intégrés en amont dans l'accès aux matières premières. Plusieurs entreprises des pays membres de l'OCI sont impliquées dans le marché du caoutchouc synthétique, contribuant à environ 25 % de la création de valeur totale. La sensibilisation à la durabilité et les questions de recyclage gagnent du terrain sur le marché du caoutchouc. Si les propriétés supérieures des matériaux et les coûts de transformation plus faibles ont récemment favorisé la production de caoutchouc synthétique par rapport au caoutchouc naturel, la volatilité des prix du pétrole continuera à freiner cette tendance.

Au sein des pays membres de l'OCI, l'accès au pétrole a permis à l'Iran et à l'Arabie saoudite d'entrer dans la chaîne de valeur du caoutchouc synthétique. L'Indonésie et la Malaisie sont les premiers producteurs mondiaux de caoutchouc naturel et peuvent bénéficier d'un passage au caoutchouc naturel si les prix du pétrole augmentent. Les pays membres de l'OCI producteurs de sucre pourraient également bénéficier de l'avancée des matières premières biosourcées. Le recyclage des produits finis en général - et des pneus en particulier - reste un défi majeur sur le marché du caoutchouc. Alors que la réglementation sur la combustion et l'élimination des pneus se durcit, de nouvelles technologies pourraient faire progresser le recyclage et sont actuellement pilotées par des acteurs tels que Green Distillation Technologies en Australie. La conversion des pneus en caoutchouc en bio-huile et en carbone pourrait également être une voie de recyclage pour certains pays membres de l'OCI.

La voie à suivre

Il est impératif pour les pays membres de l'OCI de donner la priorité aux investissements pour le développement de l'industrie pétrochimique, qui nécessite des dépenses en capital substantielles ainsi qu'une coordination efficace pour établir un lien avec les chaînes de valeur mondiales de nombreuses autres industries utilisatrices finales. Les pays membres de l'OCI ayant un avantage stratégique pour l'industrie pétrochimique doivent formuler une feuille de route pour un réseau de collaboration d'entités privées et publiques au niveau de l'OCI afin de créer la taille de marché requise et de favoriser les opportunités pour les industries d'utilisation finale prospères. Cela favorisera à son tour l'innovation dans l'industrie pétrochimique et d'autres secteurs. En ajoutant une plus grande valeur à ces industries à fort impact, les pays producteurs de pétrole pourront collectivement s'orienter vers le développement technologique, tout en diversifiant et en élargissant leurs portefeuilles de produits.

L'industrie pétrochimique est et restera d'une grande importance pour les pays membres de l'OCI. Le premier pas dans la pétrochimie nécessite des investissements substantiels et une stratégie d'actifs à long terme, de sorte que l'établissement d'une empreinte significative dans cette industrie prend beaucoup de temps. Néanmoins, nous voyons des possibilités intéressantes pour de nombreux pays membres de l'OCI de développer leur secteur pétrochimique en tirant parti des matières premières nationales et/ou importées. Des pays comme les Émirats arabes unis, le Qatar et la Malaisie s'orientent déjà vers cette direction. En diversifiant davantage leurs capacités de traitement, ces pays et d'autres pays membres de l'OCI seront en mesure d'ajouter encore plus de valeur.

En stimulant la demande intérieure et en attirant les industries d'utilisation finale telles que la construction, l'emballage et l'automobile, les pays membres de l'OCI peuvent également renforcer leurs capacités locales de formulation et de finition, tout en réduisant leur dépendance vis-à-vis des importations. Il est clair que les pays membres de l'OCI ont actuellement des atouts dans la production primaire et la transformation. Cependant, il existe un potentiel considérable de valeur ajoutée plus haut dans la chaîne de valeur, notamment au stade de la transformation secondaire, où ils sont actuellement plus faibles.

Logiquement, les pays membres de l'OCI doivent faire des efforts pour diversifier et approfondir leur niveau d'intégration verticale et stimuler une demande suffisante de la part des industries utilisatrices finales pour faire avancer ce développement. Cela nécessite la formulation et la mise en œuvre de politiques proactives pour favoriser la croissance, l'innovation, la création de valeur, l'emploi, la durabilité et l'égalité dans tous les pays membres. Les pays membres de l'OCI sont des acteurs importants, puisqu'ils contrôlent 20 % de la production mondiale de produits chimiques de base. Ils détiennent également une part importante de la transformation primaire, mais pourraient faire mieux en matière de transformation secondaire et en se diversifiant dans les produits chimiques spécialisés.

- La demande de produits chimiques de base devrait augmenter jusqu'en 2030, grâce aux perspectives favorables des industries d'utilisation finale concernées et de la production pétrochimique en aval - les pays de l'OCI ayant accès aux matières premières peuvent exploiter ce potentiel.
- Pour accroître leur avantage en termes de coûts par rapport aux États-Unis et à la Chine, les pays membres de l'OCI devraient explorer les possibilités de mise à niveau technologique, comme la conversion du pétrole brut en produits chimiques.

5. Secteur du textile et des articles d'habillement

5.1 Importance et principales tendances

Le marché mondial de l'industrie du textile et de l'habillement avait une valeur de marché de détail de 2,2 billions de dollars américains en 2018 et devrait augmenter à un TCAC de 3,5 % pour atteindre 3,3 billions de dollars américains d'ici 2030 (Islamic Development Bank, 2020b). À l'avenir, la demande devrait être stimulée par la croissance démographique, l'augmentation du revenu disponible et l'urbanisation rapide dans les pays en développement. On estime que l'industrie mondiale du textile et de l'habillement représente environ 2 % du PIB mondial.

Le secteur du textile et de l'habillement est souvent un moteur essentiel du développement national et économique à long terme d'un pays. En raison de ses faibles coûts fixes et de l'accent mis sur la fabrication à forte intensité de main-d'œuvre, le secteur est souvent considéré comme une industrie de start-up. À mesure que l'industrie se développe, elle sert de base à des industries plus avancées sur le plan technologique.

La pandémie de coronavirus a fait des ravages dans le domaine de la santé publique et a plongé l'économie mondiale dans le désarroi. Outre les problèmes sanitaires, le recours généralisé aux mesures de confinement et de quarantaine, ainsi que l'arrêt soudain de la mobilité mondiale, ont entraîné la fermeture de points de vente au détail et la suspension de la fabrication de divers biens et services dans le monde entier. En raison de son intensité de main-d'œuvre, de la prépondérance des bas salaires et du rôle majeur des pays en développement dans le processus de production, le secteur du textile et de l'habillement est l'un des plus touchés par l'épidémie de coronavirus. Par conséquent, les réseaux complexes de la chaîne de valeur mondiale du textile et de l'habillement devront peut-être s'adapter à ces chocs afin d'être plus résistants. Ce choc externe subi par le secteur du textile et de l'habillement accélérera le rythme des changements induits par les mégatendances mondiales, les tendances propres à l'industrie et le passage à l'innovation technologique.

À moyen et long terme, ce sont les pays et les entreprises capables de s'adapter rapidement à ces changements qui en profiteront le plus. Dans ce contexte, il existe de nombreuses opportunités pour les pays membres de l'OCI de se repositionner dans la chaîne de valeur mondiale du textile et de l'habillement, de devenir plus compétitifs sur le marché mondial et de soutenir leur développement socio-économique en augmentant la valeur ajoutée de leurs économies et en créant des opportunités d'emploi.

Comme l'explique le tableau 5.1, l'économie mondiale a subi un choc externe dû à la pandémie de coronavirus et à une crise de santé publique sans précédent. Par conséquent,

le choc externe subi par le secteur du textile et de l'habillement accélérera le rythme des changements induits par les mégatendances mondiales, les tendances propres au secteur et le passage à l'innovation technologique. À moyen et long terme, ce sont les nations et les entreprises capables de s'adapter rapidement aux tendances décrites ci-dessous qui en profiteront le plus.

Tableau 5.1 : Tendances mondiales qui façonnent l'industrie du textile et de l'habillement

Tendances de l'industrie du textile et de l'habillement		
Innovation et tendances technologiques	• Innovation technologique • Innovation matérielle	IMPLICATIONS Créer des opportunités d'investissement concrètes
Tendances spécifiques à l'industrie	• Empreinte et structure du marché • Effets de réseau externes • Partenariats stratégiques • Responsabilité sociale des entreprises • Numériser l'expérience d'achat des clients	Conduire la stratégie commerciale
Les mégatendances mondiales	• Population et demande de textile/vêtement • Urbanisation • Sensibilisation à l'environnement	Définir le cadre économique

Source: Banque islamique de développement (2020b).

En 2030, la population mondiale devrait atteindre 8,6 milliards d'habitants. Par conséquent, au cours des dix prochaines années, l'industrie de l'habillement textile devrait connaître une croissance de 3,5 %.

Environ 60 % de la population mondiale résidera dans des villes d'ici 2030, contre 56 % aujourd'hui. Cette évolution devrait avoir une série d'effets sur les industries du textile et de l'habillement dans les pays membres de l'OCI. Premièrement, l'accès à un grand nombre de travailleurs aux capacités diverses sera facilité dans les régions métropolitaines. Deuxièmement, les grandes villes avec une densité de population des personnes aux compétences diverses peuvent soutenir les pôles d'innovation. Enfin, l'urbanisation va accroître le besoin de petits magasins et modifier le modèle économique du secteur de la vente au détail de produits stationnaires.

S'il est largement admis dans les milieux scientifiques que l'activité humaine contribue au changement climatique, les effets régionaux précis peuvent varier considérablement. On s'attend à ce que des connaissances accrues, des réglementations plus strictes et une mise en application plus rigoureuse aient un impact significatif sur l'industrie, en particulier sur les phases à forte intensité de ressources telles que la finition.

Outre les mégatendances mondiales mentionnées ci-dessus, un certain nombre de tendances spécifiques à l'industrie du textile et de l'habillement auront également un impact sur le développement continu du secteur.

Empreinte et structure du marché

La Chine est un fournisseur majeur de textiles et de vêtements, représentant plus de 30% des exportations mondiales. Toutefois, l'augmentation de la richesse devrait entraîner une hausse des coûts de la main-d'œuvre et de la production en Chine, ce qui obligera à externaliser les étapes de fabrication à faible valeur ajoutée vers des pays voisins tels que le Bangladesh et l'Indonésie, qui sont tous deux membres de l'OCI. Les grandes entreprises chercheront également à réduire leur dépendance vis-à-vis de la Chine en diversifiant leurs activités de production.

Partenariats stratégiques

Les marques doivent former des alliances stratégiques avec des fournisseurs de premier rang plus importants et plus compétents pour répondre à la demande accrue et réduire les délais. En accélérant le flux de données entre les phases de conception, d'essai et de production et en renforçant la transparence, la numérisation améliorera considérablement l'efficacité de ces collaborations stratégiques. Les besoins en personnel vont évoluer sous l'effet de la numérisation, allant au-delà de la simple couture pour inclure la surveillance de modules de machines plus complexes.

Effets de réseau externes

On s'attend à ce que la compétitivité des producteurs de textiles et de vêtements soit davantage affectée par les réseaux externes, en particulier dans les pays de l'OCI. Les gouvernements locaux devront travailler avec l'industrie pour s'assurer que les infrastructures nécessaires sont mises en place, fournir des subventions financières pour des investissements tels que la modernisation des machines, et mettre en œuvre des politiques tarifaires efficaces et des accords bilatéraux de libre-échange pour encourager les exportations et stabiliser la demande. Les zones économiques spéciales et les zones franches d'exportation pourraient ainsi gagner en importance. En outre, le secteur pourrait bénéficier d'une collaboration accrue avec les parties prenantes externes.

Responsabilité sociale des entreprises

La responsabilité sociale des entreprises sera encore alimentée par l'enthousiasme des jeunes générations pour les questions sociales et environnementales, ainsi que par leur désir croissant de comprendre l'impact de leurs choix en matière de mode. Tous les participants aux chaînes de valeur mondiales, y compris les fabricants des **pays de l'OCI**, sont tenus d'évaluer le niveau de durabilité et l'impact environnemental de leurs produits et de leurs pratiques de fabrication. Cela créera les bases de l'innovation dans l'industrie du textile et de l'habillement pour accroître l'efficacité des ressources et les possibilités de recyclage. Tous les membres du GVC sont censés investir dans les activités suivantes.

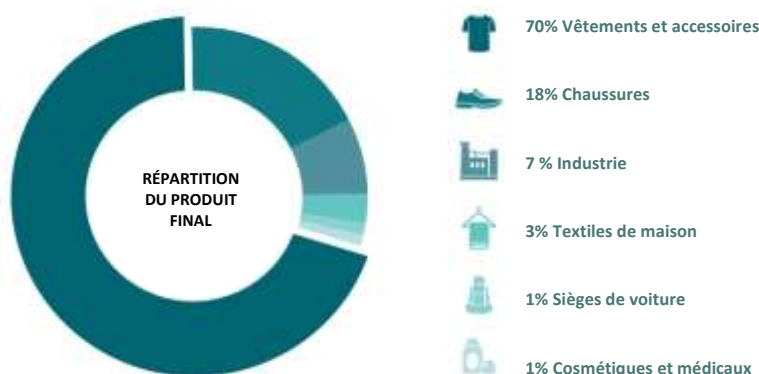
Numériser les expériences d'achat des clients

La technologie transforme rapidement la manière dont les consommateurs interagissent avec les marques, obtiennent des informations et achètent leurs produits préférés. Les détaillants ont de plus en plus recours à des stratégies de communication de pointe basées sur les médias sociaux. En facilitant la communication bidirectionnelle, la personnalisation et la confiance, ces médias modifient radicalement la relation entre la marque et le consommateur. Le potentiel de croissance des ventes dans l'industrie du textile et de l'habillement proviendra du commerce social, ou l'acte d'acheter des biens directement par le biais d'une messagerie ou d'une application de médias sociaux.

5.2 Situation actuelle

L'OCI a identifié une liste d'industries clés dans lesquelles ses pays membres ont des avantages compétitifs significatifs. Ils comptent parmi les principaux fabricants de textiles et de vêtements au monde et jouent un rôle important dans l'approvisionnement en matières premières et à différents stades de la chaîne de valeur mondiale (CVM).

Graphique 5.1: Perspectives du secteur du textile et de vêtement dans les pays de l'OCI



Source: Banque islamique de développement (2020b).

Pour plusieurs pays membres de l'OCI, l'industrie est cruciale. Elle est donc essentielle pour fournir des matières premières et des sites industriels aux entreprises mondiales. Les pays membres de l'OCI représentent 15 % du marché mondial de 190 milliards de dollars pour les matières premières telles que le coton et la laine, ainsi que 15 % du marché mondial des exportations de textile et d'habillement de 807 milliards de dollars. Les vêtements et les accessoires sont les plus grandes catégories de produits d'utilisation finale, représentant 70 % de la valeur totale (graphique 5.1). Par conséquent, le secteur du textile et de l'habillement a un impact important sur l'économie, les emplois, l'environnement et les investissements.

Le stade exact de la procédure et le niveau d'implication peuvent varier considérablement d'un État à l'autre. L'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Soudan, par exemple, produisent

principalement des matières premières mais cherchent à accroître la valeur ajoutée de leur industrie textile nationale. En termes de matières premières, les pays membres de l'OCI représentent 25% de la production mondiale de coton, 26% de la production mondiale de laine et 15% de la production mondiale de cuir brut. Huit des 15 premiers pays producteurs de coton dans le monde sont membres de l'OCI. Le Pakistan et la Türkiye ne bénéficient pas seulement d'un approvisionnement abondant en ressources brutes, mais leurs chaînes de valeur sont également de plus en plus intégrées verticalement, car elles transforment les fibres textiles en produits finis. Le Bangladesh, quant à lui, est un producteur de vêtements bien connu qui importe des matières premières avant de les transformer en T-shirts et en pulls. Il est le deuxième exportateur mondial de vêtements, représentant 7 % de toutes les exportations de vêtements.

5.3 Principaux défis

L'industrie du textile et de vêtement est confrontée à un ensemble unique de défis de par sa nature même. Les ramifications et les remèdes potentiels pour quatre défis majeurs sont examinés dans cette section.⁶

- a) Premièrement, dans de nombreux pays à faible coût de production, les réglementations fondamentales du travail ne sont pas correctement appliquées, notamment en ce qui concerne les heures de travail, les salaires et les exigences en matière de sécurité. À la suite d'une succession de cas catastrophiques, de nombreux gouvernements ont commencé à surveiller de plus près les normes de travail. Cependant, la majorité des incidents observés sont toujours causés par des défauts structurels, suivis par les incendies. Les pays où l'application de la réglementation est limitée peuvent continuer à lutter pour maintenir des normes de travail solides. Le travail des enfants et le travail forcé restent un problème. La numérisation et l'automatisation devraient améliorer les conditions de travail tout en réduisant les accidents du travail et les risques pour la santé. L'égalité d'accès aux droits des travailleurs, à la formation et à la sécurité sociale pour tous les employés sera de plus en plus cruciale.
- b) Le deuxième défi majeur pour l'industrie du textile et de l'habillement est celui des déchets. On estime que plus de la moitié des vêtements de la mode rapide sont jetés dans l'année qui suit leur achat, une tendance qui devrait se poursuivre. Les matériaux recyclables et les modèles commerciaux circulaires pourraient contribuer à réduire la quantité de déchets textiles et leur impact environnemental à l'avenir.
- c) Le troisième défi est le marché secondaire des textiles usagés en Afrique. Les producteurs et détaillants locaux sont de plus en plus préoccupés par cette situation, car leur propre production et leurs marques ne sont pas en mesure de concurrencer les textiles de seconde main à bas prix. La lutte contre le marché secondaire

⁶ Les synopses des défis ont été largement instruites par le rapport de la Banque islamique de développement : « Réaliser des opportunités pour le 21e siècle grâce à des chaînes de valeur mondiales résilientes: Textile et vêtement. Le volume futur 5 ».

nécessitera une industrialisation active et le développement d'une main-d'œuvre qualifiée.

- d) Un quatrième défi est la sensibilité à l'économie mondiale, qui a été affectée par une succession d'événements. Premièrement, les récessions et les crises financières ont un effet direct sur l'offre et la demande tout au long de la chaîne de valeur. Deuxièmement, la récente guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis a démontré l'importance des accords bilatéraux de libre-échange pour stabiliser ou développer le commerce entre les pays. Troisièmement, les catastrophes sanitaires mondiales affectent progressivement l'interconnexion de l'économie mondiale. Se préparer à de telles éventualités - par exemple, en diversifiant la chaîne de valeur - peut contribuer à éviter les perturbations.

5.4 Opportunités d'investissement

La BID a sélectionné plusieurs secteurs comme base pour examiner le potentiel, les opportunités, les défis et les risques de l'industrie du textile et de l'habillement (IsDB, 2020). Le coton, la laine, la soie, le cuir et les fibres synthétiques sont parmi les cinq CVM qui ont été sélectionnées pour une étude plus approfondie.

Pour être inclus dans la CVM de la culture et de la transformation durables du coton, les pays de l'OCI qui ne sont pas encore bien établis dans le secteur du coton devraient investir dans les infrastructures et accroître leurs connaissances. Quant à l'exploitation des opportunités sur le marché mondial de la laine, ils peuvent se concentrer sur le maintien et le développement de leur position à long terme. Quant au marché de la soie, la demande croissante des consommateurs et l'innovation des produits peuvent offrir aux pays de l'OCI des perspectives intéressantes pour occuper des niches de marché inexploitées. Dans l'industrie du cuir, les pays de l'OCI pourraient devenir les principaux fournisseurs de sacs et d'accessoires en cuir, le segment de marché qui connaît la croissance la plus rapide. Ils auraient également besoin de développer l'infrastructure de traitement nécessaires. Dans le secteur des fibres synthétiques, les pays asiatiques de l'OCI pourraient bénéficier de l'attraction d'investissements directs par des sociétés d'approvisionnement mondiales ainsi que d'investissements dans les capacités locales pour créer une infrastructure de fournisseurs locaux. Ainsi et surtout, les réseaux de fournisseurs locaux pourraient encourager la production pour le marché intérieur et réduire la dépendance vis-à-vis des exportations.

Selon l'analyse (Islamic Development Bank (2020b)), certaines industries du secteur du textile et de l'habillement se sont distinguées sur certains marchés de l'OCI :

- Le coton est la matière première naturelle la plus utilisée dans le secteur mondial du textile et de l'habillement, ce qui le rend particulièrement essentiel pour les investisseurs. En 2018, les pays membres de l'OCI ont contribué à plus de 25 % de la production mondiale, le Pakistan, l'Ouzbékistan et la Türkiye produisant le plus de coton.
- La laine est l'une des matières premières les plus traditionnelles utilisées dans l'industrie du textile et de l'habillement. Elle est extrêmement importante pour l'économie des pays membres de l'OCI, notamment le Maroc, l'Iran et la Türkiye, en tant que principaux

producteurs du groupe, avec une part d'environ 26 % de la production mondiale en 2018 - la plus élevée de toutes les chaînes de valeur de cette industrie.

- La soie a beaucoup de potentiel en termes de croissance, avec une croissance annuelle moyenne prévue de 8% entre 2016 et 2021. L'Ouzbékistan est le plus grand producteur parmi les pays membres de l'OCI, se plaçant dans les trois premiers au niveau international, suivi par l'Iran et l'Afghanistan. Chaque pays a déjà mis en place des programmes de développement pour augmenter la production. L'innovation, comme la soie d'araignée, a le potentiel de remodeler le paysage, ouvrant des opportunités significatives pour les investisseurs des pays membres de l'OCI.
- Les industries des chaussures et des vêtements de luxe sont toutes deux fortement tributaires du cuir. En 2015, les pays membres de l'OCI ont produit plus de 15 % du cuir brut mondial, le Soudan, le Pakistan et l'Ouzbékistan étant les principaux producteurs. Il existe un espace pour l'ajout de valeur, notamment en termes d'expansion des infrastructures de transformation.
- Les fibres synthétiques sont une source puissante de croissance tournée vers l'avenir dans le marché de l'habillement et des textiles de maison en raison de leurs prix compétitifs et de leurs qualités de performance souhaitables telles que la résistance et la flexibilité. La valeur du marché des fibres synthétiques et cellulosiques devrait croître à un taux de 4% par an entre 2018 et 2030. Actuellement, les pays membres de l'OCI représentent 7% de la production mondiale, l'Indonésie représentant 3% de la production mondiale et la Türkiye 2%.

Des champions du marché établis dans la région de l'OCI

Trois groupes pertinents ont été identifiés dans la région de l'OCI grâce à l'approche de la BID, à savoir :

- a) Les leaders du marché établis sont des acteurs dominants, qui représentent 20 % de la valeur des exportations de la BID dans le domaine des textiles, des vêtements, des peaux et des articles en cuir.⁷
- b) Les étoiles émergentes représentent 10 % de la valeur des exportations de la BID dans le domaine du textile, de l'habillement, des peaux et des articles en cuir, et ont des objectifs de croissance élevés.
- c) Les nouveaux entrants sur le marché avec un point de départ bas sont répertoriés sous la rubrique "Potentiels prometteurs", (voir graphique 5.2).

⁷ Une discussion détaillée sur la Türkiye et le Bangladesh est présentée à l'annexe III.

Graphique 5.2: Groupes dans le secteur du textile et de l'habillement dans la région de l'OCI**Des champions du marché bien établis**

Bangladesh
Türkiye

Les stars émergentes

Indonésie
Pakistan

Des potentiels prometteurs

Égypte
Maroc
Tunisie
Azerbaïdjan
Kazakhstan
Kirghizstan
Malaisie
Ouzbékistan
Albanie
Jordanie



Source: Banque islamique de développement (2020b)

Note:

La valeur des exportations de textiles, de vêtements, de peaux et de produits en cuir de la BID est dominée par un petit nombre de champions **bien établis sur le marché**, chacun représentant 20 % de la valeur des exportations. Par exemple, le Bangladesh est le leader de la région de l'OCI en termes de valeur des exportations de textiles et de vêtements et il améliore continuellement ses capacités à produire des catégories de produits de plus en plus complexes.

Les stars émergentes, qui représentent actuellement 10 % de la valeur des exportations de textiles, de vêtements, de peaux et de produits en cuir, ont des aspirations de croissance élevées. Avec une couverture complète de la CVM, qui comprend les matières premières comme le coton ainsi que la transformation primaire et secondaire, le pays est un acteur important du secteur.

Les potentiels prometteurs comprennent les nouveaux entrants sur le marché avec un faible point de départ. Par exemple, l'Ouzbékistan et l'Égypte ont connu des taux de croissance à deux chiffres de leurs exportations entre 2017 et 2018, alors qu'ils avaient moins de 5 milliards de dollars d'exportations chaque année.

6. Agriculture et sécurité alimentaire

6.1. Importance et tendances clés

L'agroalimentaire est devenu une vaste entreprise mondiale dont les activités vont de l'agriculture à la transformation secondaire, des petites exploitations de subsistance aux sociétés géantes, en plus de sa fonction apparente de nourrir l'humanité. Par conséquent, elle a un impact important sur l'économie, l'emploi, les investissements et l'environnement dans son ensemble. Elle joue également un rôle crucial dans la réalisation de plusieurs des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, qui vont de la lutte contre la pauvreté et la faim à l'aspiration à un travail décent et à la croissance économique, en passant par la promotion de la diversité et de l'égalité des sexes.

Cependant, la population mondiale devant passer de 7,6 milliards en 2022 à 8,6 milliards en 2030 et 9,8 milliards en 2050, l'augmentation de la production agroalimentaire est essentielle pour éviter la pénurie alimentaire (Islamic Development Bank, 2020c).

Aujourd'hui, dans la plupart des économies développées, l'agriculture est devenue une activité mécanisée et axée sur la technologie. Certaines cultures sont génétiquement modifiées avant d'être plantées pour les rendre résistantes aux herbicides et aux infestations d'insectes, et la plantation, l'arrosage, la fertilisation et la récolte sont tous automatisés et contrôlés à l'aide de données basées sur le cloud. Ce n'est toutefois pas le cas dans les pays moins développés, où les agriculteurs ont encore largement recours au travail humain et à l'utilisation de pesticides. Cela signifie qu'au cours de la prochaine décennie, il faudra relever de nombreux défis pour combler les lacunes en matière de technologies innovantes dans les industries agricoles des économies en développement.

Une meilleure intégration des technologies automatisées peut accroître l'efficacité et la productivité d'un large éventail de tâches agricoles. Les robots et les voitures à conduite autonome sont deux exemples des possibilités offertes par ces technologies. De même, la numérisation, le Big Data et l'intelligence artificielle auront un impact sur l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire. L'agriculture intelligente et de précision, qui utilise des technologies automatisées et le Big Data, va stimuler l'expansion du marché dans les années à venir en optimisant la croissance et les rendements.

Depuis le début 2020, la pandémie de coronavirus et le Grand confinement ont provoqué des perturbations et une incertitude sans précédent dans l'économie mondiale. Le monde n'a pas été équipé pour faire face à une perturbation de l'offre et de la demande dans l'agriculture et le secteur alimentaire. Pour la seule année 2020, le déficit alimentaire annuel des pays membres de l'OCI s'élève à 67 milliards de dollars (Islamic Development Bank, 2020c).

La pandémie et le confinement ont démontré au monde entier que l'industrie agroalimentaire, comme de nombreuses autres industries, est interdépendante dans des chaînes de valeur complexes, de l'entrée à la sortie, et que les risques posés le long de la

chaîne de valeur nécessitent que les pays et les décideurs politiques prennent des mesures pour construire une chaîne de valeur agroalimentaire résiliente.

Au cours des dernières décennies, l'agroalimentaire s'est transformé en une industrie automatisée et à forte intensité technologique. Cependant, d'ici 2030, l'industrie agroalimentaire devra subir une transformation importante. Trois grandes dynamiques sont à l'origine de cette transformation : la hausse de la consommation alimentaire, les attentes croissantes des consommateurs et l'épuisement des ressources. Simultanément, des développements spécifiques à l'industrie, ainsi que des percées techniques et autres, pourraient faciliter la transition (tableau 6.1).

Tableau 6.1 : Tendances clés de l'industrie agroalimentaire

		IMPLICATIONS
Innovation en matière de technologie et de modèle d'entreprise	♣ Génie génétique	Créer des opportunités d'investissement concrètes
	♣ Mécanisation et automatisation	
Tendances spécifiques à l'industrie	♣ Numérisation et Big Data	Conduire la stratégie commerciale
	♣ Agriculture alternative et "agriculture".	
	♣ Agriculture régénératrice	
Mégatendances	♣ Règlements	Définir le cadre économique
	♣ Intégration de la chaîne de valeur	
	♣ Demande alimentaire	
	♣ Exigences des consommateurs	
	♣ Épuisement des ressources	

Source: Banque islamique de développement (2020c)

6.2. Situation actuelle

Les 57 pays qui composent l'OCI comptent un grand nombre des économies à la croissance la plus rapide au monde. Le PIB des membres de l'OCI est estimé à environ 7000 milliards de dollars. Les économies des pays membres de l'OCI ont un potentiel significatif pour augmenter leur part de marché dans l'économie mondiale, avec des taux de croissance du PIB allant jusqu'à 8% par an.

Une analyse récente du groupe de la Banque islamique de développement a identifié un groupe d'industries clés dans lesquelles ses membres ont des avantages concurrentiels spécifiques. L'un d'entre elles est l'agriculture, où les pays membres de l'OCI ont un énorme potentiel pour devenir des leaders mondiaux dans la production et la transformation des céréales, des produits horticoles et de la viande. L'agriculture est reconnue comme un moteur essentiel de la croissance et une voie de transformation nationale par le développement socio-économique. Cependant, parce que les membres de l'OCI se sont concentrés sur la

production, la véritable valeur de l'agriculture dans les pays membres de l'OCI reste largement inexploitée. Par conséquent, les pays connaissent une transformation primaire et secondaire naissante, et les pays membres de l'OCI ne profitent pas du potentiel de génération de valeur plus élevée.

En 2018, l'agroalimentaire a contribué à hauteur de 650 milliards de dollars au PIB des 57 pays membres de l'OCI. Elle a représenté jusqu'à 57 % du PIB (Guinée-Bissau) et jusqu'à 71 % de l'emploi total (Djibouti) dans certaines des plus petites économies de la région, alors que ces statistiques sont plus faibles pour les pays plus avancés aux économies diversifiées (comme la Türkiye). En somme, les pays membres de l'OCI représentent plus d'un quart de la population mondiale, 9 % de son PIB et 21 % de sa valeur ajoutée brute dans le secteur agricole.

Les pays membres de l'OCI sont situés dans certaines des régions les plus fertiles du monde, fournissant aux clients du monde entier des articles essentiels et des produits de luxe quotidiens tels que le café et le chocolat. Les pays de l'OCI ont réussi à créer des niches concurrentielles grâce à leur situation géographique et à la qualité de leurs sols, ce qui se traduit par une concurrence limitée entre les membres. Par exemple, la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, représentant près de 40% de la production mondiale, alors que l'Indonésie est le quatrième producteur mondial de café et l'Ouganda le dixième. L'Indonésie est le premier producteur mondial d'huile de palme, suivie par la Malaisie. Ensemble, ces deux pays produisent environ 85% de la production mondiale. La Türkiye est le premier exportateur mondial de noisettes, tandis que l'Azerbaïdjan occupe la quatrième place en termes d'exportations de noisettes.

Pour examiner les opportunités et les défis potentiels du secteur agroalimentaire, la BID a sélectionné 18 industries de base, dont cinq ont été identifiées comme présentant un intérêt particulier pour les pays membres de l'OCI : le cacao, l'huile de palme, le riz, le poisson et la volaille.

La position dominante des pays de l'OCI en tant que producteurs de cacao donne à l'industrie une importance unique. La Côte d'Ivoire, l'Indonésie, le Nigeria et le Cameroun représentent les deux tiers de la récolte mondiale de fèves de cacao et quatre des cinq premiers producteurs. Les pays membres disposent d'un potentiel important pour travailler dans les multiples maillons de la chaîne de valeur, y compris dans la transformation secondaire, où ils sont encore sous-représentés, grâce à leurs atouts dans la production et la transformation primaire.

D'ici 2030, le secteur de l'huile de palme présente un énorme potentiel de croissance. Les deux premiers fabricants, l'Indonésie et la Malaisie, démontrent la domination de l'OCI sur le marché mondial. Toutefois, pour rester à flot, le secteur doit s'éloigner des méthodes de culture non durables.

Le riz est une culture de base dans les pays membres de l'OCI, fournissant à la fois nutrition et emploi. Le potentiel de développements perturbateurs, tels que la culture aérobie du riz, est actuellement exploré dans le contexte d'une contrainte hydrique croissante.

L'Indonésie est déjà le deuxième plus grand producteur de poisson au monde. Toutefois, l'expansion de l'aquaculture et les nouvelles technologies qui modifieront la dynamique actuelle du marché tout en améliorant la durabilité suggèrent que d'autres pays de l'OCI devraient également s'y intéresser.

La production de volaille dans les pays membres de l'OCI a une grande marge d'expansion, grâce à la demande locale croissante. L'Arabie Saoudite est classé neuvième meilleur producteur au monde. Avec l'augmentation de la demande de produits de volaille transformés prêts à consommer ou prêts à réchauffer, les nouvelles tendances de consommation auront un impact sur les étapes de transformation.

6.3. Principaux défis

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, deux milliards de personnes dans le monde sont en situation d'insécurité alimentaire grave ou légère.

L'agroalimentaire, de par sa nature même, présente un ensemble unique d'obstacles par rapport à d'autres industries. Cette section aborde trois aspects importants :

i) L'exode rural

Premièrement, les pays de l'OCI sont témoins d'un exode rural presque généralisé et d'une pénurie de main-d'œuvre en raison de l'urbanisation croissante, de la rareté de l'eau et de la dégradation des sols. (Islamic Development Bank, 2020c). La disparité entre les revenus agricoles et les salaires en ville, ainsi que les conditions de travail difficiles et le modèle d'exploitation risqué inhérents à une entreprise saisonnière et très volatile comme l'agriculture, sont à l'origine de cette migration, qui est courante dans les économies en développement qui connaissent une urbanisation rapide. En raison de ces préoccupations, de nombreux agriculteurs ont décidé de partir avec leur famille vers les zones urbaines. Dans le même temps, les agriculteurs ne disposant pas des ressources nécessaires pour investir dans la technologie, les intrants et le savoir-faire, la productivité de la production est restée stagnante. Cela réduit encore l'attrait du secteur agricole pour la prochaine génération. La diminution du nombre d'agriculteurs et la faible production agricole devraient entraîner des pénuries alimentaires et une dépendance accrue à l'égard d'importations coûteuses.

Trois leviers fondamentaux peuvent être utilisés pour contribuer à atténuer la pénurie de main-d'œuvre. Les agriculteurs qui restent sur leurs terres peuvent bénéficier d'une aide financière et d'une formation pour mécaniser et automatiser leurs activités. La demande de main-d'œuvre manuelle diminuera à mesure que la quantité de travail à effectuer à la main diminuera. Ensuite, les nouvelles technologies agricoles peuvent promouvoir la productivité et aider à établir des liens commerciaux entre la ville et la campagne ; en effet, l'attrait de

l'industrie agroalimentaire pour la jeune génération, férue de technologie et de données, sera renforcé par l'injection de technologie et d'innovation. Enfin, en encourageant les agriculteurs à créer des coopératives et à négocier collectivement, on stimulera les revenus agricoles, ce qui permettra au secteur de conserver et de recruter des compétences.

ii) Écarts d'investissement

Le deuxième problème est le manque d'investissement dans l'agriculture. Rabobank estime que l'industrie agroalimentaire asiatique sera confrontée à un manque d'investissement de 800 milliards de dollars d'ici 2030. Malgré ses richesses croissantes, le problème de la sécurité alimentaire de l'Afrique semble s'aggraver. Cela peut être attribué aux investissements dans le secteur agroalimentaire, qui sont fréquemment reportés, car les donateurs internationaux se concentrent sur les initiatives humanitaires et les acteurs économiques peu enclins à prendre des risques orientent leurs investissements vers des nations dont l'environnement politique et économique est plus sûr. Les projets agricoles sont généralement évités par les investisseurs en raison des marges étroites par rapport à d'autres industries et des risques à long terme plus élevés, tels que la volatilité liée aux conditions météorologiques et au climat. La capacité des petits agriculteurs à adopter de nouvelles technologies et à innover est limitée par ces obstacles à l'investissement.

Trois initiatives peuvent contribuer à résoudre ces problèmes. L'investissement privé peut être encouragé par des incitations financières au partage des risques, telles que l'assurance-crédit commercial ou les garanties d'investissement. Les petits agriculteurs peuvent être en mesure de mettre en commun leurs ressources grâce à des incitations à la consolidation du marché et à la formation de coopératives. En outre, les investissements publics dans les technologies d'amélioration de la productivité pourraient créer un cercle vertueux, en générant des liquidités qui permettraient aux agriculteurs d'acheter des équipements supplémentaires.

iii) La dégradation des terres agricoles

Le troisième problème est la détérioration des terres cultivées. Le changement climatique entraîne une hausse des températures et une raréfaction de l'eau, ainsi que des techniques de production non durables, qui affectent la production agricole et la quantité de terres arables disponibles. Selon les Nations unies, les méthodes d'agriculture intensive dégradent chaque année 24 milliards de tonnes de sols productifs.

Trois solutions possibles à ces problèmes ont été identifiées. Premièrement, les investissements dans la recherche et le développement de systèmes agricoles résistants au climat peuvent contribuer à améliorer la productivité. Deuxièmement, on peut apprendre aux agriculteurs à utiliser les produits chimiques plus efficacement. Troisièmement, les pays membres de l'OCI peuvent promouvoir des approches d'agriculture biologique qui stimulent la biodiversité à long terme et la résilience des plantes.

L'insécurité alimentaire est un facteur majeur dans l'évaluation des défis agricoles futurs. Selon les Nations unies, la sécurité alimentaire est définie comme "l'accès sans restriction à une nourriture suffisante, saine et nutritive qui répond aux besoins et aux préférences alimentaires pour mener une vie active et saine." Pour quatre raisons majeures, l'insécurité alimentaire continuera d'exister à l'avenir :

- a) Changement climatique. Les scientifiques s'accordent à dire que le climat mondial se réchauffe et que les phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents. Ce dernier phénomène a un impact considérable sur l'agriculture, allant de la salinité accrue des sols et de l'eau à la sécheresse et à l'érosion des sols.
- b) Vieillesse de la population rurale. Les jeunes considèrent que l'agriculture n'a pas d'avenir et fuient les communautés rurales à la recherche de travail dans les villes. En conséquence, il n'y a pas assez de personnes pour cultiver la terre.
- c) Pénurie d'eau. Dans de nombreuses régions du monde, l'accès à l'eau douce est de plus en plus limité, soit en raison de la rareté de l'eau, ou en raison de la contamination de la source d'eau souterraine.
- d) Crise en Europe de l'Est. L'impact actuel du conflit entre la Russie et l'Ukraine se traduit par une augmentation continue des prix des denrées alimentaires, qui devraient rester élevés jusqu'en 2024. Cela se produit à un moment où la plupart des pays subissent des pertes de revenus, des dépenses publiques supplémentaires et une augmentation des taux de pauvreté en raison de la pandémie prolongée.

La crise alimentaire actuelle a en effet exacerbé l'insécurité alimentaire structurelle dans les pays membres les plus vulnérables, fragiles et touchés par des conflits, comme la Syrie et ceux de la région du Sahel. La crise alimentaire actuelle est particulièrement préoccupante pour les pays membres de la BID, dont 36 sont des importateurs nets de produits alimentaires. Les pays d'Afrique subsaharienne et de la région MENA sont les plus vulnérables à l'augmentation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. En outre, sur les 47 pays à faible revenu et à déficit alimentaire (PFRDV), 26 sont des pays membres de l'OCI. Les circonscriptions de la BID comprennent également de nombreux États fragiles touchés par des conflits prolongés et l'instabilité, avec un nombre important de populations vulnérables qui risquent de sombrer davantage dans la pauvreté. Si les tendances récentes se poursuivent, les pays membres de la BID ne parviendront pas à atteindre l'ODD 1 et l'ODD 2, à savoir la réduction de la pauvreté et de la faim respectivement.

6.4. Opportunités d'investissement

Trois groupes nationaux ont été formés parmi les pays de l'OCI afin de mieux adapter les plans d'action et les opportunités d'investissement. Le regroupement des pays était basé sur la quantité de terres agricoles disponibles dans les pays de l'OCI, le taux d'emploi dans l'industrie agricole, la productivité des terres agricoles, ainsi que la situation géographique et le potentiel de création de valeur des pays de l'OCI par rapport aux chaînes de valeur précédemment évaluées (tableau 6.2).

Tableau 6.2 : Principaux clusters avec des caractéristiques de marché similaires des pays membres de l'OCI

Champions de la productivité	Pays axés sur la production	Potentiels du marché intérieur
♣ Pays ayant des secteurs agricoles d'importance mondiale ♣ Productivité agricole supérieure à la moyenne, potentiel de création de valeur dans le secteur de la transformation souvent pas encore pleinement exploité. - Égypte - Pakistan - Arabie Saoudite - Kirghizstan - Malaisie - Bangladesh - Albanie - Azerbaïdjan - Indonésie - Irak - Soudan - Tadjikistan - Türkiye - Ouzbékistan - Oman	♣ Productivité agricole inférieure à la moyenne et emploi de la main-d'œuvre dans l'agriculture essentiellement faible. ♣ Pays dont le secteur agricole est bien établi mais dont l'infrastructure est souvent insuffisante. - Guyane - Algérie - Nigéria - Afghanistan - Iran - Mauritanie - Maroc - Côte d'Ivoire - Kazakhstan - Niger - Sénégal - Sierra Leone - Togo - Tunisie - Ouganda - Yémen - Libye - Syrie* - Turkménistan	♣ Pays à forte intensité de main-d'œuvre et ayant besoin de technologies de production de base ♣ Productivité inférieure combinée à un taux d'emploi élevé dans l'agriculture - Somalie - Cameroun - Tchad - Djibouti - Guinée-Bissau - Gabon - Guinée - Mali - Mozambique

Source: Banque islamique de développement (2020c). *L'adhésion à l'OCI est suspendue

Les initiatives visant à promouvoir l'éducation et l'innovation dans les pays de l'OCI peuvent contribuer à générer des avantages concurrentiels dans le secteur agroalimentaire en utilisant le savoir-faire existant pour améliorer la qualité et accélérer le développement de solutions durables.

Les membres de l'OCI tels que Bahreïn, Oman, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite sont des exemples de potentiel inexploité, avec moins de 2 % de leur zone géographique classée comme arables. Les méthodes alternatives, telles que l'agriculture verticale et les projets de lutte contre la désertification, sont très prometteuses, mais elles nécessitent également beaucoup d'argent.

D'autres régions, comme l'Afrique subsaharienne disposent de nombreuses terres mais ne disposent pas du savoir-faire et des ressources nécessaires pour les exploiter. Alors que d'autres pays membres de l'OCI interviennent pour aider à développer les capacités de production et d'exportation, les investissements étrangers directs pourraient jouer un rôle essentiel.

Les deux parties peuvent bénéficier d'un approvisionnement alimentaire régulier grâce à une collaboration fructueuse. Par exemple, les Émirats arabes unis ont investi dans des initiatives agricoles dans plus de 20 pays, principalement en Afrique de l'Est, afin de créer des "couloirs" d'alimentation et d'exportation qui garantissent les futurs approvisionnements alimentaires, en particulier pour les produits de base comme le riz. Cette étude de cas sert de modèle aux autres pays membres de l'OCI ayant de faibles capacités de production, en montrant comment ils pourraient améliorer leur sécurité alimentaire en investissant dans les terres arables et les capacités de production des pays membres de l'OCI.⁸

⁸ Une discussion détaillée sur la Türkiye, le Nigeria et l'Indonésie est présentée à l'annexe IV.

7. Secteurs des mines et de la construction

7.1. Importance et tendances clés

Secteur minier

L'exploitation minière fait partie des activités de l'histoire qui ont évolué et se sont transformées pour refléter les avancées technologiques modernes, de sorte qu'elle est devenue fondamentale pour répondre aux besoins croissants de l'humanité. Le secteur minier est la principale source de toutes les matières premières, fournissant à l'humanité des métaux et d'autres éléments naturels essentiels à de nombreux dispositifs technologiques, notamment ceux liés à l'électronique. Par exemple, environ un quart de la masse d'un iPhone est constitué d'aluminium, tandis qu'environ 14 % est constitué de fer, avec de plus petites traces de cuivre, de zinc, d'or et d'autres éléments. On estime actuellement que l'industrie représente 1 à 2 % du PIB mondial, soit plus de 1 000 milliards de dollars américains (Islamic Development Bank, 2020f).

Le développement de l'industrie minière a le potentiel d'augmenter les taux d'emploi, d'attirer les investissements directs étrangers et de stimuler la croissance économique - en particulier dans les pays à faible revenu. En outre, l'intégration des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies dans la façon dont l'exploitation minière est menée peut créer des avantages immédiats et importants pour un large éventail de parties prenantes. En se concentrant stratégiquement sur les domaines clés où l'exploitation minière a une certaine influence, comme l'ODD 7 (énergie renouvelable), l'ODD 8 (emplois et croissance économique) et l'ODD 9 (innovation et infrastructure), il est possible d'obtenir un impact économique direct, tout en atténuant les effets indirects comme l'ODD 15 (vie sur terre). Le parc éolien et la centrale solaire hybrides hors réseau qui alimentent l'une des mines de fer de Mauritanie, par exemple, ont non seulement remédié au manque d'infrastructures électriques du pays et rendu la mine autosuffisante, mais ont également atténué une partie de l'empreinte carbone de l'exploitation tout en créant des emplois pour la communauté locale.

Construction

La construction est une activité inévitable dans l'existence humaine contemporaine et l'industrie est fortement corrélée aux autres secteurs, ainsi qu'à la croissance économique mondiale. Les perspectives du secteur sont positives, car la croissance démographique et la prospérité croissante poussent à la hausse la demande de logements, d'espaces de bureaux, de bâtiments de production, d'entrepôts et d'unités de distribution. En 2018, l'industrie mondiale de la construction a contribué à hauteur de 13 % au PIB mondial, avec une valeur estimée à 11 000 milliards de dollars américains et fournissant des emplois à près de 200 millions de personnes, et devrait atteindre une valeur totale de 17 000 milliards de dollars

américains, avec un taux de croissance d'environ 4 % par an, soit plus d'un point de pourcentage de plus que la croissance du PIB mondial.

Les plus grands marchés de la construction en 2018 étaient la Chine, les États-Unis et le Japon. Au cours de la prochaine décennie, la Chine devrait augmenter légèrement sa part, passant de 21 % du marché mondial en 2018 à 23 % en 2030. Une évolution similaire est attendue aux États-Unis, dont la part passera de 13 à 15 %. L'Inde se hissera probablement à la troisième place, faisant plus que doubler sa part de 4 à 9 % du marché mondial. L'Indonésie, un pays membre de l'OCI, devrait se hisser à la quatrième place avec 4 % du marché, alors qu'elle occupait la huitième place en 2018.

La contribution du secteur au PIB va bien au-delà de sa production directe sous forme de travaux de construction. Les investissements dans le secteur de la construction sont d'une importance capitale pour les pays en développement, où les projets immobiliers et d'infrastructure apportent non seulement des avantages significatifs à la vie des citoyens, mais améliorent également les perspectives commerciales du pays. Dans les économies matures, le développement de nouvelles zones commerciales et résidentielles et l'amélioration des infrastructures apportent également une contribution essentielle à la croissance économique.

En termes de segments, l'industrie de la construction peut être divisée en trois grandes catégories - les bâtiments résidentiels, les bâtiments non résidentiels et les infrastructures. Le segment non résidentiel est le plus important en termes de valeur de marché, représentant 36 % en 2018, suivi du segment résidentiel avec 34 % et des infrastructures avec 30 %. D'ici 2030, la plus forte croissance est attendue dans les segments non résidentiel et des infrastructures.

Les matériaux de construction et autres intrants de l'industrie de la construction représentent environ 40 % de l'industrie totale et valaient environ 4000 milliards de dollars américains à l'échelle mondiale en 2018. Le plus grand segment est le fer et l'acier, suivi du ciment, des produits céramiques et du verre.

L'industrie mondiale de l'extraction du fer, dont environ 90 % est utilisé comme matière première pour l'acier, valait environ 180 milliards de dollars américains en 2018. L'industrie de l'acier elle-même vaut 780 milliards de dollars américains dans le monde. Grâce à sa combinaison unique de résistance, de recyclabilité et de coût relativement faible, l'acier joue un rôle essentiel dans le secteur de la construction. Le type le plus vendu est l'acier au carbone, très polyvalent, qui représente environ 80 % de l'offre totale. La Chine est le premier pays producteur d'acier au monde, fournissant plus de la moitié de l'offre mondiale. Le pays est également le principal responsable de l'augmentation de la production d'acier brut, qui a presque doublé depuis 2000.

Principales tendances

Malgré l'impact du verrouillage de l'économie mondiale par la pandémie de coronavirus de 2020, avec des effets d'entraînement sur pratiquement tous les secteurs, les perspectives pour les secteurs de l'exploitation minière et de la construction restent solides à moyen et long terme après la récupération des effets à court terme de la pandémie. L'industrie de la construction a été durement touchée par le ralentissement économique induit par la pandémie, la construction résidentielle et non résidentielle étant immédiatement affectée par les difficultés rencontrées par les détaillants et les petites entreprises. La construction d'infrastructures a également ralenti, car la dette publique a augmenté face aux importantes dépenses liées à la récession. La demande de matériaux de construction tels que le ciment, le fer et l'acier, le verre et autres a été affectée. Les fermetures de mines ont entraîné des ruptures d'approvisionnement qui ont affecté de nombreux pays membres de l'OCI produisant des métaux tels que le nickel, l'aluminium, le manganèse, le zinc, le cobalt, le tungstène, le plomb, le cuivre, l'étain et les métaux des terres rares ; des métaux précieux (or, argent et platine) ; et des diamants.

Les secteurs de l'exploitation minière et de la construction sont responsables d'une grande partie de l'économie mondiale, représentant ensemble environ 15 % du PIB mondial annuel, pour un total d'environ 13 000 milliards de dollars américains. Au cours de la prochaine décennie, ces deux secteurs devraient être façonnés par diverses mégatendances allant de la croissance démographique et d'une plus grande sensibilisation à l'environnement aux progrès rapides de la technologie et de la numérisation. Ils finiront par remodeler à la fois la structure de la demande et la manière dont les entreprises créent de la valeur.

Inévitablement, les mégatendances vont non seulement engendrer des défis pour les pays, mais aussi ouvrir de nouvelles voies ou opportunités pour les parties prenantes tout au long de la chaîne de valeur. Dans de nombreux cas, les pays membres de l'OCI devront introduire des changements structurels en réponse : intégration verticale, déplacement de leur attention vers des segments à plus forte valeur ajoutée, développement de nouveaux modèles commerciaux, pour n'en citer que quelques-uns.

La croissance démographique entraîne une augmentation du nombre de personnes, ce qui accroît la demande de logements et de biens de consommation, ainsi que d'articles augmentés tels que les batteries à base de nickel, l'électronique à base de cuivre et les infrastructures à base d'acier. À son tour, la demande accrue se traduit par une augmentation significative de l'investissement global en capital dans les installations de fabrication. Les pays membres de l'OCI représentent environ un quart de la population mondiale et environ 44 % de la croissance prévue. Pour mettre ces chiffres en contexte, pour chaque personne supplémentaire dans les pays développés, environ 60 autres viendront des pays en développement.

L'urbanisation croissante, on prévoit qu'environ 60 % de la population mondiale vivra dans des villes d'ici à 2030, contre 56 % aujourd'hui. Les villes n'occupent que 3 % de la surface de la Terre mais représentent 60 à 80 % de la consommation d'énergie et au moins 70 % des émissions de carbone. Elles produisent également plus des trois quarts du PIB mondial. Le développement durable exige une transformation de l'approvisionnement en matières premières nécessaires aux espaces urbains et une refonte du processus de construction. Les villes en croissance rapide ont besoin d'infrastructures adéquates, ce qui exerce une pression sur le secteur de la construction. Dans le même temps, l'augmentation du niveau des services de base - l'accès à l'eau potable et une alimentation électrique fiable, par exemple - nécessite davantage de minéraux et de matériaux de construction. À l'avenir, le besoin croissant de mobilité urbaine et intra-urbaine entraînera également une augmentation de la demande de véhicules électriques, de trains, d'avions et, à terme, de drones, ce qui entraînera un besoin accru de métaux.

Une sensibilisation croissante à l'environnement, même si les scientifiques s'accordent à dire que l'activité humaine est un facteur majeur du changement climatique, les impacts varient. En Afrique, la pénurie d'eau douce devrait s'accroître, tandis qu'en Océanie, l'ampleur et la fréquence des catastrophes naturelles devraient augmenter. Une sensibilisation croissante à l'environnement, une législation plus stricte et une application plus efficace sont susceptibles d'avoir un fort impact sur les industries minières et de la construction. En outre, la prolifération des effets négatifs des activités industrielles sur l'environnement peut également provoquer des troubles sociaux, qui peuvent servir de catalyseur au changement. Les consommateurs s'orientent vers un comportement de consommation durable en raison d'une sensibilisation accrue à l'environnement. De même, les entreprises sont confrontées à une pression accrue des autorités pour optimiser l'empreinte environnementale. Sous l'impulsion d'incitations économiques (par exemple, l'acier est plus rentable à recycler), l'augmentation des taux de recyclage fera évoluer l'équilibre de la création de valeur vers le traitement plutôt que l'extraction, dans le secteur minier. Dans le secteur de la construction, les améliorations de l'efficacité énergétique peuvent diversifier davantage les sources de revenus et contribuer à la croissance du secteur.

Les changements dans le comportement des consommateurs influencent les industries minières et de la construction : l'augmentation du pouvoir d'achat nécessite un apport plus important de minéraux pour la fabrication de produits électroniques et de biens durables, tandis que les modèles commerciaux durables déplacent le potentiel de valeur vers la transformation et la remise à neuf. Au niveau mondial, les dépenses ajustées par habitant ont augmenté de plus de 30 % au cours de la dernière décennie. Une partie de ces dépenses est de plus en plus orientée vers l'électronique. En outre, la prévalence des modèles d'économie de partage pour le transport urbain augmente la demande de véhicules électriques (voitures électriques, scooters électriques et vélos électriques). Tout cela nécessite davantage de minéraux tels que le nickel pour les batteries, le cuivre pour les fils et les enroulements des moteurs, l'aluminium pour les éléments structurels.

Les progrès de la technologie et de la numérisation imprègnent de plus en plus tous les aspects de la vie dans le monde entier. D'ici 2030, les trois quarts de la population mondiale devraient être connectés à l'internet, contre la moitié seulement aujourd'hui. Les technologies d'accès en déplacement, telles que les tablettes et les smartphones, ne feront qu'accentuer cette tendance.

Pour les secteurs de l'exploitation minière et de la construction, cela signifie une plus grande transparence et un accès quasi ininterrompu à des informations clés sur place, comme la localisation GPS des mineurs. La connectivité facilite également une plus grande mobilité de la main-d'œuvre, car les travailleurs de la construction des pays en développement sont informés des possibilités d'emploi dans les pays plus développés qui connaissent une pénurie de main-d'œuvre, par exemple. Ainsi, la numérisation est en train de modifier le tissu des processus d'affaires dans l'exploitation minière et la construction, comme dans de nombreuses autres industries. À l'heure actuelle, dans la plupart des économies développées, l'exploitation minière implique une coordination complexe entre les machines et les opérateurs humains, mais les humains sont toujours en charge. Les progrès de la technologie et de la numérisation signifient que les décisions seront de plus en plus prises automatiquement à l'aide d'une intelligence artificielle basée sur des algorithmes de données, ce qui remodèle fondamentalement les opérations.

7.2. Situation actuelle

L'extraction minérale est l'épine dorsale des économies de nombreux pays membres de l'OCI. Comprendre la position actuelle des pays membres de l'OCI sur les chaînes de valeur mondiales pour les matériaux est pertinent pour générer des idées afin de guider la voie à suivre. L'Indonésie et le Kazakhstan jouissent d'une importance mondiale dans la production de certains matériaux (c'est-à-dire l'or, le cuivre et l'étain), tandis que de nombreux autres pays membres de l'OCI opèrent à plus petite échelle avec moins de minéraux mais dans de nombreux cas avec une grande importance nationale (c'est-à-dire le Gabon avec le manganèse ou la Guinée avec la bauxite). Dans l'ensemble, les pays membres de l'OCI ont une dotation dominante en nickel, aluminium, étain, manganèse et or, représentant entre un cinquième et un quart de la production mondiale de chacun de ces métaux. Toutefois, il existe un déséquilibre général, de nombreux pays membres de l'OCI se concentrant davantage sur l'exploitation minière et moins sur la transformation. L'or est le minéral le plus important dans les pays de l'OCI en raison de sa production répandue et de sa valeur élevée, représentant environ 20 % de la production mondiale - l'or est le principal moteur économique dans des pays comme le Burkina Faso, le Togo, le Suriname et le Mali. L'Indonésie est le premier producteur mondial de nickel, représentant un quart de l'offre mondiale mais seulement 13 % du marché de la transformation. En 2020, l'Indonésie a rétabli l'interdiction d'exporter du minerai de nickel, dans le but de développer davantage la transformation nationale.

Les pays membres de l'OCI représentent ensemble environ 26 % de la production minière mondiale de nickel. L'Indonésie elle-même représente 25 % de la production mondiale. Le deuxième acteur de la région de l'OCI est la Türkiye, qui se classe au 21e rang mondial. Les pays membres de l'OCI abritent un peu moins d'un quart des réserves mondiales de nickel. En janvier 2020, l'Indonésie a réintroduit son interdiction d'exporter du nickel, introduite pour la première fois en 2014. L'objectif de cette interdiction est de soutenir les installations de transformation du pays. Son introduction initiale en 2014 a entraîné la perte d'environ 30 000 emplois dans l'industrie minière du pays, mais aussi la création de neuf nouvelles installations de fusion, générant à leur tour 17 500 nouveaux emplois avec des niveaux de compétences plus élevés et une plus grande stabilité perçue. L'impact de l'interdiction initiale a été significatif, faisant passer la création de valeur nationale de 1,1 milliard de dollars d'exportations à 1,5 milliard de dollars.

Ils ne disposent pas des capacités nécessaires (usines, machines, infrastructures) et exportent donc des minerais métalliques pour les transformer. Dans la trajectoire des chaînes de valeur mondiales, la transformation est là où une grande partie de la valeur ajoutée a lieu - ce qui signifie que les pays membres de l'OCI ne profitent pas actuellement des avantages importants qui découlent de la transformation. Par exemple, la Guinée est l'un des principaux producteurs mondiaux de bauxite, essentielle à la production d'aluminium, mais elle dispose d'installations de transformation très limitées. Cependant, le fait d'avoir plus de capacité d'extraction que de capacité de traitement n'est pas nécessairement un problème pour tous les matériaux. Pour les métaux précieux, les diamants, le cuivre et le zinc, le marché de la production est en fait environ trois fois plus important que celui de la transformation.

Si le développement de la capacité de traitement est effectivement un thème récurrent pour la plupart des pays membres de l'OCI, d'autres opportunités existent également. L'Indonésie, par exemple, est en train de développer plusieurs installations de traitement des minerais et est maintenant bien placée pour se développer davantage en aval. En reconnaissant l'importance stratégique du nickel et en exploitant les vastes réserves du pays, l'Indonésie pourrait se lancer dans le segment de la fabrication et en tirer des avantages supplémentaires en termes de valeur ajoutée. Les progrès dans cette direction sont déjà évidents avec des capacités de production de batteries au lithium qui devraient débiter d'ici 2023.

La Türkiye est le quatrième plus grand producteur de ciment au monde, avec une production annuelle totale de 84 millions de tonnes. Les autres principaux pays membres de l'OCI sont l'Indonésie et l'Égypte, classés respectivement sixième et dixième, suivis de près par l'Iran et l'Arabie saoudite. La consommation de ciment par habitant dans la région africaine, avec une consommation annuelle moyenne d'environ 120 kilogrammes par habitant en Afrique occidentale, est bien inférieure à la moyenne mondiale de 520 kilogrammes. En revanche, les pays du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud-Est, comme l'Indonésie, connaissent une croissance supérieure à la moyenne en raison de l'augmentation du PIB et de la croissance

démographique, ce qui nécessite des projets de construction résidentielle et non résidentielle.

Bien que la situation varie selon les pays, à court terme, l'industrie sera caractérisée par une surcapacité mondiale. Cette tendance affectera également les pays membres de l'OCI : L'Arabie saoudite, par exemple, présente actuellement une surcapacité d'environ 40 % en raison de l'expansion des acteurs établis. Néanmoins, la production de ciment reste une activité très localisée et peut potentiellement faire partie de l'ossature industrielle de la plupart des pays membres de l'OCI, contribuant ainsi à la création d'emplois qualifiés

La diversification vers d'autres métaux pour la production de piles (par exemple, le nickel) pourrait également s'avérer très bénéfique. Le recyclage présente également une opportunité intéressante pour les pays membres de l'OCI qui se concentrent actuellement sur l'extraction. Avec des investissements appropriés, les nations individuelles pourront développer leur capacité de traitement et entrer dans le segment croissant du recyclage - à condition, bien sûr, qu'elles puissent atteindre la masse critique nécessaire pour que cela soit économiquement faisable.

Le recyclage est une question majeure dans l'industrie minière, et son importance est appelée à croître au cours de la prochaine décennie et au-delà. La plupart des métaux sont recyclables à l'infini, avec des gains énergétiques importants dans le processus. Par exemple, le recyclage de l'aluminium génère environ 95 % d'économies d'énergie par rapport à son extraction et à son traitement. Cependant, les différents minéraux sont recyclés à des taux différents selon les pays. Ce fait, combiné à la demande croissante des consommateurs pour les minéraux en général, signifie que même si le recyclage devient plus important, l'extraction des minéraux ne devrait pas diminuer de sitôt.

L'exploitation minière est très répandue dans les pays membres de l'OCI, mais il existe encore des possibilités de développement de l'extraction qui pourraient attirer les investisseurs. Dans le cas de l'aluminium, par exemple, le ratio actuel réserves/production dans les pays membres de l'OCI indique que les réserves minérales sont encore sous-exploitées. La réalisation de cette analyse sur la Guinée, par exemple, montre que la production aux niveaux actuels peut se poursuivre pendant encore environ 150 ans. En revanche, les réserves de nickel et de manganèse actuellement identifiées sont importantes, mais la durabilité à long terme doit être prise en compte lors de la planification de la production.

Pour la construction, les pays membres de l'OCI sont relativement forts en matière de ciment, produisant environ 12 % de la production mondiale et générant un excédent commercial de 180 millions de dollars américains en 2018. Cependant, pour d'autres matériaux de construction, tels que le verre et l'acier, les pays membres de l'OCI souffrent d'un déficit commercial d'environ 2,6 milliards de dollars, ce qui indique un manque de capacité à satisfaire la demande intérieure. Dans de nombreux pays membres de l'OCI, la capacité de

transformation de certains matériaux de construction est beaucoup plus développée que celle de l'exploitation minière. Certains pays se concentrent exclusivement sur la transformation, pour laquelle ils importent des matières premières. Par exemple, dans l'industrie du fer et de l'acier, l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont une participation limitée dans l'extraction, avec des niveaux insignifiants de production de minerai de fer, mais sont forts dans la transformation. En revanche, la Türkiye et l'Iran sont actifs aux deux extrémités du spectre, tant dans l'extraction que dans la transformation, ce qui démontre un fort potentiel de développement dans chacun de ces secteurs. Les pays membres de l'OCI produisent 12% du ciment mondial, tous les pays sauf quatre ayant une capacité de production.

Les perspectives globales des industries minières et de la construction dans les pays membres de l'OCI sont positives et il existe d'importantes opportunités d'investissement. Ainsi, les capacités d'extraction et de transformation pourraient être développées de manière sélective et durable. La tâche des pays eux-mêmes est maintenant de créer un environnement attractif pour que les acteurs externes s'engagent dans les industries locales. Ils peuvent le faire en introduisant des incitations pour les investissements directs étrangers (IDE), en facilitant la collaboration entre les parties prenantes nationales et les investisseurs externes, et en garantissant un environnement réglementaire favorable basé sur les meilleures pratiques internationales. Les parties prenantes des secteurs de l'exploitation minière et de la construction devraient mettre l'accent sur le développement durable, en donnant la priorité aux objectifs de développement durable des Nations Unies.

Sur le total des réserves mondiales prouvées de minerai de fer, environ 17 % se trouvent dans les pays membres de l'OCI, la Sierra Leone occupant la quatrième place mondiale selon les dernières estimations. Actuellement, l'Iran est le seul pays membre de l'OCI à figurer dans la liste des 10 premiers pays du monde en matière d'extraction du minerai de fer, avec environ 2 % de la production, suivi du Kazakhstan, classé 11ème. La Mauritanie, la Türkiye et la Sierra Leone produisent toutes moins de 1 % de la production mondiale, et le volume total de production des pays membres de l'OCI est d'environ 5 %. En termes de production d'acier, parmi les pays membres de l'OCI, seule la Türkiye apparaît dans le top 10 du classement mondial, à la 9ème place, avec l'Iran à la 11ème place.

Les pays membres de l'OCI représentent environ 30 % des réserves mondiales de bauxite mais sont moins forts en termes de production d'aluminium. La Guinée possède les plus grandes réserves de bauxite du monde, tandis que le Moyen-Orient gagne en importance dans la transformation. Sur les réserves prouvées de bauxite estimées à plus de 30 000 millions de tonnes, les pays membres de l'OCI représentent environ 30 %. La Guinée est en tête, avec des volumes prouvés de 7400 millions de tonnes de minerai de bauxite, soit environ un quart des réserves mondiales, tandis que l'Indonésie possède également des réserves importantes d'environ 1200 millions de tonnes.

7.3. Principaux défis

Les secteurs de l'exploitation minière et de la construction dans les pays membres de l'OCI présentent des défis dans quatre domaines principaux.

- I) **Le capital physique inadéquat** est prédominant, ce qui se traduit par une mécanisation limitée, un défi pour les exploitations minières artisanales et les opérations de matériaux de construction de fortune, qui souffrent souvent de mauvaises conditions de santé et de sécurité pour les travailleurs. De nombreux pays membres de l'OCI disposent d'une technologie dépassée ou inefficace par rapport aux économies plus développées, ce qui entraîne d'importants écarts de productivité et une perte de valeur. La capacité de transformation limitée est également un problème, ce qui conduit de nombreux pays à se concentrer sur l'exportation de matières premières plutôt que de les transformer sur place, avec une perte de valeur conséquente. Enfin, de nombreux pays membres de l'OCI souffrent également d'infrastructures médiocres, telles que des réseaux électriques peu fiables et un accès limité aux centres de transport, qui entravent l'efficacité des opérations.
- II) **La faiblesse du capital humain** est un défi majeur, qu'il faut beaucoup de temps pour résoudre. De nombreux pays membres de l'OCI souffrent d'un manque d'opportunités d'emploi pour les travailleurs locaux, conséquence de l'automatisation croissante et de l'expansion démographique. En outre, les travailleurs n'ont ni le temps ni les compétences nécessaires pour passer aux nouvelles technologies. Ce problème d'analphabétisme technologique a des répercussions sur le développement futur des industries dans de nombreuses régions.
- III) **Des capitaux d'investissement insuffisants** pour financer des initiatives clés telles que la modernisation des équipements de production ou le recyclage de la main-d'œuvre. Certains pays membres de l'OCI sont confrontés à des problèmes de conditions-cadres de base telles qu'une gouvernance et une réglementation stables, qui permettent en fin de compte aux investisseurs de prévoir les rendements attendus à moyen et long terme. La stabilité est particulièrement importante pour l'exploitation minière et la construction, qui sont des industries à forte intensité de capital avec des périodes de récupération de plusieurs années.
- IV) **Une durabilité à long terme incertaine**, d'où un lien fragile entre l'exploitation des ressources naturelles et l'extraction d'une valeur ajoutée suffisante pour les investisseurs, tout en permettant aux communautés locales d'améliorer leur niveau de vie sans impact environnemental négatif. Dans le secteur minier, cela signifie qu'il faut privilégier les pratiques bénéfiques pour l'environnement - comme l'extraction d'or sans cyanure - par rapport à la rentabilité à court terme. Dans le secteur de la construction, le principal défi consiste à contrôler la quantité de déchets générés tout au long du cycle de vie de la construction, ainsi que l'efficacité énergétique

globale des phases de traitement des matériaux. Assurer la durabilité à long terme signifie également garantir des gains directs non seulement pour les actionnaires, mais aussi pour les communautés locales dans lesquelles ils opèrent. Dans le secteur minier, cela donne lieu à des "contrats sociaux" entre les opérateurs miniers et les communautés ou le gouvernement, en vertu desquels les entreprises sont censées transférer une plus grande partie de la valeur générée aux régions locales.

7.4 Opportunités d'investissement

Il existe 18 aspects clés des potentiels de la chaîne de valeur mondiale qui sont associés à des opportunités, des défis et des risques au sein des industries minières et de la construction à différents niveaux. Cependant, cinq d'entre eux sont stratégiques pour les pays membres de l'OCI en termes de priorités et d'opportunités d'investissement, notamment le ciment, le fer et l'acier, l'or, l'aluminium et le nickel. Chacun d'entre eux est analysé afin de mettre en lumière les problèmes et les défis.

Le **ciment**, qui est un matériau de base pour les trois secteurs de la construction (résidentiel, non résidentiel et infrastructure), est une attraction commune pour les investisseurs. Le marché mondial du ciment était estimé à 310 milliards de dollars américains en 2018, avec environ 160 pays impliqués dans la production. L'industrie a une affinité régionale importante pour la production et le marché, car le transport du ciment sur de longues distances serait trop coûteux pour être rentable. La chaîne de valeur mondiale offre de nombreuses opportunités de développement en raison de l'abondante disponibilité locale des intrants, combinée à la consommation croissante de ciment dans de nombreux pays membres de l'OCI.

L'**acier** est le matériau de construction le plus précieux. En 2018, la valeur du marché était estimée à 780 milliards de dollars américains, ce qui signifie qu'il représentait environ deux tiers du secteur minier mondial. Le fer et l'acier constituent également un pont entre l'industrie minière et le secteur de la construction, car il englobe l'extraction des minerais de fer et les multiples phases de traitement nécessaires à la production d'acier.

En termes de minéraux, l'**aluminium**, avec 180 milliards de dollars américains, et l'**or**, avec 170 milliards de dollars américains, représentent les plus grands marchés. L'**or** est le minéral le plus important pour les pays de l'OCI, à la fois en raison de sa valeur élevée et du fait qu'il est largement exploité. Les pays membres de l'OCI disposent également d'importantes réserves d'or et de bauxite (le principal minerai contenant de l'aluminium), ce sont donc les deux domaines présentant un potentiel durable à long terme.

Bien que la valeur marchande annuelle du **nickel** soit de 30 milliards de dollars, l'industrie est intéressante car elle est susceptible de se développer de manière dynamique d'ici 2030 et au-delà. Le nickel est utilisé dans la production de batteries pour les véhicules électriques, un secteur qui va connaître une croissance rapide. Les batteries devraient représenter jusqu'à 30

% de la demande totale de nickel d'ici 2030, contre seulement 5 % aujourd'hui. Les investisseurs doivent noter que les pays membres de l'OCI occupent une position forte sur le marché mondial du nickel, puisqu'ils représentent environ un quart de l'offre mondiale.

Dans le secteur minier, deux grandes tendances sont susceptibles de stimuler la demande. L'utilisation croissante de l'électronique construite autour de l'Internet des objets (IoT), et l'expansion de l'e-mobilité et des énergies renouvelables. La tendance à intégrer de plus en plus d'électronique dans les produits manufacturés devrait s'accélérer, sous l'impulsion de ce que l'on appelle "l'industrie 4.0" - la quatrième révolution de la fabrication, qui implique l'utilisation de systèmes intelligents interconnectés, l'apprentissage automatique, l'analyse avancée, la réalité augmentée, l'intelligence artificielle, etc. La connectivité accrue offerte par la technologie 5G, par exemple, nécessite des métaux à faible résistance électrique.

Avec l'urbanisation et la tendance aux "maisons intelligentes", l'électronique sera intégrée dans un éventail toujours plus large d'articles. Les essais ont déjà commencé sur une série d'initiatives testées qui visent à résoudre les problèmes quotidiens de la vie urbaine, tels que les embouteillages, la pollution, la criminalité et le coût élevé de la vie. Le champ d'application de ces solutions devrait s'étendre au cours de la prochaine décennie et au-delà. "Les wearables" - dispositifs électroniques intégrés à des vêtements ou portés directement sur le corps - constituent un autre domaine de croissance. Ce segment a plus ou moins doublé de taille entre 2018 et 2019, passant d'environ 180 millions d'unités expédiées à plus de 300 millions, soit une augmentation de plus de 70 %. Aujourd'hui, une smartwatch ou un bracelet intelligent est vendu pour 10 smartphones. Les appareils électroniques intelligents deviennent omniprésents dans l'activité humaine et font de plus en plus partie du tissu de nos vies.

En outre, les experts du secteur prévoient des changements majeurs dans la consommation liée à l'e-mobilité et aux énergies renouvelables. Ces évolutions entraîneront une demande de stockage de l'électricité, c'est-à-dire de batteries, qui nécessitera à son tour une production accrue de métaux tels que le cobalt, le cuivre, le nickel et les éléments de terres rares. Les véhicules électriques nécessitent deux à quatre fois plus de cuivre et dix fois plus de nickel par véhicule que les véhicules à combustion interne classiques, tout en exigeant une quantité nettement supérieure de cobalt, soit environ neuf kilogrammes par véhicule. D'ici 2030, plus de 20 millions de nouveaux véhicules électriques devraient être immatriculés chaque année dans le monde. Cela signifie qu'il faudra 20 fois plus de capacité de batterie chaque année pour le seul secteur des transports - sans parler de l'importante capacité supplémentaire requise pour le stockage d'énergie hybride à grande échelle et les énergies renouvelables.

Deux tendances majeures devraient influencer de manière significative l'orientation et les pratiques de l'industrie de la construction au cours de la prochaine décennie : une plus grande prévalence des composants préfabriqués, ainsi qu'un accent croissant sur l'efficacité

énergétique des bâtiments et la fabrication des matériaux de construction. La préfabrication désigne l'assemblage de composants, allant de pièces individuelles à des pièces de bâtiment complètes, en usine plutôt que sur site. Ces sections "préfabriquées" sont ensuite transportées sur le site de construction, où elles sont assemblées et empilées. Les promoteurs sont confrontés à une pression croissante sur la productivité, les clients exigeant une efficacité accrue et des délais de développement plus courts. La tendance est donc aux structures modulaires, qui permettent de gagner 30 à 50 % de temps par rapport à l'approche traditionnelle consistant à construire à partir de matériaux bruts. L'utilisation de sections préfabriquées accroît également la sécurité sur le lieu de travail.

En conséquence, le marché de la préfabrication devrait croître à un taux annuel d'environ 10 milliards de dollars américains - soit un TCAC de 6 à 7 % - d'ici 2025. Dans le même temps, les clients, les régulateurs et les promoteurs eux-mêmes se concentrent de plus en plus sur l'efficacité énergétique tout au long du cycle de vie des bâtiments. Ce sujet a dernièrement suscité l'intérêt de toutes les parties prenantes en raison de la tendance générale à accroître la sensibilisation à l'environnement. À l'échelle mondiale, on estime que les constructions sont responsables de 40 % de la consommation d'énergie (dont les bâtiments résidentiels représentent environ 70 %) et de plus d'un tiers des émissions mondiales de CO₂. Dans le cas des immeubles résidentiels, la consommation d'énergie dépend largement du nombre de personnes vivant dans l'immeuble et de sa surface totale, les principales améliorations étant apportées au chauffage, à l'éclairage et à la cuisine.

Pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le changement climatique, les immeubles devront consommer environ 30 % d'énergie en moins par mètre carré d'ici à 2030. Dans le cadre de l'industrie, cela signifie qu'il faudra mettre davantage l'accent sur l'efficacité énergétique dans les rénovations et les nouvelles constructions, et que les promoteurs devront tenir compte de l'empreinte environnementale des immeubles tout au long de leur durée de vie.

Environ 35 des 57 pays membres de l'OCI ont des ressources minérales relativement limitées ou inexistantes. Toutefois, nombre d'entre eux ne disposent toujours pas de données complètes sur les ressources, telles qu'une analyse à l'échelle nationale indiquant les minéraux qu'ils possèdent. Une analyse avancée peut aider à donner un sens à des données complexes, telles que des données satellitaires multispectrales superposées ou les résultats de l'imagerie de la Terre profonde, qui combine l'imagerie sismique et électromagnétique avec des techniques avancées de traitement des données.

L'automatisation et la robotique sont des innovations qui comprennent les véhicules autonomes, les machines télécommandées et les équipements robotisés. Ce ne sont que quelques exemples d'innovations qui révolutionnent l'industrie minière. Par exemple, la mine d'or de Syama, au Mali, est l'une des premières mines au monde à utiliser des camions, des chargeurs robotisés et des foreuses entièrement autonomes. Les opérateurs font état

d'avantages mesurables découlant de la mise en œuvre de ces nouvelles technologies, notamment une productivité accrue, une réduction des coûts de maintenance et une prolongation de la durée de vie des machines. Des progrès sont réalisés en matière d'équipements terrestres, souterrains et aériens.

Les énergies renouvelables ont donné lieu à des problèmes tels que l'augmentation du coût de l'énergie provenant de sources conventionnelles, les surtensions et les interruptions de l'approvisionnement dues à une mauvaise infrastructure et à la volatilité de la demande, qui ouvrent la voie à un développement accru des énergies renouvelables. Cette tendance est renforcée par une pression environnementale croissante sur les opérateurs miniers. De nombreux pays membres de l'OCI sont situés dans des zones à forte irradiation solaire et disposent donc d'un potentiel important pour intégrer le photovoltaïque dans le mix de production énergétique de leurs sites miniers. Au Burkina Faso, par exemple, plusieurs investissements dans l'énergie solaire sont en cours, afin de réduire la dépendance des mines vis-à-vis des générateurs à moteur diesel. Un autre avantage du développement des centrales solaires est que les communautés locales peuvent bénéficier d'une partie de l'énergie produite, ou l'utiliser entièrement après la fermeture de la mine, améliorant ainsi la qualité de vie dans les zones proches des sites miniers.

Une gestion environnementale innovante dans des domaines tels que le traitement des déchets, les émissions atmosphériques et la contamination de l'eau peut réduire sensiblement les incidences négatives sur l'environnement. Les innovations portent sur trois aspects principaux : le stockage/séquestration, la conversion (par exemple, la transformation des déchets en énergie) et la valorisation. Par ailleurs, la baisse du coût des batteries des véhicules et équipements miniers pourrait entraîner des améliorations substantielles de la qualité de l'air dans les mines. Enfin, les camions de transport électriques génèrent également 95 % d'émissions de carbone en moins. Les experts du secteur prévoient de nouvelles avancées scientifiques dans le domaine des sciences moléculaires et de la bio-ingénierie. Par exemple, des expériences ont montré que des bactéries spécialisées peuvent être utilisées pour récupérer les minéraux des déchets de cuivre.

Les applications de la réalité augmentée et virtuelle peuvent être efficaces pour de nombreux pays membres de l'OCI qui connaissent des déficits de compétences de la main-d'œuvre dans l'utilisation des nouvelles technologies. Les opérateurs peuvent simplement suivre les instructions du logiciel tout en effectuant des opérations réelles et, si nécessaire, ils peuvent accéder virtuellement à une assistance humaine spécialisée. Les avantages pour les pays membres de l'OCI peuvent aller bien au-delà d'opérations de maintenance plus efficaces. La simulation de situations potentiellement mortelles, telles que le placement et la détonation de charges explosives, peut réduire les taux d'erreur et accroître la sécurité globale. Les mineurs sont alors en mesure d'observer comment l'environnement de la mine réagira à leurs actions, vu que les erreurs potentielles sont identifiées et traitées individuellement. La

préparation des mineurs peut également permettre de réaliser des économies importantes en termes de coûts de nettoyage et de retards de production.

De nombreuses exploitations minières, en particulier en Afrique, sont situées dans des zones éloignées et dépendent donc de l'énergie fournie par des solutions de production sur site, telles que les générateurs diesel. Ces générateurs produisent plus de 1000 tonnes de CO₂ par an pour chaque MW installé, soit l'équivalent d'une personne faisant 250 fois le tour du monde en avion sans escale. À cela s'ajoute l'empreinte environnementale de la logistique associée et la complexité du transport du carburant.

Comme de nombreux pays membres de l'OCI sont situés dans des régions à forte irradiation solaire, la mise en œuvre de la technologie photovoltaïque - l'énergie solaire - est une solution évidente. Déjà, des États d'Afrique de l'Ouest comme le Mali et le Burkina Faso, par exemple, ont vu de nombreuses centrales solaires planifiées et mises en service récemment. En plus de ses avantages environnementaux, la technologie photovoltaïque est économiquement intéressante. Elle offre des taux de rendement d'environ 20 % et des réductions des coûts d'exploitation pouvant atteindre 40 %, en fonction du bouquet énergétique existant. L'impact social ne doit pas non plus être sous-estimé. Les centrales solaires disposent généralement d'un « permis social d'exploitation », en vertu duquel les exploitants miniers sont censés soutenir les communautés locales en échange des droits d'extraction des minéraux. Ceci suppose d'employer de la main-d'œuvre locale - 75 à 100 travailleurs locaux pendant la phase de construction et 40 autres prévus pour la phase d'exploitation, comme dans le cas de la centrale solaire de 15 MWp de la mine d'or à ciel ouvert d'Essakane au Burkina Faso. Il s'agit également de produire de l'électricité à faible coût pour les communautés locales après la fermeture du site, comme dans le cas de la mine d'or de Luolo.

Étant donné la dépendance inhérente à la lumière du jour associée aux centrales solaires, la capacité à fonctionner 24 heures sur 24 pourrait poser problème. Comme solution, ces centrales peuvent être installées en combinaison avec des générateurs conventionnels, formant ce qu'on appelle des centrales hybrides. Toutefois, pour profiter pleinement des avantages de la production d'énergie durable, le choix de la capacité de stockage des batteries pourrait être une alternative.

Les pays membres de l'OCI doivent tirer parti des opportunités en construisant des infrastructures énergétiques en réseau pour les sociétés minières dans le cadre d'accords d'achat d'électricité (AAE), si le financement est disponible. Cette approche réduit le risque des investissements à forte intensité de capital en garantissant les achats d'énergie pour de plus longues périodes, tout en générant des bénéfices relativement tôt. Par exemple, une centrale solaire de 5 MWp a été mise en service à la mine d'or de Rosebel, au Suriname, après que l'exploitant de la mine a conclu un contrat d'achat d'électricité de dix à quinze ans, le seuil de rentabilité n'étant prévu qu'après cinq à sept ans. L'énergie solaire peut également constituer une solution viable pour les sociétés minières confrontées à des réseaux

électriques très peu développés et peu fiables. L'investissement dans des centrales solaires peut assurer l'indépendance énergétique tout en réduisant les coûts d'exploitation.

L'industrie de la construction est déterminée par les tendances démographiques. La population urbaine mondiale augmentant de 200 000 personnes par jour, le besoin de nouveaux logements pour accueillir ces nouveaux citoyens est évident. Cependant, l'expansion des villes du monde nécessite également le développement de nouvelles infrastructures sociales, de transport et de services publics pour les soutenir. Historiquement, le secteur de la construction a été lent à adopter et à mettre en œuvre les nouvelles technologies dans le passé, à la traîne de nombreuses autres industries mondiales. Cela est dû en partie à sa nature fragmentée, basée sur des projets. En conséquence, la productivité du secteur est restée largement inchangée depuis plusieurs décennies.

Confrontée à un retard dans l'adoption des nouvelles technologies, l'industrie prend des mesures audacieuses pour l'avenir, avec plus de 10 milliards de dollars investis dans les nouvelles technologies au cours de la dernière décennie. Les objectifs clés s'articulent autour de la réduction des coûts de construction et de l'amélioration de l'efficacité des ressources. Cinq dimensions clés dans lesquelles l'industrie innove revêtent une importance particulière pour les pays membres de l'OCI. Il s'agit de domaines dans lesquels la transformation commence déjà à se produire et se développera rapidement à l'avenir : la production intelligente, l'augmentation de la main-d'œuvre, les matériaux intelligents, les sites de construction connectés, ainsi que les carburants de substitution et la production d'énergie à faible émission.

« La production intelligente », telle que la fabrication préfabriquée (par exemple, des assemblages hors site et prêts à l'emploi), l'utilisation accrue de la robotique (par exemple, des drones autonomes) et les nouvelles techniques de fabrication (par exemple, l'impression 3D). Marriott International a utilisé une approche de construction modulaire dans un projet récent, par exemple, en produisant plus de 600 chambres d'hôtel hors site en Pologne et en les expédiant sur le site de construction à Londres. La réduction du travail sur site qui en résultait est estimée à 80-90 %. L'impression 3D est une autre technique innovante de production intelligente. Parmi les pays membres de l'OCI, l'Arabie saoudite est un pionnier dans ce domaine. Au début de 2019, elle a acquis la plus grande imprimante de construction 3D au monde dans le but de produire des maisons en série.

De nombreux pays de l'OCI sont confrontés à une pénurie de logements et d'infrastructures connexes, avec une pression supplémentaire due à une croissance démographique rapide. Les pays membres de l'OCI devraient afficher une croissance de la construction supérieure à la moyenne du secteur d'ici 2030. Une conséquence évidente sera l'augmentation du nombre de bâtiments, tant commerciaux que résidentiels. Une implication moins évidente est l'impact que ces volumes accrus auront sur les autorités locales, qui sont chargées de fournir aux entreprises de construction les permis nécessaires et assurer leur conformité. En outre, à mesure que la technologie est intégrée dans toutes les constructions, la complexité de

l'intégration des fournisseurs augmente de manière exponentielle. Il est important que les pays membres de l'OCI tirent parti de la technologie d'impression 3D dans le domaine de la construction, qui offre de nombreux avantages, notamment une réduction des coûts de propriété et une accélération des délais de développement. En conséquence, les logements deviennent plus abordables et plus accessibles pour les populations locales - un avantage social important. Pour les pays en développement, y compris les pays membres de l'OCI, l'impression 3D peut aider à surmonter certains des obstacles inhérents aux infrastructures. En outre, étant donné sa relative simplicité, cette technologie à venir peut être adoptée par des acteurs plus petits et plus régionaux avec une relative facilité. En outre, la composante "numérique" facilite grandement le suivi et l'optimisation des processus, tout en permettant aux parties prenantes d'accéder aux données en temps réel, ce qui favorise la collaboration.

L'Arabie saoudite prévoit de construire plus de 1,5 million d'unités résidentielles d'ici 2030. Dans le cadre de cet effort, il a lancé l'initiative de stimulation de la technologie du bâtiment, qui vise à augmenter l'offre nationale de matériaux de construction à 70 % et à réduire les coûts de construction de 5 à 20 %, tout en maintenant les délais de construction à moins de 90 jours. Ce faisant, le pays espère fournir aux ressortissants saoudiens environ 7000 emplois directs et indirects dans le secteur de la construction. Une partie du plan consiste à mettre en œuvre une technologie d'impression 3D innovante, qui offre des avantages considérables par rapport aux méthodes de construction traditionnelles. En 2018, le gouvernement saoudien a mené un projet pilote de construction d'une maison de 80 mètres carrés par impression 3D. En conséquence, les quelque 50 éléments structurels étaient prêts en une semaine et la maison entière était entièrement terminée (y compris le toit, les fenêtres, le chauffage, la ventilation, l'électricité et la plomberie) à la cinquième semaine.

Les économies de coûts et de temps offertes par la technologie 3D, surtout lorsqu'elle est combinée à d'autres innovations sur site, se situent entre 20 et 25 %. Pour quatre ou cinq maisons construites selon les méthodes traditionnelles, la nouvelle technologie permet de construire une maison supplémentaire pour le même coût total et dans le même délai. Suivant l'exemple du gouvernement, le secteur privé saoudien a également commencé à investir massivement dans la technologie d'impression 3D. Au début de l'année dernière, une entreprise de construction saoudienne a acheté l'une des plus grandes imprimantes de construction 3D au monde, capable de produire des bâtiments de neuf mètres de haut. Une grande entreprise de matériaux de construction du Moyen-Orient a également investi environ 6 millions de dollars dans la création d'une usine de béton préfabriqué par impression 3D.

La modélisation des données du bâtiment (BIM), ou l'utilisation d'une plateforme numérique basée sur la modélisation en 3D de lieux et d'objets physiques, bien que technologiquement réalisable depuis un certain temps, a finalement provoqué des perturbations dans le secteur de la construction. Les Émirats arabes unis ont connu une croissance importante dans le secteur de la construction, en 2017, ayant représenté cumulativement plus de la moitié de la construction dans la région couverte par le Conseil de coopération du Golfe (CCG). En 2013,

Dubaï a rendu obligatoire l'utilisation du BIM pour tous les bâtiments de 40 étages ou plus, les projets de grande envergure, les installations spéciales telles que les hôpitaux et les universités, et tout projet demandé par le ministère des Affaires étrangères. Cette exigence a été étendue en 2015 à tous les bâtiments de 20 étages ou plus.

L'adoption généralisée de la BIM facilite la collaboration entre les parties prenantes. Elle accroît également la transparence, en rendant visibles à tous les changements apportés à la conception ou à l'exécution du projet. D'autres avantages apparaissent tout au long de la chaîne de valeur, notamment l'optimisation de la surface du bâtiment et la possibilité de développer une méthodologie de construction claire, grâce à la possibilité de visualiser numériquement l'ensemble de la structure avant et pendant le processus de construction. En 2020, Dubaï a encore étendu l'application du BIM en consolidant les systèmes de permis entre la municipalité et le comité de développement des bâtiments. L'objectif global du gouvernement est de continuer à stimuler le secteur en créant des économies pour les initiatives actuelles et, en même temps, en attirant de nouveaux investissements.

Les pays membres de l'OCI, notamment ceux dont la population est en plein essor, comme les villes de Lagos au Nigeria et de Djakarta en Indonésie, pourraient tirer des avantages similaires en suivant l'exemple de Dubaï. La mise en œuvre de la BIM profitera également aux États membres qui ont des projets de construction ambitieux, tels que le NEOM en Arabie saoudite. La transparence sur les changements proposés ou attendus dans les projets permettra de réaliser des simulations de coûts précises et en temps réel, tout en signalant toute activité potentiellement non conforme (par exemple, une proposition qui pourrait affecter les licences actuelles).

Recommandations

- De nombreux pays membres de l'OCI se concentrent sur l'extraction - où une valeur supplémentaire peut être dégagée en développant la transformation et même la fabrication. Il existe plusieurs possibilités de transformer les principaux défis des pays membres de l'OCI en avantages concurrentiels ;
- Les pays riches en minerais doivent poursuivre l'intégration en aval - la profondeur de la transformation dépend des avantages concurrentiels clés (par exemple, une énergie abordable) ;
- L'établissement d'installations de fabrication et de transformation (c'est-à-dire l'intégration en amont) est viable pour les pays ayant des niveaux élevés de consommation intérieure/régionale, même en l'absence de ressources minérales ;
- L'expansion de la chaîne de valeur dans la transformation entraînera une augmentation de la qualification de la main-d'œuvre nationale en raison des compétences techniques spécifiques requises - toutefois, l'emploi supplémentaire dans la transformation sera compensé par une automatisation accrue dans l'exploitation minière ;

- La production d'énergie renouvelable est une solution rentable et durable pour répondre à la forte demande énergétique des secteurs de l'exploitation minière et de la construction ;
- Les pays membres de l'OCI ont un vaste potentiel de ressources d'énergies renouvelables, telles que le solaire et l'hydroélectricité - des modèles de financement alternatifs (par exemple, BOOT et AAE) pourraient combler le manque d'investissement ;
- Des améliorations majeures dans le secteur de la construction sont également possibles en adoptant des solutions à haut rendement énergétique et des combustibles de substitution ; celles-ci peuvent réduire les émissions de CO₂ jusqu'à 40 % dans les matériaux à forte intensité énergétique (par exemple, le ciment), réduire les coûts et promouvoir l'économie circulaire ;
- Les pays membres de l'OCI doivent se positionner en tant qu'adopteurs précoces ou leaders de l'innovation - les solutions révolutionnaires créent souvent des avantages concurrentiels ;
- Développer une expertise approfondie dans les innovations technologiques ciblées envisagées - l'impression 3D est une solution potentielle pour le logement abordable ;
- Les investissements dans les centres d'innovation doivent être poursuivis - en fournissant la plateforme de collaboration ainsi que des incitations pour les PME et les startups ;
- Un engagement fort des gouvernements est nécessaire pour intégrer l'innovation dans la stratégie nationale des pays. Le secteur privé est crucial pour le développement des secteurs minier et de la construction dans les pays membres de l'OCI. À cet égard, de nouveaux modèles de collaboration permettront de partager les risques et de libérer le potentiel de croissance ;
- La collaboration entre les pays membres de l'OCI peut libérer leur plein potentiel, stimulant ainsi la croissance socio-économique, en tirant parti des avantages propres à chaque pays et en surmontant collectivement les obstacles inhérents au développement; et
- Pour favoriser l'investissement privé, il faudra un partage équitable des risques dans les projets de grande envergure et une stabilité réglementaire accrue ; un accès plus facile au financement pour les petits acteurs et une allocation intelligente des connaissances et des capitaux ("finance intelligente") aux secteurs présentant le plus fort potentiel favoriseront l'innovation.

The background of the entire page is a dark blue field filled with a complex network of thin, light blue lines. These lines connect various points, some of which are highlighted with small, bright blue circular glows. The overall effect is a sense of a digital or networked space, with the lines forming a series of interconnected triangles and polygons of varying sizes.

PARTIE III

FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT

8. Rôle et importance des fonds d'investissement

8.1 Introduction

Les fonds d'investissement, avec leur éventail d'objectifs d'investissement ciblant des régions et des secteurs industriels spécifiques, sont de puissants moteurs de la prospérité. Au fil des ans, le secteur a connu une croissance marquée dans le monde entier, soutenue par une demande accrue des investisseurs particuliers et institutionnels pour des produits d'investissement bien diversifiés, gérés par des professionnels et offrant un accès aux marchés des capitaux. En effet, avec de nombreux types différents disponibles sur les marchés, les fonds d'investissement offrent des avantages inhérents au niveau des ménages, des entreprises et des pays. Ce chapitre vise à illustrer les principaux types de fonds, d'investissement, tant conventionnels que conformes à la Charia, en plus de mettre en évidence les différents canaux par lesquels les fonds d'investissement peuvent potentiellement soutenir les pays de l'OCI, en particulier dans la réalisation du développement durable.

8.1.1 Que sont les fonds d'investissement ?

Servant à la fois le marché de détail et le marché institutionnel, les fonds d'investissement sont des véhicules financiers qui mettent en commun l'argent apporté par un groupe d'individus pour investir collectivement dans divers portefeuilles d'instruments financiers, notamment des stocks, des bonds et d'autres titres selon des critères et des objectifs d'investissement spécifiques. Constituant l'une des innovations les plus réussies de l'architecture financière mondiale, les fonds de placement offrent aux investisseurs la possibilité de diversifier et d'allouer systématiquement leurs investissements à travers un large éventail d'actifs, de zones géographiques et de secteurs d'activité afin de réduire le risque de concentration des actifs, de bénéficier d'économies d'échelle et de tirer parti des différences de rendement. En investissant dans les fonds de placement, les investisseurs bénéficient de la gestion spécialisée et de l'expertise de gestionnaires de fonds professionnels pour améliorer leur bien-être financier et s'assurer que leurs objectifs de placement sont atteints.

Les fonds d'investissement offrent des bénéfices considérables. Ils jouent un rôle crucial en facilitant l'accumulation de l'épargne, que ce soit pour des investissements importants ou la retraite. Ils sont également importants car ils rendent l'épargne institutionnelle et personnelle disponible comme source de financement pour les entreprises et les projets qui contribuent à la croissance économique et à l'emploi.

8.1.2 Différent types de fonds d'investissement

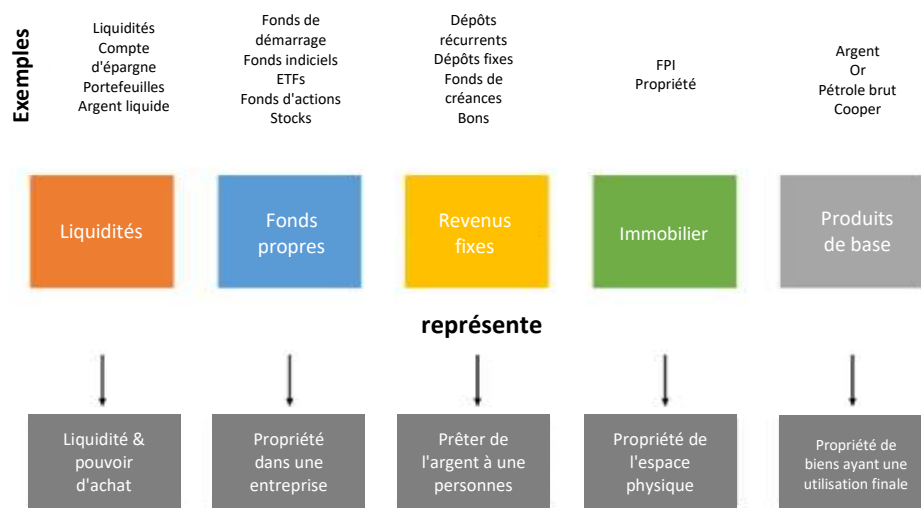
Les fonds d'investissement ont un ensemble d'objectifs qui répondent aux exigences des investisseurs et sont proportionnés à des niveaux de risque acceptables. Le type et la composition des actifs dans lesquels le fonds investit déterminent le niveau de risque et de rendement attendu par les investisseurs. De manière générale, les différentes catégories de fond sont les suivantes :

- **Fonds d'actions.** Les fonds d'actions investissent principalement dans des actions, c'est-à-dire dans des parts de sociétés cotées en bourse. Les actions sont des actifs tangibles qui peuvent également protéger contre l'inflation. Toute personne qui acquiert des fonds devient copropriétaire des différentes sociétés dans lesquelles le fond est investi. Alors que certains fonds investissent des actions dans le monde entier, d'autres se concentrent sur des thèmes, des industries ou des pays spécifiques. Ils tirent leurs bénéfices de la hausse de la cour des actions et des dividendes. Sur des longues périodes, les fonds d'actions comptent parmi les types de fonds les plus rentables ; toutefois, les fluctuations de valeur sont également relativement élevées.
- **Fonds obligataires.** Les fonds obligataires investissent dans des titres porteurs d'intérêts tels que des obligations d'entreprises et souveraines. Ils fixent des priorités différentes concernant les régions, les exposants, les devises ou les échéances. Les composantes des revenus les plus importantes sont les paiements d'intérêts et les gains de cours.
- **Fonds équilibrés/hybrides.** Les fonds équilibrés combinent divers investissements, tels que des actions et des obligations ou des instruments du marché monétaire. Cela leur permet de réagir avec souplesse aux différentes situations du marché. Selon que le fonds recherche la sécurité ou l'opportunité, il se concentre plus sur les revenus fixes ou les actions.
- **Fonds immobiliers à capital variable.** Les fonds immobiliers ouverts investissent généralement dans des propriétés commerciales telles que des immeubles de bureaux, des centres commerciaux, des bâtiments logistiques et des hôtels, dans le pays ou à l'étranger. Certains fonds se concentrent sur des pays ou des régions spécifiques ; d'autres sont également spécialisés dans les propriétés résidentielles. Leurs performances dépendent du niveau des revenus locatifs et de l'évolution de la valeur des propriétés. Des périodes de détention et des règles de rendement particulières s'appliquent aux fonds immobiliers ouverts.
- **Fonds négociés en bourses (ETF) / Fonds indiciaires.** Dans le cas des ETF, aucun gestionnaire de fonds ne sélectionne les investissements, mais ils suivent un indice tel que le DAX, le TecDAX ou le MSCI World. Leur performance correspond donc presque exactement à celle de l'indice représenté. Il existe différentes méthodes de réplication : la plupart des fonds achètent les titres contenus dans l'indice (réplication physique ou réplique). Certains répliquent artificiellement la performance de l'indice, par exemple en "échangeant" par contrat la performance et les revenus des titres (réplication synthétiques). Les investisseurs peuvent acheter des nombreux ETF en bourse et les négocier quotidiennement.
- **Fonds du marché monétaire.** Comme leur nom l'indique, ces fonds investissent sur le marché monétaire - dans des dépôts à terme, des titres à revenu fixe ou des dépôts bancaires ; ils investissent également dans certaines obligations de haute qualité, à court terme, avec des taux d'intérêt fixes jusqu'à 13 mois. Les rendements correspondent

généralement aux taux d'intérêt courants du marché dans les transactions interbancaires.

Comme mentionné ci-dessus, les fonds d'investissement se composent généralement d'un seul type d'actifs. Certains, cependant, sont spécialisés dans les investissements alternatifs, tels que l'immobilier commercial. Il existe également des portefeuilles qui sont exposés à de nombreux types d'actifs différents. Les fonds multi-actifs, par exemple, peuvent détenir un mélange d'actions, d'obligations, d'immobilier, de liquidités, de matières premières et d'autres fonds (graphique 8.1).

Graphique 8.1: Les différents types de classes d'actifs



Source: Franklin Templeton

8.2 Fonds d'État

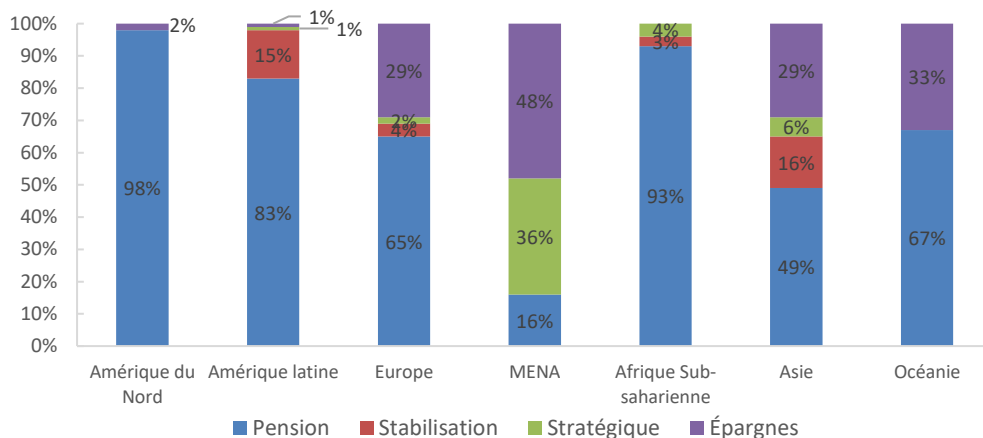
8.2.1 Fonds de patrimoine souverain.

Également connu sous le nom de richesse nationale, un fonds souverain (SWF) est un fonds d'investissement appartenant à l'État et composé de fonds générés par le gouvernement qui sont investis dans une variété d'actifs financiers pour atteindre les objectifs nationaux. Compte tenu de leur influence et leurs horizons d'investissement à long terme, les fonds souverains sont particulièrement bien placés pour promouvoir la création de valeur à long terme et des résultats durables sur le marché. En général, les sources de fonds communs pour les fonds souverains sont les suivantes :

- Les excédents de la balance de paiement.
- Les opérations officielles en devises étrangères.
- Le produit des privatisations
- Les paiements de transfert gouvernementaux
- Les excédents budgétaires
- Et/ou les recettes des exportations de ressources.

Les raisons d'être de la création de chaque fonds souverain est unique, avec un éventail de structures, de mandats et d'objectifs économiques, financiers et politiques (graphique 8.2) Bien qu'il diffèrent d'un pays à l'autre, les objectifs potentiels des fonds souverains sont, par exemple, les suivants : i) diversifier les actifs ; ii) obtenir des rendements plus élevés sur les réserves ; iii) garantir les retraites à l'avenir ; iv) générer des richesses pour les générations futures à mesure que les ressources naturelles s'épuisent ; v) mettre en œuvre des programmes de stabilisation des prix ; vi) promouvoir l'industrialisation ; et vii) promouvoir des objectifs stratégiques et politiques.

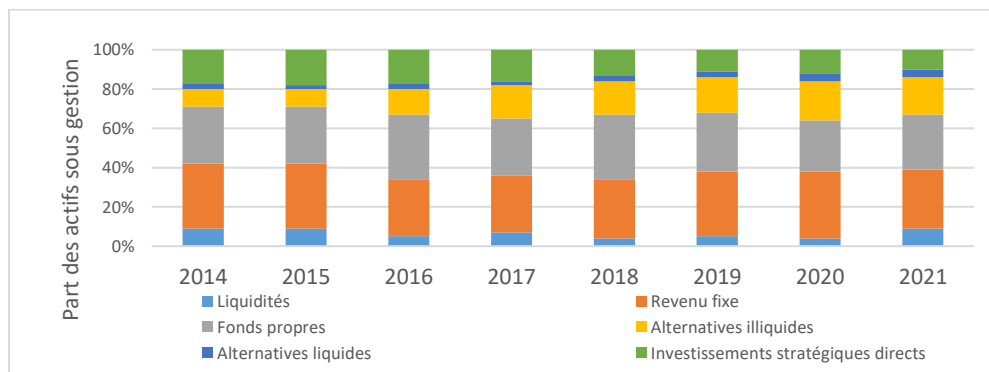
Graphique 8.2: Mandat des investisseurs publics par région (% sur la base des AuM)



Source: Fonds souverain mondial

Il est largement admis que la plupart des fonds souverains ont pour objectif commercial d'obtenir un rendement positif ajusté au risque sur leur réserve d'actifs. Il convient de noter que certains fonds souverains ne sont pas aussi transparents que d'autres - par exemple, la politique d'un fonds souverain peut l'autoriser à divulguer périodiquement ses avoirs et sa stratégie d'investissement, tandis que la structure opaque d'un autre le maintient dans le secret (graphique 8.3).

Graphique 8.3: Répartitions des actifs traditionnels des SWF mondiaux par classe d'actifs (2014-2021).



Source: Statista

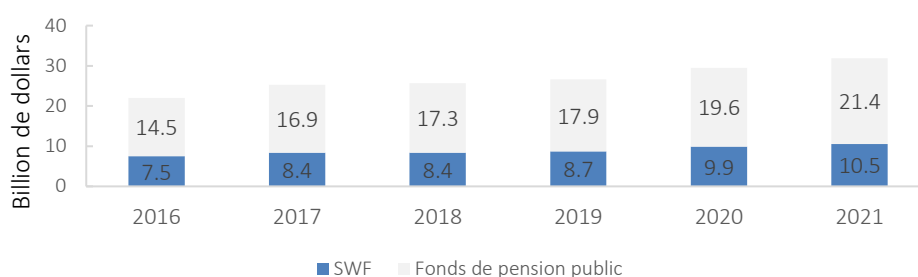
Tableau 8.1 : Fonds souverains dans les pays de l'OCI.

Position mondiale	Nom	Actifs totaux estimés (millions de dollars)	Pays
3	Autorité d'investissement du Koweït	737 939	Koweït
4	Autorité d'investissement d'Abu Dhabi	708 750	Émirats arabes unis
6	Fonds désinvestissement public	620 000	Arabie Saoudite
9	Autorité d'investissement du Qatar	450 000	Qatar
11	Société d'investissement de Dubaï	299 713	Émirats arabes unis
12	Fonds de patrimoine de Türkiye	294 093	Türkiye
13	Compagnie d'investissement Mubadala	284 470	Émirats arabes unis
17	Fonds national de développement de l'Iran	139 000	Iran
19	Société holding de développement d'Abu Dhabi	102 000	Émirats arabes unis
21	Autorités d'investissement des Émirats	78 000	Émirats arabes unis
22	Agence d'investissement de Brunei	71 604	Brunei
24	Samruk Kazyna	68 384	Kazakhstan
25	Autorités libyennes d'investissement	67 000	Libye
27	Fonds pétrolier national de la république du Kazakhstan (Fonds national du Kazakhstan).	55 322	Kazakhstan
28	Fonds pétrolier de l'état d'Azerbaïdjan	45 025	Azerbaïdjan
32	Khazanah National	30 492	Malaisie
37	Fonds pour la reconstruction et le développement de l'Ouzbékistan	22 800	Ouzbékistan
38	Holding d'investissement de l'Azerbaïdjan	22 000	Azerbaïdjan
40	Mumtalakat Holding	17 520	Bahreïn
42	Autorités d'investissement d'Oman	17 000	Oman
45	Autorité souveraine d'investissement du Nigeria	11 959	Égypte
63	fonds souveraine d'Égypte	2 959	Nigéria
70	Gestion d'actifs de Sharjah	1 900	Émirats arabes unis
77	Autorités d'investissement de l'Indonésie	1 039	Indonésie
80	Fonds d'investissement de Palestine	856.2	Palestine
81	Sénégal (FONSIS)	846	Sénégal
84	Fonds de réserve pour les générations futures du Bahreïn	624	Bahreïn
86	Fonds pour les ressources naturelles de la Guyane	608	Guyane
87	Holding de Fujairah	500	Émirats arabes unis
99	Fonds national pour les reverses d'hydrocarbures	159	Mauritanie
100	Fonds souverain de la république gabonaise.	143	Gabon
Total de l'OCI (31)		4 152 705	
Total mondial (100)		10 195 058	

Source: Institut des fonds souverains, en juin 2022.

Pour les pays de l'OCI exportateurs des ressources non renouvelables, le principal défi consiste à transformer ces ressources en revenus futurs durables et stables, en compensant la réalité de la volatilité des prix des matières premières et des réserves limitées. Comme le montre le tableau 8.1, la plupart des fonds souverains des pays de l'OCI ont été créés par des pays riches en ressources à des fins de stabilisation et/ou d'épargne, les plus grands fonds souverains en termes d'actifs totaux étant largement concentrés dans la région du Moyen-Orient. Le plus ancien fond souverain du monde, l'autorité d'investissement du Koweït, avec 738 milliards de dollars d'actifs, est le plus grand fonds souverain de la région de l'OCI et le troisième au monde. A titre de comparaison, la valeur totale des actifs gérés par les fonds souverains dans le monde s'élève à 10 200 milliards de dollars, selon les statistiques de l'Institut des fonds souverains (graphique 8.4)

Graphique 8.4: AUM des fonds souverains et des fonds de pension publics (2016-2021)



Source: Fonds souverain mondial

8.2.2 Fonds des pensions publiques

Les fonds de pensions publiques sont des pools d'investissement mis en place par les gouvernements ou les institutions de sécurité sociale qui fournissent aux participants un revenu de retraite important et stable, ainsi qu'une couverture et un soutien essentiels dans les moments difficiles. Les fonds sont versés par es employés ou les employeurs (ou les deux), ou par des transferts fiscaux directs du gouvernement. Les fonds de pensions sont les plus grands pools d'investissement dans la plupart des pays et investissent dans des portefeuilles diversifiés qui comprennent des actions et des obligations et une variété de classes d'actifs, y compris le capital-investissement, l'immobilier et l'infrastructure, et détiennent actuellement 21,4 milliards de dollars américain d'actifs sous gestion. Sur les 100 premiers fonds de pension publics du monde, seuls cinq pays de l'OCI ont été retenus, ne possédant que 2,7 % du total mondial.

Les dernières estimations des Nations-Unies montrent que d'ici 2050, le segment de la population mondiale âgé de 65 ans et plus fera plus que doubler, passant de 703 millions aujourd'hui à 1,5 milliard (tableau 8.3), tandis que l'espérance de vie mondiale au-delà de 65 ans augmentera de 19 ans. Les dernières projections montrent également que le nombre de personnes âgées de 80 ans ou plus va tripler au cours des 30 prochaines années. Parmi les groupes de pays, les pays en développement, à l'exclusion des pays les moins avancés, abriteront plus des deux tiers de la population âgée du monde (1,1 milliard) en 2050, ce qui

aura un impact sur de nombreux pays de l'OCI et présentera un ensemble sans précédent de défis à multiples facettes tels que les changements dans les modèles d'épargne et d'investissement, l'absence de systèmes de protection sociale adéquats, en particulier dans les économies en développement, et la détérioration de l'équilibre budgétaires, etc. Ces projections significatives soulignent la nécessité pour les pays de l'OCI de se concentrer sur l'établissement ou la réforme des programmes de protection sociale afin d'inclure un système de retraite solide et durable qui non seulement contribue à l'épargne à long terme mais fournit également des réserves de capital qui soutiendront la croissance future de la capacité productive des pays de l'OCI.

Tableau 8.2 : Fonds des pensions publiques dans les pays de l'OCI.

Position mondiale	Nom	Actifs totaux estimés (millions de dollars)	Malaisie
19	Fonds de prévoyance des employés de Malaisie	238 141	Malaisie
37	L'institut public de sécurité sociale (IPSS)	134 000	Koweït
45	Organisation générale pour la sécurité sociale.	115 405	Arabie Saoudite
80	Agence publique de pensions	51 500	Arabie Saoudite
87	Autorité nationale pour l'assurance sociale d'Égypte.	46 363	Égypte
Total de l'OCI (5)		585 409	
Total mondial (100)		21 498 615	

Source: Institut des fonds souverains, en juin 2022.

Tableau 8.3 : Le Nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus (2019-2050)

Région	Nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus en 2019 (millions)	Nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus en 2050 (millions)	Variation en % entre 2019 et 2050
Monde	702.9	1548.9	120
Afrique Sub-saharienne	31.9	101.4	218
Amérique du nord et Asie occidentale	29.4	95.8	226
Asie centrale et du sud	119.0	328.1	176
Asie de l'Est et du sud-Est	260.6	572.5	120
Amérique latine et les Caraïbes	56.4	144.6	156
Australie et Nouvelle-Zélande	4.8	8.8	84
Océanie (à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande)	0.5	1.5	190
Europe et Amérique du nord	200.4	296.2	48

Source: Nations unies, Département des affaires économiques et sociales. Division de la population. Perspective de la population mondiale 2019

8.3 Fonds islamiques mondiaux.

8.3.1 Aperçu général

Les fonds islamiques sont des fonds d'investissements qui sont régis par les principes de la charia en ce qui concerne leur structure, leur fonctionnement, leurs activités et leurs investissements. Un conseil de surveillance est généralement présent pour contrôler et certifier cette conformité. Tous les investisseurs, qu'ils soient musulmans ou non, peuvent investir dans des fonds islamiques. Il existe des exigences spécifiques qui doivent être respectées afin d'éviter tout ce qui est interdit par l'Islam.

L'exclusion des investissements qui impliquent des activités ou des produits interdits par les principes de la charia, tels que l'alcool, les produits à base de porc, les équipements militaires ou les armes, les jeux d'argent, le tabac et d'autres activités immorales et contraires à l'éthique. Ceci est assuré par un contrôle strict de la charia.

1. L'exclusion des investissements dans les services financiers conventionnels ou les instruments de dette qui génèrent des rendements financiers en percevant des intérêts ou des surplus (riba). Pour qu'un fonds islamique reste conforme à la charia, les intérêts et les dividendes perçus sur des investissements sous-jacents "impurs" ou les plus-values excédentaires résultant de la cession des titres concernés seront reversés à des œuvres caritatives.
2. Ne pas s'engager dans des investissements risqués, (gharar) ou dans tout ce qui implique des spéculations considérées comme proches des jeux d'argent (maisir) (graphique 8.5)

Graphique 8.5: Caractéristiques clés des fonds islamiques



Source: CIBAFI, ISRA

8.3.2 Différents types de fonds d'investissement

Il existe plusieurs types de fonds d'investissement islamiques, notamment les fonds d'actions, les fonds du marché monétaire, les fonds de matières premières, les fonds à revenu fixe/sukuk, les fonds mixtes et les fonds immobiliers. Chaque fonds est soumis à des conditions relatives aux garanties, à la durée de l'investissement et aux marchés sur lesquels il investit (tableau 8.4).

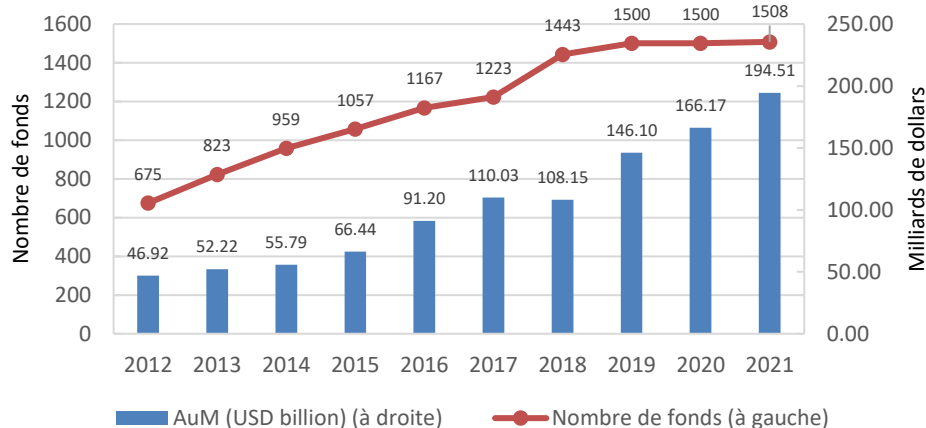
Tableau 8.4 : Types de fonds islamiques

Fonds d'action	Dans un fonds d'actions islamique, l'argent est investi dans des actions de sociétés boursières. Les bénéfices proviennent principalement des plus-values réalisées en achetant les actions et en les revendant lorsque leur prix augmente. Les bénéfices proviennent également des dividendes distribuées par les sociétés concernées.
Fonds du marché monétaire.	Un fonds monétaires islamique investit dans des instruments du marché monétaire conformes aux principes de la charia. Les fonds du marché monétaire sont le plus grand type de fonds islamique en termes d'actifs sous gestion, représentant environ 41% de tous les fonds d'actifs dans le monde.
Fonds de matières premières	Dans ce type de fonds, les montants souscrits sont utilisés pour acheter différentes matières premières en vue de leur revente. Les profits générés par les ventes constituent le revenu du fonds, qui est réparti au prorata entre les souscripteurs.
Revenu fixe /sukuk	Les fonds seront investis dans un portefeuilles diversifié de sukuk afin de garantir et de distribuer un revenu annuel aux porteurs de parts. Il peut s'agir de sukuk d'État, d'entreprise, municipaux ou convertible.
Fonds mixtes	Les fonds investissent dans plus d'une classe d'actifs. Les fonds mixtes investissent dans une combinaison de différentes classes d'actifs pour diversifier le portefeuille afin de minimiser le risque.
Fonds immobiliers à capital variable.	Très similaire à un fonds immobilier conventionnel, sauf que le revenu d'un FPI islamique et la manière dont le fonds est géré doivent être conformes à la charia et exclure les activités de location non autorisées.

Bien qu'il s'agisse d'un secteur encore relativement naissant par rapport à son homologue conventionnel, le marché mondial des fonds islamiques a connu une croissance remarquable de 300 % au cours de la dernière décennie, atteignant près de 200 milliards de dollars américains d'actifs sous gestion (AuM) (CIBAFI, 2022). Cette croissance remarquable est soutenue par l'intérêt croissant pour les investissements conformes à la charia, associé à la gamme diversifiée de fonds islamiques disponibles dans diverses juridictions à travers le monde. Au cours de la période 2012-2021, le marché mondial des fonds islamiques a connu une croissance moyenne d'environ 18 % des actifs sous gestion. Comme le montre le

graphique 5.6, à la fin du mois de septembre 2021, le total des actifs sous gestion des fonds islamiques a augmenté de 17,1 % pour atteindre 194,51 milliards de dollars américains, soit une augmentation significative par rapport aux 166,17 milliards de dollars américain de 2020 (graphique 8.6).

Graphique 8.6: Croissance des actifs sous gestion (AuM) et du nombre de fonds islamiques (2012-2021⁹)



Source: CIBAFI, Refinitiv10

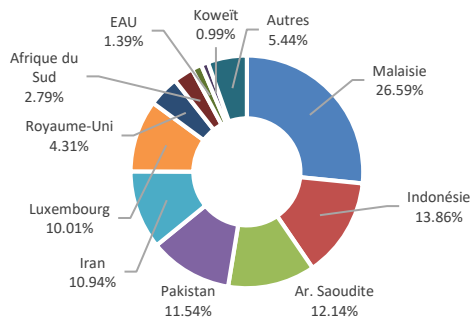
En général, la principale concentration de fonds islamiques se fait dans les pays à population musulmane de la région de l'OCI. À ce jour, l'Arabie saoudite et la Malaisie restent les principaux domiciles des fonds islamiques dans le monde, ce qui témoigne de la solidité des marchés de capitaux. En termes de nombre total de fonds islamiques, la Malaisie est classée première, suivie de l'Indonésie et de l'Arabie saoudite (graphique 8.9). En terme d'actifs totaux sous gestion, le marché mondial des fonds islamiques reste fortement concentré sur les marchés d'Arabie saoudite, d'Iran et de Malaisie, qui représentent plus de 70 % du total des actifs sous gestion. Le marché des fonds islamiques n'est pas exclusivement confiné aux juridictions islamiques. Comme le montre le graphique 8.8, le Royaume-Uni, le Luxembourg, les États-Unis et l'Afrique du Sud ont également des marchés de fonds islamiques naissants, alors qu'ils ont des marchés de fonds conventionnels matures. Dans certains pays de l'OCI comme le Bangladesh, l'Irak, le Soudan et la Jordanie, le secteur bancaire islamique est bien établi, mais très peu de fonds sont domiciliés en raison de divers facteurs en jeu, comme l'absence d'un environnement favorable et un cadre réglementaire inadéquat, entre autres. En terme de type d'actifs, les fonds du marché monétaire représentent la plus grande part du marché mondial des fonds islamiques en termes d'actifs sous gestion (30,51 %), ce qui est prévisible étant donné que la préservation du capital reste une priorité pour les investisseurs dans les instruments conformes à la charia, en particulier sur les marchés du CCG (graphique

⁹Les données sont mises à jour jusqu'en février 2021, cependant, pour certains fonds les données sont mises à jour jusqu'en juin, juillet ou août 2021.

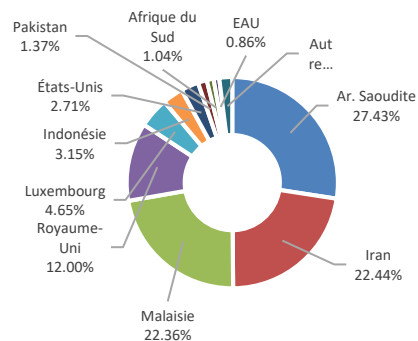
¹⁰La source est basée sur la base des données CIBAFI pour les années 2020 et 2021/ Les données pour les années 2012-2019 proviennent de Refinitiv Eikon - Indicateur de développement de la finance islamique (IDFI).

8.9). Le deuxième type d'actifs le plus important est constitué par les fonds sukuk (28,48%), suivi par les fonds du marché des actions (25,77%).¹¹ Au niveau des pays individuels, l'Arabie Saoudite a pris la tête en termes d'actifs totaux sous gestion en 2021, avec une valeur de 53,3 milliards de dollars américains, suivie par l'Iran (43,6 milliards de dollars américains) et la Malaisie (43,5 milliards de dollars américains) (graphique 8.10).

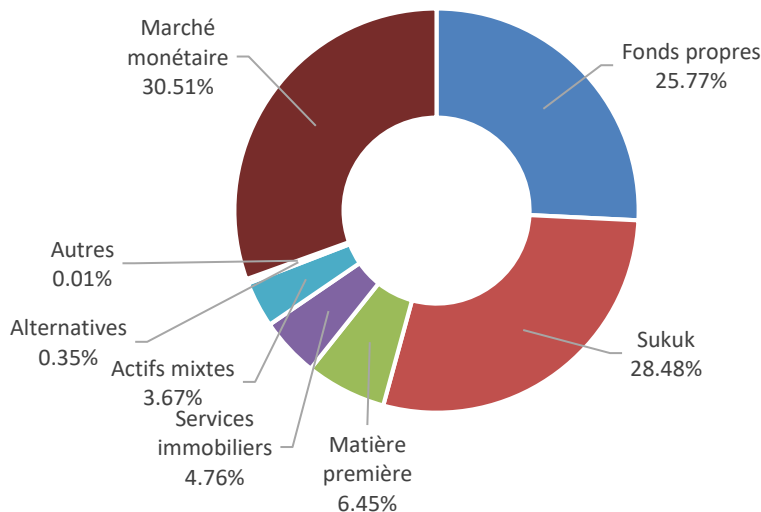
Graphique 8.7: Les 10 premiers pays par nombre de domicile de fonds islamiques (2021)



Graphique 8.8: Les 10 premiers pays pour les fonds islamiques par AuM (2021)



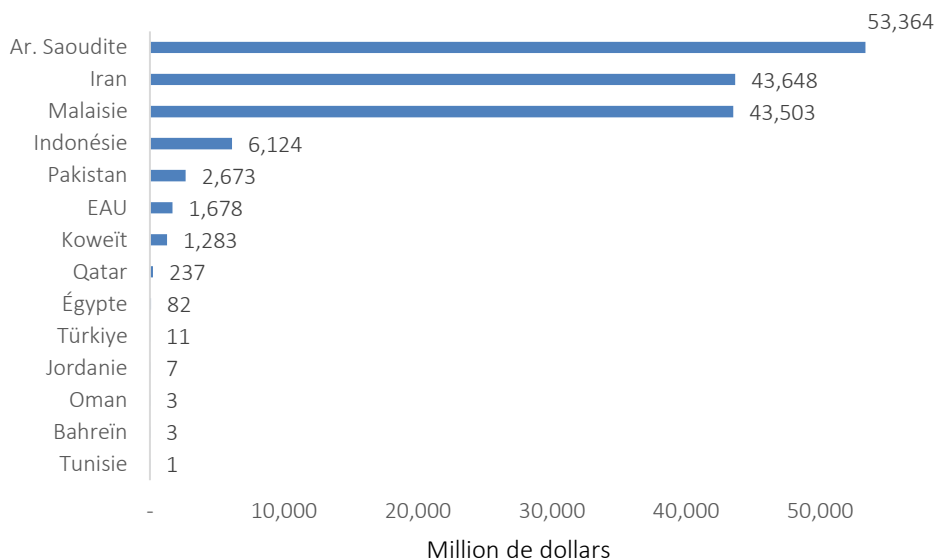
Graphique 8.9: Les 10 premiers pays pour les fonds islamiques en termes d'encours (2021)



Source: CIBAFI, Refinitiv

¹¹Le système de classification de Refinitiv est différent de certains autres, dont celui utilisé par Bloomberg. En outre, il y a des problèmes avec la classification de certains fonds sur lesquels peu d'information publique est disponible, et des problèmes de chevauchement des données lorsque certains fonds investissent dans d'autres. Les données doivent donc être utilisées avec une certaine prudence.

Graphique 8.10: AuM pays sélectionnés de l'OCI (Millions de dollars américains 2021).



Source: CIBAFI, Refinitiv

En général, un petit nombre de banques islamiques sont directement impliquées sur le marché des fonds islamiques en tant que gestionnaires de fonds et ont tendance à agir en tant que distributeurs de fonds gérés par d'autres, offrant des opportunités d'investissement à leurs clients (particuliers et institutions) soit directement, soit par l'intermédiaire d'une filiale. Parmi les exemples, citons Al Rajhi Capital (filiale d'Al Rajhi Bank, Arabie Saoudite), BIMB Investment (filiale de la Bank Islamic Malaysia) et Al Meezan Asset Management (filiale de la Meezan Bank, Pakistan).

Si le secteur des fonds islamiques présente un fort potentiel de croissance, plusieurs défis subsistent. Il s'agit notamment : i) du manque de liquidité dû à une diversification limitée, ii) du nombre restreint d'investissements conformes à la charia, iii) de l'inadéquation du cadre juridique et réglementaire des fonds islamiques et de l'adoption de normes réglementaires, iv) du manque de sensibilisation des investisseurs aux fonds islamiques, v) du manque de normalisation en matière de conformité à la charia et de sélection des fonds islamiques, vi) de la lenteur de l'innovation et du développement des produits, et vii) des limitations réglementaires transfrontalières.

9. Impacts de l'investissement dans les pays de l'OCI

Les crises mondiales causées par la pandémie de COVID-19 et les défis mondiaux actuels ont entraîné de sérieux revers dans la réalisation des objectifs économiques, sociaux et environnementaux essentiels définis par les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Même avant la pandémie, alors que des progrès louables - bien qu'inégaux - ont été réalisés pour atteindre les ODD, des rapports ont confirmé que le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre de nombreux objectifs et qu'une action accélérée est nécessaire dans divers domaines. À cette fin, les pays de l'OCI doivent intensifier leurs efforts pour formuler un large éventail d'interventions politiques ciblées et de mesures de financement qui permettent une mobilisation et une allocation efficaces des ressources dans le but de parvenir à un développement durable inclusif et de soutenir une reprise économique résiliente après la COVID-19. Comme souligné au chapitre 2, les lacunes actuelles en matière d'investissement dans les pays de l'OCI doivent être examinées et traitées afin de s'assurer que les besoins aigus en matière de développement, tels que les infrastructures, sont satisfaits en conséquence.

En tant qu'acteurs importants sur les marchés mondiaux et dont les décisions d'allocation déterminent largement le fonctionnement efficace d'une économie, les fonds d'investissement peuvent également jouer un rôle sociétal vital dans la reconstruction des voies de développement des pays de l'OCI, comme souligné ci-dessous.

9.1 Financement et stimulation de l'économie réelle.

Les fonds d'investissement sont des intermédiaires et une source essentielle de croissance économique. Ils rassemblent l'argent fourni par des millions d'investisseurs à la recherche de véhicules d'épargne appropriés et l'adaptent à la demande de capitaux des entreprises et des gouvernements (c'est-à-dire aux besoins de financement de l'économie réelle). De cette façon, les fonds d'investissement répondent à la fois aux besoins de financement à court terme et aux besoins de capitaux à long terme des entreprises et des gouvernements, tout en générant des rendements pour les investisseurs. Cette agrégation et cette affectation efficaces du capital à des usages productifs permettent ainsi la croissance et l'innovation et constituent un maillon essentiel du canal épargne-investissement. En outre, les fonds d'investissement sont devenus essentiels à la promotion de la productivité et de l'efficacité dans les secteurs public et privé en favorisant l'activité économique grâce à leur intermédiation d'une part importante des flux de capitaux mondiaux et transfrontaliers vers les économies de marché émergentes et en développement (EMDE) (Financial Stability Board, 2020).

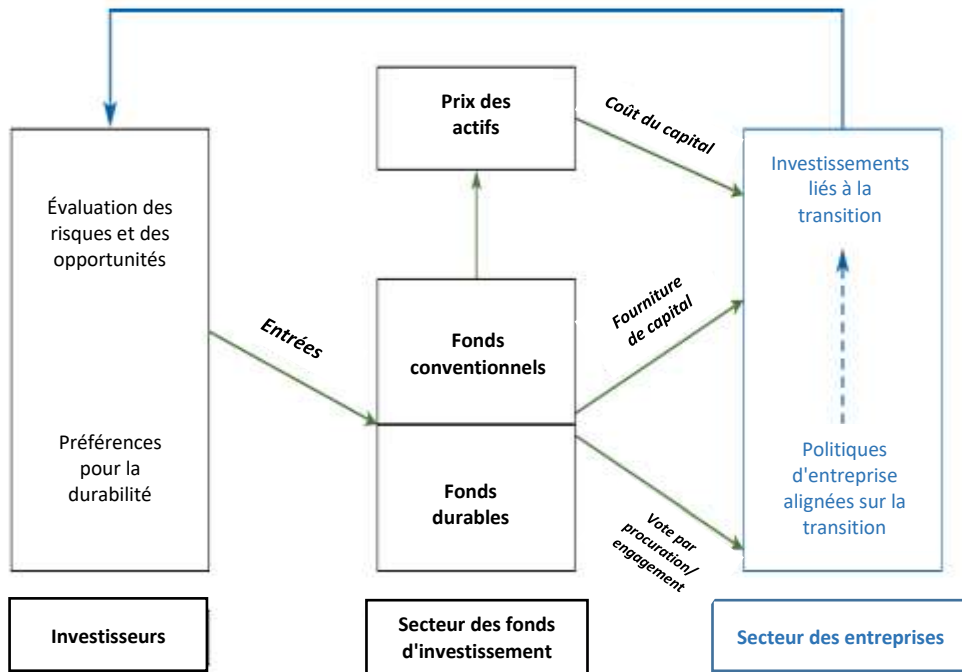
9.2 Favoriser une croissance durable, une économie verte et une stabilité financière

Les fonds d'investissement ont le potentiel de soutenir la croissance durable et la stabilité financière. En particulier, les fonds d'investissement qui intègrent des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et se concentrent sur les questions de durabilité peuvent accélérer la transition vers une économie verte. Cela peut se faire par deux canaux principaux (graphique 9.1): Premièrement, les investisseurs prennent des décisions de portefeuille en fonction de leurs préférences en matière de durabilité et de leur évaluation des risques et des opportunités, et ces décisions créent des flux entrants dans les fonds durables qui augmentent l'offre de capital disponible pour les entreprises soutenant la transition. En retour, cela réduit le coût du capital et encourage les investissements axés sur la transition et orientés vers la réduction des émissions (IMF, 2021 a). Un exemple de fonds thématique consacré à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'aide aux pays pour qu'ils s'adaptent au changement climatique est le Fonds vert pour le climat (FVC), qui vise à mobiliser des financements à grande échelle pour investir dans un développement à faibles émissions et résilient au changement climatique. À ce jour, un certain nombre de pays de l'OCI sont vulnérables aux différents impacts du changement climatique. Outre les changements sociaux et environnementaux dévastateurs, les pertes de production économique causées par le changement climatique affecteraient de manière disproportionnée de nombreuses régions pauvres du monde.

Un nouveau rapport de S&P Global (2022), qui évalue la vulnérabilité de 135 pays aux pertes économiques dues aux risques climatiques physiques, a révélé que les pays à revenu faible et moyen inférieur sont susceptibles de subir des pertes de PIB 3,6 fois plus importantes en moyenne que les pays les plus riches. Par exemple, l'exposition du Bangladesh et du Pakistan aux feux de forêt, aux inondations, aux grandes tempêtes et aux pénuries d'eau signifie que l'Asie du Sud est menacée à hauteur de 10 à 18 % de son PIB. L'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du nord (MENA) et l'Afrique sub-saharienne sont également confrontés à des pertes importantes. En même temps, les pays de ces régions ont également une moindre résilience, des institutions plus faibles et une capacité financière moindre. Dans ces circonstances, les pays de l'OCI peuvent bénéficier de fonds axés sur le climat pour s'adapter et prospérer face au changement climatique.

Les flux vers les fonds durables peuvent encourager les investissements axés sur la réduction des émissions. Grâce au vote par procuration et à l'engagement des actionnaires, les fonds durables peuvent influencer les stratégies des entreprises pour qu'elles adoptent des modèles commerciaux plus durables.

Graphique 9.1: Fonds d'investissement durable et la transition vers une économie verte.



Source: Compilation des services du FMI

Les fonds d'investissement sont également l'un des plus importants fournisseurs de la liquidité nécessaire au fonctionnement des marchés de capitaux. Les investisseurs à long terme dans le fonds d'investissement, (tels que les fonds souverains et les fonds de pension) sont en mesure de conserver des actifs dans leurs portefeuilles en temps de crise, et jouent ainsi un rôle anticyclique. Dans le même temps, il est important de noter que si les EMDE en particulier ont bénéficié de la croissance rapide des flux de capitaux intermédiaires par les fonds d'investissement, les inversions potentielles des flux d'investissement sont susceptibles de créer de nouveaux risques pour la stabilité financière des pays bénéficiaires (IMF, 2021 b). Les réallocations d'actifs risqués vers des actifs sûrs par les gestionnaires d'actifs mondiaux (à la suite de chocs) ont une dimension internationale sous la forme de retombées transfrontalières de la volatilité des marchés que les EMDE doivent gérer de manière appropriée lorsqu'ils profitent des opportunités offertes par les fonds d'investissement.

Encadré 9.1: Le fonds de prévoyance des employés (FPE) de Malaisie lance de nouvelles politiques relatives aux considérations ESG.

Le plus grand investisseur institutionnel de Malaisie et le 16^{ème} plus grand fonds de pension public au monde, le Fonds de prévoyance des employés (FPE), a lancé la politique d'investissement durable (SIP) et deux politiques supplémentaires, la politique des questions prioritaires et la politique des secteurs prioritaires, en avril 2022, pour guider le fonds dans la prise de décisions d'investissement mieux informées et holistiques en intégrant des considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), avec l'objectif supplémentaire de préserver les rendements à long terme des membres et de contribuer à un écosystème de durabilité plus large. Dans le détail, la politique d'investissement durable de l'EPF repose sur quatre principes directeurs clés afin de garantir la cohérence, la prévisibilité et la transparence. Les politiques relatives aux questions prioritaires et aux secteurs prioritaires complètent la politique principale en définissant la position du fonds sur deux questions prioritaires (le changement climatique et le bien-être des travailleurs) et six secteurs clés (huile de palme, pétrole et gaz, exploitation minière, production d'électricité, banque et construction). Pour la politique principale, le FPE a spécifié les quatre principaux éléments moteurs suivants :

1. L'intégration de l'ESG dans les processus de prise de décision en matière d'investissement de l'EPF, en fournissant un processus d'investissement solide et complet qui évalue une opportunité d'investissement non seulement sur le potentiel de hausse financière du fonds, mais aussi sur ses performances en matière de facteurs ESG clés;
2. Jouer un rôle actif de leader en veillant à ce que les investissements au sein du portefeuille de l'EPF soient orientés vers la conformité ESG, tout en améliorant continuellement ses normes de durabilité par le biais de pratiques de vote responsables, d'un suivi ESG, ainsi que d'engagements actifs avec les entreprises bénéficiaires et les gestionnaires de fonds externes;
3. Identifier les priorités et les objectifs ESG pertinents pour l'EPF, en se référant aux objectifs locaux et mondiaux et en tenant compte des expositions du portefeuille du fonds. Pour accélérer ces efforts, le Centre d'investissement durable de l'EPF est responsable du développement, de la mise en œuvre, du suivi et de la communication des progrès annuels vers les objectifs de durabilité qu'il s'est fixé;
4. Reconnaisant que le renforcement des capacités internes est une priorité essentielle de l'approche de l'EPF en matière d'investissement durable afin de poursuivre sa transition vers un leadership en matière d'investissement durable. Le FPE mènera des programmes de formation et de sensibilisation, développera des capacités internes de conseil en matière de durabilité et créera un bureau de gestion du changement afin d'instaurer une culture de la durabilité au sein du fonds.

Le nouveau SIP du fonds marque évolution vers un investisseur durable dans sa quête d'une conformité ESG totale d'ici 2030 et d'un portefeuille climatiquement neutre d'ici 2050. Le FPE mènera des programmes de formation et de sensibilisation, développera des capacités internes de conseil en matière de durabilité et créera un bureau de gestion du changement afin d'instaurer une culture de la durabilité au sein du fonds. L'ensemble des 16 gestionnaires de fonds externes de l'EPF ont signé l'engagement d'investissement durable afin de consolider leur engagement à inclure les considérations ESG dans leurs processus de décision d'investissement.

Source: Communiqué de presse du FPE, ministère des finances de Malaisie.

Après le succès de l'émission inaugurale de sukuk verts, dans le cadre de sa réponse à l'échelle du COVID-19 pour ses pays membres, la BID a émis un sukuk de durabilité en juin 2020 avec un montant initial de 1,5 milliard de dollars EU pour aider les pays membres à relever les défis liés à la pandémie et contribuer aux interventions critiques, les recettes étant déployées dans des projets sociaux relevant du Cadre de financement durable de la BID (voir tableau 9.1). En mars 2021, la BID a émis son deuxième et plus grand sukuk de développement durable à ce jour, d'une valeur de 2,5 milliards de dollars, pour financer une reprise verte et résiliente. Le produit du sukuk sur la durabilité sera affecté au financement/ préfinancement de projets de développement vert (10 %) et social (90 %) qui sont admissibles au titre du Cadre de financement durable de la BID. En tant qu'instrument alternatif du marché des capitaux, le sukuk peut jouer un rôle important dans la stimulation des flux de capitaux vers les projets verts et liés à la durabilité dans les pays de l'OCI.

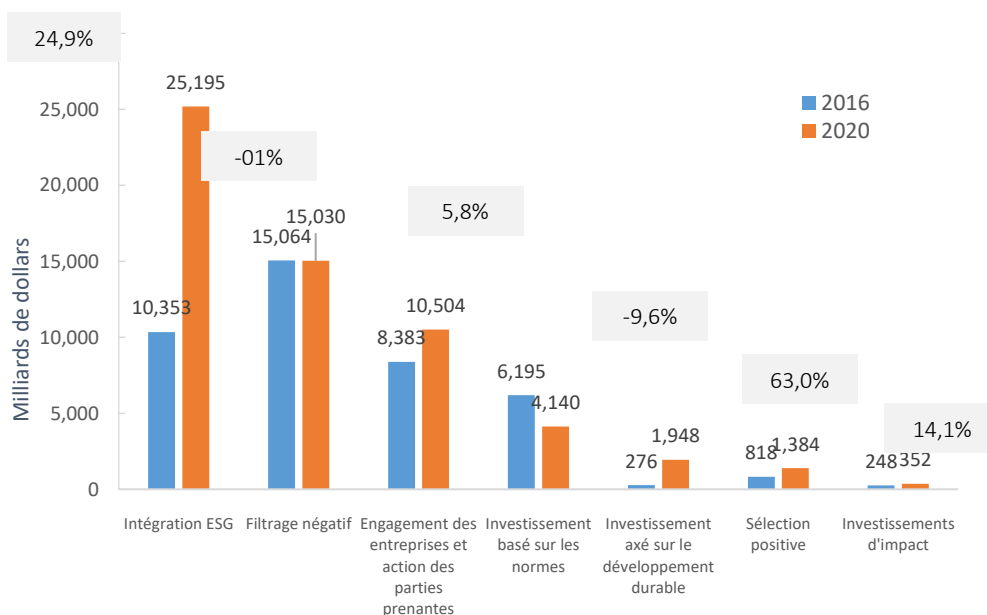
Tableau 9.1 : Impacts du sukuk vert de la BID

- ✓ 1 025 MW de capacité de production d'énergie propre installée dans le secteur de l'énergie.
- ✓ 3 233 GWh d'énergie propre générée par an dans le secteur de l'énergie.
- ✓ 291 GWh/an économisés grâce à des projets d'efficacité énergétique.
- ✓ 14 148 412 tCO₂ évitées chaque année dans le secteur de l'énergie.
- ✓ 20 000 habitants (2 000 ménages) ont eu accès à des logements décents et abordables avec électricité, approvisionnement en eau potable et protection contre les risques d'inondation.
- ✓ 69 Ha d'aménagement urbain protégés des inondations et des catastrophes naturelles.
- ✓ 10 000 emplois directs et indirects créés dans les zones protégées des inondations.
- ✓ Construction de 2 000 logements décents et abordables, résistants au climat, pour les citoyens pauvres.
- ✓ Réduction annuelle de 110 000 tCO₂e dans le secteur des transports
- ✓ Réduction de 80 % du nombre de malades dus à l'insalubrité de l'environnement urbain
- ✓ 406 Ha de périmètres d'irrigation existants modernisés pour faire face aux risques climatiques.
- ✓ 315 Ha de nouveaux périmètres d'irrigation développés pour renforcer la résilience climatiques.
- ✓ 140 km de réseaux d'assainissement construits, installés et modernisés
- ✓ 1 400 Ha de terres agricoles protégées contre les risques d'inondation
- ✓ 2 110 emplois créés pour des activités agricoles intelligentes face au climat
- ✓ 48 763 m³ d'eaux usées traitées et collectées quotidiennement

Source: Banque islamique de développement (2020a)

On ne saurait trop insister sur la nécessité de d'accélérer la transition vers une économie qui s'attaque véritablement aux défis sociaux et environnementaux mondiaux actuels. Ces dernières années, les considérations de durabilité, qui englobent les préoccupations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), ainsi qu'un engagement croissant en faveur de la réduction nette des émissions de carbone, ont été de plus en plus intégrées dans les stratégies d'investissement et les philosophies des entreprises du monde entier. L'une des principales préoccupations ESG est la lutte contre le changement climatique, qui, selon certaines estimations, constitue la plus grande menace à long terme. Les émissions mondiales doivent être réduites de moitié d'ici 2030 et atteindre un niveau net zéro d'ici 2050 pour avoir une chance de maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 1,5 degré Celsius, tandis que l'EIA estime que l'économie mondiale pourrait se contracter de 18 % au cours des 30 prochaines années si aucune mesure n'est prise pour atténuer le changement climatique (Climate Change 2022). Les autres préoccupations ESG comprennent la promotion de l'efficacité de l'eau et de l'énergie, les droits de l'homme, l'égalité des chances, l'éthique commerciale, la diversité des conseils d'administration et d'autres objectifs qui contribueront à la transition vers un monde plus durable. L'intérêt croissant des investisseurs pour les facteurs ESG reflète l'opinion selon laquelle les questions ESG - y compris les risques et les opportunités - peuvent affecter la performance à long terme des émetteurs et devraient donc être prises en compte de manière appropriée dans les décisions d'investissement. Globalement, parmi les décisions d'investissement durable, l'intégration des facteurs ESG est actuellement la principale stratégie, générant plus de 25 billions de dollars américains d'investissements d'ici 2020 (graphique 9.2).

Graphique 9.2: Stratégies mondiales d'investissement durable (2016-2020)



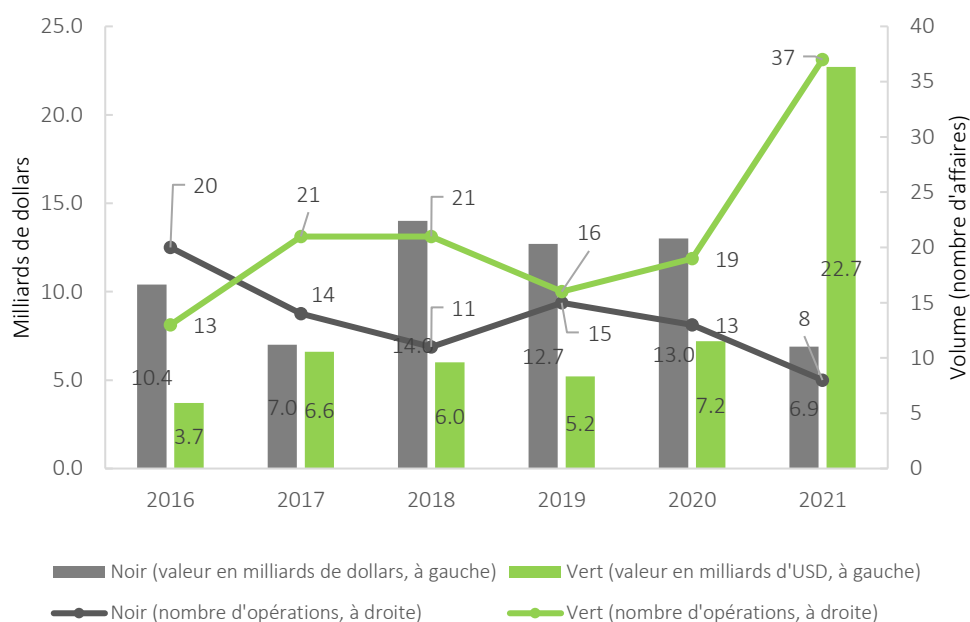
Sources: Investissement ESG : Pratiques, progrès et défis 2020, revue mondiale de l'investissement durable, EY

Le secteur des fonds d'investissement est particulièrement pertinent dans ce domaine, où les fonds durables ont joué un rôle important dans la recherche d'investissements qui génèrent un impact social et/ou environnemental positif et mesurable en plus des rendements financiers, tout en s'engageant dans des activités de gestion plus efficaces et plus affirmées. En général, les sociétés de fonds peuvent intégrer l'ESG dans leurs processus de deux manières. L'une consiste à introduire des fonds thématiques dans ce domaine, et l'autre à intégrer les facteurs ESG dans leur analyse d'investissement pour tous les fonds. Une méthode couramment utilisée par les sociétés de fonds pour développer des stratégies ESG est le screening, qui utilise des filtres pour déterminer quelles sociétés ou quels secteurs doivent être inclus dans un portefeuille. Par exemple, le filtrage négatif exclut les grands émetteurs de gaz à effet de serre, tandis que le filtrage positif ne vise que les plus faibles émetteurs.

À ce jour, certains des plus grands investisseurs mondiaux sont devenus des leaders et ont réaligné leurs portefeuilles pour y intégrer les principes ESG. On peut citer l'initiative du Fonds souverain de la planète (One Planet Sovereign Wealth Fund (SWF)), dont la mission est d'investir dans la transition en douceur vers une économie à faible émission de carbone et de faire face aux risques et aux opportunités liés au changement climatique en gérant de vastes pools d'actifs diversifiés et à long terme. Fondée par quatre des plus grands fonds souverains de l'OCI (l'Autorité d'investissement du Koweït, l'Autorité d'investissement d'Abu Dhabi, le Fonds d'investissement public de l'Arabie saoudite et l'Autorité d'investissement du Qatar) et deux autres fonds souverains (le Super Fond de Nouvelle-Zélande et la banque norvégienne des gestions des investissements Norges), l'initiative jette les bases de l'alignement des fonds souverains sur les normes ESG. D'autres investisseurs institutionnels tels que l'EPF de Malaisie (encadré 9.1), ont également annoncé récemment leur engagement à intégrer la durabilité dans la prise de décision globale en matière d'investissement, au profit de leur bien-être socio-économique et de leur capacité d'adaptation au changement climatique. Selon les données du Fonds souverain mondial, les investissements des investisseurs étatiques dans l'espace ESG ont bondi à 22,7 milliards de dollars américains dans 37 transactions différentes en 2021, contre 7,2 milliards de dollars américains signalés en 2020 (graphique 9.3). De façon encourageante, 2021 a été la première année où les investisseurs publics ont réalisé plus d'investissements verts que d'investissements " noirs ", soit plus de trois fois la valeur totale, comme le montre le graphique 9.3.

À l'avenir, l'investissement ESG et durable devrait augmenter à un rythme rapide. D'ici 2025, environ 33% de tous les actifs mondiaux sous gestion devraient avoir des mandats ESG, les actifs ESG dépassant 53 billions de dollars américains, contre 22,8 billions de dollars américains en 2016. Actuellement, les fonds ESG représentent 10% des actifs mondiaux sous gestion, selon les données Refinitiv Lipper.

Graphique 9.3: Investissements "noirs" contre investissements "verts" par des investisseurs publics (2016-2021).



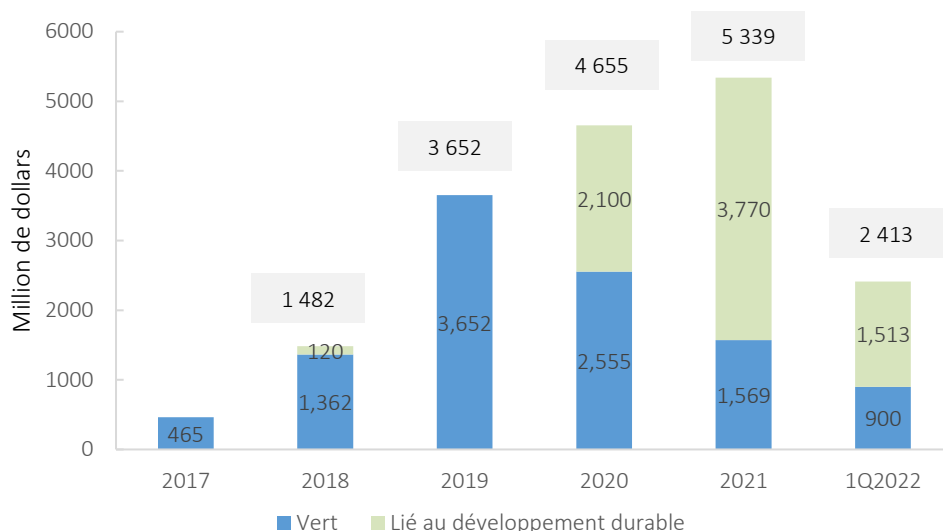
Source: Plateforme mondiale de données sur les fonds souverains, Rapport annuel sur les fonds souverains.

La croissance future des investissements des ESG est également alimentée par leur performance favorable par rapport aux investissements non ESG - les portefeuilles intégrant l'ESG et la durabilité obtiennent fréquemment de meilleurs résultats à long terme que ceux qui ne le font pas (Lieberman 2020). Les données de la société américaine des services financiers Morningstar ont révélé que les fonds ESG présentaient une volatilité moindre tout en offrant un bon rendement des capitaux propres, ainsi qu'une durée de vie plus longue. 77% des fonds ESG apparus il y a 10 ans ont perduré, contre 46 % des fonds conventionnels.

Ces dernières années, les pays de l'OCI ont pris des engagements et des mesures audacieuses en vue d'adopter un programme global de durabilité, qui devrait remodeler le paysage financier de la région. Par exemple, les marchés de CCG assistent à l'émergence rapide d'opportunités d'investissement ESG, où les gouvernements et les entreprises qui intègrent les principes ESG dans leurs stratégies de diversification et de développement économiques, leurs opérations et leurs financements jouent un rôle clé dans la poussée vers l'expansion de davantage de produits et services financiers liés aux notations, indices et fonds ESG. A cet égard, le secteur de la finance islamique a réagi : sur le front de l'émission de sukuk ESG, rien qu'en 2021, 5,34 milliards de dollars américains de sukuk ESG ont été émis, un record par rapport aux années précédentes, l'Arabie saoudite étant le plus grand marché pour les sukuk ESG, suivie par l'Indonésie, la Malaisie et les Émirats Arabes unis. En 2021, la Banque islamique de développement (BID), dont le siège est à Djeddah, a émis le plus grand sukuk de durabilité

et d'ESG au monde à ce jour, l'émission de 2,5 milliards de dollars américains plaçant la banque au premier rang des émetteurs de sukuk de durabilité, avec un grand total de 5,2 milliards de dollars américains (graphique 9.4) (Islamic Development Bank, 2020a).

Graphique 9.4: Émission historique de sukuk ESG (2017 - 1Q2022).



Source: La finance islamique durable, Refinitiv

Selon l'application de finance islamique durable Refinitiv, le marché actuel des sukuk ESG et verts en circulation représente plus de 18 milliards de dollars américains (tableau 9.2). Certains pays comme la Malaisie ont commencé à accorder une plus grande attention à la prise en compte des facteurs ESG dans la gestion des fonds d'investissement (tableau 9.2).

Tableau 9.2 : Émission de sukuk ESG dans les Pays de l'OCI sélectionnés (2017-1Q2022).

Pays	Montant émis (millions de dollars).
Arabie Saoudite	7 929
Indonésie	4 332
Malaisie	2 343
Émirats arabes unis	1 800
Bahreïn	900
Bangladesh	351
Türkiye	350
Total général	18 005

Source: La finance islamique durable, Refinitiv

9.3 L'épine dorsale de l'épargne et de la planification et des retraites.

Comme indiqué précédemment, les fonds d'investissement jouent un rôle central dans l'épargne en vue d'atteindre des objectifs financiers importants au niveau des ménages, des communautés et des pays. Plus précisément dans la planification des retraites, bien que les gens épargnent pour leur retraite par le biais des compagnies d'assurance, des régimes de retraite et des employeurs, l'argent effectivement investi est principalement géré dans des fonds d'investissement. Dans ce contexte, les fonds d'investissement jouent un rôle social essentiel en tant que principaux véhicules d'épargne-retraite en canalisant les cotisations de retraite pour financer les prestations de retraite de manière durable.

Dans l'ensemble, en tant que moteur crucial des flux de capitaux mondiaux vers les économies de marché émergentes et en développement (EMDE) et soutenus par leur rôle essentiel dans l'activité économique, les fonds d'investissement et leurs avantages inhérents sont bien placés pour créer un impact positif dans les pays de l'OCI au niveau des ménages, des entreprises et des pays. Cependant, l'ampleur et la profondeur du secteur des fonds d'investissement dans les pays de l'OCI varient considérablement et sont souvent fragmentés, étant principalement concentrés dans un nombre limité de juridictions clés. Au fur et à mesure que les investisseurs particuliers et institutionnels comprennent et désirent les avantages de la diversification nationale et internationale que les fonds d'investissement peuvent fournir en plus de leurs caractéristiques saillantes, le secteur est prêt à se développer, en particulier dans les pays de l'OCI où les fonds d'investissement ont été moins présents sur le marché.

PARTIE IV

CONCLUSION ET IMPLICATIONS POLITIQUES



10. Conclusion

Une vue d'ensemble des chiffres récents de l'investissement dans les pays de l'OCI fournit quelques indications importantes. Premièrement, es pays de l'OCI, en tant que groupe, sont loin de leur potentiel. Cela suggère qu'il y a une grande marge d'amélioration pour diriger plus d'investissements vers et stimuler les investissements dans les pays de l'OCI. Avec les bonnes incitations à l'investissement, des politiques d'attraction des IDE et des stratégies agressives de promotion des IDE, plusieurs pays de l'OCI peuvent voir une augmentation de l'investissement privé et des IDE. L'amélioration de l'écosystème d'investissement pourrait également jouer un rôle important en encourageant l'activité du secteur privé et en attirant davantage d'investisseurs étrangers dans les pays de l'OCI.

Deuxièmement, l'analyse révèle une répartition inégale des investissements, qu'ils soient mesurés en termes d'activités privées, publiques ou d'IDE. Un groupe de quelques pays de l'OCI a réalisé davantage d'investissements (publics et privés) et a été en mesure d'attirer d'importants projets d'IDE. En outre, un nombre limité de pays de l'OCI sont devenus des investisseurs importants en termes d'IDE, compte tenu de leur niveau élevé d'épargne. Pourtant, des nombreux pays de l'OCI ont besoin d'investissements importants pour combler les lacunes existantes en matière d'infrastructures et fournir de meilleurs services à leurs Cela crée un cercle vicieux d'écart entre l'investissement et l'épargne avec l'aide des investissements internationaux et institutionnel.

Troisièmement, la concurrence dans le paysage des IDE s'est accrue, notamment entre les pays en développement, ces dernières années. Un nombre croissant de pays en développement mettent en œuvre des politiques et développent des incitations pour attirer plus d'IDE et même des projets PPP pour accueillir plus d'IDE. Les pays de l'OCI, en tant que groupe, doivent déployer plus d'efforts pour être une destination pour les entreprises multinationales et les accueillir dans leurs pays respectifs, ce qui pourrait apporter de nouvelles technologies, créer des emplois supplémentaires et déclencher la croissance économique. Cela pourrait à son tour accroître l'importance des pays de l'OCI dans le paysage mondial des IDE, entre autres avantages.

Quatrièmement, quatre secteurs productifs présentant un avantage naturel ou comparatif ont été identifiés dans l'analyse sectorielle approfondie du rapport sur les perspectives d'investissement. Il s'agit de l'agriculture et de l'alimentation, du textile et de l'habillement, de l'exploitation minière et de la construction, et de la pétrochimie, l'autre étant le secteur des services financiers islamiques. Ces secteurs clés ont un potentiel de chaîne de valeur significatif en raison de la disponibilité des ressources naturelles requises et des facteurs favorables qui pourraient être exploités pour augmenter la production de produits finis et de services qui pourraient améliorer la compétitivité globale des pays membres de l'OCI et attirer

plus d'investissements. Par exemple, certains pays membres de l'OCI sont abondamment dotés de ressources pétrolières et gazières, de sorte qu'ils ont une influence décisive sur le marché mondial de l'énergie, offrent des possibilités de développement des activités de l'industrie pétrochimique et constituent la base de l'industrialisation. De même, les pays membres de l'OCI disposent des vastes terres arables et de conditions favorables à l'agriculture et à la production alimentaire, ainsi que de facteurs propices au développement des industries minières et de la construction, tandis que les sous-produits de l'agriculture, du pétrole et du gaz offrent de formidables opportunités pour le développement des activités textiles et de l'habillement.

Cinquièmement, les fonds d'investissements sont des véhicules financiers efficaces qui mettent en commun des capitaux et effectuent des investissements collectifs par le biais d'un portefeuille d'instruments tels que des actions, des obligations et d'autres titres sur un large éventail des marchés internationaux. Les économies de marché émergentes et en développement (EMDE), en particulier, ont bénéficié de la croissance rapide des flux de capitaux intermédiaires par les fonds d'investissement. Par le biais de divers canaux de transmission, les fonds d'investissement ont prouvé qu'ils favorisaient la croissance et le développement durable, contribuaient à l'épargne à long terme et renforçaient la stabilité financière, tout en étant une source importante de financement à court et à long terme pour les institutions financières, les entreprises et les gouvernements. Pourtant, compte tenu de l'ampleur des besoins d'investissement, seule une poignée de pays de l'OCI dispose de fonds d'investissement compétitifs et bien établis. Avec la disponibilité de nombreux types différents de fonds d'investissement sur mesure ciblant des objectifs financiers et d'investissement spécifiques, les pays de l'OCI doivent s'efforcer d'examiner et d'aborder les pièges de son secteur naissant de fonds d'investissement afin de se développer davantage et de capitaliser sur ces avantages.

11. Implications politiques

11.1 stimuler l'investissement publics dans les pays de l'OCI.

Des investissements publics correctement ciblés peuvent contribuer à stimuler l'activité économique, la demande globale et la croissance de la productivité en améliorant le capital humain, en encourageant l'innovation et en tirant parti des investissements du secteur privé en augmentant les rendements. Toutefois, une sélection et une gestion médiocres des projets d'investissement peuvent entraîner un gaspillage important des ressources et limiter les perspectives de croissance. Par conséquent, les choix d'investissements publics doivent être faits sur la base d'une évaluation minutieuse des coûts et des rendements attendus des différentes options et doivent être gérés efficacement. En outre, lorsque les gouvernements s'engagent dans des investissements publics soumis à des contraintes budgétaires strictes, les projets doivent être soigneusement évalués quant à leur rentabilité économique et sociale. Les gouvernements devraient mettre sur place des institutions capables de réaliser une planification adéquate, une analyse coûts-avantages, ainsi qu'un suivi et une évaluation de la mise en œuvre des projets.

Il n'est pas facile pour les décideurs politiques d'allouer de manière optimale les ressources publiques entre les différents secteurs et entre les différents projets d'investissement public. La définition d'objectifs stratégiques et l'examen périodique des progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs permettent d'évaluer l'efficacité des différents programmes d'investissement public. Les affectations relatives au sein des programmes d'investissement et entre eux doivent être axées sur l'accroissement de la productivité et de la compétitivité, sur l'identification des domaines où le rendement social est le plus élevé et sur l'assurance que les externalités et les effets d'entraînement sont importants.

Pour garantir l'efficacité des investissements publics, il convient de renforcer les mécanismes institutionnels afin d'assurer la bonne mise en œuvre des projets d'investissement public et de développer une flexibilité suffisante pour s'adapter aux circonstances imprévues. Cela nécessite également de développer des normes de bonne gouvernance et de transparence à chaque étape de la gestion des projets, de la sélection à la passation des marchés et au financement. L'exécution des projets d'investissement productif après leur achèvement nécessite une bonne capacité de gestion des opérations et de la maintenance, ainsi que l'application de mesure réglementaires. L'impact de des principaux programmes d'investissement public sur les pauvres doit également être analysé afin d'identifier les projets qui contribuent le plus aux objectifs de réduction de la pauvreté de manière rentable.

11.2 stimuler l'investissement privés dans les pays de l'OCI.

Afin de stimuler les investissements privés à long terme et à grande échelle, des améliorations significatives du climat d'investissement sont nécessaires. Chaque secteur présente des défis différents pour les entreprises privées. L'investissement dans l'industrie manufacturière peut

être limité par le manque de main-d'œuvre hautement qualifiée et de technologies avancées. Dans la construction et le commerce, les investissements peuvent être limités par des réglementations lourdes et un manque d'harmonisation des normes. Dans le domaine du tourisme, le manque de coordination entre les différents prestataires de services (aéroports, hôtels, centres de conférence, etc.) peut entraver les investissements et la croissance. Dans le domaine des transports et des communications, il n'est pas toujours facile d'obtenir les autorisations gouvernementales aux niveaux nationale et local.

Dans cette optique, l'identification des défis au niveau sectoriel serait une approche concevable pour commencer. L'avantage de cette approche est qu'elle donne la priorité aux secteurs présentant un potentiel important de gains de productivité et d'impact sur la croissance de l'économie, puis élabore une stratégie pour stimuler les investissements dans ces secteurs spécifiques. Il existe également d'importantes externalités entre les secteurs, qui peuvent être exploitées. Les investissements dans un secteur peuvent stimuler les activités économiques dans d'autres secteurs. La promotion des infrastructures d'eau et d'énergie accélère l'efficacité de la production agricole et manufacturière, tandis que l'amélioration des infrastructures de télécommunications et de transport renforce l'intégration économique des zones pauvres et enclavées.

Outre les mesures sectorielles visant à améliorer les conditions d'investissement, des mesures spécifiques aux entreprises doivent également être prises pour encourager l'investissement privé. Des incitations spéciales devraient être prévues pour les PME, en particulier celles qui sont innovantes, afin de favoriser leur entrée sur le marché et leur accès au crédit. En outre, des mesures devraient être prises pour renforcer les principaux catalyseurs de l'investissement, tels que l'élaboration de nouvelles approches pour le développement des compétences nécessaires, l'accès au financement et les infrastructures adéquates. En outre, la participation du secteur privé aux investissements publics devrait être soutenue car elle génère d'importants gains d'efficacité. Elle permet au secteur public de bénéficier du dynamisme entrepreneurial, d'opportunités de financement étendues dans un environnement de contraintes budgétaires, et de styles de gestion innovants et efficaces du secteur privé.

Tout en encourageant les investissements, une attention particulière doit être accordée à la promotion de la diversification économique. La forte concentration économique dans quelques secteurs rend l'économie vulnérable aux chocs extérieurs. La diversification de la base de production dans l'industrie, les services et l'agriculture offre de plus grandes opportunités d'investissement aux investisseurs nationaux et internationaux et renforce la durabilité de l'économie. Par conséquent, outre les politiques de promotion des investissements menées par les gouvernements, le secteur privé doit avoir la possibilité d'investir et de se développer dans toute activité économique génératrice de croissance et d'emploi. Cela nécessite un environnement propice à l'investissement, avec des réglementations facilitantes, un marché financier profond, une main-d'œuvre possédant les compétences et les capacités requises, des infrastructures solides, un accès aux technologies

et aux connaissances, et des canaux de coordination efficaces entre les autorités publiques et les représentants du secteur privé.

Une approche stratégique de la promotion de l'investissement privé comprend un certain nombre de dimensions politiques. Les responsables politiques doivent identifier les secteurs stratégiques après une évaluation minutieuse des secteurs économiques à promouvoir en fonction de leur taille, de leur niveau de compétitivité internationale, des gains de productivité attendus pour l'économie, du temps et des ressources nécessaires pour investir, et du potentiel d'investissements supplémentaires. Une fois les secteurs prioritaires identifiés, les obstacles spécifiques au secteur doivent être détectés à un niveau suffisamment détaillé pour déterminer les interventions critiques et favoriser le développement du secteur privé. Les besoins particuliers des entreprises de tailles ou de localisations différentes doivent être évalués en étroite collaboration avec les parties concernées et des mesures nécessaires doivent être prises en conséquence. Une stratégie distincte devrait être élaborée pour soutenir les facteurs clés de l'investissement productif, notamment le capital financier, le capital humain, les infrastructures et la technologie. Enfin, les décideurs politiques devraient procéder à des évaluations régulières des interventions politiques et à des analyses coûts-avantages pour s'assurer que ces interventions produisent les résultats escomptés. Un mécanisme de coordination clair entre les différents niveaux d'agences gouvernementales doit être établi pour une mise en œuvre et un suivi efficaces des interventions politiques.

11.3 Attirer davantage d'IDE dans les pays de l'OCI.

Attirer davantage d'IDE est devenu une priorité nationale stratégique dans de nombreux pays de l'OCI compte tenu de la concurrence accrue et des changements dans l'ordre économique mondial vers des économies plus numérisées et connectées. Afin d'attirer davantage d'IDE et de retenir les investisseurs existants, les pays de l'OCI devraient élaborer et mettre en œuvre des politiques non seulement directement liées à l'environnement des affaires, mais aussi préparer des politiques plus globales, notamment des réformes réglementaires et institutionnelles. De cette façon, il pourrait réduire les risques du pays pour les investisseurs et fournir un environnement plus propice à l'investissement et aux affaires dans des conditions égales.

S'attaquer aux barrières visibles et invisibles existantes, telles que les mesures restrictives, les taxes élevées sur le commerce et les investissements internationaux, et l'économie informelle, pourrait également aider les pays de l'OCI à se forger une image plus attrayante pour les investisseurs. En outre, ces efforts politiques devraient être couplés à des efforts de renforcement de l'image, qui sont généralement entrepris par l'agence nationale de promotion des investissements (API) du pays. À cet égard, les API des pays de l'OCI pourraient constituer un outil important pour une communication efficace avec les investisseurs internationaux et leur fournir des services pour faciliter leurs investissements.

En ce qui concerne la conséquence de réformes et des mesures politiques, pour commencer, les pays de l'OCI doivent d'abord identifier et supprimer les barrières administratives aux IDE

qui constituent des obstacles pour eux. Deuxièmement, ils doivent disposer d'une meilleure stratégie de communication avec les investisseurs, soutenue par une forte volonté politique de procéder à des réformes pour améliorer l'écosystème d'investissement. Troisièmement, les réformes doivent être achevées dans un délai donné et une liste de réformes prioritaires, y compris sectorielles, doit être préparée en consultation avec les entreprises et les investisseurs, en tenant compte de leurs points de vue. Il est également essentiel que les pays de l'OCI élaborent des politiques visant à accroître la contribution des projets d'IDE au développement durable des communautés d'accueil, par exemple en appliquant les critères ESG et d'autres mesures.

Le renforcement de la coopération intra-OCI en matière d'IDE et l'exploitation de son potentiel pourraient changer la donne dans le paysage des IDE des différents pays de l'OCI. Il est donc essentiel d'améliorer le dialogue et la coopération entre les pays de l'OCI et leurs agences d'IDE. À cet égard, il est recommandé aux pays de l'OCI d'adopter une position proactive sur les moyens d'explorer les possibilités de coopération pour le renforcement des capacités nationales et d'encourager les projets d'IDE des pays d'origine de l'OCI vers d'autres pays d'accueil de l'OCI.

11.4 Améliorer l'écosystème d'investissement dans les pays de l'OCI

Il existe des guillemets qui influencent la décision des investisseurs, tels que la géographie et le climat, sur lesquels les décideurs politiques n'ont aucun contrôle. Cependant, la majorité des facteurs qui constituent l'"écosystème d'investissement" sont des éléments sur lesquels les décideurs politiques ont un contrôle. À cet égard, les politiques et les réformes déterminent l'attractivité et la compétitivité des pays et peuvent modifier la perception des investisseurs de manière positive ou négative. Par conséquent, l'amélioration de l'écosystème d'investissement est étroitement liée à la volonté politique de créer un environnement plus favorable. Cela nécessite une vision du changement, un plan de mise en œuvre des réformes et des indicateurs clés de performance. Les politiques et les mesures de soutien des organisations régionales et internationales, y compris les banques multilatérales, pourraient également faciliter le rythme et le succès des réformes visant à supprimer les barrières et les obstacles à l'investissement auxquels sont confrontés les investisseurs. Un ensemble de réformes sur mesure ciblant spécifiquement divers segments d'investisseurs ou types d'investissements, tels que les entreprises étrangères, les entreprises publiques, les PME et les projets PPP, pourrait être utile pour concevoir et mettre en œuvre des réformes visant à améliorer l'écosystème d'investissement dans les pays de l'OCI. En effet, les attentes et les besoins des différentes parties prenantes/investisseurs pourraient varier en fonction du type et de la taille de l'investissement.

Néanmoins, la réduction de la volatilité macroéconomique, la prise en compte des risques perçus par les investisseurs, la facilitation du commerce et de l'investissement, l'assouplissement des procédures d'enregistrement et d'exploitation des entreprises, la réduction de la bureaucratie pour les agents économiques et l'investissement dans la

numérisation des services publics, tels que la gestion fiscale et l'enregistrement des entreprises, pourraient tous aider les pays de l'OCI à développer un écosystème plus propice à la stimulation de l'investissement. Pourtant, des disparités au niveau des pays existent au sein du groupe de l'OCI. Il n'est donc pas très facile d'identifier les priorités au niveau national. Alors que certains pays de l'OCI, s'efforcent de réduire les risques, d'autres peuvent avoir des problèmes liés aux barrières commerciales et à l'accès au financement. À cet égard, les pays de l'OCI doivent entreprendre des études de diagnostic par pays pour évaluer soigneusement leur écosystème d'investissement national et dresser la liste des priorités politiques. En outre, la mise en œuvre d'une série de réformes et de mesures doit être suivie à l'aide d'une approche métrique afin d'obtenir les résultats positifs escomptés dans une période donnée.

11.5 Cartographie des secteurs prioritaires pour l'investissement dans les pays de l'OCI

Pétrochimie

L'industrie pétrochimique est et restera d'une grande importance pour les pays membres de l'OCI. Le premier pas dans la pétrochimie nécessite des investissements substantiels et une stratégie d'actifs à long terme, de sorte que l'établissement d'une empreinte significative dans cette industrie prend beaucoup de temps. Il est impératif pour les pays membres de l'OCI de donner la priorité aux investissements pour le développement de l'industrie pétrochimique, qui nécessite des dépenses d'investissement substantielles ainsi qu'une coordination efficace pour établir des liens avec la CVM de nombreuses autres industries utilisatrices finales. Les pays membres de l'OCI ayant un avantage stratégique pour l'industrie pétrochimique doivent formuler une feuille de route pour un réseau collaboratif d'entités privées et publiques au niveau de l'OCI afin de créer la taille de marché requise et de favoriser les opportunités pour les industries utilisatrices finales prospères. Cela permettra à son tour de stimuler l'innovation dans l'industrie pétrochimique et d'autres industries. En ajoutant plus de valeur dans ces industries à fort impact, les pays de l'OCI seront collectivement en mesure de passer du statut de pays producteurs de pétrole à celui de développeurs de technologies, tout en diversifiant et en élargissant leurs portefeuilles de produits.

En stimulant la demande intérieure et en attirant des industries finales telles que la construction, l'emballage et l'automobile, les pays membres de l'OCI peuvent également augmenter leur capacité de formulation et de finition locale - tout en réduisant la dépendance aux importations. Il est clair que les pays membres de l'OCI ont actuellement des forces dans la production et la transformation primaire. Cependant, il existe un potentiel considérable de valeur ajoutée plus haut dans la chaîne de valeur, notamment au stade de la transformation secondaire, où ils sont actuellement plus faibles. Logiquement, les pays membres de l'OCI doivent faire des efforts pour diversifier et approfondir leur niveau d'intégration verticale et stimuler une demande suffisante de la part des industries finales pour faire avancer ce développement. Cela nécessite la formulation et la mise en œuvre de politiques proactives

pour favoriser la croissance, l'innovation, la création de valeur, l'emploi, la durabilité et l'égalité dans tous les pays membres.

Textile

Pour être inclus dans la CVM de la culture et de la transformation durables du coton, les pays de l'OCI qui ne sont pas encore bien établis dans le secteur du coton devraient investir dans les infrastructures et accroître leurs connaissances. Quant à l'exploitation des opportunités, sur le marché mondial de la laine, ils peuvent se concentrer sur le maintien et le développement de leur position à long terme. Quant au marché de la soie, la demande croissante des consommateurs et l'innovation des produits peuvent offrir aux pays de l'OCI des perspectives intéressantes pour occuper des niches de marchés inexploités. Dans l'industrie du cuir, les pays de l'OCI pourraient devenir les principaux fournisseurs de sacs et d'accessoires en cuir, le segment de marché qui connaît la croissance la plus rapide. Ils auraient également besoin de développer l'infrastructure de traitement nécessaires. Dans le secteur des fibres synthétiques, les pays asiatiques de l'OCI pourraient bénéficier de l'attraction d'investissements directs par des sociétés d'approvisionnement mondiales ainsi que d'investissements dans les capacités locales pour créer une infrastructure de fournisseurs locaux. Ainsi et surtout, les réseaux de fournisseurs locaux pourraient encourager la production pour le marché intérieur et réduire la dépendance vis-à-vis des exportations.

Agriculture

Trois groupes nationaux ont été formés parmi les pays de l'OCI afin de mieux personnaliser les plans d'action et les opportunités d'investissement. Les initiatives visant à promouvoir l'éducation et l'innovation dans les pays de l'OCI peuvent contribuer à générer des avantages concurrentiels dans le secteur agroalimentaire, en utilisant le savoir-faire existant pour améliorer la qualité et accélérer le développement de solutions durables. Les membres de l'OCI tels que Bahreïn, Oman, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite sont des exemples de potentiel inexploité, avec moins de 2 % de leur zone géographique classée comme arables. Les méthodes alternatives, telles que l'agriculture verticale et les projets de lutte contre la désertification, sont très prometteuses, mais elles nécessitent également beaucoup d'argent. D'autres régions, comme l'Afrique subsaharienne disposent de nombreuses terres mais ne disposent pas du savoir-faire et des ressources nécessaires pour les exploiter. À mesure que d'autres pays membres de l'OCI se lancent dans le développement de capacités de production et d'exportation, les investissements étrangers directs pourraient jouer un rôle clé.

Exploitation minière et construction

Il existe 18 aspects clés du potentiel des CVM qui sont associés à des opportunités, des défis et des risques au sein des industries minières et de la construction à différents niveaux. Cependant, cinq d'entre eux sont très stratégiques pour les pays membres de l'OCI en termes de priorités et d'opportunités d'investissement, notamment le ciment, le fer et l'acier, l'or, l'aluminium et le nickel. Dans le secteur minier, deux grandes tendances sont susceptibles d'accroître la demande. L'utilisation croissante de l'électronique construite autour de

l'Internet des objets (IoT), et l'expansion de l'e-mobilité et des énergies renouvelables. La tendance à intégrer de plus en plus d'électronique dans les produits manufacturés devrait s'accélérer, sous l'impulsion de ce que l'on appelle l'"industrie 4.0" - la quatrième révolution manufacturière, qui implique l'utilisation de systèmes intelligents interconnectés, l'apprentissage automatique, l'analyse avancée, la réalité augmentée, l'intelligence, artificielle etc. La connectivité accrue offerte par la technologie 5G, par exemple, nécessite des métaux à faible résistance électrique.

De nombreux pays de l'OCI sont confrontés à une pénurie de logements et d'infrastructures connexes, avec une pression supplémentaire due à une croissance démographique rapide. Les pays membres de l'OCI devraient afficher une croissance de la construction supérieure à la moyenne du secteur d'ici 2030. Une conséquence évidente sera l'augmentation du nombre de bâtiments, tant commerciaux que résidentiels. Une implication moins évidente est l'impact que ces volumes accrus auront sur les autorités locales, qui sont chargées de fournir aux entreprises de construction les permis nécessaires et de veiller à leur conformité. En outre, à mesure que la technologie est intégrée dans toutes les constructions, la complexité de l'intégration des fournisseurs augmente de manière exponentielle. Il est important pour les pays membres de l'OCI de tirer parti de la technologie de l'impression 3D dans la construction, qui offre de nombreux avantages, notamment la réduction du coût de propriété et des délais de développement plus rapide. En outre, deux tendances majeures devraient influencer de manière significative l'orientation et les pratiques de l'industrie de la construction au cours de la prochaine décennie : une plus grande prévalence des composants préfabriqués, ainsi qu'un accent croissant sur l'efficacité énergétique des bâtiments et la fabrication des matériaux de construction. La préfabrication désigne l'assemblage de composants, allant de pièces individuelles à des pièces de bâtiment complètes, dans une usine plutôt que sur site. Ces sections « préfabriquées » sont ensuite transportées sur le site de construction, où elles sont assemblées et empilées. Les promoteurs font face à une pression croissante sur la productivité, les clients exigeant une plus grande efficacité et des délais de développement plus courts. D'où la tendance aux structures modulaires, qui permettent de gagner 30 à 50 % de temps par rapport à l'approche classique consistant à construire à partir de matériaux bruts.

11.6 Mobilisation des fonds d'investissement pour combler les lacunes en matière d'investissement dans les pays de l'OCI.

Les fonds d'investissement et les flux des capitaux sont essentiels pour mobiliser les investisseurs et combler les lacunes en matière d'investissement. Si l'investissement public et privé via des fonds d'investissement correctement structurés reste vital pour la croissance, plusieurs conditions doivent être réunies pour que le secteur soit florissant. Dans tout pays, l'existence de marchés de capitaux efficaces, associée à des cadres réglementaires solides et appropriés, est une condition préalable essentielle à l'existence d'un secteur actif des fonds d'investissement. Les sections, les obligations et les autres marchés de valeurs mobilières

doivent être régis par des lois visant à prévenir la fraude, à promouvoir la transparence, à favoriser la liquidité du marché et à garantir l'efficacité de la négociation et de la compensation des titres. La réglementation des fonds est également importante pour assurer la protection des investisseurs, fournir des informations adéquates pour une prise de décision éclairée, et limiter les conflits d'intérêts potentiels entre les promoteurs de fonds et les investisseurs. En ce qui concerne les flux transfrontaliers vers les pays de l'OCI intermédiaires par des fonds d'investissement, une structure réglementaire solide dotée d'outils et d'options politiques appropriés permettra de mieux surveiller et gérer les risques et les vulnérabilités qui peuvent survenir et affecter la stabilité financière. Dans ce cas, il convient de noter qu'une combinaison de politiques des pays destinataires et des pays sources, déployées efficacement, est de la plus haute importance pour aider à atténuer les débordements transfrontaliers. En s'assurant que ces éléments de base sont en place, les pays de l'OCI seront mieux équipés pour catalyser l'investissement productif et stimuler la croissance via les fonds d'investissement.

Bien qu'il soit entendu que l'efficacité des outils et des mesures politiques dépend des contextes spécifiques des pays qui donnent lieu à un ensemble unique de risques et de défis, l'amélioration de l'écosystème d'investissement global par le biais d'une réforme politique suffisante et à grande échelle doit être une priorité pour les pays de l'OCI. D'autres priorités politiques pourraient consister à mieux aligner les incitations des investisseurs, à renforcer l'intégrité, la stabilité et la résilience des secteurs financiers nationaux et leur développement global, à préserver un système juridique équitable et efficace et à créer des marchés du travail est des produits efficaces.

Annexes

Annexe I: Classifications des groupes de pays

Pays membres de l'OCI (57):

Afghanistan (AFG)	Albanie (ALB)	Algérie (DZA)
Azerbaïdjan (AZE)	Bahreïn (BHR)	Bangladesh (BGD)
Bénin (BEN)	Brunei Darussalam (BRN)	Burkina Faso (BFA)
Tchad (TCD)	Comores (COM)	Cameroun (CMR)
Djibouti (DJI)	Égypte (EGY)	Côte d'Ivoire (CIV)
Gambie (GMB)	Guinée (GIN)	Gabon (GAB)
Guyana (GUY)	Indonésie (IDN)	Guinée-Bissau (GNB)
Irak (IRQ)	Jordanie (JOR)	Iran (IRN)
Koweït (KWT)	République kirghize (KGZ)	Kazakhstan (KAZ)
Libye (LBY)	Malaisie (MYS)	Liban (LBN)
Mali (MLI)	Mauritanie (MRT)	Maldives (MDV)
Mozambique (MOZ)	Niger (NER)	Maroc (MAR)
Oman (OMN)	Pakistan (PAK)	Nigeria (NGA)
Qatar (QAT)	Arabie Saoudite (SAU)	Palestine (PSE)
Sierra Leone (SLE)	Somalie (SOM)	Sénégal (SEN)
Surinam (SUR)	Syrie* (SYR)	Soudan (SDN)
Togo (TGO)	Tunisie (TUN)	Tadjikistan (TJK)
Turkménistan (TKM)	Ouganda (UGA)	Türkiye (TUR)
Ouzbékistan (UZB)	Yémen (YEM)	Émirats Arabes Unis (EAU)

* La Syrie est provisoirement retirée des pays membres de l'OCI.

Pays en développement non membres de l'OCI (98):

Angola (AGO)	Antigua-et-Barbuda (ATG)	Argentine (ARG)
Arménie (ARM)	Les Bahamas (BHS)	La Barbade (BRB)
Biélorussie (BLR)	Belize (BLZ)	Bhoutan (BTN)
Bolivie (BOL)	Bosnie-Herzégovine (BIH)	Botswana (BWA)
Brésil (BRA)	Bulgarie (BGR)	Burundi (BDI)
Cap-Vert (CPV)	Cambodge (KHM)	République centrafricaine (CAF)
Chili (CHL)	Chine (CHN)	Colombie (COL)
R.D. du Congo (COD)	République du Congo (COG)	Costa Rica (CRI)
Croatie (HRV)	Dominique (DMA)	République dominicaine (DOM)
Équateur (ECU)	El Salvador (SLV)	Guinée équatoriale (GNQ)

Érythrée (ERI)	Éthiopie (ETH)	Fidji (FJI)
Géorgie (GEO)	Ghana (GHA)	Grenade (GRD)
Guatemala (GTM)	Haïti (HTI)	Honduras (HND)
Hongrie (HUN)	Inde (IND)	Jamaïque (JAM)
Kenya (KEN)	Kiribati (KIR)	Kosovo (Non attribué)
R.D.P. du Laos (LAO)	Lesotho (LSO)	Libéria (LBR)
Macédoine du Nord (MKD)	Madagascar (OMD)	Malawi (MWI)
Îles Marshall (MHL)	Maurice (MUS)	Mexique (MEX)
Micronésie (FSM)	Moldavie (MDA)	Mongolie (MNG)
Monténégro (MNE)	Myanmar (MMR)	Namibie (NAM)
Nauru (NRU)	Népal (NPL)	Nicaragua (NIC)
Palau (PLW)	Panama (PAN)	Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG)
Paraguay (PRY)	Pérou (PER)	Philippines (PHL)
Pologne (POL)	Roumanie (ROU)	Russie (RUS)
Rwanda (RWA)	Samoa (WSM)	São Tomé et Príncipe (STP)
Serbie (SRB)	Seychelles (SYC)	Îles Salomon (SLB)
Afrique du Sud (ZAF)	Sud-Soudan (SSD)	Sri Lanka (LKA)
Saint-Kitts-et-Nevis (KNA)	Sainte-Lucie (LCA)	Saint-Vincent-et-les-Grenadines (VCT)
Swaziland (SWZ)	Tanzanie (TZA)	Thaïlande (THA)
Timor-Leste (TLS)	Tonga (TON)	Trinité-et-Tobago (TTO)
Tuvalu (TUV)	Ukraine (UKR)	Uruguay (URY)
Vanuatu (VUT)	Venezuela (VEN)	Vietnam (VNM)
Zambie (ZMB)	Zimbabwe (ZWE)	
Pays développés (39):		
Australie (AUS)	Autriche (AUT)	Belgique (BEL)
Canada (CAN)	Chypre (CYP)	République tchèque (CZE)
Danemark (DNK)	Estonie (EST)	Finlande (FIN)
France (FRA)	Allemagne (DEU)	Grèce (GRC)
Hong Kong (HKG)	Islande (ISL)	Irlande (IRL)
Israël (ISR)	Italie (ITA)	Japon (JPN)
Rép. de Corée, (KOR)	Lettonie (LVA)	Lituanie (LTU)
Luxembourg (LUX)	RAS de Macao (MAC)	Malte (MLT)
Pays-Bas (NLD)	Nouvelle-Zélande (NZL)	Norvège (NOR)
Portugal (PRT)	Porto Rico (PRI)	Saint-Marin (SMR)
Singapour (SGP)	République slovaque (SVK)	Slovénie (SVN)
Espagne (ESP)	Suède (SWE)	Suisse (CHE)
Taïwan (TWN)	Royaume-Uni (GBR)	États-Unis d'Amérique (USA)
* Basé sur la liste des pays développés classés par le FMI.		

Annexe II: Classification géographique des pays de l'OCI

Afrique sub-saharienne (21): OCI-ASS		
Bénin	Gambie	Nigéria
Burkina Faso	Guinée	Sénégal
Cameroun	Guinée-Bissau	Sierra Leone
Tchad	Mali	Somalie
Comores	Mauritanie	Soudan
Côte d'Ivoire	Mozambique	Togo
Gabon	Niger	Ouganda
Moyen-Orient et l'Afrique du nord (19): OCI-MENA		
Algérie	Koweït	Arabie Saoudite
Bahreïn	Liban	Syrie*
Djibouti	Libye	Tunisie
Égypte	Maroc	Émirats arabes unis
Irak	Oman	Yémen
Iran	Palestine	
Jordanie	Qatar	
*La Syrie est provisoirement retirée des pays membres de l'OCI.		
Asie de l'est et du sud et Amérique latine (9): OCI-AESAL		
Afghanistan	Guyane	Maldives
Bangladesh	Indonésie	Pakistan
Brunei Darussalam	Malaisie	Surinam
Europe et l'Asie centrale (8): OCI-EAC		
Albanie	Kirghizstan	Turkménistan
Azerbaïdjan	Tadjikistan	Ouzbékistan
Kazakhstan	Türkiye	

Annexe III: Chaines de valeur du textile et de l'habillement dans certains pays de l'OCI.

Annexe III. 1: Possibilité de mise à niveau de l'industrie textile en tant que moteur de l'économie turque.

L'intégration de la Türkiye dans la chaîne textile mondiale a été une réussite au cours des 30 dernières années. L'industrie du textile et de l'habillement de la Türkiye était principalement axée sur la satisfaction de la demande intérieure des années 1930 aux années 1980. Les avantages initiaux de la Türkiye comprenaient le coton, la soie, les capacités traditionnelles de fabrication de laine et la possibilité de cultiver des matières premières naturelles. Grâce à des investissements supplémentaires dans les années 1990, la capacité de fabrication de tissus et de fils a augmenté de façon spectaculaire. L'industrie a connu une transition structurelle, surtout depuis les années 2000, en fonction de la politique d'approvisionnement des grandes centrales d'achat. Grâce à de droits d'importation supplémentaires, des incitations à l'image de marque, à la publicité et au design, des gains mineurs en matière de production et d'exportations ont été documentés depuis 2011.

Les composants textiles, les composants techniques, les produits industriels, les textiles ménagers et les vêtements sont tous des sous-catégories du secteur textile. En terme de catégorie de produits, les exportations de vêtements ont totalisé 17,7 milliards de dollars américains, les exportations de composants de vêtements (tissus, fils et fibres de vêtements) ont totalisé 6,2 milliards de dollars américains, les exportations de produits finis non vestimentaires (revêtements de sol, linge de maison) et de produits industriels ont totalisé 4 milliards de dollars américains, et les exportations de composants non vestimentaires de tissus et fils divers ont totalisé 0,9 milliard de dollars américains.

Tout au long de la période de 2003 à 2018, la Türkiye a eu un avantage comparatif démontré très élevé dans la fabrication de textiles, de vêtements et de chaussures, de cuir, de bagages et de produits associés, comme le montre le tableau ci-dessous. Cependant, malgré le fait que ces activités soient restées au-dessus de la barrière, l'ACR pour la fabrication de cuir, de bagages et de produits associés a considérablement diminué au cours des 16 années.

Défis et recommandations

Défis

La dépendance de l'industrie du textile vis-à-vis des importations entraîne une hausse des prix et réduit la valeur ajoutée de la Türkiye dans le processus de fabrication. La Türkiye doit s'améliorer dans la CVM du textile en fabriquant davantage de produits et de services à valeur ajoutée en raison des coûts élevés de l'énergie, de l'eau et de la main-d'œuvre.

Pour répondre aux attentes mondiale dans la CVM du textile, la fiabilité est essentielle. Les entreprises turques peuvent tirer parti de leurs avantages comparatifs en matière de production et de conception pour rester des producteurs fiables.

L'adoption de nouvelles technologies dans le processus de fabrication pour l'amélioration des processus nécessite une main-d'œuvre qualifiée dans le domaine numérique.

De nombreux groupes d'entreprises représentent l'industrie textiles, et la coopération est essentielle à la réussite des initiatives de marketing, de valorisation de la marque et de mise à niveau du marché final.

Recommandations

L'étude de la Banque islamique de développement (2020b) démontre qu'un examen étape par étape de la valeur ajoutée, depuis les matières premières jusqu'aux ventes, peut aider à identifier des interventions spécifiques pour moderniser la CVM textile de la Türkiye.

La Türkiye peut ajouter avantage de valeur au processus de production textile en se concentrant sur l'image de marque, en améliorant les processus et en envisageant des liens avec d'autres industries telles que l'automobile et les produits médicaux, ainsi que créer un écosystème durable en réduisant la consommation d'énergie et d'eau, en recyclant les déchets dans la production textile et en formant une chaîne de valeur circulaire.

Ces recommandations peuvent être étayées par une analyse complète de la CVM dans le domaine et par des réunions avec les parties prenantes de l'industrie dans les secteurs public et privé.

Annexe III. 2: Le Bangladesh dans la chaîne de valeur mondiale de l'habillement.

Pour de nombreuses raisons, l'industrie de l'habillement du Bangladesh est vitale pour l'économie globale du pays. Pendant des années, le secteur a été à l'avant-garde des exportations du pays. De 3,9 % des exportations globales en 1984 à 83,5 % en 2018, le secteur de l'habillement a rapidement augmenté sa part des exportations totales. Les exportations des vêtements ont augmenté de 225,4 % entre 2008 et 2018, passant de 11,9 milliards de dollars américains à 38,8 milliards de dollars américains. Environ 3,5 millions à 4,5 millions de personnes sont employées dans l'industrie de la confection, dont 60 % de femmes (Centre pour le dialogue politique 2019). Depuis le début des années 1980, le nombre d'usines de confection n'a cessé d'augmenter, pour atteindre 4 621 en 2019 sur la liste officielle, avec une moyenne de 650 travailleurs par entreprise. Avec une moyenne de 55 travailleurs travaillant dans chaque établissement, 32 % des sous-traitants/usines devraient être informels (Centre pour les entreprises et les droits de l'homme 2015). Les fabricants de tricots et de pulls représentent environ 40 % des usines, tandis que les fabricants de vêtements tissés représentent les 60 % restants.

Avantages, défis et recommandations

Avec une abondance de main d'œuvre bon marché, des usines adaptables, un accès en franchise de droits aux pays de l'UE et des accords commerciaux préférentiels (ACEP) avec

des pays comme l'Inde, la Chine et la Corée, le secteur de l'habillement du Bangladesh offre à la fois des atouts et des opportunités. Le degré élevé de propriété nationale suggère également qu'il existe des possibilités d'amélioration pour l'avenir. Cependant, il existe un certain nombre de défis, notamment des infrastructures inadéquates et des problèmes liés aux normes industrielles.

Avantages

Les usines de confection bangladaises ont des coûts mensuels de main-d'œuvre bien inférieurs à ceux des principaux pays disposant de capacités de production à grande échelle, comme la Chine, l'Inde et le Vietnam. Malgré le fait que les banques bangladaises aient un taux d'emprunt relativement élevé, les entreprises textiles bangladaises restent compétitives en termes de dépenses d'électricité et d'eau. Le Bangladesh possède également le deuxième plus grand nombre d'usines de vêtements au monde, après la Chine, ce qui lui permet d'accepter des commandes de production à grande échelle pour une variété de produits. L'UE reste la destination la plus populaire pour les produits fabriqués au Bangladesh. La raison fondamentale en est que les produits textiles bangladais bénéficient d'un accès tarifaire nul aux pays de l'UE, mais que les produits de pays concurrents tels que la Chine, l'Inde et le Vietnam sont soumis à des droits de douanes importants.

Défis et recommandations

Malgré ces capacités, l'industrie de l'habillement du Bangladesh est confrontée à de nombreux obstacles. Les infrastructures inadéquates du Bangladesh telles que l'énergie, les transports et les services portuaires, présentent de nombreux obstacles pour les acteurs du secteur.

L'industrie de l'habillement continue de s'appuyer sur des travailleurs peu qualifiés et des cadres de niveau intermédiaire venus de l'étranger, ce qui nécessite le développement de talents locaux. L'importation des matières premières et d'intrants d'autres pays entraîne des délais plus longs, des prix plus élevés, une valeur ajoutée moindre et, par conséquent, une moindre compétitivité face à des concurrents de plus en plus nombreux qui deviennent plus efficaces à moindre coût.

En outre, la réputation du Bangladesh en tant que destination idéale pour l'approvisionnement en vêtements peut être affectée négativement en raison des réglementations existantes en matière de sécurité des usines, des conditions de santé et de travail, et de la sensibilité au changement climatique.

La concentration des marchés et des produits constitue un défi majeur. Le Bangladesh s'appuie sur des accords commerciaux préférentiels pour accéder aux marchés internationaux. En conséquence, les exportations sont limitées à un petit nombre de destinations. Le manque de diversification des marchés et des produits du Bangladesh pourrait le rendre vulnérable aux chocs mondiaux tels que les récessions et les pandémies, et limiter le transfert de connaissances et d'expériences aux acteurs locaux.

Un défis plus récent est la propagation de la pandémie de COVID-19, qui a perturbé les réseaux d'approvisionnement mondiaux. Le gouvernement du Bangladesh a tenté de résoudre le problème en accordant des prêts à faible taux d'intérêt aux entreprises pour couvrir les salaires. Les fabricants, quant à eux, sont confrontés à un plus grand défi sous la forme d'annulations d'acheteurs et de la nécessité de travailler dans des conditions de distanciation sociale afin de respecter les engagements et d'éviter de perdre davantage de contrats, ce qui peut obliger les fabricants à travailler en équipes pour fournir l'espace de distanciation sociale (Woodruff C., 2020). Cela pourrait entraîner une hausse des coûts de main-d'œuvre et de production.

Annexe IV : La chaîne de valeur agroalimentaire dans certains pays de l'OCI.

Annexe IV.1: La Türkiye dans la chaîne de valeur mondiale des fruits et légumes frais.

La Türkiye tente de s'intégrer davantage dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) de l'agriculture. L'agriculture représente 6% du PIB et constitue une source essentielle d'emplois, puisque 19 % de la main-d'œuvre turque est impliquée dans ce secteur. L'agriculture est l'un des principaux sujets du 11ème plan de développement, qui est entré en vigueur en juillet 2019 et qui comporte un certain nombre d'objectifs, notamment la sécurité et la sûreté alimentaires, le développement rural et la compétitivité du secteur. L'amélioration des performances agricoles est une approche particulièrement essentielle pour réduire les disparités socio-économiques dans les 81 provinces de Türkiye.

Malgré une production agricole importante, la Türkiye est un importateur net de céréales et de légumineuses importantes. Seule une partie de la production de 64 milliards de dollars américains a été exportée, et la Türkiye est devenue un importateur net de céréales et de légumineuses essentielles. Néanmoins, l'industrie représente 10% des exportations globales et la Türkiye est un important fournisseur de noix de cajou, d'abricots, de figues et de légumes frais tels que les tomates et les concombres. L'Irak, la Syrie et les pays de l'Union européenne sont parmi les principales destinations des exportations de fruits et légumes frais.

Annexe IV.2: Le Nigeria dans la chaîne de valeur mondiale cacao-chocolat.

Le Nigeria participe principalement à la CVM cacao-chocolat en tant qu'exportateur de fèves de cacao et, dans une moindre mesure, d'ingrédients de cacao. Le Nigeria est le quatrième producteur mondial de fève de cacao, représentant environ 5,6 % de la production totale (ICCO, 2018). Le cacao est cultivé sur une superficie estimée à 800 000 hectares par près de 300 000 petits exploitants sur des parcelles allant de 2 à 5 hectares.

Environ 14 états du sud du Nigeria sont impliqués dans la production. Ondo, Cross River, Osun, Ekiti et Abia font partie des plus grands états producteurs de cacao du Nigeria. Les états d'Ondo et de Cross River fournissent près de 72% de la production totale de cacao du Nigeria (PIND,

2019). Le cacao est le deuxième plus grand produit d'exportation non pétrolier au monde, représentant 30 % des exportations agricoles, employant environ 2 millions de personnes et générant d'importantes recettes en devise (NEPC, 2020).

Défis et recommandations

Défis

- a) L'influence des intrants agricoles est un problème répandu en raison de l'inefficacité des méthodes d'utilisation des intrants, de la capacité limitée de CRIN à fournir et à distribuer des plants à haut rendement pour remplacer les plantations, et du manque de recherche et de développement.
- b) La demande intérieure de cacao est également faible, et l'utilisation des capacités de transformation est faible.
- c) Le caractère abordable des terres et des ressources agricoles. Le mauvais état des routes d'accès et le manque d'irrigation, par exemple.
- d) Les agriculteurs sont contraints d'accepter des prix inférieurs en raison du risque accru et du coût de la vente ; les acheteurs plus rémunérateurs en raison des coûts de transport élevés vers les centres d'achat.
- e) Formation inadéquate en matière de développement et de propagation des semis, de gestion des engrais, des parasites et des sols.
- f) Les agriculteurs rencontrent fréquemment des problèmes d'accès au financement et de coût de celui-ci.
- g) La chaîne de valeur locale du cacao se compose d'un nombre important de petits exploitants qui n'ont aucune autorité et sont des preneurs de prix, ainsi que d'une section très concentrée de sociétés exportatrices qui fixent les critères de prix et de qualité et agissent en tant qu'acteur principal.

Recommandations

- Dans certains États, réaliser des investissements ciblés pour renforcer pour renforcer les infrastructures agricoles et de transformation. Les industries de l'agriculture et de la transformation sont toutes les deux entravées par des infrastructures insuffisantes et inadéquates. L'accès des agriculteurs aux marchés est entravé par le manque de routes rurales, et les frais de transport pour la commercialisation locale sont considérables. En outre, la médiocrité des installations de séchage, de fermentation et de stockage entraîne une mauvaise qualité des haricots. A cet égard, il y aura deux types d'investissements. Premièrement, des investissements en capital dans les biens publics, principalement les routes rurales de desserte et les routes secondaires, seront réalisés en mettant l'accent sur les régions à forte production. Le deuxième type d'investissement consistera à fournir aux coopératives agricoles des installations de traitement primaire, telles que des équipements de fermentation artificielle, des aires de séchage et des installations de stockage communes.

- Améliorer l'organisation du secteur pour mieux coordonner et réaliser une croissance stratégique. Avant 1986, le Cocoa Board jouait un rôle important démantèlement dans l'organisation de la croissance de l'industrie. Cependant, avec l'avènement du pétrole et le démantèlement du Cocoa Board, aucune agence n'a été en mesure d'assumer cette position. L'association du cacao du Nigeria, créée en tant qu'organisation du secteur privé pour reprendre le travail du Cocoa Board, s'est avérée inefficace. Les négociants et les transformateurs continuent de dominer le marché. Les gouvernements de différents États poursuivent leurs propres politiques non coordonnées pour le développement du secteur dans leurs régions respectives. Il n'y a pas d'organisme national qui pourrait mener des initiatives politiques pour aider le secteur. Les gouvernements ont cherché à institutionnaliser de tels organes dans le passé, comme avec le programme cacao en 2012.

En plus des recommandations structurelles générales susmentionnées, les recommandations politiques spécifiques suivantes sont également recommandées pour poursuivre les voies de mise à niveau suivantes.

- a) Mettre en œuvre un programme d'amélioration de la productivité et de la production de cacao comportant quatre volets (i) la formation des agriculteurs aux bonnes pratiques agricoles en utilisant la méthodologie de l'école pratique d'agriculture (ii) l'amélioration des anciennes plantations, (iii) l'expansion de la production par la culture intercalaire ou l'établissement de nouvelles plantations pour les jeunes agriculteurs, et (iv) la promotion de centres de services aux agriculteurs basés sur des coopératives d'agriculteurs.
- b) Créer et mettre en œuvre des programmes de formation pour aider les petits exploitants à obtenir des certificats UTZ ou privés auprès d'entreprises de premier plan.
- c) Soutenir les transformateurs de cacao en introduisant des canaux de financement du commerce.

Annexe IV.3: L'Indonésie dans la chaîne de valeur mondiale cacao-chocolat.

L'Indonésie est un important producteur de cacao, mais les exportations sont restées stables entre 2008 et 2018, la composition des produits évoluant sensiblement vers des exportations plus transformées, en raison de la politique concertée de l'Indonésie de mise à niveau fonctionnelle vers des segments de transformation du cacao à plus forte valeur ajoutée, tels que le broyage et la transformation des fèves de cacao. Cette transition s'est traduite par le remplacement complet des exportations de fèves de cacao en amont par des exportations de cacao transformé en aval, notamment de beurre de cacao, dont les prix unitaires sont désormais comparables à ceux des Pays-Bas et de l'Allemagne.

Alors que les exportations significatives de cacao transformé de l'Indonésie vers des centres de transformation du cacao avancés comme les Pays-Bas démontrent la réussite de la mise à niveau du marché final du pays, malgré la pénétration de grands marchés asiatiques en croissance comme la Chine et l'Inde, la part de l'Indonésie dans leurs importations de cacao-chocolat reste faible.

Défis et recommandations

Défis

En raison d'un manque de compétences adéquates en matière de culture et de post-récolte, ainsi que d'un manque d'infrastructures d'entreposage et de logistique, la productivité à la ferme est faible, ce qui entraîne une faible production et une mauvaise qualité des fèves. L'amélioration des processus, en particulier dans le cacao certifié et le cacao FFC, permettra aux petits exploitants d'obtenir un accès à long terme au marché du cacao, de réduire la volatilité des prix, de promouvoir la valeur ajoutée locale dans la fabrication en aval, et d'augmenter l'emploi et les revenus.

La mise à niveau du marché final peut être réalisée en permettant aux fabricants de chocolat de renommée mondiale d'installer leurs usines en Indonésie afin de servir les marchés nationaux et régionaux en pleine croissance et d'augmenter les exportations de produits chocolatés de grande valeur à long terme, avec les effets d'entraînement associés en termes de technologie et de savoir-faire. Cependant, les fabricants de chocolat ne sont pas en mesure d'accéder aux marchés nationaux et régionaux inexploités en raison du manque d'incitations gouvernementales, des prix élevés des intrants, en particulier pour le sucre, et de la faiblesse des infrastructures de la chaîne du froid. D'autres défis transversaux incluent l'absence d'une politique industrielle cohérente, qui a pour conséquence la sécurité de l'approvisionnement en fèves de cacao pour un secteur intermédiaire déjà en surcapacité, des incitations politiques incohérentes tout au long de la chaîne, et l'absence d'un suivi institutionnel complet. La disponibilité de données précises tout au long de la chaîne de valeur constitue aussi un défi.

Recommandations

- a) L'une des recommandations des politiques transversales proposées est d'établir un groupe de producteurs par le biais de l'OCI dans le but de fournir un revenu de subsistance aux producteurs de cacao et d'aider à l'adoption d'une production durable de cacao dans les pays membres qui représentent 65 % de production mondiale de cacao.
- b) La deuxième recommandation est de développer un effort industriel dirigé par le secteur privé pour intensifier les initiatives de durabilité du cacao et les améliorations de la productivité agricole qui les accompagnent. Le groupe de l'OCI pourrait aider à améliorer la capacité d'une agence mondiale comme le Conseil indonésien du cacao (DEKAINDO), à financer les coopératives d'intrants agricoles et à fournir un soutien au secteur privé pour combler les lacunes importantes dans la chaîne de valeur.
- c) La troisième recommandation est soutenir les agglomérations de transformation du cacao et les groupes de fabrication du chocolat en autorisant les investissements dans des ports intelligents dotés de systèmes de transport et de stockage modernes et efficaces. Cela permettrait de reproduire les succès d'Anvers dans des ports comme Gerik en Indonésie et Klang en Malaisie.
- d) La quatrième recommandation est de créer des installations de R&D collaboratives entre les différentes parties prenantes, y compris les coopératives de producteurs, les entreprises leaders mondiales, les universités et le secteur public, afin de promouvoir la mise à niveau de la chaîne de valeur.
- e) Enfin, la construction des infrastructures au niveau de l'exploitation pour l'entreposage, la fermentation des haricots et l'accès au marché par le biais d'infrastructures de l'exploitation au marché pourrait aider le secteur à éviter les pertes post-récoltes.

Références

- Albino-War, M., S. Cerovic, F. Grigoli, J. C. Flores, J. Kapsoli, H. Qu, Y. Said, B. Shukurov, M. Sommer, and S. Yoon (2014). "Making the Most of Public Investment in MENA and CCA Oil-Exporting Countries." IMF Staff Discussion Note 1410, November.
- Barhoumi, K., H. Vu, S.N. Towfighian, and R. Maino (2018). Public Investment Efficiency in Sub-Saharan African Countries: What Lies Ahead? African Department, International Monetary Fund.
- Bloomberg (2021), ESG assets may hit \$53 trillion by 2025, a third of global AUM, <https://www.bloomberg.com/professional/blog/esg-assets-may-hit-53-trillion-by-2025-a-third-of-global-aum/>
- Boffo, R., and R. Patalano (2020), ESG Investing: Practices, Progress and Challenges, OECD Paris, www.oecd.org/finance/ESG-Investing-Practices-Progress-and-Challenges.pdf
- CIBAFI (2022), Special Report on the Global Islamic Funds: Trends, Challenges, and Opportunities, Manama.
- Climate Change (2022). Mitigation of climate change, Intergovernmental Panel on Climate Change. 4 April 2022.
- Financial Stability Board (2020), COVID-19 Pandemic: Financial Stability Impact and Policy Responses.
- Franklin Templeton India, <https://www.franklintempletonindia.com/investor-education/new-to-investing/video/understanding-asset-classes>
- Gelb A., S. Tordo, H. Halland, N. Arfaa and G. Smith (2014), "Sovereign Wealth Funds and Long-Term Development Finance: Risks and Opportunities," CGD Policy Paper 041, May, Center for Global Development, Washington, DC.
- Gestrin, M. (2016), "Trends in foreign direct investment and their implications for development", in Development Co-operation Report 2016: The Sustainable Development Goals as Business Opportunities, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/dcr-2016-8-en>
- Gries, T. and Naudé, W.A. (2011), "Entrepreneurship and human development: A capability approach", Journal of Public Economics, 3 (1): 216-224
- ICIEC, SESRIC and WAIPA (2017). The State of investment in OIC Member Countries and the role of Export Credit Agencies and Investment Promotion Agencies. <https://sesricdiag.blob.core.windows.net/sesric-site-blob/files/article/716.pdf>
- IMF (2004), Public-Private Partnerships, Prepared by the Fiscal Affairs Department, March, disponible sur le lien <https://www.imf.org/external/np/fad/2004/pifp/eng/031204.pdf>.

- IMF (2015). Making Public Investment More Efficient. Staff Report, June, International Monetary Fund.
- IMF (2018a). Public Investment Management Assessment— Review and Update. May 2018. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- IMF (2018b). Mali – Technical Assistance Report – Public Investment Management Assessment. IMF Country Report No. 18/114. International Monetary Fund.
- IMF (2019). FAD Investment and Capital Stock Database 2019: Manual & FAQ - Estimating Public, Private, and PPP Capital Stocks.
- IMF (2020a). Benin – Technical Assistance Report – Public Investment Management Assessment. IMF Country Report No. 20/28. International Monetary Fund.
- IMF (2020b). Gabon – Technical Assistance Report – Public Investment Management Assessment. IMF Country Report No. 20/188. International Monetary Fund.
- IMF (2020c). *Fiscal Monitor 2020 - Policies for the Recovery*. Washington, DC: International Monetary Fund.
- IMF (2020d). Managing Public Investment Spending During the Crisis. By E. Tandberg and R. Allen. Special Series on COVID-19. May 2020. Washington, DC: International Monetary Fund.
- IMF (2021a), “Global Financial Stability Report October 2021: COVID-19, Crypto and Climate: Navigating Challenging Transitions”, Washington, DC.
- IMF (2021b), “Investment Funds and Financial Stability: Policy Considerations”, Washington, DC.
- IMF (2021c). How to Manage Public Investment during a Postcrisis Recovery. Fiscal Affairs Department. Washington, DC: International Monetary Fund.
- IMF (2022), World Economic Outlook, 19 April 2022. International Monetary Fund.
- Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC (2022), “Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change”, <https://www.ipcc.ch/report/ar6/wg3/>
- Islamic Development Bank (2020a), “Annual Impact Report on IsDB Debut Green Sukuk”, Saudi Arabia.
- Islamic Development Bank (2020b), “Realizing Opportunities for the 21st Century Through Resilient Global Value Chains: Textiles & Apparel.” The Future Volume 5.
- Islamic Development Bank (2020c), Realizing Opportunities for the 21st Century Through Resilient Global Value Chains: Agri-Food. The Future Volume 4, Rabobank and United Nations.
- Islamic Development Bank (2020d), Realizing Opportunities for the 21st century Through Resilient Global Value Chains: Petrochemicals.
- Islamic Development Bank (2020e), Rebuilding Inclusive Global Value Chains as Pathway to Global Economic Recovery”, The Global Value Chains Report 2020.

Islamic Development Bank (2020f), Realizing Opportunities for the 21st century Through Resilient Global Value Chains: Mining & Construction. The Future Volume 3

Kalinova, B., A. Palerm and S. Thomsen (2010), "OECD's FDI Restrictiveness Index: 2010 Update", OECD Working Papers on International Investment, No. 2010/03, OECD Publishing, Paris.

Lieberman, Diana (2020), "Impact Investing 2.0—Not Just for Do-Gooders Anymore"

Ministry of Finance Malaysia (2022), Speech by YB Senator Tengku Datuk Seri Utama Zafrul Tengku Abdul Aziz, Ministry of Finance Malaysia, on the launch of EPF Sustainable Investment Policy <https://www.mof.gov.my/portal/en/news/speech/launch-of-epf-sustainable-investment-policy>

OECD (2014). Recommendation of the Council on Effective Public Investment across Levels of Government. Adopted on 12 March 2014. Paris: Organisation of Economic Cooperation and Development.

OECD (2015a). Mobilising Private Investment in Clean Energy Infrastructure- What's Happening 2015. Paris: Organisation for Economic Co-Operation and Development.

OECD (2015b). *Fostering Investment in Infrastructure: Lessons learned from OECD Investment Policy Reviews*. Paris: Organisation for Economic Co-Operation and Development.

OECD (2017), Operational Procedures for the Country Risk Experts Group. [https://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=TAD/PG\(2017\)11/FIN&docLanguage=En](https://www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=TAD/PG(2017)11/FIN&docLanguage=En)

OECD (2021). FDI Qualities: Harnessing investment for sustainable development. <https://www.oecd.org/fr/industrie/inv/politiques-investissement/business-investment-sdgs.htm>

S&P Global Ratings (2022), Weather Warning: Assessing Countries' Vulnerability to Economic Losses From Physical Climate Risks", London.

Schwartz, G., M. Fouad, T. S. Hansen and G. Verdier (2020). *Well Spent: How Strong Infrastructure Governance Can End Waste in Public Investment*. Washington, DC: International Monetary Fund.

SESRIC (2014), OIC Economic Outlook 2015, Ankara.

SESRIC (2015). OIC Economic Outlook 2015, Ankara. <https://www.sesric.org/publications-detail.php?id=360>

SESRIC (2021). OIC Economic Outlook 2021. Ankara. <https://www.sesric.org/publications-detail.php?id=531>

SESRIC (2022). Socio-Economic Impacts of the COVID-19 Pandemic in OIC Countries: Pathways for Sustainable and Resilient Recovery. Ankara.

Sovereign Wealth Fund Institute (2022), <https://www.swfinstitute.org/fund-rankings/sovereign-wealth-fund>

SWF (2022), “2022 Annual Report: State-Owned Investors 3.0”, <https://globalswf.com/reports/2022annual>

The Fund for Peace (2021). Fragile States Index 2021 – Annual Report.

UNCTAD (2009). The role of public investment in social and economic development. Background paper for the High-Level Seminar on the Role of Public Investment in Social and Economic Development, 13–14 July 2009 in Rio de Janeiro, Brazil.

UNCTAD (2020). Investment Policy Responses to the Covid-19 Pandemic. https://unctad.org/system/files/official-document/diaepcbinf2020d3_en.pdf

UNCTAD (2021). United Nations Conference on Trade and Development Database. Version 07 October 2021.

UNCTAD (2021). World Investment Report 2021, Geneva: United Nations Conference on Trade and Development.

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2019), “World Population Prospects 2019”, New York.

World Bank (2004), World Development Report 2005: A Better Investment Climate for Everyone. Washington, DC.

World Bank (2014), Doing Business 2015: Going Beyond Efficiency. Washington, DC.

World Bank (2020), Doing Business in 2020, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/688761571934946384/pdf/Doing-Business-2020-Comparing-Business-Regulation-in-190-Economies.pdf>

World Bank Group (2020). Global Investment Competitiveness Report 2019/2020: Rebuilding Investor Confidence in Times of Uncertainty. Washington, DC.

World Economic Forum (2019). Global Competitiveness Report 2019.



CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 ORAN, Ankara, Türkiye
Téléphone : (90-312) 468 61 72-76 Fax: (90-312) 468 57 26
Email: ocankara@sesric.org Web: www.sesric.org